





Le Monde

# idées

## ÊTRE JUIF

Le succès considérable du rassemblement organisé les 26 et 27 avril par le mouvement du Renouveau juif, l'intérêt évident porté par plusieurs formations politiques au vote des électeurs israéliens, attirent l'attention sur la situation des 600 000 juifs français, dont beaucoup se sentent mal à l'aise face aux positions prises par le président de la République dans la question palestinienne. Tandis que Paul Giscard d'Estaing et M.-L. Snuossi s'intéressent directement au problème du vote juif et de la double allégeance, Shmuel Trigano plaide pour un retour à la foi d'Abraham.

COMMENT qualifier la phase de la conscience collective que nous traversons aujourd'hui ? De toutes parts montent des invocations incantatoires au père, à l'État libéral, à la démocratie bourgeoise, à la morale et à l'humanité les plus vieillottes. On redécouvre la loi et sa rigueur. On vénère pieusement les maîtres à penser et à vivre. Et, dans les meurs, on redécouvre les vertus de la discipline, tandis que « *bander ne se fait plus* » ; le féminisme, même chez les femmes, est en

perte de vitesse, tandis que la féminité apparaît comme le support d'un « *totalitarisme* » ; un pape, autoritaire et conservateur se taille un triomphe auprès des foules. Bref, après le laxisme, l'ordre moral règne en tous lieux ! Mais le plus étonnant, c'est que ce revirement est aussi et surtout le fait d'un grand secteur des milieux les plus généreux et les plus sensibles à la conscience collective, de ceux qui firent office d'émancipateurs libérateurs depuis mai 68.

### L'État devant la mère

Cela nous ramène irrésistiblement à l'analyse, freudienne, du grand inspirateur de 68, Marcuse, dans *Éros et civilisation*. Dans un développement du mythe de la horde primitive, Marcuse signale qu'après le meurtre du père despotique, par ses fils rebelles, le « *clan des frères* », travaillé par la culpabilité et effrayé par la désorganisation provoquée par la chute du patriarcat, réinstalle le pouvoir du père, dès lors déifié

et source de toute valeur. Ainsi s'élabore cette grande loi de l'histoire des empires, qu'à toute révolution fait suite le totalitarisme. « *La liberté succède à la domination. Le mariage est remplacé par la contre-révolution patriarcale* ». Citant Moïse et le monothéisme : « *Les nouveaux pères, à vrai dire, ne sont pas aussi puissants que le père primitif. Trop nombreux, ils vivent en communautés plus vastes que ne*

por SHMUEL TRIGANO (\*)

Parait fait la horde primitive : si leur faut s'entendre et échanger certaines règles sociales restrictives.

Car, au sommet de la barricade et de la Bastille, deux dangers menacent les frères : le face-à-face avec soi-même, c'est-à-dire la culpabilisation née du meurtre du père, et l'inquiétante proximité de la mère, de la femme, celle pour la possession de laquelle on a commis le crime. « *Le principe de plaisir devient quelque chose d'effrayant et de terrible. Les individus doivent se défendre contre le spectre de la satisfaction intégrale. Celle-ci est représentée par la femme qui, en tant que mère, a jadis, pour la première et dernière fois, procuré une telle satisfaction* ». Le révolutionnaire sent alors monter en lui le désordre, la pagaille, l'insécurité de « *gérer* » le renversement. Il doit aussitôt bloquer l'évolution de cette pathologie, dissoudre le clan. Comment ? En éloignant la mère, en lui faisant écran par un pouvoir, un État, encore plus fort, à tel point qu'Otto Rank ira jusqu'à dire : « *On tue le roi, non pour se débarrasser d'un joug, mais pour assurer une protection encore plus forte contre la mère* », parce qu'il est bien évident que c'est au déclin des pouvoirs, quand le père s'affaiblit, que se fait la révolution.

Il bloque donc cette pathologie au moyen d'une « *restauration* » du pouvoir, mais surtout grâce à un recours à la religion, parfaite machine à deus : « *La contre-révolution patriarcale est stabilisée par l'institution de la religion. Les divinités mâles apparaissent d'abord comme des fils à côté des grandes déesses mères ; mais peu à peu elles prennent les traits du père : le polythéisme la cède au monothéisme, et c'est alors que revient l'unique déité père, dont le pouvoir est éternel. Sublimé et sublimé, la domination originelle devient éternelle, cosmique, elle devient le bien et, sous cette forme, préserve le processus de la civilisation* ». En vérité, toute l'histoire de

ces dix dernières années est là : mai 68, sa continuité dans les luttes féministes (M.L.F., etc.), le retour actuel du père sous la forme de la défense et illustration de l'État, de la « *morale* », de l'antiféminisme, le retour au « *religieux* ». Tout est là, mais avec cette différence que les fils n'ont jamais conquis le pouvoir (heureusement pour eux et pour nous), que toute l'évolution de la conscience actuelle est de l'ordre du songe et non du réel ! On se joue la représentation de la libération, du « *retour* » du religieux, etc., et ça tient de la comédie

de l'art... car tout semble déjà joué. Le politique continue à fonctionner sans que nous n'ayons plus de prise sur lui. C'est que, comme le dirait Marcuse, le père s'est universalisé dans toutes les instances de la société : on ne peut plus le « *supprimer* ». Au sommet de la barricade, le révolutionnaire levant son arme n'a pas trouvé de père. L'égaré ment post-soixante-huitard est le propre d'une génération sans pères dont la parole et le cri sont une injonction à être qu'ils lancent au père... Et jusqu'à y suppléer soi-même.

### Le père juif

Dans cette restitution du père, mort ou absent, c'est-à-dire la confirmation fétichiste du pouvoir, les fils égarés en arrivent un jour ou l'autre au père juif, au grand fantasme de l'Occident sur ses origines, que reprennent Freud et Marcuse (expliquant par là l'antisémitisme) : le juif est le père, le chrétien le fils. Du juif donc comme le super-père, avec sa « *loi* », son « *monothéisme* », sa « *circumcision* », sa « *circumcision* », et de son « *Dien le père* » comme l'archétype du père. Voici l'état de la conscience actuelle dans son intérêt pour le judaïsme.

touchante nostalgie actuelle pour le judaïsme qui se double paradoxalement d'une absence des juifs et de leur parole. On voudrait des juifs, sans les juifs, des juifs sans mères, un Dieu sans Dieu, des juifs, mais sans dimension dans l'histoire, etc.

On aura compris en effet que dans tout cela, ce sont des rôles, des fantasmes qui s'entrechoquent comme la tragédie, *Œdipe*, de Sophocle, et non des êtres réels, que le juif n'est aucunement un père, ni la Torah une « *loi* » ni le Dieu du Sinaï le Dieu-Père. Le message d'Israël, aujourd'hui fantasmé et illusoire, dépasse infiniment le rôle juif dans l'Occident. Il n'est ni exclusivement réductible au père ou à la mère, ni bien pris dans leur combat et leurs défaites, mais dans leur face-à-face. Il est la malentendu d'une nouveauté inédite sur la terre que ni Freud ni Marcuse ne conçoivent : la véritable naissance des fils, libérée du déterminisme tragique du roman familial pour lequel, seul, ceux-là parlaient en vérité... Devant les défis de l'époque, c'est de la foi d'Abraham, c'est-à-dire de l'audace créatrice du « *Vo-t-en* », que nous avons besoin plutôt que de cette « *morale* » qui sent trop les plaques de réfractaire restructuration idéologique au pouvoir qui s'annonce pour la prochaine décennie et à laquelle tous participent, sans s'en rendre compte !

## Double nationalité, double allégeance

Le voyage du président français Valéry Giscard d'Estaing au Proche-Orient et sa proclamation historique, quoique en réalité dans la ligne de la politique française depuis le général de Gaulle, sur la nécessité de reconnaître aux Palestiniens leur droit à l'autodétermination et à la création d'un État indépendant et souverain ont exaspéré et irrité aussi bien le gouvernement de Tel-Aviv que la communauté juive de France.

Et, pour la première fois, cette communauté appelle à la « *dissidence* », à tel point que l'hebdomadaire *Tribune juive* (1) a invité les juifs de France à « *sanctionner* » la politique conduite au Proche-Orient par l'Élysée, et ce en usant de leur bulletin de vote lors des prochaines élections présidentielles (2). Cette même *Tribune* a, d'autre part, atteint le seuil de l'insolence et de l'indécence, en accusant son chef d'État de « *duplicité* » et de « *manque de dignité* ».

Cette intimidation a presque

par M. L. SNUOSI (\*)

réussit. Car, face à de fortes pressions des juifs français, qui commencent à se constituer en un lobby comme celui des juifs de New-York, Paris semble avoir entamé « *une marche arrière* » en douze « *propos de l'autodétermination palestinienne* » (3), en lançant, par l'intermédiaire du Quai d'Orsay, une invitation à des Palestiniens de Cisjordanie à venir en France pour des consultations sur la question (4). Pourtant, tout le monde, notamment le monde arabe, s'attendait que l'Élysée invite Yasser Arafat, président de l'O.L.P., à se rendre à Paris.

Toutefois, contrairement à Jimmy Carter, désavoué par l'Élysée, le juif aux élections présidentielles de New-York, Valéry Giscard d'Estaing risque pour pour l'élection présidentielle (5). Cela vient, d'ailleurs, d'être confirmé par un sondage selon lequel 50 % des Français soutiennent l'initiative de leur président.

### Le vrai masque

L'essentiel de la question ne réside pas là. Seulement, la position des juifs de France, ou de n'importe quel autre pays, appelle des éclaircissements.

En effet, à quel appartenance nationale, à quel véritable nationalité, à quel gouvernement doivent-ils alléger ? Sont-ils des juifs français ou des « *juifs de France* » ?

Par principe, les juifs de France se considèrent, une fois la nationalisation française acquise (6), comme des « *citoyens* » à part entière, jouissant des garanties constitutionnelles issues des principes de 1789. Ainsi, toujours par principe, ils devraient se fonder et s'assimiler à la société française, tout en gardant leur spécificité religieuse.

Mais entre le principe, d'une part, la réalité et la pratique, d'autre part, il y a tout un monde. En effet, depuis le premier congrès sioniste à Bâle en 1897 et l'affermissement de l'idéologie sioniste, les juifs de France, notamment ceux qui ont adopté cette idéologie, ne s'estiment plus, au nom du principe du droit à la différence, comme des citoyens français seulement, mais aussi comme des hôtes de la France. Car, à leurs yeux, « *chaque israélite a deux patries : sa patrie adoptive (la France) et la Palestine* ». Ainsi ont-ils depuis le début de ce siècle opté pour une double allégeance. Mais le plus grave est que, depuis 1948, l'allégeance à Israël est avantagée. C'est que, à juste titre, depuis la création de l'État sioniste, « *le statut organique qui confère la qualité de sioniste, écrit David Ben Gourion, fait obligation collective pour toutes les formations et tous les organismes sionistes nationaux (c'est-à-dire localisés respectivement dans chaque pays) de soutenir l'État juif en toute circonstance et par tous les moyens, fussent-ils se trouver en opposition avec les points de vue des autorités locales des pays où ils se trouvent* ». C'est aussi que les sionistes (et

nous faisons une grande différence entre les juifs et l'idéologie sioniste, aussi néfaste pour les Arabes que pour les juifs sincères) ne se considèrent pas « *des gens comme les autres* », à parer que, disent-ils, nous constituons une nation qui n'est pas encore définitivement fixée, nous ne définissons nos droits que par référence à nous-mêmes, peu importe l'ordre politique et les frontières tracées par ailleurs (7). Par conséquent, pour eux, la diaspora était Israël et actuellement Israël est la diaspora.

Cette double allégeance, surtout si l'une d'elles est au profit d'un État étranger, n'est-elle pas une forme de « *trahison* » ? Ainsi, qui peut-on accuser de « *duplicité* » ?

(\*) Professeur d'histoire-géographie à Tunis et écrivain.

et de « *manque de dignité* » ? Valéry Giscard d'Estaing ou les juifs sionistes de France, qui par leur malinisme sur les masses médias essaient de brouiller les esprits ?

L'ingénierie des sionistes de France dans la politique étrangère de Paris, politique soutenue d'ailleurs par l'ensemble des Français, ne porte préjudice qu'aux juifs eux-mêmes, car leur prise de position ne fait qu'exaspérer la majorité des Français et ne fait que raviver un certain charvinisme de droite, que nous condamnons de prime abord.

D'autre part, il est inutile et c'est peine perdue de nous accuser d'antisémitisme. Ceux qui le sont, ce sont les adeptes de Theodor Herzl.

En effet, nous savons que théoriquement les sionistes sont opposés à tout antisémitisme, mais pratiquement ils y sont singulièrement favorables, et ce dans le but de coloniser la Palestine.

Avant un grand besoin de l'arrivée de nouveaux émigrants, ils suscitent des actes antisémites et les encouragent, comme celui de la rue de Médicis à Paris, le 28 mars 1979, dont on n'a pas encore trouvé les instigateurs.

Ce genre de machiavélisme est le propre du sionisme, pulvérisé par Theodor Herzl a écrit dans son journal : « *Si je réussis à porter le problème juif à un suprême degré d'acuité, la seule voie à suivre devra être celle qui consiste à exposer les juifs à la persécution* ». Chaim Weizmann, David Ben Gourion et les autres dirigeants sionistes se sont ingéniés à appliquer cette consigne.

- (1) *Tribune juive* du 21 mars 1980.
- (2) *Le Monde* du 22 mars 1980.
- (3) *Tribune juive* du 7 avril 1980.
- (4) *Al Haïm al-Am* du Koweït du 6 avril 1980.
- (5) *Le Point* n° 323, du 21 mars 1980.
- (6) La majorité des sept cent mille juifs de France ont l'usage de l'arabe, d'Alsace et du Maghreb (1968).
- (7) Cf. Pierre Rosati : *Les Juifs de la guerre*, éd. J. Martineau, Paris 1970, p. 33.

## De Charybde en Scylla ?

par PAUL GINIEWSKI (\*)

à voler pour M. Marchais, qui vient de rencontrer M. Yasser Arafat.

Il n'est pas certain que les autres partis de l'opposition élaborent un programme, la loi, des raisons de pratiquer vis-à-vis d'Israël, de l'O.L.P., des fournisseurs de pétrole, une politique différenciée de celle de l'Élysée. Si le vote-sanction juif leur apporte les suffrages juifs alors que cette incertitude paralysait, l'opposition ne l'ayant pas dissipée, les électeurs juifs auront simplement été utilisés dans une opération électorale. Certains d'entre eux se seront dévoués en contribuant à infliger la punition. Il n'est pas sûr qu'après les élections, et même en cas de changement de régime ils se retrouveront mieux servis dans leur amour d'Israël, qu'ils ne l'étaient par le gouvernement précédent.

Le 27 avril, lors des « *Deux heures pour Israël* », M. Mitterrand déclarait à un auditoire de cent mille juifs que « *rien ne sera possible si Israël ne participe pas directement à la création d'un patrie pour les Palestiniens* ». Et M. Rocard a eu la franchise de ne pas se prononcer contre une éventuelle venue de Yasser Arafat en France. « *Le sol français devant être accessible à qui veut s'y rendre* ». De telles idées qualifient-elles MM. Mitterrand et Rocard, à vue juive, pour succéder à M. Giscard d'Estaing ?

La vote-sanction n'a donc de sens que s'il sanctionne tous les coupables et, au sens qu'on toutes les « *sans-culottes* », dans les domaines moral et pénal, s'il amende les coupables, s'il fait, par exemple, s'il rend les délits plus difficiles, plus coûteux, plus pénalisants.

C'est dire que le vote-sanction n'a de justification et n'aura

de portée que dans certaines conditions.

Tout d'abord, si les futurs électeurs-sanctionneurs sont crédibles. Il faudra l'établir au recensement à des spécialistes et à des sondages.

S'ils la sont, les Français juifs à non-juifs ayant pour objectif de punir devront faire état de cette crédibilité pour obtenir, avant l'application de la peine, une modification de la politique qu'ils se proposent de sanctionner. Il faut montrer sa force, disait Lyauté, pour éviter d'avoir à s'en servir. La modification devra porter non seulement sur la politique du gouvernement, mais sur celle que son opposition a proposée de pratiquer.

C'est dire aussi qu'il faudra exiger une formulation claire des programmes. Pas au diktat, mais, quand on « *ramasse* » des voix, mais dès aujourd'hui, les tentations devront être épistémiques, axiologiques les interprétations contradictoires que permettant la plupart des textes électoraux. Si la majorité doit s'engager par des actes — non par des paroles — dont les effets devront se produire bien avant l'échéance de 1981, MM. Chirac, Mitterrand ou Rocard, et quiconque veut s'engager à quelque chose, devront le faire par des attitudes qui ne permettant pas de faciles retours. M. Giscard d'Estaing doit être invité à changer de politique, ses adversaires devront tenir la preuve qu'ils pratiqueront une autre politique que lui.

Un vote-sanction qui se bornerait à faire confiance, qui ne dirait pas clairement qu'on n'admettra pas de M. Mitterrand ce qu'on s'attendait pas de M. Giscard d'Estaing, consisterait, pour les juifs, à se faire exploiter et flouer.

Le vote-sanction y conduira, si les juifs et les autres Français qui emboîteront la pas se contentent de se faire payer de mots.

5<sup>ème</sup> ÉDITION

STAN ROUGIER

L'AVENIR EST À LA TENDRESSE

« Les affinités et les fascinations des jeunes... Ce livre offre d'adorables témoignages... » LA VIE

« ... souligne combien les aspirations des jeunes rejoignent le cœur de l'Évangile... » TEMOIGNAGE CHRETIEN

« Refus passionné de la fatalité du mal... »

LA MONTAGNE

SALVATOR - CERE

200 pages

Le Monde

Les électeurs dans

Sept

L'histoire

Une grande œuvre et une originalité et relance (...)

DE GRANDS DE FOND

2011







# PROCHE-ORIENT

## DANS LA PRESSE HEBDOMADAIRE ET MAINTENANT QUE FAIRE ?

Ce n'est certes pas dans la presse hebdomadaire française que M. Jimmy Carter trouvera les soutiens qu'il recherche en Europe. « Fiasco », « impuissance », « échec » sont les mots qui reviennent le plus souvent pour évoquer le raid américain en Iran.

Dans VALEURS ACTUELLES, dont la couverture présente un portrait de M. Carter et en titre le mot « pitoyable », François d'Orval écrit : « Le président américain a deux fois perdu la face. La première en n'agissant pas pendant six mois pour sauver ses otages de Téhéran. La seconde en rappelant les commandos qu'il avait envoyés les délivrer. L'aggravation qui a suivi ce fiasco traduit l'enfer : tout l'Occident a été humilié. Il n'y a pas de commune mesure entre la panne de trois hélicoptères américains et ses conséquences. »

Pour Pierre Pujol, il ne saurait être reproché à M. Carter d'avoir cherché à débloquer les otages. Le directeur politique d'ASPECTS DE LA FRANCE (royaliste) poursuit : « Il est seulement regrettable qu'il ne l'ait pas entrepris plus tôt, au lieu de tergiverser pendant des mois, en laissant ridiculiser les États-Unis. On ne peut empêcher, non plus, d'être surpris de la confession publique de M. Carter d'impressionner d'annoncer l'échec de l'opération alors que les Iraniens eux-mêmes ne s'étaient rendus compte de rien. On peut être assuré que, dans la même situation, les Soviétiques se fussent frottés dans un mutisme absolu. Mais le président américain a sans doute pensé tirer de cette façon de faire un avantage psychologique auprès de l'opinion américaine en présentant les reproches qui pourraient lui être faits. »

Aux yeux de Jean-Loup Reverrier, dans L'UNITÉ, hebdomadaire du parti socialiste : « Les plus embarrassées par l'opération américaine sont incontestablement ceux qui s'efforcent envers et contre tout à maintenir un contact avec Washington pour trouver une issue à la crise. » Il

poursuit : « Carter aurait voulu démontrer que ces Iraniens de bonne volonté n'ont plus aucune crédibilité à ses yeux qu'il n'en ait pas agi autrement. »

RIVAROL estime que l'opération était « extrêmement risquée », mais « sont-ils bien placés, se demandent-ils, pour reprocher à Jimmy Carter de l'avoir quand même tentée, tous les bavards qui ne cessent de flétrir son trépas, son apathie, son absence d'imagination et d'audace, qui le pressaient de faire « quelque chose » ?

Jean-François Kahn se livre à une constatation sensiblement identique dans LES NOUVELLES LITTÉRAIRES : « Carter a été, somme toute, pressé de toutes parts, submergé par toutes les vagues de la démagogie, balotté de professionnels de la provocation en charlatans du patriotisme, brocardés pour sa faiblesse par Nixon, Reagan, Pompidou et autres adeptes du poing sur la gueule verbal. Il s'est senti contraint de jouer une partie qui n'était absolument pas jouable. Il a commis la bêtise à ne pas commettre. Et c'est alors, quand l'inévitable fiasco fut consommé, que le pire s'est produit. Car on vit soudain tous les champions du « y'a qu'à » se retourner comme des crêpes. Eux qui, depuis deux mois, expliquaient que c'était précisément cela qu'il fallait faire, entreprendre d'écarter le président qui avait eu le tort de les écouter. »

Signant l'éditorial de LUTTE OUVRIÈRE, trotskiste, Ariette Laguerre résume : « Finalement, l'échec du commando américain a fait du démantèlement des dirigeants de l'impérialisme américain un beau projet de moyens militaires colossaux, ont beau élever toutes leurs forces, ils ne lui permettent pas d'imposer leur volonté quand un peuple entre les défis et quand la moindre intervention militaire de leur part risque de déclencher la révolte populaire dans toute une région du monde où les capitaines du monde entier tiennent à préserver leurs intérêts. »

### Le courage de M. Vance

Après avoir évoqué l'impérialisme américain « soumis aux aléas du sable et du vent », Guy Baudouin, dans REVOLUTION, hebdomadaire du parti communiste, note : « Les dirigeants américains disent avoir agi par souci humanitaire pour libérer les otages retenus par les étudiants islamiques. Pour notre part, nous n'attribuons pas les prises d'otages. Mais, à l'évidence, le but du raid américain n'était pas leur libération. S'il était parvenu à Téhéran, chacun s'accorde à reconnaître que cela se serait terminé par un véritable bain de sang. L'ambassade américaine de la capitale iranienne n'est pas l'aéroport d'Entebbe. En vérité, au mépris de la vie de ses compatriotes, Jimmy Carter a tenté, par cette opération de désastreuse, le régime iranien dans l'espoir de reconquérir des positions perdues depuis le renversement du chah. Rien ne prouve qu'il restera sur cet échec. »

Selon Antoine Steir, dans LE PÉLERIN, a la retombe la plus grave » de l'échec pour M. Carter est la démission de son secrétaire d'État, M. Cyrus Vance.

Après avoir salué le « courage » de M. Cyrus Vance dans HEBDO T.C. TÉMOIGNAGE CHRETIEN, Georges Montaron estime : « C'est un crime de retenir prisonniers cinquante otages américains. Mais si on veut les libérer, il est indispensable d'être prudent, il est urgent d'attendre le temps qu'il faut pour qu'un ultimatum nouveau prévienne à Téhéran. Et notre fonction, c'est d'attendre. Richard Nixon, le Président Iran à donner un cadre politique à sa révolution. Plutôt que de courir au secours de Carter — qui n'a pas besoin de nous, on l'a bien vu dans cette opération ratée — aidons les Iraniens à bâtir un État, à construire une démocratie, à garantir leur indépendance. »

Dans LA VIE, hebdomadaire chrétien d'actualité, José de Brucker énumère les raisons principales du sérieux et de la gravité de la situation née de l'échec américain, notamment celle-ci : « La considération due au droit international est plus pervertie que jamais. (...) Leur faux pas ne peut que rendre encore plus difficiles aux Américains la reconnaissance et la satisfaction de leur juste droit. Ce peut être grave pour les otages. C'est grave aussi pour l'ordre international. Certes, la force peut servir le droit. Mais il faut alors qu'elle réussisse. Sinon, elle ne fait que renforcer le droit de la force. »

### Battue au sanglier en Corse

du 21 octobre au 18 novembre  
Places limitées  
Chasseurs : 2.000 F  
Accompagnants : 1.000 F  
1 semaine logement + avion  
Tél. : 363-85-37/38

comme des rumeurs à la traîne de plus décidés que nous. »

« Pour qui sonne le glas » titre L'EXPRESS, dont le directeur de la rédaction, Jean-François Revel, explique que le glas de la supériorité militaire américaine, « certes sonné, mais aussi le nôtre. Il s'explique : « Le Moyen-Orient, le golfe Persique, l'Iran, l'Arabie Saoudite, le Pakistan, se trouvent déjà dans le rayon d'action immédiat de l'armée rouge. L'Europe dépendra donc du bon vouloir soviétique pour ses approvisionnements en pétrole, d'ici à quatre ou cinq ans au plus tard, si le cours actuel des choses se poursuit. C'est à cette mainmise que précède l'invasion de l'Afghanistan. »

### Un contraste effrayant

« Le fiasco des « marines » devrait causer un la déroute ou le sursaut », affirme Olivier Chevrillon dans LE POINT. Il ajoute ceci : « Il met en lumière un contraste effrayant : ici, la défaillance américaine, et là, l'assurée victoire soviétique. On peut choisir de résister ou de se résigner. Mais il n'est plus possible de caracoler vaillamment entre les deux super-puissances comme si les temps étaient paisibles et les arrières bien assurés. » Pour Olivier Chevrillon, le « risque » est pour l'instant dans la tentation de M. Helmut Schmidt de parvenir à un « nouvel arrangement avec l'empire soviétique ». Il faut, estime-t-il, que M. Giscard d'Estaing use des liens qu'il a tissés entre Paris et Bonn pour rétablir l'Allemagne, pour la réintégrer au milieu occidental. Car les démocraties se sauveront ensemble ou se perdront. »

Et l'opinion publique française, pense-t-elle ? Si l'on en croit une enquête, PARIS-MATCH-Public réalisée dans la

« Quant à la défense du sol européen même, elle repose, pour l'heure, sur la faiblesse modérée des forces de l'OTAN. Or, l'installation en Europe de ces fusées de portée intermédiaire, décidée en décembre, est, on le sait, remise aujourd'hui en question, à la suite de pressions soviétiques, de la campagne des partis communistes occidentaux appuyés par certains partis socialistes. On doute que la défense française puisse à elle seule polir le faiblesse occidentale. La chute brutale de la crédibilité militaire américaine nous place donc, à brève échéance, devant une alternative : ou subir la domination soviétique ou construire une défense européenne. »

journée du 26 avril auprès d'un échantillon représentatif de mille personnes, 52 % des Français donnent raison à M. Carter d'avoir tenté de débloquer les otages. Ils seraient encore plus favorables (60 %) à une intervention militaire type « Entebbe » si les otages étaient français. Quant à ce que le président américain doit faire maintenant, les avis sont partagés : pour 22 %, faut « céder aux exigences de l'ayatollah », pour 24 % « tenter une nouvelle opération de commando », pour 17 % « entreprendre une action militaire d'urgence en Iran » et 31 % ne se prononcent pas. 22 % jugent que le président américain doit démissionner. « Si les Américains déclarent une opération plus importante », 35 % des personnes interrogées pensent que « les Russes laisseront faire » et 39 % qu'ils « réagiront militairement, quitte à risquer un conflit mondial. »

Alors que faire ? A. Ch.

## Incidents et grèves en Cisjordanie

(Suite de la première page.)

Près de Jérusalem, un autobus israélien a été attaqué à coups de pierre. Bien que l'armée ait tenté de s'y opposer, une grève des commerçants a eu lieu dans la partie arabe de Jérusalem. Six jeunes gens accusés de vouloir contraindre les commerçants à fermer boutique ont été arrêtés. La plupart des établissements scolaires de Cisjordanie devaient être en grève ce mardi 6 mai pour la deuxième journée consécutive.

Les obsèques des victimes de l'attentat de Hébron ont eu lieu lundi. L'une d'entre elles a été inhumée dans l'ancien cimetière juif de cette ville en présence de cinq mille personnes, pour la plupart des colons de l'implantation voisine de Kyrat-Arba et des militants du Gush Emounim, dont beaucoup étaient armés. L'atmosphère était pesante. Le cortège a traversé la ville déserte, dont les habitants sont soumis depuis le 2 mai à un strict couvre-feu. Des incidents se sont produits alors que des militants du Gush Emounim déclaraient vouloir venger les victimes de l'attentat. Les fenêtres de plusieurs maisons arabes et les parades de nombreux véhicules ont été cassés.

Malgré les menaces qui pèsent sur son existence depuis que l'administration militaire le tient pour principal responsable du climat d'agitation qui a précédé l'attentat de Hébron, le Comité d'orientation nationale s'est réuni le 5 mai à Ramallah pour examiner la situation. Les maires de Hébron et de Khalkhoul, qui ont été expulsés, faisaient partie de cet organisme. Plusieurs autres membres ont été arrêtés qu'ils encourageaient la même sanction. Pour tenter de prévenir de nouvelles expulsions, quatre personnalités de Jérusalem-Est et de Bethléem ont fait appel, lundi, devant la Cour suprême isra-

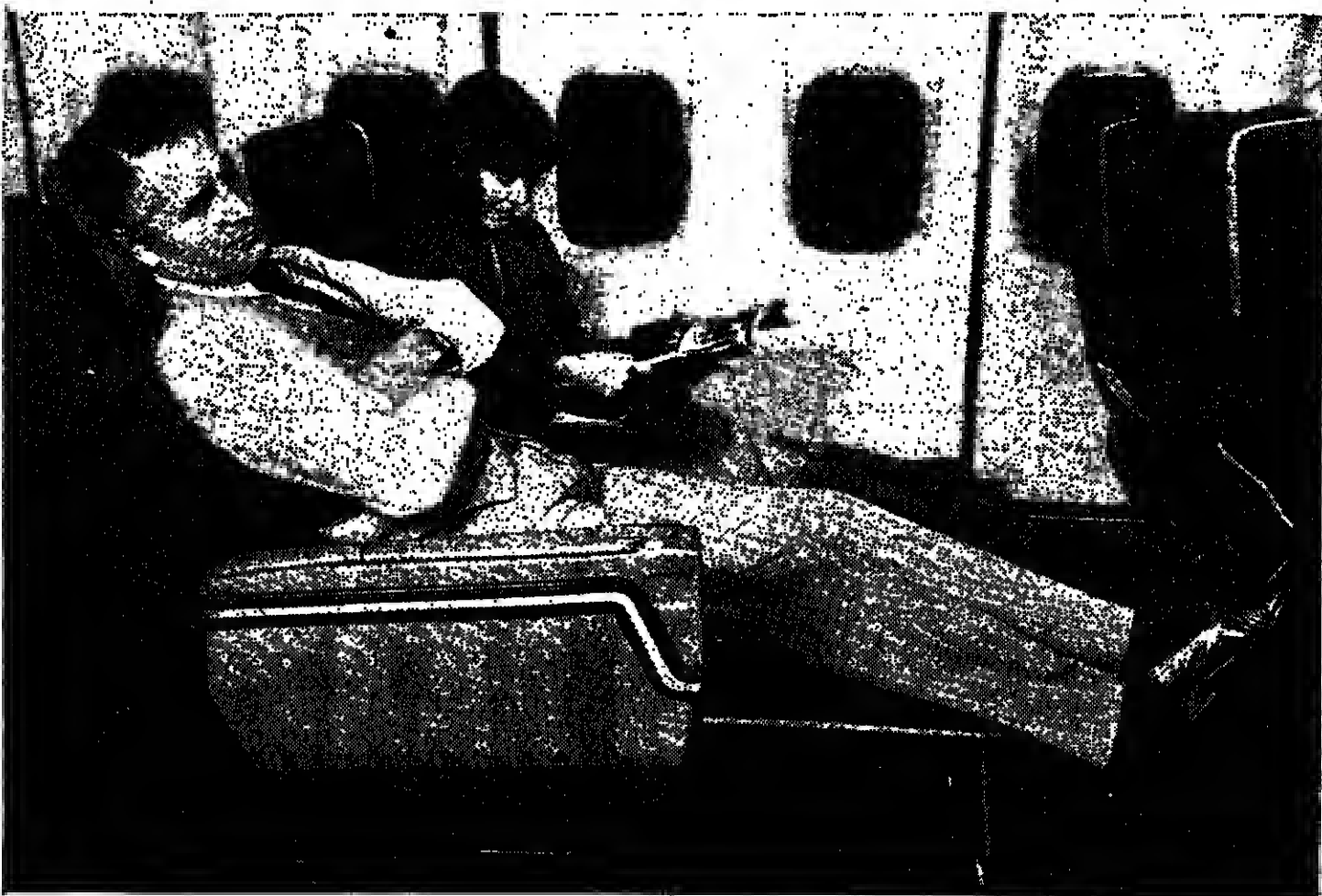
lienne. Parmi elles figure le docteur Ahmed Hamzeh-Nasché, membre du Conseil national palestinien, qui a déjà été expulsé en 1976, puis autorisé à rentrer en Cisjordanie deux ans plus tard. La Cour a fait droit à leur requête en ordonnant au gouvernement militaire, en cas d'expulsions, de soumettre leurs dossiers à la justice avant l'exécution de la mesure.

Alors que la plupart des membres de la coalition gouvernementale continuent de souhaiter l'application de mesures draconniennes en Cisjordanie et veulent l'application d'autres sanctions contre certains dirigeants palestiniens, le ministre de la défense, M. Weizman, devant la Knesset, a essayé de faire admettre une certaine modération, au risque de s'attirer de nouvelles accusations de « faiblesse ». Il a déclaré qu'il avait de « bonnes raisons » pour ne pas envisager pour le moment la dissolution du Comité d'orientation nationale.

Dans ces conditions, le secrétaire général du parti travailliste, M. Haim Bar-Lev, a déclenché un tollé en dénonçant au Parlement l'attitude du gouvernement, qui selon lui, a trop longtemps cédé aux pressions des extrémistes du Gush Emounim. Il a déclaré que l'attentat du 2 mai n'aurait pas eu lieu si le gouvernement avait fait évacuer, comme il s'y était engagé, les colons du Gush Emounim qui occupent illégalement le bâtiment visé vendredi par le commando palestinien. « On a manifestement fourni un objectif aux terroristes », a-t-il déclaré dans un discours. Dans son éditorial intitulé « Cercle vicieux », le Jerusalem Post invite ce mardi matin le gouvernement à faire preuve de « retenue » dans sa politique en Cisjordanie pour éviter que des actes de répression ne provoquent une escalade de la violence.

FRANÇOIS CORNU.

## TWA offre les nouveaux fauteuils-couchettes.



Pour arriver reposé après un long voyage, il n'existe qu'un remède: dormir.

Encore faut-il être confortablement installé. Maintenant avec TWA, chaque passager de 1<sup>re</sup> classe aura son fauteuil-couchette. Sans supplément, sur tous les Boeing 747. Abaissez le dossier, relevez le repose-pieds. A vous l'espace et le moelleux

de la couchette. Tout est tranquille, le service à bord est des plus calmes et attentionnés pour veiller à votre confort.

Réservez votre place sur TWA en 1<sup>re</sup> classe, vous aurez votre fauteuil-couchette. Encore une façon de vous montrer combien votre confort nous est cher.

Vous plaire, ça nous plaît

TWA

Samar  
Lam  
vente spéc

Samaritane Cap

Réservez  
vous n

Des



# AFRIQUE

## Les grèves en Cisjordanie

Henri. Parmi elles figure le docteur Ahmed Hamdan-Nachou, membre du Conseil national palestinien, qui a déjà été exilé en 1976, puis autorisé à rentrer en Cisjordanie deux ans plus tard. La Cour a fait droit à leur requête en ordonnant au gouvernement militaire, en cas d'urgence, de soumettre leurs dossiers à la justice avant l'exécution de la peine.

Alors que la plupart des membres de la coalition gouvernementale continuent de solliciter l'application de mesures draconiennes en Cisjordanie et veulent l'application d'autres sanctions contre certains dirigeants palestiniens, le ministre de la Défense, M. Weizman, devant la Knesset, s'est efforcé de faire admettre une certaine modération, au risque de s'attirer de nouvelles accusations de « faiblesse ». Il a déclaré qu'il avait de « bonnes raisons » pour ne pas envisager pour le moment la dissolution du Comité d'orientation nationale.

Dans ces conditions, le secrétaire général du parti travailliste, M. Haim Bar-Lev, a déclaré au Parlement qu'il ne voyait pas de raison pour que le gouvernement, qui a trop longtemps cédé aux pressions des extrémistes ou du Comité d'orientation, ne décide d'un « coup de main » et ne dissolve le Comité d'orientation.

On n'a manifestement pas l'objectif d'un « nettoyage » dans le gouvernement. Les ministres, qui ont été nommés par le Comité d'orientation, ne sont pas des extrémistes. Ils ont été nommés pour leur compétence et leur expérience. Ils ont été nommés pour leur compétence et leur expérience.

FRANCIS CORNU.

## Tchad

### Les forces françaises ont commencé à évacuer leur matériel

De notre envoyé spécial

N'Djamena. — « Cette fois, c'est la fin. C'est le grand départ. » Après quatre-vingts ans de présence quasi ininterrompue (il y eut un bref hiatus en 1975-1976, au moment de l'affaire Claustre), un officier commente en ces termes l'exécution des ordres reçus de Paris.

Au camp de l'opération Tacaud, à N'Djamena, chacun s'active comme dans une ruche à la veille d'essaimer. Chaque service bourne ses caisses, et, dans les modestes pièces qui abritent à présent l'ambassade de France, on emballe les dossiers et ce qu'on a pu sauver du pillage des archives et de l'argenterie de la République.

Depuis quatre jours, l'évacuation des munitions et d'une partie du matériel a commencé vers Libreville et Bangui ou vers la France par le Cameroun. Le 20 mai, sauf imprévu, tout devrait être terminé, les automitrailleurs et les blindés, qui descendent vers Douala par le bac de Farcha, puis par la route, formant la marche, après avoir protégé les derniers départs aériens.

Le 15, au plus tard, tous les civils qui n'auront pas décidé de rester malgré tout à N'Djamena, à leurs risques et périls, ne seront plus pris en charge par la base, et ils devront donc avoir franchi, eux aussi, le Chari.

Ensuite, ce sera le départ des mille cent soldats et officiers, qui s'élèveront à trente-cinq à soixante-douze heures au maximum. Alors les belligérants, comme ils l'ont souhaité, seront seuls face à face, la base évacuée et tout particulièrement la plate-forme de l'aéroport devenant aussitôt, — sous miracle — l'enjeu d'après-combats. Elles doivent être cédées l'une et l'autre de facto aux Forces armées populaires (FAP) de M. Goukouni, président du Gouvernement d'union nationale de transition (GUNT), dans la zone desquelles elles sont situées. Il est évident que les Forces armées du Nord (FAN) de M. Hissène Habré, dont les avant-postes ne sont situés qu'à quelques centaines de mètres, essaieront de s'en emparer ou, du moins, de les neutraliser dans les heures qui suivront le départ des troupes françaises.

La recrudescence des combats, et en tout état de cause leur prolongation après le retrait des militaires français, ne fait, en effet, aucun doute à N'Djamena, où les résolutions, au demeurant largement effluées, du récent sommet panafricain de Lagos sont unanimement jugées inadéquates et très ambiguës. Si on n'exclut pas tout à fait, ici, une intervention des Nations unies, pulse ultérieurement s'avérer efficace, personne ne croit aux chances d'une médiation si d'une intervention militaire africaine. Dans les deux camps, on songe plus qu'à jamais à en découdre, et la petite « commission de conciliation » mise en place, début avril, par le président Eyadéma du Togo, et les représentants du Tchad au sommet franco-africain de Nice, en entretient certainement les autorités françaises.

PIERRE BIARNES.

## Brazil

### VIOLENTS AFFRONTEMENTS ENTRE GRÉVISTES ET POLICIERS DANS LA BANLIEUE DE SAO-PAULO

(De notre correspondant.)

Rio-de-Janeiro. — De vifs incidents ont opposé durant plusieurs heures, lundi 5 mai, la police militaire et les métallurgistes en grève depuis le 1<sup>er</sup> avril. Les affrontements ont duré tout l'après-midi à São-Bernardo. Plusieurs dizaines de personnes ont été blessées.

Le gouvernement souhaite en finir au plus vite avec le mouvement de grève à São-Bernardo. L'expérience de ces dernières semaines a montré que la répression ne suffisait pas, et un autre conflit social se développe dans la troisième ville du pays, Belo Horizonte, soixante mille enseignants de l'état de Minas-Gerais ont débrayé depuis le 22 avril.

Cette grève a été déclarée illégale et cinq des principaux dirigeants, dont son président, M. Luis Soares, ont été emprisonnés, tandis que plusieurs centaines d'instituteurs ont été licenciés. Comme à São-Paulo, l'Église du Minas-Gerais, pourtant modérée, a donné son appui aux grévistes. — T. M.

# AMÉRIQUES

## Suriname

### Échec d'un coup d'État contre le nouveau régime militaire

De notre correspondant

Amsterdam. — Un groupe de trois cents mercenaires, dont l'état-major se trouvait en Hollande, a échoué la semaine dernière dans sa tentative de renverser le nouveau régime militaire du Suriname, l'ancienne colonie néerlandaise d'Amérique du Sud. L'armée de mercenaires a été interceptée après avoir traversé le fleuve Marowijne, frontière naturelle avec la Guyane française, écrit le correspondant à Paramaribo du quotidien néerlandais « N.R.C. Handelsblad » dans son édition du lundi 5 mai. Après ces révélations, le correspondant a été durement interrogé par les autorités surinamaises, qui auraient mis son téléphone sur table d'écoute. Il s'est, depuis lors, enfui au Brésil.

Le commandant de l'armée de mercenaires, M. Fritz Ormkerk, un ancien sergent de l'armée néerlandaise au Suriname, résidant depuis plusieurs années en Hollande, aurait été exécuté peu après son arrestation. Rien n'a filtré sur le sort des hommes qui ont participé à l'invasion manquée, des mercenaires surinamais, belges, néerlandais et sud-mouloqués. Les observateurs aux Pays-Bas s'attendent que l'état de siège et le couvre-feu soient décrétés à Paramaribo. — R. T.S.

### Deux mois de discipline

Correspondance

Paramaribo. — La constitution d'un gouvernement civil, le 15 mars dernier, conformément à la promesse des militaires, a rassuré la population. La non-dissolution du Parlement et la libération des dignitaires de l'ancien régime constituent autant de gages donnés par le Conseil national militaire (C.N.M.). Le docteur Hendrik Chin A Sen, quarante-six ans, choisi pour son sérieux et sa probité, demande, pour le prochain scrutin, la tenue d'élections générales, particulières en Guyane française, ont voulu voir dans le coup d'État du 25 février la main de Castro. M. Chin A Sen, qui a été autrefois candidat du P.N.R. (Parti national de la République), répond : « Nous sommes des nationalistes et notre attitude ne nous sera dictée par aucune puissance étrangère ».

Tous candidats du P.N.R. (Parti national de la République), répond : « Nous sommes des nationalistes et notre attitude ne nous sera dictée par aucune puissance étrangère ».

Entre une classe politique qui n'entend pas se laisser dépasser de ses pouvoirs et l'armée, prête à s'opposer à tout retour à l'ancien régime, la marge de manœuvre du nouveau gouvernement n'est pas grande. C'est un objectif ambitieux que de vouloir donner une identité nationale à des créoles, des Indonésiens, des Javanais, des Noirs, des Chinois et des Juifs, séparés par les coutumes, les langues, les religions.

IAN HAMEL.

## Cuba

### M. CARTER AFFIRME QUE LES ÉTATS-UNIS ACCUEILLERONT LES RÉFUGIÉS « A BRAS OUVERTS »

Washington (A.F.P.). — Le président Carter a affirmé lundi 5 mai que les États-Unis continueraient d'accueillir les réfugiés cubains « à bras ouverts » et a déclaré que le gouvernement de M. Fidel Castro n'était responsable des incidents qui ont éclaté vendredi à la section des intérêts américains à La Havane.

Après les deux dernières semaines de la semaine dernière aux propriétés de bateaux qui effectuent la navette « sauvage » entre Cuba et la Floride, et l'annonce d'une application stricte de réglementation de l'immigration, les États-Unis ont, semble-t-il, changé d'attitude. Devant le fait accompli, ils paraissent résolu à accepter les réfugiés cubains fuyant le régime castriste. Au cours du week-end, trois mille cinq cents d'entre eux sont arrivés à Key-West, ce qui porte leur nombre total estimé à quatorze mille cinq cents personnes.

M. Carter déclare que ce problème avait été « sérieusement abordé » par l'approvisionnement de Fidel Castro. Il a rappelé à ce propos qu'actuellement quatre cents personnes, ayant obtenu l'asile politique aux États-Unis, sont réfugiées au siège de la section des intérêts américains à La Havane, pour « se protéger des violences des foules organisées par Castro ».

### M. JEAN PEYRONNET AMBASSADEUR EN HAÏTI

Le Journal officiel de mercredi 7 mai publiera la nomination de M. Jean Peyronnet comme ambassadeur en Haïti, en remplacement de M. Louis Delteil.

Né en 1921, M. Jean Peyronnet, breton, ancien élève de l'École nationale d'administration, a servi outre-mer (1942-1957) et a été détaché au poste de directeur adjoint de l'administration diplomatique (1958). Il a été en poste à la direction d'Andrieux de l'administration centrale, puis conseiller à Bogota, conseil général à La Nouvelle-Orléans (1971) et chargé d'affaires à Jomdja (1977), jusqu'à la prise de fonctions de M. Poullet comme ambassadeur en Angola (1979).

### Vient de paraître PEUPLES NOIRS PEUPLES AFRICAINS N° 14 (mars-avril 1980)

Extrait du sommaire :  
Odile TOBNER : SARTRE ET L'AFRIQUE  
Vince REMOS : Renseignements pris (nouvelle para-policière)  
160 pages - 25 F (format 10 cm x 15 cm)  
Peuples noirs - Peuples africains Revue bimestrielle entièrement contrôlée par des militants et des intellectuels africains.  
Abonnement annuel (6 numéros) 120 F.  
C.C.P. PARIS 2189192 Y.  
3, rue de l'Asile-Popiecourt, 75011 PARIS.

## Samaritaine Capucines

27, BOULEVARD DES CAPUCINES  
75002 PARIS - TEL. : 261.57.25

### Samaritaine de Luxe

## Vente spéciale chemises et cravates



**JUSQU'AU 17 MAI**

Chemise unie,  
67% polyester, 33% viscose  
**89f.**

Non représentées :  
Chemise milleraies,  
50% polyester, 50% coton  
**99f.**

Chemise à rayures,  
67% polyester, 33% coton  
ou pur coton  
**115f.**

Chemise Oxford, pur coton  
**139f.**

Cravates sole doublées  
de 39f. à 59f.

Veste week-end,  
70% acrylique, 30% laine,  
devant peau  
**525f.**

Samaritaine Capucines. Le bon goût en toute occasion.

# 828.88.00

## Réservez votre week-end à deux, vous ne paierez que pour un.\*

\*Vendredi-samedi-dimanche, toute l'année sauf juillet-août.

# frantel

Des hôtels au cœur des villes.

Réservation centrale: (1) 828.88.00

## veaux chettes.



Tout est tranquille...  
est des plus calmes...  
pour veiller à votre...  
votre place sur TWA...  
votre faucon...  
une façon...  
combien.

# TWA



# AMÉRIQUES

## LA CAMPAGNE RÉFÉRENDADAIRE AU QUÉBEC

### La minorité anglophone n'est pas monolithique

M. Pierre Elliott Trudeau est intervenu pour la première fois depuis son retour au pouvoir sur un ton assez vif dans la campagne référendaire au Québec. Le premier ministre canadien, qui parlait devant la chambre de commerce de Montréal, a estimé que les Québécois manquaient de courage. « Regardez l'Irlande, née dans le sang et le feu, a-t-il dit, elle n'a pas dit à l'Angleterre qu'elle ne voulait l'indépendance que si elle pouvait obtenir une union monétaire. Regardez

l'Algérie; les Algériens n'ont pas dit à la France: nous ne battons pas jusqu'à la mort qu'à condition que vous nous admettiez au sein de l'Union française. »

Pour son premier discours au Québec depuis le début de la campagne, M. Trudeau a eu tout à tour recours à ce ton railleur et à des accents plus solennels. « On ne brise pas un pays sur une ambiguïté; on ne détruit pas un pays comme la Canada (L.) avec un mandat ambigu »,

a-t-il ajouté, faisant allusion au mandat de négocier la souveraineté-association que le gouvernement de M. René Lévesque demande aux Québécois de lui donner, le 20 mai, par référendum.

La population canadienne anglaise suit avec un certain agacement la phase finale de la campagne. Cependant, la minorité anglophone au Québec, quoique très majoritairement décidée à voter « non », n'est pas monolithique, comme l'indique notre correspondant.

De notre correspondant

obtenir des écoles françaises pour leurs enfants. Prudent, M. Davis a soudain débrogé des crédits pour la construction d'une école, que des Ontariens francophones réclamaient à cor et à cri depuis des mois. Il est vrai que M. Davis devait se rendre au Québec la semaine suivante.

#### Une opinion indifférente

Les premiers ministres des quatre provinces de l'Ouest se sont réunis pour définir une attitude commune à l'égard des revendications du Québec. Dans un communiqué publié à l'issue de la réunion, les premiers ministres rejettent la souveraineté-association et font part de leur désir de réformer la Constitution canadienne dans un sens qui permettrait à toutes les provinces de renforcer leurs pouvoirs respectifs, tout en « contribuant à l'unité et à la prospérité du Canada ». Des droits linguistiques des francophones vivant à l'extérieur du Québec, il n'est pas question une seule fois dans ce communiqué. L'influent quotidien torontois *The Globe and Mail* s'en est d'ailleurs étonné et a reproché aux premiers ministres de se borner à voir dans la fédération canadienne « une simple union économique qu'il s'agit d'améliorer en élevant des pouvoirs au gouvernement fédéral ». Pour ce journal, les provinces de l'Ouest donneront l'impression de se comporter de façon « opportuniste et de chercher à constituer une alliance de circonstance » en profitant de la tension créée par le référendum québécois. « C'est une suite aux Québécois », conclut le quotidien.

Si la classe politique du Canada anglais manifeste un certain intérêt pour le référendum, il est clair qu'à l'extérieur du

Québec la population est relativement indifférente et ne mesure pas l'importance de l'événement. En fait, l'ignorance et l'hostilité sont souvent de pair chez des gens qui, exaspérés par un problème qu'ils ne comprennent pas, n'hésitent pas à dire, en parlant des Québécois: « Qu'ils s'en aillent! Nous n'avons pas besoin d'eux! ». Ce sentiment n'est cependant pas partagé par tous, puisque une organisation a obtenu la signature de huit cent mille personnes sur une pétition proclamant leur attachement sentimental au Québec.

De même, le journal publié dans une petite ville située au pied des chutes du Niagara demande à ses lecteurs d'envoyer des lettres d'amitié au Québec pour éviter « un divorce entre le Québec et le Canada. Pour faciliter la tâche de ses lecteurs, le journal donne un modèle de lettre en français. Enfin, quelques rares Canadiens anglais prennent la peine d'écrire aux journaux québécois pour expliquer que « les Anglais ont changé » et qu'un accommodement est maintenant possible entre « les deux peuples fondateurs ». Il est remarquable que l'argument le plus souvent invoqué est la crainte d'être assimilés, ce qui n'est pas sans attendre (l'intégration politique) par les États-Unis, si le Canada perd sa composante québécoise, qui permet aux Canadiens anglais, même s'ils ne parlent pas français, de bénéficier de l'assurance de leur voisin du Sud.

Les anglophones du Québec (15 % de la population de la province, soit environ neuf cent mille personnes) ont une attitude qui ne paraît pas exagérée, parce qu'ils sont en première ligne et qu'ils vont participer au référendum. Selon les sondages, ils voteront « non » à plus de 80 %, ce qui n'a rien d'étonnant, puisqu'ils n'ont aucun intérêt au renforcement d'un État français auquel ils reprochent déjà d'avoir restreint leurs privilèges. Malgré les assurances que le gouvernement québécois leur a fournies, maintes reprises, les anglophones sont terrorisés à l'idée de devenir ce que sont devenues les minorités francophones à l'extérieur du Québec. Ceux qui refusent tout compromis ne sont pas nombreux, mais ont fait après la victoire du parti québécois en novembre 1976. Des auditeurs téléphonent aux stations de radio anglaises de Montréal pour émettre leur cour et dénoncer l'État totalitaire que le « petit État » (le premier ministre M. Lévesque) leur prépare.

Ces réactions excessives ne se manifestent cependant que chez une petite minorité d'anglophones que M. Lévesque qualifie volontiers de « Rhodésiens » et qui trouvent des appuis auprès d'un député, M. William Shaw. Ce dernier soutiendrait, notamment, rattaché au Canada la partie de Montréal où vivent beaucoup d'anglophones si le Québec devenait un État indépendant.

#### Des « oui » anglophones

Des anglophones voteront pourtant « oui » au référendum et certains d'entre eux se sont même regroupés dans un comité anglophone pour la souveraineté-association, qui réunit environ deux cents membres. Pour expliquer cette position, on a publié un document dans lequel ils affirment qu'ils se sentent peu d'affinités avec les Canadiens anglais des autres provinces et que, si fait, choisir entre le Canada et le Québec, ils choisiront le Québec. A titre individuel, quelques rares personnalités de la minorité anglaise ont annoncé leur intention de voter « oui ». Mais elles ont très vite compris qu'elles ne seraient pas suivies. Plus même, elles ont été rejointes par leur communauté d'origine, qui n'hésite pas à les taxer de « traîtres ».

Le cas d'un ancien ministre libéral du gouvernement québécois, M. Kevin Drummond, est exemplaire à plus d'un titre. Député de 1970 à 1976, de la circonscription montréalaise de Westmount, considéré comme le symbole de la domination anglaise au Québec, M. Drummond annonçait en mars dernier qu'il voterait « oui » au référendum pour forcer le gouvernement fédéral à négocier une nouvelle entente constitutionnelle avec la province francophone. Même si la riche communauté anglaise de Montréal considérait déjà M. Drummond comme un original (ne serait-ce que parce qu'il était mis en tête d'apprendre le français et

# ASIE

## Chine

« L'UNION SOVIÉTIQUE N'EST PAS UN PAYS SOCIALISTE »

réaffirme M. Deng Xiaoping

« L'Union Soviétique n'est pas un pays socialiste, mais un pays social-imperialiste », a déclaré lundi 5 mai M. Deng Xiaoping, recevant le chef de l'Etat guinéen.

M. Sekou Touré, qui se trouve en visite officielle en Chine, « C'est actuellement l'U.R.S.S. qui, dans la réalité des choses, menace la paix dans le monde, a ajouté le dirigeant chinois. L'expérience de nombreuses années montre que l'Union soviétique poursuit sa politique d'hégémonie et commet des agressions contre d'autres pays qu'elle intimide, asservit et exploite. »

Cette prise de position de M. Deng réaffirme la ligne traditionnelle de la Chine à l'égard du Kremlin, et qui avait été récemment remise en cause par la publication dans une revue littéraire des débats d'une conférence où certains participants avaient affirmé que « la politique intérieure de l'U.R.S.S. demeure en fait de nature socialiste » (le Monde du 5 avril). — (A.F.P.)

Le ministre chinois des affaires étrangères, M. Huang Hua, est arrivé mardi 6 mai en Thaïlande pour une visite officielle de trois jours. — (A.F.P.)

## Cambodge

### CORRESPONDANCE

Hanoï dément

l'emploi de gaz toxiques

À la suite de la publication (le Monde du 29 avril) du témoignage d'un déserteur de l'armée vietnamienne, faisant état de l'emploi de gaz toxiques au Cambodge, nous avons reçu de M. Truong Tung, premier secrétaire de l'ambassade du Vietnam à Paris, la lettre suivante:

« Laissons de côté le fait que le moins bizarre que ce « déserteur » assistait, comme par hasard, au congrès du F.N.L.P.K. et répétait, presque point par point, les étonnantes affirmations de certaines pièces, Pékín et Washington cherchent à faire accroire la faiblesse d'une utilisation de gaz toxiques par les forces armées vietnamiennes au Cambodge et au Laos. Le but évident de cette campagne est d'une part, de blanchir Washington des crimes atroces commis naguère par les troupes américaines au Vietnam, notamment par une utilisation massive de produits chimiques toxiques, et d'autre part, de perpétuer à son instigation par le régime Pol Pot, et d'autre part, de ternir à tout prix l'image du Vietnam afin de préparer l'opinion publique pour une « deuxième leçon maritime ». Les propos de ce « déserteur » entrent de toute évidence dans le cadre de cette campagne. Nous avons déjà, plus d'une fois, rejeté catégoriquement de telles affirmations. »

BERTRAND DE LA GRANGE.

**DUGAL**  
EXPOSITION ET DEMONSTRATION CHEZ  
**CAPELOU**  
SPECIALISTE DU CONVERTIBLE  
Rapports pour leurs robustesse et dimensions PEU ENCOMBRANTES se font en 1 ou 2 places (Poids: 0,65, 0,80, 1,20 et 1,40). Matelas inclus, linceul ou polystyrène. Style moderne. Grand choix en exposition.  
37 Av. de la République - PARIS 11 - Métro Pasteur - Parking sécurisé. Tél. 367.46.35

# A TRAVERS LE MONDE

## El Salvador

LES VIOLENCES POLITIQUES ont fait au moins quinze morts le lundi 5 mai au Salvador, apprend-on de source officielle. Des cadavres criblés de balles ont été découverts à San-Miguel, la troisième ville du pays, située à 140 kilomètres à l'est de la capitale, ainsi qu'à Metapan, Sonsonate et à Santa-Ana. La junte a, d'autre part, prouvé d'un mois l'état de siège en vigueur depuis le 5 mars. — (A.F.P.)

## Inde

DE NOUVEAUX INCIDENTS GRAVES ont éclaté lundi 5 mai dans les États du nord-est de l'Inde, faisant plusieurs morts et de nombreux blessés. Les manifestants protestaient contre la présence de travailleurs étrangers. Dans l'État de Tripura, cinq personnes ont été tuées lors de l'attaque d'un marché par un groupe qui exigeait l'expulsion de ces travailleurs venus du Bangladesh et du Népal. Au Assam, des forces para-militaires ont ouvert le feu contre une foule de manifestants; il y aurait eu plusieurs blessés, certains grièvement. Par ailleurs, une organisation appelée Sept Armées de libération unifiées (SULA) a hissé des drapeaux rouges dans les villes de quatre États de cette région (Nagaland, Assam, Manipur et Meghalaya) et annoncé que « la lutte finale pour l'indépendance vis-à-vis de l'Inde colonialiste et expansionniste » avait commencé. — (A.F.P.)

RAM LALWANI, l'auteur de l'attentat manqué le 14 avril, contre Mme Gandhi, a été mis en liberté sous caution, lundi 5 mai. Un tribunal de New Delhi a en effet estimé qu'il n'y avait aucune preuve établissant qu'il avait agi avec la volonté d'attenter à la vie du premier ministre. — (A.F.P.)

## Maroc

UN BATEAU MAROCAIN transportant du ravitaillement pour la garnison de Tarrifa, dans le sud du pays, a été détruit le 3 mai, a annoncé lundi 5 mai, à Alger, le Front Polisario. L'attaque a eu lieu au large de Khnifiss, à mi-chemin

min de Tan-Tan et Tarrifa, et dix membres de l'équipage ont été tués et sept faits prisonniers, précise le communiqué. — (A.F.P.)

## Ouganda

INTERDICTION DES RASSEMBLEMENTS POLITIQUES. — Le gouvernement ougandais a annoncé, lundi 5 mai, l'interdiction de tout rassemblement politique jusqu'aux élections législatives prévues en décembre. Seul le Front national de libération de l'Ouganda sera autorisé à faire campagne et à présenter des candidats. — (Reuters)

## Pérou

LE MINISTRE DE L'INTERIEUR, le général Fernando Sabatini, a donné sa démission et sera remplacé par le général César Iglesias Barón, chef de la maison militaire de la présidence de la République, a-t-on annoncé lundi 5 mai de source officielle. Le général Iglesias Barón a écrit dans sa lettre de démission qu'il renonce à sa charge afin de pouvoir se défendre par « les voies légales » contre des affirmations de la presse l'accusant de protéger des actes de contrebande. — (A.F.P.)

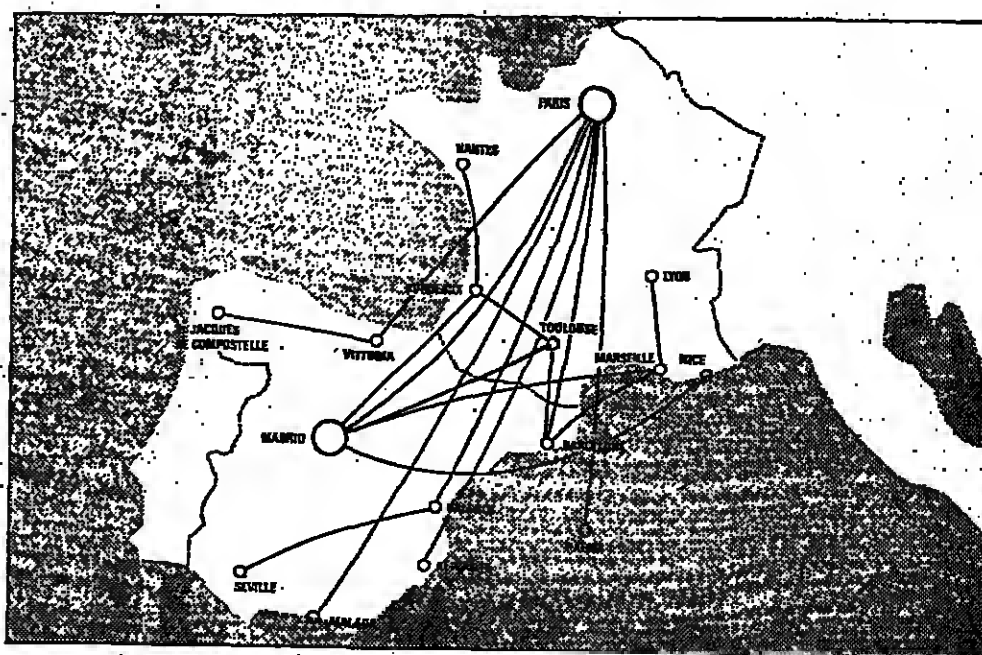
## R.D.A.

M. SIEGFRIED BOEHM, ministre des finances de la République démocratique allemande depuis 1968, est mort le 5 mai des suites d'un accident. Né en 1928, à Plauen, en Saxe, il était entré en 1948 comme ouvrier dans une entreprise de lignite, avant de devenir étudiant en économie politique à Leipzig. Directeur de la section de planification du parti communiste à partir de 1961, il devient ministre des finances en décembre 1968.

## Rwanda

UNE TENTATIVE DE COMplot a été écartée à Kigali, a-t-on appris lundi 5 mai, de source gouvernementale. Le chef de la sécurité, le commandant Théoneste Lizinde, et plusieurs membres de son état-major ont été arrêtés. Le chef de l'Etat, M. Juvénal Habyarimana, avait renoncé récemment à se rendre à la réunion de Lagos de l'O.U.A.

## CET ETE, ESPAGNE A VOLONTE.



Air France vous offre toute l'Espagne:

### MADRID

Cet été, 3 vols quotidiens au départ de Paris, soit 21 vols par semaine.

PARIS	21
Autres vols hebdomadaires au départ de:	
TOULOUSE	Nouveau 3
NICE	4
MARSEILLE	5
LYON via Marseille	5
BORDEAUX	5
NANTES via Bordeaux	5

### BARCELONE

Vols hebdomadaires au départ de:

PARIS	tous en Boeing 727 12
MARSEILLE	8
BORDEAUX/TOULOUSE	3
Autres liaisons hebdomadaires au départ de Paris:	
ALICANTE	3
MALAGA	4
ST-JACQUES-DE-COMPOSTELLE	3
VALENCE	7
SEVILLE	7
VITTORIA	3

### PALMA DE MAJORQUE

3 vols par semaine Air France-Vacances au départ de Paris-Charles de Gaulle jusqu'au 1<sup>er</sup> juillet. 4 vols à partir du 2 juillet.

Pour vos séjours en Espagne, nous avons sûrement le voyage qu'il vous faut.

**AIR FRANCE**







# EUROPE

## Mme Jovanka Broz devant le catafalque

De notre envoyé spécial

Belgrade. — De toutes les images diffusées lundi 5 mai par la télévision yougoslave sur la cérémonie funéraire au Parlement de Belgrade de l'ancien président Tito, la plus poignante restera celle devant le catafalque de Mme Jovanka Broz, la compagne du chef de l'Etat, soudainement rejointe trois ans après quelque trentaine d'années de vie commune.

Les premières rumeurs sur une mésaventure au sein du couple Tito avaient commencé à circuler en 1977. Le président, que sa femme avait l'habitude d'accompagner dans ses voyages, avait alors fait plusieurs déplacements. Le fait n'avait pas échappé aux observateurs. Ou avait dit qu'un différend politique avait surgi entre Jovanka et Tito, ce dernier reprochant à sa femme d'avoir favorisé la promotion de certains officiers serbes, originaires comme elle de la province de la Lika. Un démenti catégorique avait été opposé à ces rumeurs. Mais certaines photos et même des films, montrant le couple en parfaite harmonie, avaient été retirés de la circulation.

Depuis lors, Mme Jovanka Broz,

était contrainte à un mode de vie plus effacé, et on n'avait guère entendu parler d'elle. A la fin de l'année dernière cependant, elle avait fait une apparition remarquée lors de l'annuel traditionnel de ses compatriotes de la Lika, dans un grand palais de Belgrade. Sa présence témoignait des liens que cette ancienne partisane, très populaire dans certains milieux militaires, continuait d'entretenir avec ses amis. On savait aussi qu'elle avait assisté à Belgrade aux obsèques d'une ancienne compagne de lutte pendant la guerre, originaire de Zagreb. Des témoins disaient encore se promener en voiture dans les rues de la capitale en compagnie de sa sœur.

Interrogé par un journaliste étranger, Tito lui-même, feignant l'indifférence, avait déclaré un jour que ce genre de « brouille » était chose naturelle dans un mariage. Mais peut-être le vieux président avait-il été plus affecté par ce conflit intime qu'il ne voulait bien l'avouer. Pendant son séjour à l'hôpital de Ljubljana, il avait demandé plusieurs fois des nouvelles de sa femme à des proches, et en une circonstance, il lui avait même envoyé des fleurs. Jovanka, contrairement à certaines rumeurs, ne lui a cependant pas rendu visite pendant toute la durée de sa maladie. — M. L.

### BUREAUCRATIE ET THÉRAPIE

On cite de nombreux exemples de paterfamilias qui, entant le mort prochain, arrangeaient leurs affaires avant le moment venu, de disparaître. La scène était belle, serena, rassurante. La mort intervenait à son heure, comme un point final.

On ne saurait dire de l'épouse de Tito si elle force plus l'admiration qu'elle ne suscite l'indignation. Cet homme d'Etat n'était pas moins homme tout court. En d'autres lieux, pour d'autres cas, on assiste à de tels feuilletons funéraires (France, Boudin) mais aucun ne l'aure égalé en durée.

Pour des raisons sans doute dues à une organisation bureaucratique parvenue à son apogée, le deuil, en patrilinéarité, a été maintenu en vie, si l'on ose dire, pendant près de quatre mois. La défilé aura été largement suffisant pour tout « arranger ».

Dans tous les hôpitaux du monde, l'épouse d'un vieillard de quatre-vingt-huit ans ne peut plus guère que se résigner à des problèmes médicaux insupportables. La machine en vie à tout prix se mesure en fonction de critères financiers ou humains : parfois, il faut libérer une place en réanimation pour un malade plus jeune. Il y a longtemps qu'en ne fait plus semblant, pour des vieux anonymes, de recourir à tous les « miracles » de la médecine moderne.

Quelques conséquences politiques, l'épouse de Tito, que l'hommage universel ne saurait faire oublier, laissera le souvenir d'un vain combat. Nul ne sait, ni ne saura sans doute, ce que le premier intéressé a pensé des cent trente jours infernaux qui lui eurent été imposés. Mais la supplication et souvent entendue aujourd'hui, « ne nous volez pas notre mort », cet homme-là n'aura pu la lancer.

Et dans la succession des bulletins de santé, l'échecant lexologique aura conduit, en politesse, le peu d'une vie qui méritait un peu plus de respect.

BRUNO FRAPPAT.

### L'ENVOYÉ DE « FRANCE-SOIR » A M. PIERRE ASSOLINE A ÉTÉ REFOULÉ À SON ARRIVÉE

Notre confrère de France-Soir, Pierre Assoline, a été refoulé lundi après-midi à son arrivée à l'aéroport de Belgrade. Il a été contraint de prendre la première avion en partance pour la France. Ayant été témoin seulement d'une partie de la cérémonie, nous ignorons quel motif (1) a été présenté à notre confrère pour justifier cette mesure, de toute façon injustifiable.

Ce n'est en tout cas pas en empêchant des journalistes d'exercer leur métier que les dirigeants de la Yougoslavie post-titiste se rendront le plus sympathiques en Occident et éloigneront de leur pays d'éventuelles menaces qui, en tout état de cause, ne sont venues dans le passé ni de cette profession ni de cette direction.

(1) Au ministère de l'Information à Belgrade, on se borne à indiquer que Pierre Assoline est interdit « à l'heure de la mort » d'une telle mesure.

## Un peuple dans la nuit sans étoiles

De notre envoyé spécial

Belgrade. — Dans la nuit du lundi 5 au mardi 6 mai, Belgrade n'a pas dormi. C'est un bruit anormal qui, jusqu'à l'aube, a rendu hommage à Josip Broz Tito.

Visions fantastiques que celle, dans la nuit sans étoiles, de cette foule infinie, toujours recommencée, s'élevant en rangs serrés sous une brume intermittente sur des centaines de mètres, et convergant de deux directions diamétralement opposées devant le Parlement illuminé, à l'intérieur duquel reposait la dépouille mortelle du président. Étrange et fascinant ballet au rythme réglé par la musique funéraire diffusée au-dessus par des haut-parleurs, mais semblant sorti de cet éternel peuplé néo-grec, ce qui s'accroche encore le caractère irréel de toute la scène. Foule de gens simples, d'employés, d'ouvriers qui se côtoient, toutes générations mêlées, dans un silence d'une densité inimaginable quand on connaît la volubilité habituelle des habitants de la capitale.

Beaucoup d'yeux rouges et de regards perdus dans cette succession interminable de visages souvent graves. Tout n'a pas été somnifère dans cette réaction de la population de Belgrade. Des groupes rassemblés autour d'un responsable dans les rues avoisinantes, et se mettant en marche sur un signe à peine perceptible, laissent penser qu'une organisation très méthodique a orchestré cet extraordinaire mouvement humain. Mais il est des regards, il est des comportements, qui ne trahissent pas la tristesse du jour. La plupart, sont sincères, la détermination bien réelle. C'est tout un peuple sans différences de condition ni de nationalité qui se retrouve au cœur de la capitale. Le trébucher des corps et des âmes, l'image la plus étonnante de son unité et de sa tranquille assurance. On imagine devant le danger ce peuple en armes se dresser, et l'on comprend un peu mieux ce que signifie, pour l'avenir de la Yougoslavie, l'héritage de Tito. — M. L.

## MOSCOU : les dirigeants ont le souci de montrer leurs bonnes intentions aux successeurs du maréchal

De notre correspondant

Moscou. — Les dirigeants soviétiques devaient rendre ce mardi 6 mai à l'ambassade de Yougoslavie à Moscou pour signer le livre de condoléances ouvert depuis le début de la maladie. M. Leonid Brejnev, qui conduira la délégation aux obsèques, avec M. Gromyko — devait être présent, entouré des principaux dirigeants du bureau politique du P.C. soviétique.

La question de la composition de la délégation soviétique aux obsèques a pu être abordée au cours des entretiens que l'ambassadeur de Yougoslavie, M. Vranjic, a eus lundi après-midi à Moscou. Il avait demandé à voir, pour des raisons politiques, des personnes qui ont une certaine autorité dans la direction du parti et un membre du gouvernement. Il a été reçu pour un court moment par M. Michel Souvalov, membre du bureau politique et secrétaire du parti, et par M. Andreï Gromyko, ministre des affaires étrangères.

M. Brejnev peut se rendre à Belgrade puisque toute éventualité de renouveau avec le président Tito depuis sa rupture avec le Kominform en 1948, puis par M. Andreï Gromyko, ministre des affaires étrangères.

M. Brejnev peut se rendre à Belgrade puisque toute éventualité de renouveau avec le président Tito depuis sa rupture avec le Kominform en 1948, puis par M. Andreï Gromyko, ministre des affaires étrangères.

La dernière période n'a certes pas été exempte de divergences et de polémiques — le désaccord le plus récent portant sur la conférence de l'Est, européenne à Paris, — mais lors de leur dernière rencontre à Moscou, il y a un an, M. Brejnev et le maréchal Tito avaient réaffirmé leur désir de développer une coopération soviéto-yougoslave dans tous les domaines sur la base des documents de 1955 et 1958 qui soulignent la reconnaissance de la Yougoslavie à Belgrade. Les divergences entre les deux partis à propos de la construction du socialisme et de certains grands problèmes internationaux ne doivent pas, avaient-ils ajouté, empêcher le développement de cette coopération.

### Une courte biographie

À Belgrade, M. Brejnev aura certainement l'occasion d'exprimer ses bonnes intentions aux nouveaux dirigeants yougoslaves et de s'assurer en contrepartie de leur volonté de poursuivre dans la voie tracée par Tito. C'est actuellement le minimum que le Kremlin puisse attendre, alors qu'il a été passionnément irrité par toutes les déclarations yougoslaves.

**NEW YORK 1850 A.R.**  
inscriptions  
**forum 544 VOYAGES 38-61**

**BANGKOK 2650 A.R.**  
inscriptions  
**forum 544 VOYAGES 38-61**

## APRÈS LA MORT

### Les personnalités étrangères aux funérailles

À Belgrade, selon notre correspondant, en accord avec un vif intérêt à la composition des délégations étrangères qui prendront part, le jeudi 8 mai, aux obsèques du président Tito, les chefs de l'Etat et du gouvernement de nombreux pays ont annoncé leur présence. Parmi les personnalités étrangères, on compte : le président de la République de France, M. Valéry Giscard d'Estaing, le président de la République de Yougoslavie, M. Stjepan Mijatovic, le président de la République de Bulgarie, M. Todor Zhivkov, le président de la République de Hongrie, M. János Kádár, le président de la République de Roumanie, M. Nicolae Ceausescu, le président de la République de Tchécoslovaquie, M. Alexander Dubcek, le président de la République de Pologne, M. Wojciech Jaruzelski, le président de la République de République fédérale d'Allemagne, M. Helmut Schmidt, le chancelier fédéral, le président de la République de Belgique, M. Jean Baudouin, le premier ministre, le président de la République de Danemark, M. Poul Hartog, le premier ministre, le président de la République de Grèce, M. Konstantinos Karamanlis, le premier ministre, le président de la République d'Espagne, M. Adolfo Suárez, le premier ministre, le président de la République d'Israël, M. Menachem Begin, le premier ministre, le président de la République d'Italie, M. Arnaldo Forlani, le président du Conseil, le président de la République de Japon, M. Kakuei Tanaka, le premier ministre, le président de la République de Norvège, M. Olav Thore, le premier ministre, le président de la République de Portugal, M. Mario Soares, le premier ministre, le président de la République de Suède, M. Olof Palme, le premier ministre, le président de la République de Suisse, M. Helmut Fasel, le président du Conseil, le président de la République de Turquie, M. Bülent Ecevit, le premier ministre, le président de la République de Royaume-Uni, M. James Callaghan, le premier ministre, le président de la République de République arabe syrienne, M. Hafez el-Assad, le président, le président de la République de République arabe saoudienne, M. Fahd bin Abdulaziz Al-Saud, le roi, le président de la République de République islamique d'Iran, M. Abolmouza Khatami, le président, le président de la République de République populaire de Chine, M. Li Xiangyang, le premier ministre, le président de la République de République populaire démocratique de Corée, M. Kim Il-sung, le président, le président de la République de République démocratique allemande, M. Erich Honecker, le président, le président de la République de République socialiste d'Allemagne, M. Egon Krenz, le premier ministre, le président de la République de République socialiste de Roumanie, M. Ceausescu, le président, le président de la République de République socialiste de Yougoslavie, M. Stjepan Mijatovic, le président, le président de la République de République socialiste de Bulgarie, M. Todor Zhivkov, le président, le président de la République de République socialiste de Hongrie, M. János Kádár, le président, le président de la République de République socialiste de Pologne, M. Wojciech Jaruzelski, le président, le président de la République de République socialiste de République fédérale d'Allemagne, M. Helmut Schmidt, le chancelier fédéral, le président de la République de République socialiste de Belgique, M. Jean Baudouin, le premier ministre, le président de la République de République socialiste de Danemark, M. Poul Hartog, le premier ministre, le président de la République de République socialiste de Grèce, M. Konstantinos Karamanlis, le premier ministre, le président de la République de République socialiste d'Espagne, M. Adolfo Suárez, le premier ministre, le président de la République de République socialiste d'Israël, M. Menachem Begin, le premier ministre, le président de la République de République socialiste d'Italie, M. Arnaldo Forlani, le président du Conseil, le président de la République de République socialiste de Japon, M. Kakuei Tanaka, le premier ministre, le président de la République de République socialiste de Norvège, M. Olav Thore, le premier ministre, le président de la République de République socialiste de Portugal, M. Mario Soares, le premier ministre, le président de la République de République socialiste de Suède, M. Olof Palme, le premier ministre, le président de la République de République socialiste de Suisse, M. Helmut Fasel, le président du Conseil, le président de la République de République socialiste de Turquie, M. Bülent Ecevit, le premier ministre, le président de la République de République socialiste de Royaume-Uni, M. James Callaghan, le premier ministre, le président de la République de République socialiste de République arabe syrienne, M. Hafez el-Assad, le président, le président de la République de République arabe saoudienne, M. Fahd bin Abdulaziz Al-Saud, le roi, le président de la République de République islamique d'Iran, M. Abolmouza Khatami, le président, le président de la République de République populaire de Chine, M. Li Xiangyang, le premier ministre, le président de la République de République populaire démocratique de Corée, M. Kim Il-sung, le président, le président de la République de République démocratique allemande, M. Erich Honecker, le président, le président de la République de République socialiste d'Allemagne, M. Egon Krenz, le premier ministre, le président de la République de République socialiste de Roumanie, M. Ceausescu, le président, le président de la République de République socialiste de Yougoslavie, M. Stjepan Mijatovic, le président, le président de la République de République socialiste de Bulgarie, M. Todor Zhivkov, le président, le président de la République de République socialiste de Hongrie, M. János Kádár, le président, le président de la République de République socialiste de Pologne, M. Wojciech Jaruzelski, le président, le président de la République de République socialiste de République fédérale d'Allemagne, M. Helmut Schmidt, le chancelier fédéral, le président de la République de République socialiste de Belgique, M. Jean Baudouin, le premier ministre, le président de la République de République socialiste de Danemark, M. Poul Hartog, le premier ministre, le président de la République de République socialiste de Grèce, M. Konstantinos Karamanlis, le premier ministre, le président de la République de République socialiste d'Espagne, M. Adolfo Suárez, le premier ministre, le président de la République de République socialiste d'Israël, M. Menachem Begin, le premier ministre, le président de la République de République socialiste d'Italie, M. Arnaldo Forlani, le président du Conseil, le président de la République de République socialiste de Japon, M. Kakuei Tanaka, le premier ministre, le président de la République de République socialiste de Norvège, M. Olav Thore, le premier ministre, le président de la République de République socialiste de Portugal, M. Mario Soares, le premier ministre, le président de la République de République socialiste de Suède, M. Olof Palme, le premier ministre, le président de la République de République socialiste de Suisse, M. Helmut Fasel, le président du Conseil, le président de la République de République socialiste de Turquie, M. Bülent Ecevit, le premier ministre, le président de la République de République socialiste de Royaume-Uni, M. James Callaghan, le premier ministre, le président de la République de République socialiste de République arabe syrienne, M. Hafez el-Assad, le président, le président de la République de République arabe saoudienne, M. Fahd bin Abdulaziz Al-Saud, le roi, le président de la République de République islamique d'Iran, M. Abolmouza Khatami, le président, le président de la République de République populaire de Chine, M. Li Xiangyang, le premier ministre, le président de la République de République populaire démocratique de Corée, M. Kim Il-sung, le président, le président de la République de République démocratique allemande, M. Erich Honecker, le président, le président de la République de République socialiste d'Allemagne, M. Egon Krenz, le premier ministre, le président de la République de République socialiste de Roumanie, M. Ceausescu, le président, le président de la République de République socialiste de Yougoslavie, M. Stjepan Mijatovic, le président, le président de la République de République socialiste de Bulgarie, M. Todor Zhivkov, le président, le président de la République de République socialiste de Hongrie, M. János Kádár, le président, le président de la République de République socialiste de Pologne, M. Wojciech Jaruzelski, le président, le président de la République de République socialiste de République fédérale d'Allemagne, M. Helmut Schmidt, le chancelier fédéral, le président de la République de République socialiste de Belgique, M. Jean Baudouin, le premier ministre, le président de la République de République socialiste de Danemark, M. Poul Hartog, le premier ministre, le président de la République de République socialiste de Grèce, M. Konstantinos Karamanlis, le premier ministre, le président de la République de République socialiste d'Espagne, M. Adolfo Suárez, le premier ministre, le président de la République de République socialiste d'Israël, M. Menachem Begin, le premier ministre, le président de la République de République socialiste d'Italie, M. Arnaldo Forlani, le président du Conseil, le président de la République de République socialiste de Japon, M. Kakuei Tanaka, le premier ministre, le président de la République de République socialiste de Norvège, M. Olav Thore, le premier ministre, le président de la République de République socialiste de Portugal, M. Mario Soares, le premier ministre, le président de la République de République socialiste de Suède, M. Olof Palme, le premier ministre, le président de la République de République socialiste de Suisse, M. Helmut Fasel, le président du Conseil, le président de la République de République socialiste de Turquie, M. Bülent Ecevit, le premier ministre, le président de la République de République socialiste de Royaume-Uni, M. James Callaghan, le premier ministre, le président de la République de République socialiste de République arabe syrienne, M. Hafez el-Assad, le président, le président de la République de République arabe saoudienne, M. Fahd bin Abdulaziz Al-Saud, le roi, le président de la République de République islamique d'Iran, M. Abolmouza Khatami, le président, le président de la République de République populaire de Chine, M. Li Xiangyang, le premier ministre, le président de la République de République populaire démocratique de Corée, M. Kim Il-sung, le président, le président de la République de République démocratique allemande, M. Erich Honecker, le président, le président de la République de République socialiste d'Allemagne, M. Egon Krenz, le premier ministre, le président de la République de République socialiste de Roumanie, M. Ceausescu, le président, le président de la République de République socialiste de Yougoslavie, M. Stjepan Mijatovic, le président, le président de la République de République socialiste de Bulgarie, M. Todor Zhivkov, le président, le président de la République de République socialiste de Hongrie, M. János Kádár, le président, le président de la République de République socialiste de Pologne, M. Wojciech Jaruzelski, le président, le président de la République de République socialiste de République fédérale d'Allemagne, M. Helmut Schmidt, le chancelier fédéral, le président de la République de République socialiste de Belgique, M. Jean Baudouin, le premier ministre, le président de la République de République socialiste de Danemark, M. Poul Hartog, le premier ministre, le président de la République de République socialiste de Grèce, M. Konstantinos Karamanlis, le premier ministre, le président de la République de République socialiste d'Espagne, M. Adolfo Suárez, le premier ministre, le président de la République de République socialiste d'Israël, M. Menachem Begin, le premier ministre, le président de la République de République socialiste d'Italie, M. Arnaldo Forlani, le président du Conseil, le président de la République de République socialiste de Japon, M. Kakuei Tanaka, le premier ministre, le président de la République de République socialiste de Norvège, M. Olav Thore, le premier ministre, le président de la République de République socialiste de Portugal, M. Mario Soares, le premier ministre, le président de la République de République socialiste de Suède, M. Olof Palme, le premier ministre, le président de la République de République socialiste de Suisse, M. Helmut Fasel, le président du Conseil, le président de la République de République socialiste de Turquie, M. Bülent Ecevit, le premier ministre, le président de la République de République socialiste de Royaume-Uni, M. James Callaghan, le premier ministre, le président de la République de République socialiste de République arabe syrienne, M. Hafez el-Assad, le président, le président de la République de République arabe saoudienne, M. Fahd bin Abdulaziz Al-Saud, le roi, le président de la République de République islamique d'Iran, M. Abolmouza Khatami, le président, le président de la République de République populaire de Chine, M. Li Xiangyang, le premier ministre, le président de la République de République populaire démocratique de Corée, M. Kim Il-sung, le président, le président de la République de République démocratique allemande, M. Erich Honecker, le président, le président de la République de République socialiste d'Allemagne, M. Egon Krenz, le premier ministre, le président de la République de République socialiste de Roumanie, M. Ceausescu, le président, le président de la République de République socialiste de Yougoslavie, M. Stjepan Mijatovic, le président, le président de la République de République socialiste de Bulgarie, M. Todor Zhivkov, le président, le président de la République de République socialiste de Hongrie, M. János Kádár, le président, le président de la République de République socialiste de Pologne, M. Wojciech Jaruzelski, le président, le président de la République de République socialiste de République fédérale d'Allemagne, M. Helmut Schmidt, le chancelier fédéral, le président de la République de République socialiste de Belgique, M. Jean Baudouin, le premier ministre, le président de la République de République socialiste de Danemark, M. Poul Hartog, le premier ministre, le président de la République de République socialiste de Grèce, M. Konstantinos Karamanlis, le premier ministre, le président de la République de République socialiste d'Espagne, M. Adolfo Suárez, le premier ministre, le président de la République de République socialiste d'Israël, M. Menachem Begin, le premier ministre, le président de la République de République socialiste d'Italie, M. Arnaldo Forlani, le président du Conseil, le président de la République de République socialiste de Japon, M. Kakuei Tanaka, le premier ministre, le président de la République de République socialiste de Norvège, M. Olav Thore, le premier ministre, le président de la République de République socialiste de Portugal, M. Mario Soares, le premier ministre, le président de la République de République socialiste de Suède, M. Olof Palme, le premier ministre, le président de la République de République socialiste de Suisse, M. Helmut Fasel, le président du Conseil, le président de la République de République socialiste de Turquie, M. Bülent Ecevit, le premier ministre, le président de la République de République socialiste de Royaume-Uni, M. James Callaghan, le premier ministre, le président de la République de République socialiste de République arabe syrienne, M. Hafez el-Assad, le président, le président de la République de République arabe saoudienne, M. Fahd bin Abdulaziz Al-Saud, le roi, le président de la République de République islamique d'Iran, M. Abolmouza Khatami, le président, le président de la République de République populaire de Chine, M. Li Xiangyang, le premier ministre, le président de la République de République populaire démocratique de Corée, M. Kim Il-sung, le président, le président de la République de République démocratique allemande, M. Erich Honecker, le président, le président de la République de République socialiste d'Allemagne, M. Egon Krenz, le premier ministre, le président de la République de République socialiste de Roumanie, M. Ceausescu, le président, le président de la République de République socialiste de Yougoslavie, M. Stjepan Mijatovic, le président, le président de la République de République socialiste de Bulgarie, M. Todor Zhivkov, le président, le président de la République de République socialiste de Hongrie, M. János Kádár, le président, le président de la République de République socialiste de Pologne, M. Wojciech Jaruzelski, le président, le président de la République de République socialiste de République fédérale d'Allemagne, M. Helmut Schmidt, le chancelier fédéral, le président de la République de République socialiste de Belgique, M. Jean Baudouin, le premier ministre, le président de la République de République socialiste de Danemark, M. Poul Hartog, le premier ministre, le président de la République de République socialiste de Grèce, M. Konstantinos Karamanlis, le premier ministre, le président de la République de République socialiste d'Espagne, M. Adolfo Suárez, le premier ministre, le président de la République de République socialiste d'Israël, M. Menachem Begin, le premier ministre, le président de la République de République socialiste d'Italie, M. Arnaldo Forlani, le président du Conseil, le président de la République de République socialiste de Japon, M. Kakuei Tanaka, le premier ministre, le président de la République de République socialiste de Norvège, M. Olav Thore, le premier ministre, le président de la République de République socialiste de Portugal, M. Mario Soares, le premier ministre, le président de la République de République socialiste de Suède, M. Olof Palme, le premier ministre, le président de la République de République socialiste de Suisse, M. Helmut Fasel, le président du Conseil, le président de la République de République socialiste de Turquie, M. Bülent Ecevit, le premier ministre, le président de la République de République socialiste de Royaume-Uni, M. James Callaghan, le premier ministre, le président de la République de République socialiste de République arabe syrienne, M. Hafez el-Assad, le président, le président de la République de République arabe saoudienne, M. Fahd bin Abdulaziz Al-Saud, le roi, le président de la République de République islamique d'Iran, M. Abolmouza Khatami, le président, le président de la République de République populaire de Chine, M. Li Xiangyang, le premier ministre, le président de la République de République populaire démocratique de Corée, M. Kim Il-sung, le président, le président de la République de République démocratique allemande, M. Erich Honecker, le président, le président de la République de République socialiste d'Allemagne, M. Egon Krenz, le premier ministre, le président de la République de République socialiste de Roumanie, M. Ceausescu, le président, le président de la République de République socialiste de Yougoslavie, M. Stjepan Mijatovic, le président, le président de la République de République socialiste de Bulgarie, M. Todor Zhivkov, le président, le président de la République de République socialiste de Hongrie, M. János Kádár, le président, le président de la République de République socialiste de Pologne, M. Wojciech Jaruzelski, le président, le président de la République de République socialiste de République fédérale d'Allemagne, M. Helmut Schmidt, le chancelier fédéral, le président de la République de République socialiste de Belgique, M. Jean Baudouin, le premier ministre, le président de la République de République socialiste de Danemark, M. Poul Hartog, le premier ministre, le président de la République de République socialiste de Grèce, M. Konstantinos Karamanlis, le premier ministre, le président de la République de République socialiste d'Espagne, M. Adolfo Suárez, le premier ministre, le président de la République de République socialiste d'Israël, M. Menachem Begin, le premier ministre, le président de la République de République socialiste d'Italie, M. Arnaldo Forlani, le président du Conseil, le président de la République de République socialiste de Japon, M. Kakuei Tanaka, le premier ministre, le président de la République de République socialiste de Norvège, M. Olav Thore, le premier ministre, le président de la République de République socialiste de Portugal, M. Mario Soares, le premier ministre, le président de la République de République socialiste de Suède, M. Olof Palme, le premier ministre, le président de la République de République socialiste de Suisse, M. Helmut Fasel, le président du Conseil, le président de la République de République socialiste de Turquie, M. Bülent Ecevit, le premier ministre, le président de la République de République socialiste de Royaume-Uni, M. James Callaghan, le premier ministre, le président de la République de République socialiste de République arabe syrienne, M. Hafez el-Assad, le président, le président de la République de République arabe saoudienne, M. Fahd bin Abdulaziz Al-Saud, le roi, le président de la République de République islamique d'Iran, M. Abolmouza Khatami, le président, le président de la République de République populaire de Chine, M. Li Xiangyang, le premier ministre, le président de la République de République populaire démocratique de Corée, M. Kim Il-sung, le président, le président de la République de République démocratique allemande, M. Erich Honecker, le président, le président de la République de République socialiste d'Allemagne, M. Egon Krenz, le premier ministre, le président de la République de République socialiste de Roumanie, M. Ceausescu, le président, le président de la République de République socialiste de Yougoslavie, M. Stjepan Mijatovic, le président, le président de la République de République socialiste de Bulgarie, M. Todor Zhivkov, le président, le président de la République de République socialiste de Hongrie, M. János Kádár, le président, le président de la République de République socialiste de Pologne, M. Wojciech Jaruzelski, le président, le président de la République de République socialiste de République fédérale d'Allemagne, M. Helmut Schmidt, le chancelier fédéral, le président de la République de République socialiste de Belgique, M. Jean Baudouin, le premier ministre, le président de la République de République socialiste de Danemark, M. Poul Hartog, le premier ministre, le président de la République de République socialiste de Grèce, M. Konstantinos Karamanlis, le premier ministre, le président de la République de République socialiste d'Espagne, M. Adolfo Suárez, le premier ministre, le président de la République de République socialiste d'Israël, M. Menachem Begin, le premier ministre, le président de la République de République socialiste d'Italie, M. Arnaldo Forlani, le président du Conseil, le président de la République de République socialiste de Japon, M. Kakuei Tanaka, le premier ministre, le président de la République de République socialiste de Norvège, M. Olav Thore, le premier ministre, le président de la République de République socialiste de Portugal, M. Mario Soares, le premier ministre, le président de la République de République socialiste de Suède, M. Olof Palme, le premier ministre, le président de la République de République socialiste de Suisse, M. Helmut Fasel, le président du Conseil, le président de la République de République socialiste de Turquie, M. Bülent Ecevit, le premier ministre, le président de la République de République socialiste de Royaume-Uni, M. James Callaghan, le premier ministre, le président de la République de République socialiste de République arabe syrienne, M. Hafez el-Assad, le président, le président de la République de République arabe saoudienne, M. Fahd bin Abdulaziz Al-Saud, le roi, le président de la République de République islamique d'Iran, M. Abolmouza Khatami, le président, le président de la République de République populaire de Chine, M. Li Xiangyang, le premier ministre, le président de la République de République populaire démocratique de Corée, M. Kim Il-sung, le président, le président de la République de République démocratique allemande, M. Erich Honecker, le président, le président de la République de République socialiste d'Allemagne, M. Egon Krenz, le premier ministre, le président de la République de République socialiste de Roumanie, M. Ceausescu, le président, le président de la République de République socialiste de Yougoslavie, M. Stjepan Mijatovic, le président, le président de la République de République socialiste de Bulgarie, M. Todor Zhivkov, le président, le président de la République de République socialiste de Hongrie, M. János Kádár, le président, le président de la République de République socialiste de Pologne, M. Wojciech Jaruzelski, le président, le président de la République de République socialiste de République fédérale d'Allemagne, M. Helmut Schmidt, le chancelier fédéral, le président de la République de République socialiste de Belgique, M. Jean Baudouin, le premier ministre, le président de la République de République socialiste de Danemark, M. Poul Hartog, le premier ministre, le président de la République de République socialiste de Grèce, M. Konstantinos Karamanlis, le premier ministre, le président de la République de République socialiste d'Espagne, M. Adolfo Suárez, le premier ministre, le président de la République de République socialiste d'Israël, M. Menachem Begin, le premier ministre, le président de la République de République socialiste d'Italie, M. Arnaldo Forlani, le président du Conseil, le président de la République de République socialiste de Japon, M. Kakuei Tanaka, le premier ministre, le président de la République de République socialiste de Norvège, M. Olav Thore, le premier ministre, le président de la République de République socialiste de Portugal, M. Mario Soares, le premier ministre, le président de la République de République socialiste de Suède, M. Olof Palme, le premier ministre, le président de la République de République socialiste de Suisse, M. Helmut Fasel, le président du Conseil, le président de la République de République socialiste de Turquie, M. Bülent Ecevit, le premier ministre, le président de la République de République socialiste de Royaume-Uni, M. James Callaghan, le premier ministre, le président de la République de République socialiste de République arabe syrienne, M. Hafez el-Assad, le président, le président de la République de République arabe saoudienne, M. Fahd bin Abdulaziz Al-Saud, le roi, le président de la République de République islamique d'Iran, M. Abolmouza Khatami, le président, le président de la République de République populaire de Chine, M. Li Xiangyang, le premier ministre, le président de la République de République populaire démocratique de Corée, M. Kim Il-sung, le président, le président de la République de République démocratique allemande, M. Erich Honecker, le président, le président de la République de République socialiste d'Allemagne, M. Egon Krenz, le premier ministre, le président de la République de République socialiste de Roumanie, M. Ceausescu, le président, le président de la République de République socialiste de Yougoslavie, M. Stjepan Mijatovic, le président, le président de la République de République socialiste de Bulgarie, M. Todor Zhivkov, le président, le président de la République de République socialiste de Hongrie, M. János Kádár, le président, le président de la République de République socialiste de Pologne, M. Wojciech Jaruzelski, le président, le président de la République de République socialiste de République fédérale d'Allemagne, M. Helmut Schmidt, le chancelier fédéral, le président de la République de République socialiste de Belgique, M. Jean Baudouin, le premier ministre, le président de la République de République socialiste de Danemark, M. Poul Hartog, le premier ministre, le président de la République de République socialiste de Grèce, M. Konstantinos Karamanlis, le premier ministre, le président de la République de République socialiste d'Espagne, M. Adolfo Suárez, le premier ministre, le président de la République de République socialiste d'Israël, M. Menachem Begin, le premier ministre, le président de la République de République socialiste d'Italie, M. Arnaldo Forlani, le président du Conseil, le président de la République de République socialiste de Japon, M. Kakuei Tanaka, le premier ministre, le président de la République de République socialiste de Norvège, M. Olav Thore, le premier ministre, le président de la République de République socialiste de Portugal, M. Mario Soares, le premier ministre, le président de la République de République socialiste de Suède, M. Olof Palme, le premier ministre, le président de la République de République socialiste de Suisse, M. Helmut Fasel, le président du Conseil, le président de la République de République socialiste de Turquie, M. Bülent Ecevit, le premier ministre, le président de la République de République socialiste de Royaume-Uni, M. James Callaghan, le premier ministre, le président de la République de République socialiste de République arabe syrienne, M. Hafez el-Assad, le président, le président de la République de République arabe saoudienne, M. Fahd bin Abdulaziz Al-Saud, le roi, le président de la République de République islamique d'Iran, M. Abolmouza Khatami, le président, le président de la République de République populaire de Chine, M. Li Xiangyang, le premier ministre, le président de la République de République populaire démocratique de Corée, M. Kim Il-sung, le président, le président de la République de République démocratique allemande, M. Erich Honecker, le président, le président de la République de République socialiste d'Allemagne, M. Egon Krenz, le premier ministre, le président de la République de République socialiste de Roumanie, M. Ceausescu, le président, le président de la République de République socialiste de Yougoslavie, M. Stjepan Mijatovic, le président, le président de la République de République socialiste de Bulgarie, M. Todor Zhivkov, le président, le président de la République de République socialiste de Hongrie, M. János Kádár, le président, le président de la République de République socialiste de Pologne, M. Wojciech Jaruzelski, le président, le président de la République de République socialiste de République fédérale d'Allemagne, M. Helmut Schmidt, le chancelier fédéral, le président de la République de République socialiste de Belgique, M. Jean Baudouin, le premier ministre, le président de la République de République socialiste de Danemark, M. Poul Hartog, le premier ministre, le président de la République de République socialiste de Grèce, M. Konstantinos Karamanlis, le premier ministre, le président de la République de République socialiste d'Espagne, M. Adolfo Suárez, le premier ministre, le président de la République de République socialiste d'Israël, M. Menachem Begin, le premier ministre, le président de la République de République socialiste d'Italie, M. Arnaldo Forlani, le président du Conseil, le président de la République de République socialiste de Japon, M. Kakuei Tanaka, le premier ministre, le président de la République de République socialiste de Norvège, M. Olav Thore, le premier ministre, le président de la République de République socialiste de Portugal, M. Mario Soares, le premier ministre, le président de la République de République socialiste de Suède, M. Olof Palme, le premier ministre, le président de la République de République socialiste de Suisse, M. Helmut Fasel, le président du Conseil, le président de la République de République socialiste de Turquie, M. Bülent Ecevit, le premier ministre, le président de la République de République socialiste de Royaume-Uni, M. James Callaghan, le premier ministre, le président de la République de République socialiste de République arabe syrienne, M. Hafez el-Assad, le président, le président de la République de République arabe saoudienne, M. Fahd bin Abdulaziz Al-Saud, le roi, le président de la République de République islamique d'Iran, M. Abolmouza Khatami, le président, le président de la République de République populaire de Chine, M. Li Xiangyang, le premier ministre, le président de la République de République populaire démocratique de Corée, M. Kim Il-sung, le président, le président de la République de République démocratique allemande, M. Erich Honecker, le président, le président de la République de République socialiste d'Allemagne, M. Egon Krenz, le premier ministre, le président de la République de République socialiste de Roumanie, M. Ceausescu, le président, le président de la République de République socialiste de Yougoslavie, M. Stjepan Mijatovic, le président, le président de la République de République socialiste de Bulgarie, M. Todor Zhivkov, le président, le président de la République de République socialiste de Hongrie, M. János Kádár, le président, le président de la République de République socialiste de Pologne, M. Wojciech Jaruzelski, le président, le président de la République de République socialiste de République fédérale d'Allemagne, M. Helmut Schmidt, le chancelier fédéral, le président de la République de République socialiste de Belgique, M. Jean Baudouin, le premier ministre, le président de la République de République socialiste de Danemark, M. Poul Hartog, le premier ministre, le président de la République de République socialiste de Grèce, M. Konstantinos Karamanlis, le premier ministre, le président de la République de République socialiste d'Espagne, M. Adolfo Suárez, le premier ministre, le président de la République de République socialiste d'Israël, M. Menachem Begin, le premier ministre, le président de la République de République socialiste d'Italie, M. Arnaldo Forlani, le président du Conseil, le président de la République de République socialiste de Japon, M. Kakuei Tanaka, le premier ministre, le président de la République de République socialiste de Norvège, M. Olav Thore, le premier ministre, le président de la République de République socialiste de Portugal, M. Mario Soares, le premier ministre, le président de la République de République socialiste de Suède, M. Olof Palme, le premier ministre, le président de la République de République socialiste de Suisse, M. Helmut Fasel, le président du Conseil, le président de la République de République socialiste de Turquie, M. Bülent Ecevit, le premier ministre, le président de la République de République socialiste de Royaume-Uni, M. James Callaghan, le premier ministre, le président de la République de République socialiste de République arabe syrienne, M. Hafez el-Assad, le président, le président de la République de République arabe saoudienne, M. Fahd bin Abdulaziz Al-Saud, le roi, le président de la République de République islamique d'Iran, M. Abolmouza Khatami, le président, le président de la République de République populaire de Chine, M. Li Xiangyang, le premier ministre, le président de la République de République populaire démocratique de Corée, M. Kim Il-sung, le président, le président de la République de République démocratique allemande, M. Erich Honecker, le président, le président de la République de République socialiste d'Allemagne, M. Egon Krenz, le premier ministre, le président de la République de République socialiste de Roumanie, M. Ceausescu, le président, le président de la République de République socialiste de Yougoslavie, M. Stjepan Mijatovic, le président, le président de la République de République socialiste de Bulgarie, M. Todor Zhivkov, le président, le président de la République de République socialiste de Hongrie, M. János Kádár, le président, le président de la République de République socialiste de Pologne, M. Wojciech Jaruzelski, le président, le président de la République de République socialiste de République fédérale d'Allemagne, M. Helmut Schmidt, le chancelier fédéral, le président de la République



## DU MARÉCHAL TITO

## M. Barre conduira la délégation française à Belgrade

## Lejnev et Hua Guofeng rôtir aux obsèques

1. **Laurel**  
 2. **Laurel**  
 3. **Laurel**  
 4. **Laurel**  
 5. **Laurel**  
 6. **Laurel**  
 7. **Laurel**  
 8. **Laurel**  
 9. **Laurel**  
 10. **Laurel**  
 11. **Laurel**  
 12. **Laurel**  
 13. **Laurel**  
 14. **Laurel**  
 15. **Laurel**  
 16. **Laurel**  
 17. **Laurel**  
 18. **Laurel**  
 19. **Laurel**  
 20. **Laurel**  
 21. **Laurel**  
 22. **Laurel**  
 23. **Laurel**  
 24. **Laurel**  
 25. **Laurel**  
 26. **Laurel**  
 27. **Laurel**  
 28. **Laurel**  
 29. **Laurel**  
 30. **Laurel**  
 31. **Laurel**  
 32. **Laurel**  
 33. **Laurel**  
 34. **Laurel**  
 35. **Laurel**  
 36. **Laurel**  
 37. **Laurel**  
 38. **Laurel**  
 39. **Laurel**  
 40. **Laurel**  
 41. **Laurel**  
 42. **Laurel**  
 43. **Laurel**  
 44. **Laurel**  
 45. **Laurel**  
 46. **Laurel**  
 47. **Laurel**  
 48. **Laurel**  
 49. **Laurel**  
 50. **Laurel**  
 51. **Laurel**  
 52. **Laurel**  
 53. **Laurel**  
 54. **Laurel**  
 55. **Laurel**  
 56. **Laurel**  
 57. **Laurel**  
 58. **Laurel**  
 59. **Laurel**  
 60. **Laurel**  
 61. **Laurel**  
 62. **Laurel**  
 63. **Laurel**  
 64. **Laurel**  
 65. **Laurel**  
 66. **Laurel**  
 67. **Laurel**  
 68. **Laurel**  
 69. **Laurel**  
 70. **Laurel**  
 71. **Laurel**  
 72. **Laurel**  
 73. **Laurel**  
 74. **Laurel**  
 75. **Laurel**  
 76. **Laurel**  
 77. **Laurel**  
 78. **Laurel**  
 79. **Laurel**  
 80. **Laurel**  
 81. **Laurel**  
 82. **Laurel**  
 83. **Laurel**  
 84. **Laurel**  
 85. **Laurel**  
 86. **Laurel**  
 87. **Laurel**  
 88. **Laurel**  
 89. **Laurel**  
 90. **Laurel**  
 91. **Laurel**  
 92. **Laurel**  
 93. **Laurel**  
 94. **Laurel**  
 95. **Laurel**  
 96. **Laurel**  
 97. **Laurel**  
 98. **Laurel**  
 99. **Laurel**  
 100. **Laurel**

En l'absence

**PARIS  
LONDRES**  
**157<sup>F</sup>**  
*(138 F pour les jeunes,  
les étudiants et le 3<sup>e</sup> âge)*  
Un prix super économie-  
que. Paris-Calais en car,  
Calais-Ramsgate sur  
cousin d'air. Ramsgate-  
Londres en car.  
Jusqu'à 5 départs par  
jour.

**Le thon blanc ou germon:**  
l'excellent thon des pêcheurs artisans français.

**JEAN-CLAUDE RUHRER.**

**forum**  
**VOYAGES**

**1, rue Cassette 75006 Paris**  
**tél. 544 38 61**  
(avenue 71, rue de Rennes)  
M<sup>rs</sup> St-Sulpice - Rennes

**3 bis, rue de Vaugirard 75006 Paris**  
**tél. 325 76 25**  
M<sup>rs</sup> Luxembourg



## EUROPE

## Grèce Après l'élection de M. Caramanlis à la présidence de la République

## M. Papandréou demande la dissolution de l'Assemblée

M. Constantin Caramanlis, élu lundi 5 mai, au troisième tour de scrutin, président de la République grecque, a déclaré qu'il entendait être un chef d'Etat au-dessus des partis. Il a donné sa démission de député, de premier ministre et a reçu un message de félicitations de M. Valéry Giscard d'Estaing.

M. Andreas Papandréou, secrétaire général du Pasok (parti socialiste), a estimé que l'élection s'était déroulée dans le respect de la Constitution. Il a demandé la dissolution de l'Assemblée et des élections générales immédiates.

De notre correspondant

Athènes. — M. Constantin Caramanlis, élu président de la République le 5 mai, veut désormais se placer au-dessus des partis. Dans une déclaration, il a insisté sur sa volonté de renforcer les institutions démocratiques et d'être le président de tous les Grecs. Compte tenu des conditions intérieures et extérieures actuelles, M. Caramanlis compte sur l'appui du peuple et une loyale collaboration avec les partis politiques.

M. Caramanlis qui a remis sa démission de premier ministre et de député d'Athènes laisse au groupe parlementaire de la Nouvelle démocratie le soin d'élire, jeudi prochain, au vote secret, le nouveau chef du parti qu'il fonda en 1974. Les députés de la Nouvelle démocratie, qui tiennent à maintenir l'unité dans la diversité des tendances, vont donc également désigner un premier ministre dont le gouvernement pourrait être prêt à débuter de la semaine prochaine.

C'est sur un ton très modéré que M. Papandréou, président du PASOK, a reconnu que cette élection s'est déroulée dans le respect de la Constitution et des règlements du Parlement. Il estime qu'il conviendrait de juger le nouveau président de la République sur son comportement et ses actes, mais ajoute :

qu'il faut recourir immédiatement à des élections générales, car le Parlement actuel ne reflète pas la volonté populaire. D'ailleurs, le PASOK s'est pratiquement mobilisé en vue d'une prochaine confrontation électorale.

Les réactions du porte-parole du Front national (extrême-droite), M. Théotokis, et du président de l'Union démocratique du centre, M. Zileas, sont moins nuancées. M. Théotokis estime que M. Caramanlis n'a remporté qu'un demi-succès, car il a été élu de justesse. Le Front national réclame des élections générales. De son côté, M. Zileas présente M. Caramanlis comme l'un d'une minorité politique, mais il lui accorde le temps de montrer qu'il tiendra réellement sa promesse de se comporter en président respectueux de la Constitution et non en « souverain ».

Alors que le parti communiste grec relève que M. Caramanlis n'a été élu qu'avec une majorité limitée et considère que le nouveau président de la République ne sera que le « suppléant de la droite », le parti communiste grec avance que M. Caramanlis est l'expression politique d'une classe dirigeante dont les intérêts sont contraires à ceux des masses populaires.

MARC MARCEAU.

## PUBLICATION JUDICIAIRE

## CONTREFAÇONS

## DE LA MARQUE

ET DE LA BROCHE À TÊTE DE LION DE LA SOCIÉTÉ CHANEL.

Par jugement du 6 décembre 1979, le Tribunal de Grande Instance de Paris a :

— jugé que le fait par la Société AU SCARABEE d'offrir à la vente une broche de ceinture reproduisant la marque de la Société CHANEL,

— condamne la Société AU SCARABEE à payer à la Société CHANEL une indemnité de 20.000 F ;

— autorise la Société CHANEL à faire publier le dispositif du présent jugement dans deux journaux ou revues de son choix aux frais de la Société AU SCARABEE ;

— condamne la Société AU SCARABEE aux dépens.

CHANEL sous quelque forme que ce soit, ainsi que d'offrir à la vente tout modèle de broche représentant la broche créée par la Société CHANEL ;

— condamne la Société AU SCARABEE à payer à la Société CHANEL une indemnité de 20.000 F ;

— autorise la Société CHANEL à faire publier le dispositif du présent jugement dans deux journaux ou revues de son choix aux frais de la Société AU SCARABEE ;

— condamne la Société AU SCARABEE aux dépens.

CHANEL sous quelque forme que ce soit, ainsi que d'offrir à la vente tout modèle de broche représentant la broche créée par la Société CHANEL ;

— condamne la Société AU SCARABEE à payer à la Société CHANEL une indemnité de 20.000 F ;

— autorise la Société CHANEL à faire publier le dispositif du présent jugement dans deux journaux ou revues de son choix aux frais de la Société AU SCARABEE ;

— condamne la Société AU SCARABEE aux dépens.

## SOGEDIL 148, rue de Fg Poissonnière - 75010 PARIS

## 3 JOURS POUR LE LIVRE

JEUDI 8 MAI 1980 :

18 h 00. Inauguration :

Avec la participation de Françoise LAZARD, membre du Bureau Politique du PCF, directrice de l'Institut de Recherche Marxiste et de Guy HERMER, membre du Bureau Politique du PCF, directeur de "REVOLUTION". Présentation des Actes du Conseil National du PCF sur les intellectuels et la culture : "Les intellectuels, la culture et la révolution".

19 h 00. MARX et nous :

Sous la présidence de François HINCKER, rédacteur en chef adjoint de "REVOLUTION", débat autour de l'ouvrage de Lucien SÈVE "Une introduction à la philosophie marxiste".

VENDREDI 9 MAI 1980 :

19 h 00. Sous la présidence de Roland PASSEVANT, grand reporter à "HUMANITE-DIMANCHE", débat autour du livre "GISCARD et les idées - essai sur la guerre idéologique" de Jean-Paul JOUANY, Guy PELACHAUD, Armand SPIRE et Bernard VASSEUR.

SAMEDI 10 MAI 1980 :

11 h 00. Le biographique et le social dans l'humanité.

Débat autour du dernier numéro de la revue LA PENSÉE, présidé par Yann WIENS, membre du Comité Central du PCF, Rédacteur en chef de "LA PENSÉE".

15 h 00. Sous la présidence de Martine MONOD, grand reporter à "HUMANITE", présentation du livre de Simone BAILLEAU-LAJONIE : "Conditions de femmes en Afghanistan".

16 h 30. Sous la présidence de Michel CARDOZE, Rédacteur en chef adjoint de "REVOLUTION", débat autour du livre d'Antoine LE PORS "Marianne à l'écran".

\*Les ouvrages cités sont des nouveautés des Editions Sociales.

## Un gaullisme hellénique ?

par MAURICE DUVERGER

En 1975, les deux pays d'Europe méridionale revenus à la démocratie ont adopté des Constitutions fortement inspirées du système instauré par la V<sup>e</sup> République française. Le Portugal a établi un véritable régime semi-présidentiel, fondé sur l'élection populaire d'un chef d'Etat doté d'importantes prérogatives en face du gouvernement reposant sur la confiance des députés. La Grèce a retenu seulement le second de ces éléments : le président y possède de grands pouvoirs qu'il peut exercer en pleine liberté, sans contreseing ministériel ; mais il est désigné par le vote du Parlement, non par les suffrages des citoyens.

L'élection de M. Caramanlis à la magistrature suprême marque-t-elle une seconde étape sur la voie d'un gaullisme grec ? La question est posée depuis le début du régime. Il y a cinq ans, l'opposition considérait le président Tsatsos comme une sorte d'intérimaire destiné à favoriser l'avènement de l'homme qui domine la vie politique du pays. Des discussions confuses s'élevaient alors sur les conséquences d'une démission éventuelle du chef de l'Etat. Le demi-échec de M. Caramanlis aux législatives de novembre 1977 a plus ou moins estompé ces perspectives. Aujourd'hui, son succès les rend plus nettes que jamais.

L'étude comparative des régimes semi-présidentiels montre que le pouvoir effectif du chef de l'Etat y dépend moins de son mode d'élection que de sa personnalité. L'investiture par le suffrage universel direct n'empêche pas les présidents d'Autriche, d'Irlande

et d'Islande d'avoir peu d'influence sur les décisions, parce qu'on prend soin de ne pas présenter les leaders nationaux au choix des citoyens. A moins qu'on ne veuille offrir à l'un d'eux, eux, vieill, une retraite dorée, comme en le fit naguère à Dáilín pour Eamon De Valera. Au contraire, M. Karamanlis dispose en Finlande d'une autorité considérable, bien qu'il soit issu d'une désignation indirecte par des « grands électeurs » provenant du vote populaire.

M. Caramanlis ne donne pas l'impression de vouloir réduire son activité. Il reste l'une des figures dominantes de la politique grecque. A la différence de son prédécesseur, on n'imaginerait guère qu'il se contente d'inaugurer les chrysanthèmes et qu'il n'utilise pas les immenses pouvoirs que la Constitution donne au président de la République hellénique. Ils sont bien plus importants que ceux accordés à son homologue par notre loi fondamentale. A Paris, le chef de l'Etat ne peut révoquer le gouvernement : à Athènes, il le peut. A Paris, il ne peut recourir au référendum que sur l'initiative du premier ministre ou du Parlement : à Athènes, il le peut librement, et pour « toutes » questions nationales cruciales.

A Paris, il ne peut pas dissoudre l'Assemblée moins d'un an après une dissolution précédente : à Athènes, il le peut après la seconde motion de censure adoptée par les nouveaux députés. A Paris, la loi renvoyée devant le Parlement par un veto peut être imposée finalement à

la majorité simple : à Athènes, elle doit l'être à la majorité absolue du total des députés. Ajoutons que l'article 44 permet au président grec d'édicter « des actes de nature législative » sur proposition du premier ministre « dans des circonstances exceptionnelles de nécessité extrêmement urgente et imprévue » : si ses pouvoirs sont plus restreints et plus liés au gouvernement que ceux de notre article 16, leur usage est défini d'une façon beaucoup plus vague.

Malgré son élection parlementaire, le prestige de M. Caramanlis lui permettra d'utiliser effectivement ses pouvoirs, même s'il n'a pas la possibilité de les dépasser et de plier les premiers ministres à ses vues, comme le fit le général de Gaulle par une légitimité personnelle qui transcendait sa modeste investiture par des parlementaires flanqués de conseillers généraux et de notables ruraux. Cela conduit à se demander si la Constitution de la Grèce ne connaît pas un jour la même réforme que la V<sup>e</sup> République française, qui a établi dès 1958 les importantes pouvoirs du chef de l'Etat, mais n'en a tiré qu'en 1962 les conséquences, en confiant son élection au suffrage universel.

Une telle révision ne serait pas facile, étant données les dispositions de l'article 110 qui donnent à la Chambre hellénique tous pouvoirs dans ce domaine, et la soumettent à une procédure complexe. On ne peut se passer de son accord en la matière. Mais on pourrait faire pression sur elle en

interrogeant la nation sur cette « question nationale cruciale ». Notons d'ailleurs que les citoyens ne sont pas tout à fait écartés de l'élection actuelle du président de la République grecque. Si nul candidat n'a obtenu la majorité des deux tiers du nombre total des députés lors des deux premiers tours, un troisième a lieu cinq jours après, où est requise la majorité des trois cinquièmes calculée sur les mêmes bases. Si elle n'est pas réunie, la dissolution intervient aussitôt. Les élections législatives qui suivraient se trouveraient alors dominées par le problème des candidatures à la magistrature suprême, ce qui leur donnerait un certain caractère de présidentielles. On se rapprocherait de la désignation populaire des « grands électeurs » finlandais ou américains. A dire vrai, la Grèce a déjà fait plus de la moitié du chemin vers le régime établi en France par le général de Gaulle.

## CORSE

8 jours :

logements, avions, transfert

Juin/Sept. : 1.090 F par pers.

Juillet : 1.250 F

Août : complet

Tél. : 363-85-37/38

créez votre

entreprise

à nous de vous fournir

SIEGE SOCIAL

de 99 F à 309 F par mois

PERMANENCE TELEPHONIQUE

SECRETARIAT

et démarches administratives

G.E.I.C.A.

55 bis, rue du Louvre Paris 2, tél. 296 41.12

## Voici le meilleur placement de l'année

...en vente dès aujourd'hui chez votre marchand de journaux (20F)

Actions, obligations, sicav, épargne logement, pierre, bureaux, terrains, forêts, Sicomi, SCPI, or, diamants, conteneurs, matières premières, tableaux, meubles, timbres, livres anciens... Quels sont aujourd'hui les avantages et les inconvénients de chacun de ces placements et leurs incidences fiscales ?

A une époque où les lois du marché peuvent être totalement remises en question d'une année sur l'autre, ce dossier unique en France, constitue pour vous une occasion exceptionnelle de faire le point. Sérieusement, complètement. Ses 20 francs sont l'investissement le moins coûteux et le plus sûr que vous puissiez faire... avant de placer un centime.



LE NOUVEAU ECONOMISTE

le business magazine français



EUROPE

de la République  
Hénique?

interrogeant la nation sur cette question nationale cruciale. Notons d'ailleurs que les citoyens ne sont pas tout à fait écartés de l'élection actuelle du président de la République grecque. Si un candidat n'a obtenu la majorité des deux tiers du nombre des députés lors des deux premiers tours, un troisième à cinq jours après, on est requis à la majorité des trois cinquièmes. N'est pas réunie, la dissolution intervient aussitôt. Les décisions législatives qui suivent se prennent alors d'urgence par la magistrature suprême, ce qui leur donnerait un certain caractère de présidentialité. On se rapprocherait de la désignation populaire des grands électeurs à l'instar de la Grèce où l'on a déjà vu la moitié du chemin vers le régime établi en France par le général de Gaulle.

**CORSE**

8 jours :  
logements, avions, transfert  
Juin/Sept. : 1.090 F par pers.  
Oct. : 1.250 F  
Avril : compler  
Tél. : 565-55-57 33

**création d'entreprise**

PERMANENCE-RECEPTE  
SÉRIE-AM  
100% GARANTIE  
40 rue de la Liberté  
94000 CRETEIL

illeur  
de l'année

aujourd'hui  
muraux (20F)



de prof  
placements

français

Grande-Bretagne

UN AN DE GOUVERNEMENT DE Mme THATCHER

Un « patron » qui a toujours le dernier mot

De notre correspondant

Londres. — « Je leur ai donné des ordres », déclare, dit-on, le duc de Wellington après avoir présidé son premier conseil de cabinet, et il s'étonnait que ses ministres ne lui obéissent pas. Ce style militaire n'est pas tout à fait celui de Mme Thatcher, au pouvoir depuis un an, mais elle s'en inspire. Ses collaborateurs avaient été prévenus. Refusant la recherche d'un consensus au sein du gouvernement, à laquelle se livraient ses prédécesseurs, elle confiait à un journaliste avant les élections : « Quand je serai première ministre, je ne pourrai perdre de temps dans des querelles intestines... »

Pourtant, à l'épreuve du pouvoir, la première femme premier ministre de l'histoire britannique a découvert que la politique était l'art du possible, et qu'il fallait parfois composer et même reculer. Elle a su maîtriser son agressivité naturelle. Et peut-être n'est-ce pas le moindre de ses mérites que d'avoir contrôlé ses impulsions, « toujours invariablement maussades » selon la formule cynique d'un de ses ministres, pour accepter des accommodements, des compromis, sans sur ce qu'elle considère comme l'essentiel.

Toutes les indiscretions qui ont pu filtrer sur les réunions du cabinet sont concordantes : son style de gouvernement est autoritaire, et s'apparente à celui d'un Churchill. Elle ne se considère pas comme le président d'un conseil, arbitrant ou réconciliant les points de vue différents exprimés dans la discussion : pour elle, le premier ministre est d'abord un leader, un chef dont la fonction est de commander, de guider le cabinet vers l'objectif qu'elle a déterminé avant même de consulter ses ministres.

A la vérité, Mme Margaret Thatcher, femme de principes et de convictions, est plus souple qu'elle ne paraît. Certes, dans les conseils de cabinet, elle indique tout de suite et clairement ce qu'elle veut, lançant une sorte de défi à ceux qui voudraient contester son opinion. Mais, pendant cette première année de pouvoir, elle a appris à écouter, à tenir compte des observations et critiques, notamment lorsqu'elles viennent de personnes en qui elle a confiance, comme lord Carrington, « Peter », qui a assez d'autorité pour lui résister et l'influencer.

Mais elle préfère éviter les affrontements. A la différence de M. Callaghan, elle ne procède à aucun vote et ne fait pas le compte des voix au sein du cabinet, ce serait-ce que pour éviter de se trouver en minorité. Ses fidèles et disciples, sa « garde prétorienne », comme on les appelle, les ministres « économiques », Sir Geoffrey Howe, chancelier de l'Echiquier, Sir Keith Joseph, ministre de l'Industrie, M. Nott, ministre du commerce, Howell, ministre de l'énergie, présentent moins sur ses décisions que lord Carrington et son adjoint, Sir Ian Gilmour, M.D. Walcott, Sir Eym, respectivement ministre de l'intérieur et de la défense, M. Prior, ministre de l'emploi, qui assurent la continuité de l'Establishment conservateur.

Ainsi, faute d'être toujours assuré d'une majorité au sein du cabinet, elle contourne l'obstacle et louvoie, usant de son pouvoir de fixer à son gré l'ordre du jour des réunions gouvernementales et de choisir à bon escient les membres des conseils restreints, généralement composés d'hommes luges favorables à ses idées. Finalement, elle reste le « patron » qui a le dernier mot. Mais

**Voici la nouvelle collection des bijoux Italiens.**

**La Sicile le diamant de l'Italie**

Demandez la brochure "Evasion" à votre agence de voyage ou à

**EVASION**

5 bd des Capucines, 75002 Paris Tél. 266.46.50

« Le seul homme du parti conservateur... »

Mais son revirement le plus spectaculaire, parce qu'il devait déboucher sur un succès diplomatique majeur, est lié à propos de la Rhodésie. Lord Carrington la dissuade de jeter de reconnaissance le gouvernement Minnowa, et sauva la conférence du Commonwealth de Lusaka en insistant la formule d'une conférence constitutionnelle qui menait au cessez-le-feu et à de nouvelles élections.

Les chefs d'état-major, pourtant disciplinés et admiratifs, en ont également pris pour leur grade. Au ministère de l'emploi, en revanche, elle s'imposa par sa connaissance des problèmes, acquise au cours des années où elle était ministre. Bref, elle provoque chez les « mandarins » de l'administration un mélange de peur et d'admiration à l'égard d'un premier ministre qui sait ce qu'il veut et dispose d'une majorité suffisante pour assurer l'application de ses décisions. Certains n'ont pas craint de l'interpeller, comme un responsable du ministère de la Santé qui réussit à l'interrompre dans une diatribe : « Si je peux me permettre, tout

encore pitié par les Français... » M. Walter n'apprécia pas. Certains de ses collaborateurs répétaient en retour leurs notes et mémorandums corrigés avec des remarques dans la marge du genre : « A refaire », « Insuffisant », « Pas clair ». Dans la discussion, elle a tendance à couper la parole, à être condescendante, à donner des leçons.

Tous ses invités, des plus importants aux plus humbles, ont apprécié ou subi l'extraordinaire loquacité du premier ministre : elle engouffrait ses interlocuteurs sous un torrent de paroles, s'efforçant de les séduire et de les convaincre par une voix sucrée et miel que beaucoup jugent insupportable. Comme le notait un journaliste de l'opposition, « elle parle sur le ton qu'on emploie quand on s'adresse à quelqu'un qui vient de perdre son chat ou son chien, ou encore à un malade ou un déficient mental qu'il convient de ne pas brusquer ».

**steiner Paris**

Salon Meubles  
ENTIEREMENT DEHOUSABLE

**REAL**

**MEUBLES  
DECORATION  
CUISES**

25, Bd de BELLEVILLE  
Métro Couronnes - Tél. : 357.9119 - Ouvert tous les jours sauf dimanche - 10 h à 19 h 20 h.

Et :

PARIS XIV, C.C. GAITE, 80, Av. du Maine.  
CERGY-PONTOISE, C.C. 3 FONTAINES.  
CRETEIL, C.C. CRETEIL SOLEIL.  
NOISY-LE-GRAND, C.C. ARCADES.  
CHAMPIGNY-La Fourchette, 10, Av. R. Salengro.  
BURES-SUR-YVETTE, C.C. LES ULIS 2.

Ouverts le dimanche :

PIERREFITE, RN 1, 102-114, Av. Lénine.  
BONDY, RN 3, 123, Av. Gallieni.  
CHATILLON-S/B, RN 306, 101 Av. M. Cachin.  
PORTE DE BAGNOLET, 42, Av. Gallieni.

**REAL: PRIX. CHOIX. QUALITE. SERVICE. CREDIT.**

**Des céréales... à l'usine "clés en main",  
de la voiture à la fusée,  
le transport fluvial s'ouvre à tous les produits.**

Même la technologie la plus avancée  
fait appel au mode de transport le plus traditionnel.

**ONN**  
Office National de la Navigation

Veuillez m'envoyer, sans aucun engagement de ma part, votre documentation concernant le transport par voie navigable.

Nom \_\_\_\_\_ Prénom \_\_\_\_\_ Société \_\_\_\_\_  
Secteur \_\_\_\_\_ Fonction \_\_\_\_\_ Téléphone \_\_\_\_\_  
Adresse \_\_\_\_\_  
Code postal \_\_\_\_\_ Ville \_\_\_\_\_

OFFICE NATIONAL DE LA NAVIGATION, 2, boulevard de Latour-Maubourg, 75007 Paris, Tél. 550.32.24.



Le Monde

# politique

## L'ENTRETIEN TÉLÉVISÉ

### Les conclusions du rapport Giraudet sur la réduction du temps de travail pourraient être mises en œuvre dès janvier

Voici les principaux extraits de l'entretien de M. Valéry Giscard d'Estaing avec Martine Allain-Régault (A2), François de Closets (TF1) et Jean-Marie Cavada (FR3) au cours de la sixième émission de la série « Une heure avec le président de la République », lundi 5 mai, à 20 heures, sur FR3. Le chef de l'Etat a d'abord parlé de la mort du maréchal Tito (lire page 9), puis il a répondu aux questions sur la situation économique et sociale.

**JEAN-MARIE CAVADA.** — A propos de (...) l'énorme crise européenne, demain se réunissent les ministres de l'Agriculture des Neuf, à Luxembourg. Si, par malheur pour l'Europe, ils ne peuvent pas se mettre d'accord, êtes-vous partisan de faire une politique agricole à neuf, à huit, ou bien de prendre des mesures solitaires nationales ?

— Cette crise, cette grande difficulté, on fait beaucoup d'images du mot « crise » qui est prévisible. Ce qui aurait été une surprise, une heureuse surprise, c'était l'accord. Nous connaissons, en effet, les demandes considérables de certains de nos partenaires. La proposition du chancelier

ralte cette longue querelle autour de chiffres ou de pourcentages de la part de dirigeants européens. C'était quelque peu dérisoire par rapport aux enjeux réels de notre temps.

Donc, nous voulions aboutir. Nous avons fait des gestes pour aboutir. Nous n'avons pas abouti. Il y avait deux sujets en discussion. L'un, absolument normal, qui est celui de la fixation annuelle des prix agricoles (...). L'autre, tout à fait distinct, était que l'un de nos partenaires, la Grande-Bretagne, demandait que soient modifiées des règles existantes, des règles ratifiées, qui fixent le montant de sa contribution, quelle que soit la durée de son séjour dans le pays.

Sur le premier sujet, l'agriculture, nous avions demandé que la réunion soit préparée. Les ministres de l'Agriculture se sont réunis et une proposition leur a été faite par la Commission. Cette proposition, ou peut la résumer en disant : une augmentation des prix agricoles de 5 %, acceptée par un certain nombre d'autres dispositions. Ceci ferait, pour la France, un peu plus de 10 % puisque nous avons encore sur le plan monétaire l'équivalent de 5 % de réajustement à opérer. Cette hausse de 5 % a été acceptée par huit pays sur neuf. (...)

permanente, c'est une cause qui se retrouvera dans deux ans, dans cinq ans. Ce n'est pas une cause de conjoncture, c'est une cause permanente.

C'est pourquoi la crise n'est pas pour moi une surprise. Ce que vous décrivez n'est pas nouveau. C'était partiellement connu au moment de l'adhésion britannique en 1972, au moment où on a mis au point les termes de l'accord financier avec la Grande-Bretagne. On ne peut pas invoquer un fait ancien et connu pour dire qu'on n'appliquera pas des dispositions qui ont été signées, convenues entre les Etats.

Ce qui m'a frappé dans les demandes britanniques au cours de la dernière réunion, c'est qu'elles n'étaient pas pour un an ou deux ans, pour faciliter un passage difficile. Elles portaient sur une longue période. Il s'agit donc en réalité d'une renégociation des dispositions financières. Cela veut dire que la Grande-Bretagne a le choix entre deux attitudes : ou bien estimer que le dispositif ne lui convient pas, et dans ce cas il faut le renégocier suivant les formes d'une renégocia-

tion, c'est-à-dire avec un travail approfondi, des propositions, ou bien, au contraire, la Grande-Bretagne accepte un dispositif dont simplement la durée est prolongée pour elle pendant une période déterminée, et l'on accepte les propositions comme celles que nous avons faites. Elles ont, depuis, été retirées par le chancelier Schmidt. Il les estimait trop généreuses : avant le refus de les accepter elles ont été retirées.

En tout cas c'est au niveau des ministres que ces négociations et ces discussions doivent maintenant avoir lieu. Le conseil européen, que je connais bien puisque c'est moi qui en ai proposé la création et que c'est lui, à l'Elysée, qui a tenu sa première réunion en décembre 1974, n'est pas fait pour faire le travail des autres institutions de la Communauté. Il appartient aux ministres de l'Agriculture de régler les prix agricoles ; aux ministres des finances des contributions financières. Je ne participe pas à de nouveaux marchandages au sein du conseil européen sur les problèmes qui ont été évoqués à Luxembourg.

eux-mêmes les meilleures conditions de mise en application de ces dispositions. C'est, au contraire, un processus de politique contractuelle. Et puisque vous parlez de la politique contractuelle, un mot sur les résultats de cette politique. Beaucoup de Français sont convaincus que la politique contractuelle ne se poursuit pas ou est en danger, et les faits passent à l'appareil.

Dans la fonction publique, un accord de salaire a été signé par des organisations très représentatives comme le syndicat Force ouvrière très représentatif dans la fonction publique jusqu'en avril 1981. Les fonctionnaires connaissent donc l'évolution de leur salaire, c'est-à-dire la garantie de leur pouvoir d'achat, jusqu'en avril 1981.

Cela intéresse cinq millions de personnes. Non pas qu'il y ait cinq millions de fonctionnaires ; mais si on ajoute les retraités, les militaires, les agents des collectivités locales et ceux qui sont rattachés indirectement à la fonction publique, cela couvre cinq millions de personnes.

Dans les entreprises de transports, il y a un accord contractuel de salaire signé à la S.N.C.F., qui est la plus importante. Il y a un accord à la R.A.T.P., ainsi qu'à Air France. D'autres sont en discussion dans de grandes entreprises publiques, les Charbonnages, E.D.F. La politique contractuelle, c'est-à-dire la garantie de leur pouvoir d'achat, est une réalité pour une très large majorité des travailleurs de l'Etat ou des entreprises publiques.

**MARTINE ALLAIN-REGAULT.** — Pas tous.

**FRANÇOIS DE CLOSETS.** — Justement, vous évoquez la politique contractuelle, notamment à la R.A.T.P. Il est vrai que les agents de la R.A.T.P. ont un salaire minimum de 3450 F garanti. Et puis, il y a eu la grève et on a appris que les ouvriers du métro ne travaient pas.

Le plus pénible travail, ceux étaient à 2700 F et n'avaient aucun des avantages prévus dans ces grandes conventions. Vous pouvez, en effet, retirer cette leçon : il faut préciser que des travailleurs d'entreprises qui ont des contrats avec le métro, mais ce ne sont pas des travailleurs du métro.

**FRANÇOIS DE CLOSETS.** — Ils sont hors convention.

Vous avez raison de poser le problème. Dans le secteur privé, il y a aussi une politique contractuelle. Je souhaite que cette politique contractuelle se développe davantage et qu'elle permette de prendre des décisions qui répondent à la préoccupation que vous avez.

Par exemple, dans l'Union des industries métallurgiques et minières, un accord a été signé par les grandes organisations syndicales, en janvier 1980, et en particulier par la C.F.D.T., qui prévoit un an à noter précisément de revenu salarial minimum annuel pour les industries métallurgiques et minières. Le plafond qui est fixé est nettement supérieur au plafond du S.M.I.C. Il y a donc là une garantie de pouvoir d'achat des salariés du secteur privé dans cette branche qui témoigne d'une amélioration appréciable par rapport à la situation du S.M.I.C. Il reste vrai qu'il faut poursuivre cet effort pour atteindre les catégories qui sont à l'écart des grandes négociations.

**MARTINE ALLAIN-REGAULT.** — On a l'impression que...

**FRANÇOIS DE CLOSETS.** — On a l'impression que...

**MARTINE ALLAIN-REGAULT.** — On a l'impression que...

**FRANÇOIS DE CLOSETS.** — On a l'impression que...

**MARTINE ALLAIN-REGAULT.** — On a l'impression que...

**FRANÇOIS DE CLOSETS.** — On a l'impression que...

**MARTINE ALLAIN-REGAULT.** — On a l'impression que...

**FRANÇOIS DE CLOSETS.** — On a l'impression que...

**MARTINE ALLAIN-REGAULT.** — On a l'impression que...

**FRANÇOIS DE CLOSETS.** — On a l'impression que...

**MARTINE ALLAIN-REGAULT.** — On a l'impression que...

**FRANÇOIS DE CLOSETS.** — On a l'impression que...

**MARTINE ALLAIN-REGAULT.** — On a l'impression que...

sion qu'il y a deux secteurs sociaux.

Lorsque nous parlons tout à l'heure de la durée du travail, je vous disais que les mesures qui seront prises, par exemple l'équivalent de cette cinquième semaine de congés payés, toucheraient deux millions de personnes. Il y a bien plus de deux millions de travailleurs en France. Ces deux millions sont précisément les travailleurs qui n'ont pas cet avantage.

En faisant une politique d'amélioration du système de congés payés et de la durée du travail de droit commun pour tous les travailleurs, nous réduisons des inégalités comme celles que vous mentionnez.

**FRANÇOIS DE CLOSETS.** — Pensez-vous que le fait d'être dans la fonction publique, d'avoir le statut d'employé, justifie ou rend normal le fait qu'on ne cotise pas aux ASSÉDIC ?

Je ne peux pas vous répondre de façon tranchée. La difficulté vient du fait que le système des ASSÉDIC est un système contractuel.

Au début, il a été négocié entre les employeurs et les salariés ; il était donc normal qu'il s'applique aux employeurs et aux salariés qui l'avaient négocié. Or les fonctionnaires étaient naturellement dans une autre situation. A partir du moment où ces dispositions sont devenues permanentes, on s'est dit : pourquoi, en effet, éprouver un sentiment d'injustice en pensant qu'une catégorie importante de travailleurs ne contribue pas au fonctionnement du système ? Mais il y avait tout de même tout un travail d'ajustement puisque le système est alimenté, comme vous le savez, par une contribution budgétaire. On peut se poser la question de savoir s'il ne devrait pas y avoir une participation de solidarité plus active.

**FRANÇOIS DE CLOSETS.** — Il y a eu une volonté du gouvernement de révaloriser le travail manuel. On a l'impression qu'il y a une impossibilité de rendre justice à la classe ouvrière par rapport aux cotis blancs, toujours favorisés dans la société française.

Attention au jugement collectif ! Vous parlez des ouvriers, mais il y a des employés de toutes conditions en France. Il y a, dans certains secteurs, des conditions de vie ou de travail des employés qui sont très proches de la condition ouvrière ; il y en a également qui en sont assez éloignés.

Si vous regardez les statistiques des dernières années, elles vont toutes dans le même sens, c'est-à-dire qu'elles montrent une réduction des inégalités de rémunération. C'est tout à fait net. Je ne suis pas sûr que les statistiques que l'on cite prouvaient le contraire. A l'heure actuelle, on ne peut plus le démontrer.

**FRANÇOIS DE CLOSETS.** — Pour les salariés ?

Pour les salariés ? A l'intérieur de la hiérarchie des salariés, le S.M.I.C. a augmenté plus vite que le salaire ouvrier moyen. Et le salaire ouvrier moyen a augmenté plus vite que les rémunérations des catégories supérieures, parfois des écarts appréciables. Nous sommes donc bien dans une période de resserrement des inégalités.

La politique de revalorisation du travail manuel dans certaines branches — bâtiment et travaux publics — a donné lieu, l'année dernière et cette année, à des revalorisations appréciables. Il s'agit de poursuivre cette évolution ; la conjoncture économique nous impose un certain nombre de limites, mais la direction doit rester la même.

**FRANÇOIS DE CLOSETS.** — Pour les salariés ?

Pour les salariés ? A l'intérieur de la hiérarchie des salariés, le S.M.I.C. a augmenté plus vite que le salaire ouvrier moyen. Et le salaire ouvrier moyen a augmenté plus vite que les rémunérations des catégories supérieures, parfois des écarts appréciables. Nous sommes donc bien dans une période de resserrement des inégalités.

La politique de revalorisation du travail manuel dans certaines branches — bâtiment et travaux publics — a donné lieu, l'année dernière et cette année, à des revalorisations appréciables. Il s'agit de poursuivre cette évolution ; la conjoncture économique nous impose un certain nombre de limites, mais la direction doit rester la même.

**FRANÇOIS DE CLOSETS.** — Pour les salariés ?

Pour les salariés ? A l'intérieur de la hiérarchie des salariés, le S.M.I.C. a augmenté plus vite que le salaire ouvrier moyen. Et le salaire ouvrier moyen a augmenté plus vite que les rémunérations des catégories supérieures, parfois des écarts appréciables. Nous sommes donc bien dans une période de resserrement des inégalités.

La politique de revalorisation du travail manuel dans certaines branches — bâtiment et travaux publics — a donné lieu, l'année dernière et cette année, à des revalorisations appréciables. Il s'agit de poursuivre cette évolution ; la conjoncture économique nous impose un certain nombre de limites, mais la direction doit rester la même.

**FRANÇOIS DE CLOSETS.** — Pour les salariés ?

Pour les salariés ? A l'intérieur de la hiérarchie des salariés, le S.M.I.C. a augmenté plus vite que le salaire ouvrier moyen. Et le salaire ouvrier moyen a augmenté plus vite que les rémunérations des catégories supérieures, parfois des écarts appréciables. Nous sommes donc bien dans une période de resserrement des inégalités.

La politique de revalorisation du travail manuel dans certaines branches — bâtiment et travaux publics — a donné lieu, l'année dernière et cette année, à des revalorisations appréciables. Il s'agit de poursuivre cette évolution ; la conjoncture économique nous impose un certain nombre de limites, mais la direction doit rester la même.

**FRANÇOIS DE CLOSETS.** — Pour les salariés ?

Pour les salariés ? A l'intérieur de la hiérarchie des salariés, le S.M.I.C. a augmenté plus vite que le salaire ouvrier moyen. Et le salaire ouvrier moyen a augmenté plus vite que les rémunérations des catégories supérieures, parfois des écarts appréciables. Nous sommes donc bien dans une période de resserrement des inégalités.

La politique de revalorisation du travail manuel dans certaines branches — bâtiment et travaux publics — a donné lieu, l'année dernière et cette année, à des revalorisations appréciables. Il s'agit de poursuivre cette évolution ; la conjoncture économique nous impose un certain nombre de limites, mais la direction doit rester la même.

**FRANÇOIS DE CLOSETS.** — Pour les salariés ?

Pour les salariés ? A l'intérieur de la hiérarchie des salariés, le S.M.I.C. a augmenté plus vite que le salaire ouvrier moyen. Et le salaire ouvrier moyen a augmenté plus vite que les rémunérations des catégories supérieures, parfois des écarts appréciables. Nous sommes donc bien dans une période de resserrement des inégalités.

La politique de revalorisation du travail manuel dans certaines branches — bâtiment et travaux publics — a donné lieu, l'année dernière et cette année, à des revalorisations appréciables. Il s'agit de poursuivre cette évolution ; la conjoncture économique nous impose un certain nombre de limites, mais la direction doit rester la même.

### La cinquième semaine de congé

**JEAN-MARIE CAVADA.** — Je souhaiterais qu'on puisse aborder les questions qui concernent les rapports sociaux, la vie sociale française.

D'abord l'aménagement du temps de travail, la durée du travail, la durée des congés. Au printemps 1978, après les élections, j'avais rendu toutes les questions qui concernent le travail à l'attention sur des thèmes sur lesquels elles souhaitent ouvrir des négociations. Au nombre de ces thèmes figuraient la réduction de la durée annuelle du travail, c'est-à-dire le problème de la durée des congés annuels en France et celui de l'aménagement des horaires : temps de travail, heures supplémentaires, etc.

Ces conversations ont débüté au printemps 1978 entre tous les partenaires sociaux, c'est-à-dire le patronat et l'ensemble des organisations syndicales. Cela a duré dix-huit mois et, au début de l'été, on a pu constater un constat d'échec, ou en tout cas à la suspension de ces négociations, dans des termes qui n'ont pas été très vichiteux. Il y a eu la réduction de la durée du travail, c'est-à-dire le problème de la durée des congés annuels en France et celui de l'aménagement des horaires : temps de travail, heures supplémentaires, etc.

Ce moment-là, avec le premier ministre, il a été décidé de chercher un moyen de débloquent les négociations. On a eu une personnalité indépendante, M. Giraudet, qui connaît bien les problèmes du travail puisqu'il a été directeur général de la S.N.C.F. et qu'il est actuellement le président d'Air France, le soin d'établir un rapport.

M. Giraudet a établi le rapport de la cinquième semaine de congé. Ce rapport a été communiqué à l'ensemble des organisations syndicales et patronales (...). Les trois propositions du rapport sont : l'instauration de l'équivalent d'une cinquième semaine de congés payés, réduction de quarante à trente-neuf heures de la durée du travail pour les tâches physiques pénibles et assouplissement du régime de l'aménagement du temps de travail, constituant un ensemble équilibré, chacune de ces dispositions venant renforcer l'autre.

L'accueil réservé à ce rapport a été, dans l'ensemble, positif, naturellement avec certaines réserves. Les organisations syndicales, la C.F.D.T., qui avaient participé de façon très approfondie à la négociation, ont donné des indications positives, le patronat aussi, après une période d'analyse ; et la C.G.T. a pris une attitude plus négative, mais pas entièrement sur ces propositions. Que doit-il se passer maintenant ?

Je souhaite que les conversations entre les partenaires sociaux commencent le plus tôt possible, autrement dit que, de présent, les partenaires sociaux nouent une négociation à partir des conditions de ce rapport.

Le gouvernement et moi-même, souhaitons que ces négociations puissent aboutir d'ici le mois de juillet, afin que leurs conclusions puissent être concrétisées par le gouvernement sous forme de projets de loi déposés au début de la prochaine session. Certaines dispositions ne sont pas législatives et seront réglées par des conventions sociales. Mais certaines autres, qui intéressent le code

du travail, doivent faire l'objet de textes législatifs.

Ainsi, le calendrier serait le suivant : ouverture la plus tôt possible des négociations, conclusion de ces négociations d'ici l'été, préparation par le gouvernement de textes de loi nécessaires à l'adoption des projets de loi au cours de la session d'automne. Ainsi, à la fin de l'année, on aurait mis en forme, par des débats contractuels d'abord, et ensuite par des dispositions législatives, cette très importante réforme de la durée du travail et de l'aménagement de ce temps de travail.

**FRANÇOIS DE CLOSETS.** — Pensez-vous que le travail à la chaîne soit la semaine de trente-neuf heures ?

Dans cette démarche, vous avez vu qu'on s'efforce de laisser une très large place à la discussion des partenaires sociaux. Je pense que des réformes de cette nature ne sont vraiment à la fois, bien comprises, et bien introduites dans la vie sociale que si elles sont préparées, acceptées, et ensuite appliquées par les partenaires sociaux (...). Pour les travailleurs à la chaîne, sans l'ombre d'un doute, certains effectuent un travail qui présente ce caractère physiquement pénible, et peut-être même très pénible, sur un sujet comme celui-là, c'est aux partenaires sociaux d'ouvrir la discussion, de réfléchir à quelle est la définition socialement la plus juste.

**MARTINE ALLAIN-REGAULT.** — Vous allez inciter les partenaires sociaux à aller plus vite et peut-être leur donner, de temps en temps, des moyens, voire financiers, en leur permettant par exemple d'embaucher davantage à prendre une cinquième semaine pour diminuer le temps de travail.

C'est un autre sujet. La question de la cinquième semaine n'est pas directement dans cette discussion.

**MARTINE ALLAIN-REGAULT.** — Elle pourrait en découler.

Elle peut éventuellement y être rattachée. La cinquième semaine, c'est un aménagement du travail à l'intérieur d'un certain horizon, pour un travailleur, et là c'est une réduction de l'horaire.

**MARTINE ALLAIN-REGAULT.** — La réduction des horaires devrait pousser certaines entreprises à avoir une cinquième semaine plus facilement.

Probablement.

**JEAN-MARIE CAVADA.** — Le fait que le gouvernement prenne comme source d'inspiration le rapport Giraudet n'est-il pas un constat d'échec de la politique contractuelle ?

Pas du tout. Vous avez vu ce qui s'est passé. Une longue discussion des partenaires sociaux a préparé ce rapport. Beaucoup de ses idées viennent de la discussion des partenaires sociaux. En somme, au lieu que le gouvernement s'en salue et que je vous dise ce soir ce que je pourrais faire : nous allons faire une cinquième semaine de congés payés de telle manière, réduire les horaires de telle et telle manière, on envoie ses conclusions aux partenaires sociaux pour qu'ils en discutent et pour qu'ils définissent

### Le climat social ne s'est pas détérioré en 1980

**MARTINE ALLAIN-REGAULT.** — Envisagez-vous d'inciter à l'amélioration de la condition de la retraite et peut-être à la modulation de l'âge de la retraite ?

Pour l'instant non. L'aspiration des Français a été, en 1979, celle d'un abaissement de l'âge de la retraite. On a introduit une flexibilité, puisque, à l'heure actuelle entre soixante et soixante-cinq ans, les conditions d'accès à la retraite sont beaucoup plus libérales qu'elles ne l'étaient il y a encore quelques années. On a introduit une amélioration importante dans le calcul des pensions et des retraites, puisqu'on prend en compte les meilleures années. On a introduit toutes ces améliorations et, à l'heure actuelle, je ne crois pas que l'on puisse améliorer le système.

Il faudra s'interroger sur les améliorations à lui apporter car, dans quelques années, l'importance des personnes âgées en France par rapport à la population active, va poser un certain nombre de problèmes. Dans l'immédiat il n'y a pas lieu de revenir sur le dispositif qui existe. Pour le minimum vieillesse, qui est un facteur de correction, il avait été prévu qu'on l'augmenterait le 1<sup>er</sup> juillet. J'ai demandé au premier ministre si on ne pouvait pas avancer cette échéance. L'augmentation des prix avait été supérieure à ce qui avait été prévu ou imaginé pour l'année. Il ne faudrait pas que les per-

sonnes âgées, à l'heure actuelle, ne croient pas que l'on puisse améliorer le système.

Il faudra s'interroger sur les améliorations à lui apporter car, dans quelques années, l'importance des personnes âgées en France par rapport à la population active, va poser un certain nombre de problèmes. Dans l'immédiat il n'y a pas lieu de revenir sur le dispositif qui existe. Pour le minimum vieillesse, qui est un facteur de correction, il avait été prévu qu'on l'augmenterait le 1<sup>er</sup> juillet. J'ai demandé au premier ministre si on ne pouvait pas avancer cette échéance. L'augmentation des prix avait été supérieure à ce qui avait été prévu ou imaginé pour l'année. Il ne faudrait pas que les per-

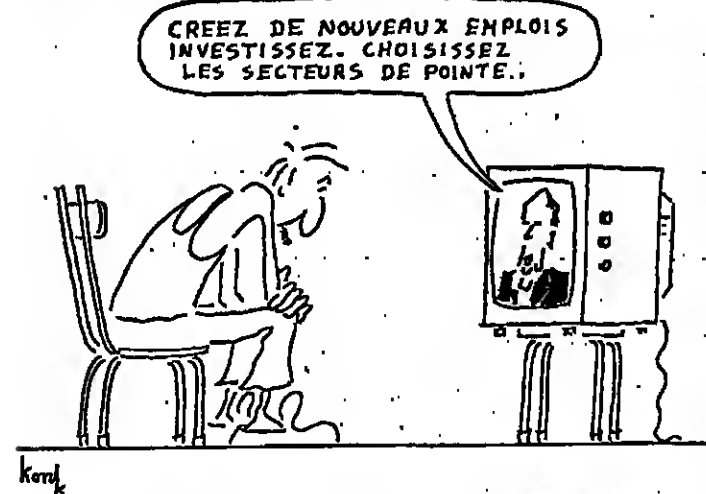
sonnes âgées, à l'heure actuelle, ne croient pas que l'on puisse améliorer le système.

Il faudra s'interroger sur les améliorations à lui apporter car, dans quelques années, l'importance des personnes âgées en France par rapport à la population active, va poser un certain nombre de problèmes. Dans l'immédiat il n'y a pas lieu de revenir sur le dispositif qui existe. Pour le minimum vieillesse, qui est un facteur de correction, il avait été prévu qu'on l'augmenterait le 1<sup>er</sup> juillet. J'ai demandé au premier ministre si on ne pouvait pas avancer cette échéance. L'augmentation des prix avait été supérieure à ce qui avait été prévu ou imaginé pour l'année. Il ne faudrait pas que les per-

sonnes âgées, à l'heure actuelle, ne croient pas que l'on puisse améliorer le système.

Il faudra s'interroger sur les améliorations à lui apporter car, dans quelques années, l'importance des personnes âgées en France par rapport à la population active, va poser un certain nombre de problèmes. Dans l'immédiat il n'y a pas lieu de revenir sur le dispositif qui existe. Pour le minimum vieillesse, qui est un facteur de correction, il avait été prévu qu'on l'augmenterait le 1<sup>er</sup> juillet. J'ai demandé au premier ministre si on ne pouvait pas avancer cette échéance. L'augmentation des prix avait été supérieure à ce qui avait été prévu ou imaginé pour l'année. Il ne faudrait pas que les per-

sonnes âgées, à l'heure actuelle, ne croient pas que l'on puisse améliorer le système.



Schmidt que j'ai acceptée, bien qu'elle fût onéreuse pour l'Allemagne et pour la France, que j'ai même soutenue, montrant que nous souhaitions aboutir à un accord. Pourquoi ? En raison de sujets discutés, bien entendu. Mais aussi parce que, dans les circonstances internationales actuelles, faire appa-

### La situation de l'agriculture

Je vous dis un mot de la situation de notre agriculture parce que la situation des agriculteurs est souvent mal connue des autres catégories sociales ; beaucoup de gens en France dépeignent les agriculteurs comme des privilégiés. (...) Oui, comme des privilégiés qui auraient des avantages inconnus. Or l'agriculture a connu un très grand progrès, mais c'était un rattrapage par rapport aux autres catégories ; il y a vingt ou trente ans, elle n'avait pas de protection sociale, elle n'avait pas d'équipement de base, elle avait un système d'éducation professionnelle très limité.

L'agriculture a donc connu un très grand progrès. Mais, depuis quelques années, il y a eu une succession de mauvaises récoltes ; trois années de suite les récoltes françaises ont été moyennes ou médiocres.

Ensuite, l'agriculture a supporté, probablement plus que les autres activités économiques, les conséquences des hausses de prix. Les hausses de prix des carburants, des engrais, du machinisme agricole, depuis le début de l'année, ont été très importantes ; les agriculteurs ont subi de plein fouet la hausse des prix.

Il doit y avoir une politique européenne cohérente de l'agriculture : elle a conduit à cette augmentation de 5 % des prix agricoles européens.

J'ai pris à Lyon, au moment de l'inauguration de la Foire, l'engagement que le pouvoir d'achat des agriculteurs français serait maintenu en 1980. Eh bien, de même que nous les défendons dans les instances européennes, nous prendrons les dispositions nécessaires pour que leur pouvoir

Nous voilà donc face à un problème annuel, où il y a une proposition approuvée par huit pays. Il faut maintenant que la procédure normale aboutisse à sa mise en œuvre. C'est pourquoi les ministres de l'Agriculture vont se réunir pour donner une suite à cette proposition et à cet accord de huit pays sur neuf.

d'achat, pour que leurs revenus, soient maintenus en 1980.

**FRANÇOIS DE CLOSETS.** — Il semble que l'agriculture allemande ait réussi à être beaucoup plus dynamique que l'agriculture française.

Il y avait des raisons : un grand retard de l'agriculture allemande sur l'agriculture française, qu'elle a en partie comblé. C'était une petite agriculture qui est devenue une moyenne ou une grande agriculture. La nôtre est restée une grande agriculture et continue de se développer.

Des dispositions techniques : les montants compensatoires monétaires ont donné un avantage monétaire aux agriculteurs allemands en matière d'élevage et de produits laitiers. Comme nous les avons supprimés et que les Allemands réduisent les leurs, la concurrence va à nouveau tourner, au cours des prochaines années, je le souhaite, à l'avantage de l'agriculture française.

La Communauté doit faire son travail. Nos ministres de l'Agriculture et des affaires étrangères demanderont à nos partenaires ce que les chefs d'Etat et de gouvernement ont confirmé à huit : l'accord sur les dispositions agricoles est pris, tous les ministres de l'Agriculture, mettez en forme cet accord et voyons comment le faire fonctionner.

Si cela était impossible, nous recherchons les moyens, dans un esprit communautaire et en respectant les textes communautaires, de faire en sorte que le revenu des agriculteurs français soit maintenu en 1980. Ces moyens existent. Et le fait, nous les mettrons en œuvre.

**FRANÇOIS DE CLOSETS.** — L'opposition britannique au marché commun agricole est

permanente, c'est une cause qui se retrouvera dans deux ans, dans cinq ans. Ce n'est pas une cause de conjoncture, c'est une cause permanente.

C'est pourquoi la crise n'est pas pour moi une surprise. Ce que vous décrivez n'est pas nouveau. C'était partiellement connu au moment de l'adhésion britannique en 1972, au moment où on a mis au point les termes de l'accord financier avec la Grande-Bretagne. On ne peut pas invoquer un fait ancien et connu pour dire qu'on n'appliquera pas des dispositions qui ont été signées, convenues entre les Etats.

Ce qui m'a frappé dans les demandes britanniques au cours de la dernière réunion, c'est qu'elles n'étaient pas pour un an ou deux ans, pour faciliter un passage difficile. Elles portaient sur une longue période. Il s'agit donc en réalité d'une renégociation des dispositions financières. Cela veut dire que la Grande-Bretagne a le choix entre deux attitudes : ou bien estimer que le dispositif ne lui convient pas, et dans ce cas il faut le renégocier suivant les formes d'une renégocia-

tion, c'est-à-dire avec un travail approfondi, des propositions, ou bien, au contraire, la Grande-Bretagne accepte un dispositif dont simplement la durée est prolongée pour elle pendant une période déterminée, et l'on accepte les propositions comme celles que nous avons faites. Elles ont, depuis, été retirées par le chancelier Schmidt. Il les estimait trop généreuses : avant le refus de les accepter elles ont été retirées.

En tout cas c'est au niveau des ministres que ces négociations et ces discussions doivent maintenant avoir lieu. Le conseil européen, que je connais bien puisque c'est moi qui en ai proposé la création et que c'est lui, à l'Elysée, qui a tenu sa première réunion en décembre 1974, n'est pas fait pour faire le travail des autres institutions de la Communauté. Il appartient aux ministres de l'Agriculture de régler les prix agricoles ; aux ministres des finances des contributions financières. Je ne participe pas à de nouveaux marchandages au sein du conseil européen sur les problèmes qui ont été évoqués à Luxembourg.

Dans les entreprises de transports, il y a un accord contractuel de salaire signé à la S.N.C.F., qui est la plus importante. Il y a un accord à la R.A.T.P., ainsi qu'à Air France. D'autres sont en discussion dans de grandes entreprises publiques, les Charbonnages, E.D.F. La politique contractuelle, c'est-à-dire la garantie de leur pouvoir d'achat, est une réalité pour une très large majorité des travailleurs de l'Etat ou des entreprises publiques.

**MARTINE ALLAIN-REGAULT.** — Pas tous.

**FRANÇOIS DE CLOSETS.** — Justement, vous évoquez la politique contractuelle, notamment à la R.A.T.P. Il est vrai que les agents de la R.A.T.P. ont un salaire minimum de 3450 F garanti. Et puis, il y a eu la grève et on a appris que les ouvriers du métro ne travaient pas.

Le plus pénible travail, ceux étaient à 2700 F et n'avaient aucun des avantages prévus dans ces grandes conventions. Vous pouvez, en effet, retirer cette leçon : il faut préciser que des travailleurs d'entreprises qui ont des contrats avec le métro, mais ce ne sont pas des travailleurs du métro.

**FRANÇOIS DE CLOSETS.** — Ils sont hors convention.

Vous avez raison de poser le problème. Dans le secteur privé, il y a aussi une politique contractuelle. Je souhaite que cette politique contractuelle se développe davantage et qu'elle permette de prendre des décisions qui répondent à la préoccupation que vous avez.

Par exemple, dans l'Union des industries métallurgiques et minières, un accord a été signé par les grandes organisations syndicales, en janvier 1980, et en particulier par la C.F.D.T., qui prévoit un an à noter précisément de revenu salarial minimum annuel pour les industries métallurgiques et minières. Le plafond qui est fixé est nettement supérieur au plafond du S.M.I.C. Il y a donc là une garantie de pouvoir d'achat des salariés du secteur privé dans cette branche qui témoigne d'une amélioration appréciable par rapport à la situation du S.M.I.C. Il reste vrai qu'il faut poursuivre cet effort pour atteindre les catégories qui sont à l'écart des grandes négociations







## POLITIQUE

### L'entretien télévisé du président de la République

#### Les réactions politiques...

● M. JACQUES BLANC, secrétaire général du parti républicain

« Je retiens quatre éléments-clés de la prestation télévisée du chef de l'Etat : la fermeté de la France à défendre la position de ses agriculteurs en Europe ; la volonté de maîtriser l'évolution des dépenses de sécurité sociale pour préserver le système lui-même, tout en mettant un terme à l'augmentation des cotisations ; la détermination de conclure sur la durée du travail dans le sens du progrès social ; la capacité pour la France, non seulement de faire face au nouvel état du monde, mais de poursuivre son développement économique. »

● M. DIDIER BARIANI, président du parti radical

« La diminution du temps de travail répond sans aucun doute aux aspirations d'un grand nombre de salariés. Mais on aurait voulu ressentir une attention plus clairement exprimée en ce qui concerne le maintien du niveau de vie et de la protection sociale des Français. Le chef de l'Etat est resté optimiste. Il fait confiance au temps. Ceux qui subissent le plus cruellement les conséquences de la crise trouvent que le temps est bien long. »

● M. MAX PALLAS, président du Centre indépendant (maj. prés.)

« Le chef de l'Etat doit tirer la conclusion politique de l'échec (économique) en mettant en place un autre gouvernement, garant de l'unité de l'actuelle majorité et sachant préparer l'ouverture vers tous ceux qui rejettent le collectivisme ; notre pays ne fera face à la crise que si ses dirigeants se résignent à promouvoir une « nouvelle société » de responsabilité et de participation par le développement de la politique contractuelle et la recherche d'un large consensus national. »

● M. GUY GENESSEAU, vice-président du parti radical

« Enfin des journalistes prêts à poser de vraies questions à un président enfin pressé de répondre aux vrais problèmes. (...) C'est la politique de Raymond Barre qui est condamnée dans sa mesure où le président de la République a confirmé que tous les problèmes de son premier ministre étaient traités avec la même rigueur. Il reste à en tirer les conclusions, et plus vite ce sera, mieux cela vaudra pour les Français. »

● M. ERIC HINTERMAN, secrétaire général du parti socialiste démocrate

« La prise de conscience des problèmes économiques et sociaux des Français dont témoigne l'émission télévisée du président ne suffit pas. Elle devrait être accompagnée par une politique volontariste qui donne un élan à l'économie, au plan de développement et à la lutte contre les injustices sociales qui nous rapprochent d'une social-démocratie française et nous éloignent du libéralisme économique, d'un laisser-aller qui aboutit au chômage, à la hausse des prix et à la baisse du niveau de vie. »

● M. THIERRY JEANTET, membre du secrétariat national du Mouvement des radicaux de gauche

« Ce n'est décidément pas au-delà de la « Société Giscard » qu'il faut assurer contre l'inflation, le chômage ou la réduction des avantages sociaux. L'approche de l'échec présidentiel, loin d'élever le débat, ne conduit qu'à l'annonce d'un saupoudrage de mini-mesures sociales visiblement destinées à limiter une hémorragie de suffrages, apparemment déjà prévue. (...) Le président de la République s'enlève dans ses erreurs, et d'abord en ce qui concerne l'énergie, où il n'a ni le courage d'accepter le débat ni

la lucidité de mesurer les risques graves inhérents au nucléaire. »

● M. ROGER GERARD SCHWARTZENBERG, vice-président du M.R.G.

« M. Giscard d'Estaing est resté fidèle à son style : l'indisposition dans l'échec. (...) Etrange résultat pour qui promettait de « conduire le changement ». »

● M. LAURENT FABIUS, porte-parole du parti socialiste

« Tous les deux mois au moins, un exposé télévisé de M. Giscard d'Estaing nous explique pourquoi tout va aller mieux. Mais dans la suite on constate que malheureusement c'est autre chose. (...) Nous, les socialistes, nous ne disons pas que tout est facile, mais nous disons que la France ne s'en sortira pas sans un grand projet accompagné de propositions précises. Et nous faisons ces propositions. Notre jugement sur cette intervention est donc net. Il rejoint celui de beaucoup de Français qui l'ont écoutée : soixante minutes d'omniscience télévisée. »

« On connaît ce personnage de Zola qui dit familièrement à un interlocuteur : « Tu causes, tu causes. » Je me demande, entendant le chef de l'Etat, si les Français ne vont pas finir par avoir la même réaction. »

#### ...et syndicales

● C.G.T. : l'impression de vivre dans un autre univers.

M. Henri Kramicki, secrétaire confédéral : « Les travailleurs qui ont entendu M. Giscard d'Estaing ont dû avoir l'impression de vivre dans un autre univers que lui. Il faut que le président de la République méprise beaucoup les travailleurs et l'opinion pour se permettre une telle désinvolture. La réponse n'en doit être que plus vigoureuse. »

● C.F.D.T. : il n'y a pas réellement de réduction des inégalités.

La commission exécutive de la C.F.D.T. : « Un discours exagérément optimiste ne peut dissimuler que les inégalités entre salariés et non-salariés ne se réduisent pas et que les problèmes du S.M.I.C. et des bas salaires ne sont pas ou mal réglés. Les inégalités s'aggravent également et le pouvoir n'a rien fait pour les réduire. Le pouvoir met en place une protection sociale caractérisée par une

médecine des riches et une médecine des pauvres. La lutte engagée par la C.F.D.T. doit donc se poursuivre. »

● F.O. : il faut que les discussions s'engagent

M. André Bergeron, secrétaire général : « J'ai pris acte des déclarations de M. Valéry Giscard d'Estaing concernant la cinquième semaine de congés payés. Il faut maintenant que les discussions s'engagent immédiatement entre la C.F.T.C. et les confédérations syndicales. »

● C.F.T.C. : la base de véritables négociations.

La C.F.T.C. déclare un communiqué, souhaite que la politique contractuelle trouve effectivement un nouveau terrain d'application avec le rapport Giscard d'Estaing, qui constitue pour elle la base de véritables négociations. »

#### Après l'élection cantonale

de Vincennes - Fontenay - Nord (Val-de-Marne)

M. BAYEURTE (P.G.) DEMANDE

QUE DES SUITES JUDICIAIRES SOIENT DONNÉES AUX INCIDENTS QUI ONT MARQUÉ LE DÉPOUILLEMENT DU SCRUTIN

A la suite de l'annonce par le tribunal administratif de Paris le mercredi 30 avril de l'élection de M. Marie Favas (C.N.P.) comme conseiller général du 30<sup>e</sup> canton de Vincennes (Vincennes-Fontenay-Nord) face à Mme Nicole Garand (P.C.), M. Louis Bayeurte (P.C.) a demandé, lundi 5 mai, au cours d'une conférence de presse l'inculpation et la démission de M. Bouchet, conseiller général U.D.F. de Saint-Maur, secrétaire dans le 8<sup>e</sup> bureau de vote de Fontenay, qu'il accuse de fraude.

En dépit d'un dédoublement, vingt-cinq enveloppes blanches ont été trouvées à terre à la descente de scrutateurs et il ne restait pas d'enveloppes qui seraient tombées. M. Favas, en cause, M. Bouchet parle de provocation, affirmant qu'il se trouvait à la table en compagnie de témoins. Le maire de Fontenay réclame aussi l'inculpation de trois autres représentants de la majorité également présents, et à l'avenir leur intervention sur le fonctionnement des entreprises. Cette proposition prévoit notamment d'ouvrir aux salariés la possibilité de se constituer en conseils d'entreprises ou de services, sur leurs lieux de travail, « afin de rendre effectif l'exercice permanent du droit d'expression et d'intervention dans toute entreprise du secteur public comme du secteur privé. »

LE P.C.F. PROPOSE DES DROITS NOUVEAUX POUR LES SALARIÉS DANS LEURS ENTREPRISES

Le groupe communiste de l'Assemblée nationale a présenté, lundi 5 mai, une proposition de loi qui tend à donner des droits nouveaux aux salariés et leurs représentants, et à favoriser leur intervention sur le fonctionnement des entreprises. Cette proposition prévoit notamment d'ouvrir aux salariés la possibilité de se constituer en conseils d'entreprises ou de services, sur leurs lieux de travail, « afin de rendre effectif l'exercice permanent du droit d'expression et d'intervention dans toute entreprise du secteur public comme du secteur privé. »

#### Au Sénat

LÉGALISATION D'UNE CLAUSE DE VENTE : LA « RÉSERVE DE PROPRIÉTÉ »

M. FRANÇOIS DUBANCHET, sénateur de la Loire (Union centriste), a fait adopter par le Sénat, en seconde lecture et dans les mêmes termes que l'Assemblée nationale, une proposition dont il a eu l'initiative et qui revêt désormais force de loi, instituant la clause de réserve de propriété. Cette nouvelle loi, d'apparence modeste et votée définitivement en quelques minutes dans la nuit du 30 avril, à 1 h. 30 du matin, aura des conséquences importantes dans le domaine commercial. La clause de réserve de propriété, a indiqué le rapporteur, M. RUDLOFF (Union centriste, Basse-Rhin), est une stipulation par laquelle des biens livrés à l'acheteur restent la propriété du vendeur jusqu'à paiement complet du prix convenu.

## ÉDUCATION

Pour la défense des étudiants étrangers

PLUSIEURS UNIVERSITÉS SONT TOUCHÉES PAR DES GRÈVES ET DES MANIFESTATIONS

L'agitation universitaire continue sur les campus de Grenoble, Lyon et Rennes, pour protester contre les nouvelles procédures d'inscription des étudiants étrangers. A Grenoble, des étudiants des trois universités ont commencé, le lundi 5 mai, leur septième semaine de grève. Le mot d'ordre est largement suivi dans toutes les unités d'enseignement et de recherche (U.E.R.), à l'exception de celles de droit et de médecine. Douze étudiants, en majorité étrangers, ont d'autre part commencé, lundi, une grève de la faim pour exiger l'inscription immédiate de tous les candidats concernés par ces nouvelles procédures de la langue française.

A Lyon, les étudiants de l'université de Lyon II ont décidé un boycottage des cours et des examens par solidarité envers une trentaine d'étudiants étrangers qui font une grève de la faim depuis le mardi 22 avril.

A Rennes, deux cents étudiants de l'université de Haute-Bretagne ont occupé lundi, mai les bâtiments administratifs du rectorat, nous signale notre correspondant. Protestent contre les conditions d'inscription des étudiants étrangers mais aussi contre les menaces de suppression de postes d'étudiants-surveillants dans l'enseignement secondaire, des manifestants se sont installés dans le bureau du recteur.

Selon les étudiants, une véritable « épidémie de coups de matraque » se serait abattue sur eux blessant trois personnes. Quatorze manifestants interpellés par les policiers ont été relâchés pendant la nuit. La municipalité de Rennes a protesté contre les brutalités exercées à l'encontre des étudiants. Une assemblée générale aura lieu vendredi, à 18 heures, à l'université de Haute-Bretagne où la grève des cours a commencé le 17 mars et compromet désormais la validation de l'année universitaire.

#### Depuis le début de l'année

TROISIÈME SUICIDE D'ENSEIGNANT AU CENTRE DE TRAITEMENT DE LA VERRIÈRE (VVELINES)

Une jeune femme de vingt-huit ans, Marie-Noëlle Derudet, professeur certifiée de français dans un collège de Bon Givert, s'est suicidée, le 30 avril, en se jetant sous un train à la gare de La Verrière (Vvelines). La jeune femme était en traitement à l'hôpital Marcel Rivière, près de la ville nouvelle de Saint-Quentin-en-Yvelines, où sont soignés les personnels de l'éducation nationale victimes de maladies nerveuses. L'enseignante, en congé à longue durée, avait été admise à l'hôpital le 29 avril pour dépression nerveuse et tentative de suicide.

Depuis le début de l'année, c'est le troisième suicide enregistré dans le centre de la Verrière. Le 15 février, un professeur de cinquante ans s'était jeté sous un train à la gare de La Verrière. Au début de février, une femme de trente-cinq ans, professeur d'espagnol, avait été retrouvée morte dans le parc de l'hôpital après absorption d'une très forte dose de barbituriques.

L'hôpital, créé en 1932 par la Mutualité générale de l'éducation nationale, avait d'abord été installé au château de La Verrière. Il accueillait chaque année environ cinq cents malades, enseignants pour la plupart, qui ont déjà fait une ou plusieurs tentatives de suicide.

Le suicide du professeur de Douai est le dernier d'une longue série dans l'éducation nationale. Le 15 février, une maîtresse auxiliaire de trente ans, Mme Marguerite Charlot, fut admise à son domicile de Savignac-Vervy (Sartre), après avoir expliqué dans une lettre : « C'est l'enseignement qui m'a tuée. »

Le 13 mai 1978, une institutrice de Barbezieux-Saint-Hilaire (Charente), Françoise Borelles, se pendait près de son foyer après avoir subi, selon ses collègues, une réprimande et une rare violence de son inspecteur départemental. Le 1<sup>er</sup> mai 1977, un instituteur d'Épauville-Ancelins (Meuse), Jean-Paul Desauvilliers, vingt-neuf ans, s'est jeté du haut d'une falaise après une admonestation de son inspecteur. Le 27 janvier 1977, c'est une institutrice d'Alainy-sous-Bois (Seine-Saint-Denis), Esther Rucinski, qui met fin à ses jours après une dépression.

#### APRÈS LE CONGRÈS DE RÉUNIFICATION

L'UNEF « indépendante et démocratique » veut devenir l'égale de la grande organisation des années 60

Le congrès de réunification des syndicats étudiants s'est achevé lundi 5 mai à l'université de Paris-X-Nanterre par la création d'une nouvelle organisation groupant divers courants de gauche et de l'extrême gauche non communiste (le Monde du 6 mai). Deux jours de débats et deux séances de nuit ont permis aux six cent vingt-neuf délégués de définir les modalités d'action du nouveau syndicat unitaire qui va succéder à l'UNEF (Unité syndicale) et au Mouvement d'action syndicale (M.A.S.), les deux des trois composantes — bristolistes d'orientation communiste internationaliste (O.C.I.) et de la Ligue communiste révolutionnaire (L.C.R.), et socialistes, — qui animaient ces deux mouvements, c'est à l'ensemble des étudiants que cette UNEF « indépendante et démocratique » veut s'adresser pour redevenir l'égale de la grande organisation des années 1960.

« A Paris, dans toute la France, les étudiants sont par milliers avec l'UNEF dans l'unité. Debout, l'ensemble des délégués orienté avec vigueur et slogan. Pour ces étudiants venus de toutes les universités, le moment est important. Le vieux rêve de retrouver l'UNEF de l'époque de la guerre d'Algérie semble se matérialiser. Ils oublient les dix années passées qui, depuis la scission de l'UNEF après son congrès de 1961, ont vu cohabiter deux organisations concurrentes. Ils chassent aussi de leur mémoire, s'ils sont assez âgés pour les avoir connus, les divers mouvements qui ont tenté de se créer au cours de ces longues années. Qu'ils aient été inspirés par des militants socialistes ou des syndicalistes proches de la C.F.D.T., ces mouvements sont restés minoritaires et n'ont jamais si imposé en milieu étudiant.

Légèrement moins préoccupés par la « politique politicienne » et la nécessité de servir de base militante à des organisations d'extrême gauche pour leurs actions dans les milieux universitaires, les étudiants de 1960 se trouvent confrontés à une multitude de problèmes. Ils s'interrogent sur la finalité de leurs études, s'inquiètent de la concentration des diplômes de troisième cycle, du manque de moyens de leurs établissements, des nouvelles conditions de recrutement imposées à leurs enseignants. Le coût des études et la diminution des bourses rendent enfin la situation de nombre d'entre eux souvent précaire. Face à ces nouvelles données, les étudiants, qui ne croient plus en la loi d'orientation et qui refusent une « participation alibi », éprouvent le besoin de se syndiquer.

L'UNEF (Unité syndicale), animée principalement par les trotskistes de l'O.C.I., a depuis plusieurs années affirmé la nécessité d'un véritable syndicat étudiant. L'an dernier, lors de son congrès de Dijon, cette organisation, qui avait accueilli de nombreux militants socialistes, avait à nouveau manifesté sa volonté de « combattre pour les revendications des étudiants » (le Monde

#### Le soutien de la M.N.E.F.

Les congressistes ont adopté les propositions d'action faites le samedi 3 mai par M. Cambadélis au nom de la majorité de l'UNEF-UG. La nouvelle organisation cherche donc à avoir plus d'informations sur le budget préparé par le ministre des universités pour 1981, défendra les universitaires, mènera des campagnes de sensibilisation pour la défense des troisièmes cycles et, enfin, soutiendra les étudiants étrangers « menacés d'expulsion ».

L'UNEF a décidé de s'adresser à tous les étudiants par un communiqué qui résume les « attitudes intolérables » dont ils sont victimes. C'est à partir de ce manifeste que l'UNEF souhaite demander aux étudiants de se prononcer pour ou contre une grève générale à l'université. Cette tactique a été préférée à un « simple appel lancé à la tribune du congrès » par la majorité des délégués.

La nouvelle organisation a déjà reçu le soutien de la Mutualité nationale des étudiants de France (M.N.E.F.). M. Jean-Michel Grosz, son président, a en effet déclaré : « La M.N.E.F. veut aujourd'hui exprimer à l'UNEF son soutien républicain, la reconnaissance qu'elle doit à la vieille UNEF, et elle peut l'exprimer concrètement en mettant au service du syndicat son infrastructure et son poids sur le monde étudiant. »

SERGE BOLLOCH.

Votre Capital-Diamant en toute sécurité.



Pour que votre Diamant devienne une Valeur-Réfuge Universelle, entourez-vous des garanties que seule une organisation puissante et spécialisée peut vous offrir.

A l'Union de Diamantaires, premier groupement français d'investissement-Diamant, vous constituerez votre Capital-Diamant en toute sécurité.

Renseignez-vous aujourd'hui-même à l'Union de Diamantaires, Groupement d'Intérêt économique régi par l'Ordonnance du 23.09.1967, 17 rue St-Florentin à Paris 75008, Tél. (1) 260.36.32 (24 lignes groupées).

Pour obtenir une information gratuite et sans engagement de votre part, renseignez simplement ce bon :

Centre d'information UNION DE DIAMANTAIRES

Groupement d'Intérêt économique régi par l'Ordonnance du 23-09-1967

NOM \_\_\_\_\_

PRÉNOM \_\_\_\_\_

N° \_\_\_\_\_

LOCALITÉ \_\_\_\_\_

CODE POSTAL \_\_\_\_\_

17, rue St-Florentin-75008 Paris

Elle Concorde ou Modélisme

Accusé du lundi ou vendredi de 10 h à 19 h et le samedi de 10 h à 17 h

Salon d'Exposition Diamant : Lyon, Marseille, Bordeaux, Lille, Strasbourg, Nancy, Reims, Rouen, Paris, Toulouse, Valenciennes

Après l'élection cantonale de Vincennes - Fontenay - Nord (Val-de-Marne)

M. BAYEURTE (P.G.) DEMANDE QUE DES SUITES JUDICIAIRES SOIENT DONNÉES AUX INCIDENTS QUI ONT MARQUÉ LE DÉPOUILLEMENT DU SCRUTIN

A la suite de l'annonce par le tribunal administratif de Paris le mercredi 30 avril de l'élection de M. Marie Favas (C.N.P.) comme conseiller général du 30<sup>e</sup> canton de Vincennes (Vincennes-Fontenay-Nord) face à Mme Nicole Garand (P.C.), M. Louis Bayeurte (P.C.) a demandé, lundi 5 mai, au cours d'une conférence de presse l'inculpation et la démission de M. Bouchet, conseiller général U.D.F. de Saint-Maur, secrétaire dans le 8<sup>e</sup> bureau de vote de Fontenay, qu'il accuse de fraude.

En dépit d'un dédoublement, vingt-cinq enveloppes blanches ont été trouvées à terre à la descente de scrutateurs et il ne restait pas d'enveloppes qui seraient tombées. M. Favas, en cause, M. Bouchet parle de provocation, affirmant qu'il se trouvait à la table en compagnie de témoins. Le maire de Fontenay réclame aussi l'inculpation de trois autres représentants de la majorité également présents, et à l'avenir leur intervention sur le fonctionnement des entreprises. Cette proposition prévoit notamment d'ouvrir aux salariés la possibilité de se constituer en conseils d'entreprises ou de services, sur leurs lieux de travail, « afin de rendre effectif l'exercice permanent du droit d'expression et d'intervention dans toute entreprise du secteur public comme du secteur privé. »

LE P.C.F. PROPOSE DES DROITS NOUVEAUX POUR LES SALARIÉS DANS LEURS ENTREPRISES

Le groupe communiste de l'Assemblée nationale a présenté, lundi 5 mai, une proposition de loi qui tend à donner des droits nouveaux aux salariés et leurs représentants, et à favoriser leur intervention sur le fonctionnement des entreprises. Cette proposition prévoit notamment d'ouvrir aux salariés la possibilité de se constituer en conseils d'entreprises ou de services, sur leurs lieux de travail, « afin de rendre effectif l'exercice permanent du droit d'expression et d'intervention dans toute entreprise du secteur public comme du secteur privé. »

Après l'élection cantonale de Vincennes - Fontenay - Nord (Val-de-Marne)

M. BAYEURTE (P.G.) DEMANDE QUE DES SUITES JUDICIAIRES SOIENT DONNÉES AUX INCIDENTS QUI ONT MARQUÉ LE DÉPOUILLEMENT DU SCRUTIN

A la suite de l'annonce par le tribunal administratif de Paris le mercredi 30 avril de l'élection de M. Marie Favas (C.N.P.) comme conseiller général du 30<sup>e</sup> canton de Vincennes (Vincennes-Fontenay-Nord) face à Mme Nicole Garand (P.C.), M. Louis Bayeurte (P.C.) a demandé, lundi 5 mai, au cours d'une conférence de presse l'inculpation et la démission de M. Bouchet, conseiller général U.D.F. de Saint-Maur, secrétaire dans le 8<sup>e</sup> bureau de vote de Fontenay, qu'il accuse de fraude.

En dépit d'un dédoublement, vingt-cinq enveloppes blanches ont été trouvées à terre à la descente de scrutateurs et il ne restait pas d'enveloppes qui seraient tombées. M. Favas, en cause, M. Bouchet parle de provocation, affirmant qu'il se trouvait à la table en compagnie de témoins. Le maire de Fontenay réclame aussi l'inculpation de trois autres représentants de la majorité également présents, et à l'avenir leur intervention sur le fonctionnement des entreprises. Cette proposition prévoit notamment d'ouvrir aux salariés la possibilité de se constituer en conseils d'entreprises ou de services, sur leurs lieux de travail, « afin de rendre effectif l'exercice permanent du droit d'expression et d'intervention dans toute entreprise du secteur public comme du secteur privé. »

LE P.C.F. PROPOSE DES DROITS NOUVEAUX POUR LES SALARIÉS DANS LEURS ENTREPRISES

Le groupe communiste de l'Assemblée nationale a présenté, lundi 5 mai, une proposition de loi qui tend à donner des droits nouveaux aux salariés et leurs représentants, et à favoriser leur intervention sur le fonctionnement des entreprises. Cette proposition prévoit notamment d'ouvrir aux salariés la possibilité de se constituer en conseils d'entreprises ou de services, sur leurs lieux de travail, « afin de rendre effectif l'exercice permanent du droit d'expression et d'intervention dans toute entreprise du secteur public comme du secteur privé. »

VACANCES LINGUISTIQUES et CULTURELLES - ÉTÉ 80

SEJOURS LINGUISTIQUES : en Grande-Bretagne (en famille ou en résidence) ; aux Etats-Unis (en famille ou en « Campus » universitaires). SEJOURS EN FAMILLE EN THAILANDE, à HONGKONG ET AU JAPON : étudiants de 18 à 31 ans ; jeunes de 18 à 26 ans. VACANCES A LA FERME ET CIRCUITS AU CANADA : jeunes de plus de 18 ans. CIRCUITS EN U.R.S.S. OU EN POLOGNE : étudiants de 18 à 30 ans. PLONGEE SOUS-MARINE/ILE DE MADAGASCAR : plus de 18 ans. TRANSPORTS TRANSATLANTIQUES : jeunes, étudiants et adultes.

Nom : \_\_\_\_\_ Prénom : \_\_\_\_\_ Age : \_\_\_\_\_ Adresse : \_\_\_\_\_ Association Culturelle pour le Tourisme et les Echanges Ass. Loi 1901 - Agrément du Tourisme n° 79.105.

LES COURS D'ANGLAIS DE LA BBC

Documentaire gratuit en français

EDITIONS DISQUES BECM

8, rue de Belfort - 75008 Paris

Un diplôme apprécié des entreprises LE B.T.S. TRADUCTEUR COMMERCIAL

(anglais, allemand, espagnol, italien, russe)

LANGUES & AFFAIRES, établissement d'enseignement privé à distance vous y préparez parfaitement, chez vous, sans que vous ayez à modifier vos occupations actuelles. Cours sur 10-12 mois en moyenne + stage ou complémentarité (facult.) à Paris-Lesclap. Aucun diplôme exigé, mais pratique fluente de la langue indispensable. Niveaux intermédiaires de ratapage (même pour débutants). Inscription toute l'année. Possibilité de prise en charge par les entreprises des frais en titre de la loi sur la F.P.C. Documentation gratuite à : LANGUES & AFFAIRES, Service 2300, 38, rue Colonne, 92003 Paris-La Courneuve. Téléphone : 270-81-88, ou 270-73-62.

CHANGEMENTS

Marchez sur

Anglais

Anglais

Anglais







RELIGION

TROISIÈME ÉTAPE DU VOYAGE PONTIFICAL EN AFRIQUE

Le pape rencontre au Kenya les représentants de l'islam noir

Jean-Paul II est arrivé à Nairobi (Kenya) mardi 6 mai vers 15 heures (heure locale), pour la troisième étape de son voyage africain. Il quitte Kisumu, dans le nord du Zaïre, où il s'est rendu sur le tombeau des missionnaires de Makiso. Il doit séjourner au Kenya jusqu'au jeudi 8 mai. C'est dans ce pays

que le pape aura sa première rencontre officielle avec des représentants de l'islam noir. Il faut, d'autre part, noter que Nairobi est le siège du Conseil des Églises africaines. L'aspect oecuménique du voyage pontifical devrait donc être souligné au cours de cette étape.

Plaidoyer au Congo pour la cohabitation de l'Église et de l'État

Brazzaville. — En débarquant, après avoir traversé le fleuve Zaïre, à la « gare des passagers » de Brazzaville sous un soleil accablant, Jean-Paul II soupçonnait-il que la capitale congolaise allait lui réserver un accueil d'ivoire et grande lueur ? A aucun moment jusqu'à cette étape du voyage, le pape n'avait eu de contact avec le peuple congolais. Il avait été reçu par des représentants de l'Église catholique. Jamais l'attente de la bénédiction pontificale n'avait semblé aussi fervente que dans le seul pays « marxiste-léniniste » inscrit au voyage, Jean-Paul II, fût en héros par le peuple de la Pologne communiste, n'eût été qu'à moitié surprise de cet apparent paradoxe.

Les Congolais étaient venus des quatre coins du pays pour entendre prononcer les paroles de réconfort et d'espérance qu'ils attendaient, le lundi 5 mai, jour chômé et payé. Étrange spectacle que ces rues grouillantes où les banderoles tendues en l'honneur du pape recouvraient pour quelques heures les maximes révolutionnaires du camarade-président Denis Sassou Nguesso, où l'emblème du Vatican se mêlait au drapeau rouge national, trappé de la houe et du marteau. « Aujourd'hui, nous disons un étudiant, on n'a pas besoin d'aller chercher les Brazzavillois en autobus comme lors du défilé du 1<sup>er</sup> mai. Tout le monde était dans la rue avant l'arrivée. A plusieurs reprises, le service d'ordre, assuré par l'armée, fut débordé par la foule.

A son arrivée à la cathédrale du Sacré-Cœur, le pape se recueillit sur la tombe du cardinal Emile Biyenda, assassiné en mars 1977, et sur celle de son prédécesseur, l'archevêque Théophile Mporé. Après avoir rendu un hommage appuyé au cardinal défunt, Jean-Paul II lança un appel à l'unité de l'Église congolaise « au-delà de toutes les diversités ethniques et sociales ». Il est vrai que, depuis l'indépendance en 1960, le Congo a vécu une histoire tumultueuse où les rivalités tribales et régionales l'ont emporté le plus souvent sur la promotion de l'unité nationale. L'Église n'a pas échappé à ces déchirements. En fondant son jeune État indépendant son premier chef, l'abbé Fulbert Youlou. Celui-ci était alors « entré

De notre envoyé spécial

en politique » contre l'avis de son évêque. « Chers frères du Tchad, poursuit le pape, c'est à vous que le sillon est ouvert. Que Dieu vous aide à planter les semences. Qu'il vous donne la paix. » Les évêques du Tchad et de Centrafrique participaient à la cérémonie, ainsi que le clergé du Cameroun et du Gabon.

Un dialogue constructif

Fidèle à son habitude, le pape dialogua avec l'auditoire. « Je prie pour vous, lance-t-il, mais priez aussi pour moi. Vous me le promettez ? » « Oui », répondit l'assistance en applaudissant. « Je vois, reprit le pape, que vous représentez un peuple énergique. Je pense que vous avez aussi besoin d'un pape énergique. » Dans le contact politique, les rapports entre l'Église et l'État devaient inévitablement — comme au Zaïre voisin — tourner au thème central de son allocution adressée au président Sassou Nguesso. Après s'être félicité de l'établissement, en 1976, de relations diplomatiques entre le Vatican et la République populaire du Congo, Jean-Paul II eut notamment déclaré :

« L'Église est une institution spirituelle, même si son expression est, dans ce monde, une expression de l'autorité souveraine des peuples et des nations. C'est en

ceci que constitue son autorité morale. Prendre conscience de cette différence de nature évite toute confusion et permet de procéder dans la clarté. »

Développant une idée déjà exposée au Zaïre mais qui à l'intention d'un président se déclarait « marxiste-léniniste », le pape ajouta : « L'Église peut compter sur la collaboration de l'État dès lors qu'il s'agit de servir l'homme et de contribuer à son progrès intégral. Et l'Église, au nom de sa mission spirituelle, demande, pour sa part, la liberté de s'adresser aux consciences ainsi que la possibilité pour les croyants de professer publiquement, de nourrir et d'annoncer leur foi. (...) Cette coopération ne saurait nuire en aucune manière à la souveraineté de l'État dont vous êtes le gardien. (...) La liberté religieuse est en effet au centre du respect de toutes les libertés et de tous les droits inhérents de la personne. »

En accueillant Jean-Paul II, M. Sassou Nguesso avait rendu hommage à la « sollicitude » du pape pour la liberté de la terre-monde, à sa « sensibilité aux injustices », et il avait exprimé l'espérance que sa visite au Congo permettrait « d'établir un dialogue constructif » entre Brazzaville et le Vatican afin de « créer les conditions d'un monde meilleur ». Après l'entretien des deux chefs d'État, le pape, accompagné de Jean-Paul II a consacré, sous un dais de toile le protégeant du soleil, une messe en plein air devant quelque deux cent mille fidèles.

JEAN-PIERRE LANGELLIER

A la demande de Jean-Paul II

LE SEUL PRÊTRE ÉLU AU CONGRÈS AMÉRICAIN RENONCE A SES ACTIVITÉS POLITIQUES

Cité du Vatican (A.P.). — Jean-Paul II ayant interdit aux prêtres de briser des mandats politiques, le Père Robert Drinan, élu démocrate du Massachusetts, et seul prêtre catholique au Congrès américain, a accepté de mettre fin à ses activités politiques. Le Père Drinan, supérieur général de la compagnie de Jésus, a indiqué que le Père Drinan « ne sera pas candidat à la sélection au Congrès » à l'automne. Le Père Drinan a déclaré que cette décision « en obtenant à un ordre de moi, son supérieur général », a ajouté le Père Arrupe. « Je suis reconnaissant au Père Drinan pour son obéissance loyale et rapide à une directive qui reflète le souhait exprimé par Sa Sainteté le pape Jean-Paul II. » « Je suis fier d'être prêtre et jésuite », a déclaré de son côté le Père Drinan. « En tant que prêtre, je dois croire que j'ai fait un travail qui sera d'une manière ou d'une autre plus

important que celui qu'on me demande de quitter. » « C'est avec regret et douleur que j'accepte la décision du Saint-Siège », a-t-il ajouté. Aux États-Unis, le supérieur du Père Drinan, le Père Edward O'Flaherty, provincial jésuite de Nouvelle-Angleterre, a expliqué qu'il a essayé de convaincre le Père Drinan de ne pas quitter le Congrès, mais qu'il aurait été très certainement considéré, par de nombreuses personnes, comme une ingérence abusive de l'Église dans les affaires politiques américaines. (La directive pontificale s'applique à tous les prêtres engagés dans la vie politique, et chaque évêque doit l'appliquer aux personnes sous sa juridiction. Rappelons, par exemple, que le nouveau gouverneur du Nebraska compte deux prêtres membres : le Père Miguel A. Escoto, missionnaire Maryknoll, ministre des affaires étrangères, et le Père Ernesto Cardenal, ministre de la culture.)

Faits et jugements

Le procureur de Paris est opposé à une information judiciaire sur la mort de Mesrine.

Le parquet du tribunal de Paris vient de faire connaître sa position au sujet des plaintes contre X déposées, le 11 décembre 1979, d'une part, pour « assassinat » par la famille de Jacques Mesrine, tué par la police le 2 novembre 1978, et d'autre part, « pour coups et blessures volontaires avec préméditation », par la compagnie du mafieux, Mlle Sylvie Jeanjaquet. Jacques Mesrine a été tué dans des conditions régulières, estime le parquet, et aucune faute ne peut être reprochée à la police (Le Monde du 19 décembre 1979).

Alors que M. Roger Lecante, doyen des juges d'instruction, a été chargé d'instruire ces deux informations contre X, M. Christian Le Gueshec, procureur de la République à Paris, estime en effet, dans les réquisitions qu'il vient de communiquer, que « le doyen des juges d'instruction doit rendre dans cette affaire une ordonnance de refus d'information ». Pour justifier cette position, M. Le Gueshec invoque l'article 327 du code pénal législatif et les homicides, les blessures et les coups ordonnés par la loi et commandés par l'auto-

rité, ainsi que l'article 2 de la constitution européenne de sauvegarde des droits et libertés fondamentales, du 4 novembre 1950, qui proclame la protection de la vie des personnes, et dans le cas où (la mort) résulterait d'un recours à la force rendu absolument nécessaire pour effectuer une arrestation régulière ou pour empêcher l'écoulement d'un processus régulièrement détenu. »

Selon le parquet, ces deux articles s'appliquent au cas de Mesrine, « mafieux notoirement dangereux recherché par tous les services de police en vertu de plusieurs mandats d'arrêt et qui avait publiquement proclamé son intention de tirer le premier ». M. Yves Lecandey, conseiller général (div. mai), du canton de Castelnaud-de-Médoc (Gironde), a été condamné, mercredi 30 avril, à 3 000 F d'amende et 800 F de dommages-intérêts par le tribunal correctionnel de Bordeaux, pour avoir diffusé son adversaire M. Guy Coubris (div. gauche) lors d'une réunion à l'occasion des élections cantonales de 1978. L'élection de M. Lecandey, au conseil général de la Gironde, en 1979 ayant été annulée par le Conseil d'État pour distribution de tracts jugés diffamatoires (Le Monde du 1<sup>er</sup> mars), une nouvelle élection a eu lieu les 20 et 27 avril. M. Lecandey a été réélu par 4 317 voix contre 2 949 à M. Coubris.

JUSTICE

APRÈS SEPT ANS ET DEMI DE PROCÉDURE

La chambre d'accusation de Paris examine le cas du policier qui avait tué Mohamed Diab

Le 29 novembre 1972, dans un commissariat de police de Versailles (Yvelines), vers 20 h. 30, le sous-brigadier Robert Marquet, alors âgé de cinquante-deux ans, tua d'une rafale de pistolet-mitrailleur Mohamed Diab, trente-deux ans, Algérien, père de quatre enfants. Cette affaire va être examinée jeudi 6 mai par la chambre d'accusation de la cour d'appel de Paris, qui doit dire s'il y a lieu de renvoyer le policier, aujourd'hui rétréci, devant une cour d'assises.

La mort de Mohamed Diab avait été évoquée en 1975 devant le tribunal correctionnel de Versailles — M. Marquet comparait pour homicide involontaire (1) — qui s'était déclaré incompétent, les faits reprochés étant de nature criminelle. Ensuite, de cour d'appel en Cour de cassation qui ont confirmé la décision du tribunal correctionnel, l'affaire s'est perdue dans les lenteurs de la procédure.

« Je ne tue, sale race, je te tue ! », criait, selon des témoins, le sous-brigadier Marquet, ce 29 novembre 1972, à Mohamed Diab, quelques instants avant de tirer une rafale de pistolet-mitrailleur. Le commissaire Jean Mouréas, qui avait aperçu par une fenêtre le policier braquant une arme, se précipita en criant : « Ne tirez pas ! Il arrive trop tard. M. Marquet soutint que, se battant au corps-à-corps avec Mohamed Diab qui essayait de lui prendre son arme, il était en état de légitime défense. Mais, par la fenêtre, le commissaire n'a vu qu'une personne. « Je suis formel, a-t-il toujours répété. L'Algérien ne se battait pas au corps-à-corps avec lui et ce moment-là. » Dans son réquisitoire, M. Noël Leydet, substitut général, ne fait pas état des déclarations du commissaire, pourtant citées devant le tribunal correctionnel, et conclut à la légitime défense. Si la chambre d'accusation le suit, on ne saura pas précisément,

Dans le réquisitoire, transmis le 5 janvier dernier à la chambre d'accusation, le ministre public demande que les poursuites cessent contre le sous-brigadier Marquet, inculpé de coups et blessures ayant entraîné la mort sans intention de la donner — attendu que l'auteur était en état de légitime défense —. Mme Zohra Diab, veuve de la victime, soutenue par la Ligue des droits de l'homme, ne veut pas que cette affaire soit classée dans le silence de la chambre d'accusation. C'est pourquoi, elle a participé, ce mardi matin 6 mai, à une conférence de presse, en présence de ses avocats, M<sup>rs</sup> Ghislain Halimi et Abdelmassoud Benabdellah (du barreau d'Alger), de personnalités parmi lesquelles MM. Claude Maurice et Michel Foucault, de représentants du Syndicat de la magistrature et de la Fédération autonome des syndicats de police (F.A.S.P.).

Après sept ans et demi de procédure, comment est mort cet ouvrier algérien dans un commissariat où se trouvaient de nombreux policiers. Ce soir-là, Mohamed Diab était allé rendre visite à sa mère, à l'hôpital de Versailles. Lui-même avait été en traitement dans cet hôpital, quelques mois auparavant, pour une cure de désintoxication alcoolique. Bien que n'ayant pas bu — l'autopsie le prouve — il manifesta une grande agitation et fit des gestes obscènes. On appela la police. Mme Diab, arrivée entre-temps, informa les gardiens de la paix de l'état psychologique de son mari et de sa récente hospitalisation. Conduit au commissariat de l'hôtel de Noailles où se trouvaient M. Marquet et trois gardiens, Diab fut fouillé. Bien que sa femme et son épouse, arrivées peu après lui, aient insisté au brigadier qu'il était malade de la tête, il fut violemment frappé parce qu'il pro-

Faire pencher la balance.

Dès le 2 décembre, l'enquête de police conduisit à un acte de légitime défense. Une information était cependant ouverte. A l'appel d'intellectuels et d'associations de défense des droits de l'homme, des manifestations étaient organisées. Interdites, elles donnèrent lieu, à Paris, à des violences et à l'interpellation de cent cinquante et une personnes (Le Monde des 15 et 19 décembre 1972).

Après sept ans et demi de procédure, qui se poursuivent de Mohamed Diab ? « On veut l'enterrer une deuxième fois dans le silence et le déshonneur en jouant sur le fait que le sentiment populaire, comme dit le garde des sceaux, n'est plus sensible à ce déni de justice », estime M<sup>re</sup> Halimi.

En la matière, « tout le problème est de savoir de quel côté il faudrait faire pencher la balance », écrivait à l'évocation de M. Marquet M. Pierre Bouzet, professeur de droit. « Entre deux tendances (...), l'une que la légitime défense a été normale, l'autre qu'elle a été peut-être excessive, le procureur général de Paris, M. Noël Leydet, a fait pencher la balance. Tout au long de cette affaire, l'accusation, avec ses réquisitoires en forme de plaidoyer, a penché du même côté.

JOSYANE SAVIGNEAU

(1) Le Monde des 20, 21-22 et 23 septembre 1975.

A Charenton (Val-de-Marne)

LE SECRÉTAIRE D'UN PARLEMENTAIRE PARISIEN EST TROUVÉ ASSASSINÉ

Secrétaire parlementaire de M. Claude-Gérard Marcus député (R.P.R.) de Paris, M. Alain Semana, a été découvert assassiné mardi soir 5 mai, à Charenton-le-Pont (Val-de-Marne). Le corps de M. Semana, probablement assassiné puis étranglé, a été trouvé dans le coffre de sa voiture, stationnée à 300 mètres de son domicile, situé 37, quai des Carrières. La disparition de M. Alain Semana avait été signalée lundi matin.

Ses agresseurs, après l'avoir tué, se sont emparés de ses papiers d'identité et de ses clés, puis se sont rendus à son appartement. Là, ils ont tenté, avec des moyens rudimentaires et sans succès, de forcer un petit coffre-fort.

Deux hypothèses sont, ce mardi 6 mai, avancées par les enquêteurs de la brigade criminelle. M. Semana aurait pu être attaqué alors qu'il montait dans son véhicule, par des rôdeurs qui l'auraient dévalisé avant de se rendre dans son appartement, hypothèse assez peu probable si, comme le confirme l'autopsie, M. Semana a été tué par strangulation. Seconde hypothèse : M. Semana, qui fréquentait beaucoup les champs de courses, aurait pu être victime d'une vengeance, ses agresseurs connaissant son domicile et ayant pu, de ce fait, lui tendre un guet-apens.

M. Semana avait été vu pour la dernière fois, sortant d'un établissement de nuit des Champs-Élysées à 4 heures du matin, lundi 5 mai.

La position de l'U.S.M.

L'Union syndicale des magistrats (U.S.M.) n'a pas encore pris de position officielle sur le projet de loi. Toutefois, son président, M. Jean-Marie Desjardins, a déclaré lundi 5 mai que, si certaines dispositions étaient positives, l'ensemble du texte « accentue le caractère répressif de notre législation avec un glissement vers des peines automatiques ». A propos de la suppression possible de l'instruction dans les affaires criminelles, M. Desjardins estime : « La volonté d'accélérer le cours des procédures ne devrait pas conduire à une précipitation dommageable. »

Incendie à l'hôpital de la Salpêtrière. — Un incendie a éclaté, lundi 5 mai, vers 16 h. 30 à l'hôpital de la Salpêtrière, à Paris. Il a entraîné la destruction d'une aile du pavillon Siquet. Les quinze infirmes qui étaient hospitalisés dans ce service de psychiatrie infantile ont été évacués très rapidement. Aucune n'a été blessée.

Campagne présidentielle et campagne d'insultes par téléphone.

Une instance en référé a été introduite devant le tribunal de Paris par M. Daniel Anson, en nom de M. Patrice Duhamel, journaliste à TF 1, pour demander que soit ordonné à M. Le Pen, président du Front national, de ne pas continuer sa campagne de campagne contre son client. Lorsque l'on appelle, en effet, le numéro 322-40-83, on peut entendre la propagande électorale de M. Le Pen, candidat à l'Élysée. Or, à diverses reprises, au mois d'avril, le propagandiste du Front national, M. Michel Collinot, chargé de presse de M. Le Pen, a incité ses auditeurs anonymes à « insulter », à « traîner dans la boue » M. Duhamel, en l'appelant à un numéro de téléphone de TF 1.

Lundi 5 mai, devant M. Fernand Justant, premier vice-président, M. Collinot, assisté de M. Yves de Costogouren, n'a pas contesté la matérialité des faits que le magistrat qualifie d'agression : mais qui lui trouve « l'absence de raison de l'insulte » accordée, selon lui, à des candidats tels que M. Le Pen.

L'UNION FAMILIALE  
MARIAGES LÉGAUX  
Séances de 10h à 12h  
10, rue de la République - 75011 Paris  
Tél. 01 42 50 00 00



# CARNET SPORTS

## ALPINISME

### UN JAPONAIS RÉUSSIT L'ASCENSION DE L'EVEREST PAR LA FACE NORD

Kato Yasun, un alpiniste japonais âgé de trente et un ans, a réussi l'ascension de l'Everest par sa face nord en atteignant le sommet samedi 3 mai. C'est le premier étranger à avoir réussi cette ascension depuis que les autorités chinoises ont ouvert leurs frontières pour l'escalade de huit sommets situés sur leur territoire. Deux expéditions chinoises avaient réussi cette ascension de l'Everest par la face nord, en 1960 et en 1975.

L'expédition japonaise, composée de treize-neuf personnes, a d'ailleurs retraversé à 2 900 mètres, au cours de la descente, le corps de Wu Zongrue, le chef du groupe d'assaut de l'expédition chinoise de 1975. Plusieurs expéditions étrangères, notamment française, italienne, américaine et néerlandaise, s'agrippent à l'escalade de l'Everest depuis le mois de mai 1975.

Dans le massif de l'Everest, deux alpinistes français ont disparu alors qu'ils tentaient l'escalade du mont Burantse (7 230 mètres). Julien Graux, âgé de trente-quatre ans, et Philippe Gressat, âgé de vingt-quatre ans, faisaient partie d'une expédition de trois membres, dirigée par My Van Der Velde, qui a lancé un message de détresse. Les recherches effectuées par un hélicoptère japonais n'ont pas abouti. Le ministère du tourisme du Népal n'a d'autre part annoncé la mort accidentelle d'Ukuu Tasho, un Japonais, qui tentait l'ascension de l'Annapurna. Les cinq autres membres de l'expédition ont renoncé à leur tentative.

— (A.F.P.)

## BASKET-BALL — Pour son premier match du tournoi olympique de Varna (Bulgarie), l'équipe de France a été battue par la République tchèque par 69 à 60, lundi 5 mai.

— Lucien Rodriguez a conservé son titre de champion de France des poids lourds en battant par K.O. à la sixième reprise Vincent Kajor.

## SCIENCES

### SATELLITE DE RECONNAISSANCE POUR LE JAPON

Après les États-Unis, l'Union soviétique, la Chine et le Brésil, le Japon lance un satellite de reconnaissance militaire. Ce projet, dont le contenu devait être discuté à l'occasion de la préparation du prochain programme spatial de défense, permettrait au Japon de recueillir lui-même des informations de première main et une partie des renseignements que lui fournissent les États-Unis.

## HISTOIRE

### MORT D'ANDRÉ ARMENGAUD

Nous apprenons la mort de M. André Armengaud, professeur d'histoire de la population et de démographie sociale à l'université de Toulouse-Le Mirail. Ses obsèques auront lieu à Castres, mercredi 7 mai.

[Né le 28 avril 1929 à Castres, André Armengaud, agrégé d'histoire, professeur à l'université de Dijon et de Toulouse, spécialiste de l'histoire de la démographie, est l'auteur de plusieurs ouvrages de démographie, notamment *Démographie et société* (éd. Sirey), *La Population française au dix-neuvième siècle*, la *Population française au vingtième siècle* (éd. Sirey), *La France, 1789-1979*, éd. A. Colin, les *Francis et Mathias* (F.P.P.), *Président de la Société de démographie historique de 1973 à 1977*, il avait été, ces dernières années, directeur du *Journal de l'histoire de la démographie* (éd. Sirey), que Jacques Madelin avait animé dans le *Monde* du 23 novembre 1979.]

## Services religieux

75007 Paris.  
— En souvenir de Michel, décédé le 3 décembre 1975, Frédéric, le 7 mars 1977, Laurens.

le 21 mars 1980, un service religieux aura lieu, le jeudi 8 mai à 18 heures, en l'église de la Grande-Armée, 54, avenue de la Grande-Armée, Paris (17<sup>e</sup>). Tous les parents et amis qui les ont connus et aimés y sont cordialement invités.

le 21 mars 1980, un service religieux aura lieu, le jeudi 8 mai à 18 heures, en l'église de la Grande-Armée, 54, avenue de la Grande-Armée, Paris (17<sup>e</sup>). Tous les parents et amis qui les ont connus et aimés y sont cordialement invités.

le 21 mars 1980, un service religieux aura lieu, le jeudi 8 mai à 18 heures, en l'église de la Grande-Armée, 54, avenue de la Grande-Armée, Paris (17<sup>e</sup>). Tous les parents et amis qui les ont connus et aimés y sont cordialement invités.

le 21 mars 1980, un service religieux aura lieu, le jeudi 8 mai à 18 heures, en l'église de la Grande-Armée, 54, avenue de la Grande-Armée, Paris (17<sup>e</sup>). Tous les parents et amis qui les ont connus et aimés y sont cordialement invités.

le 21 mars 1980, un service religieux aura lieu, le jeudi 8 mai à 18 heures, en l'église de la Grande-Armée, 54, avenue de la Grande-Armée, Paris (17<sup>e</sup>). Tous les parents et amis qui les ont connus et aimés y sont cordialement invités.

le 21 mars 1980, un service religieux aura lieu, le jeudi 8 mai à 18 heures, en l'église de la Grande-Armée, 54, avenue de la Grande-Armée, Paris (17<sup>e</sup>). Tous les parents et amis qui les ont connus et aimés y sont cordialement invités.

le 21 mars 1980, un service religieux aura lieu, le jeudi 8 mai à 18 heures, en l'église de la Grande-Armée, 54, avenue de la Grande-Armée, Paris (17<sup>e</sup>). Tous les parents et amis qui les ont connus et aimés y sont cordialement invités.

le 21 mars 1980, un service religieux aura lieu, le jeudi 8 mai à 18 heures, en l'église de la Grande-Armée, 54, avenue de la Grande-Armée, Paris (17<sup>e</sup>). Tous les parents et amis qui les ont connus et aimés y sont cordialement invités.

le 21 mars 1980, un service religieux aura lieu, le jeudi 8 mai à 18 heures, en l'église de la Grande-Armée, 54, avenue de la Grande-Armée, Paris (17<sup>e</sup>). Tous les parents et amis qui les ont connus et aimés y sont cordialement invités.

le 21 mars 1980, un service religieux aura lieu, le jeudi 8 mai à 18 heures, en l'église de la Grande-Armée, 54, avenue de la Grande-Armée, Paris (17<sup>e</sup>). Tous les parents et amis qui les ont connus et aimés y sont cordialement invités.

le 21 mars 1980, un service religieux aura lieu, le jeudi 8 mai à 18 heures, en l'église de la Grande-Armée, 54, avenue de la Grande-Armée, Paris (17<sup>e</sup>). Tous les parents et amis qui les ont connus et aimés y sont cordialement invités.

le 21 mars 1980, un service religieux aura lieu, le jeudi 8 mai à 18 heures, en l'église de la Grande-Armée, 54, avenue de la Grande-Armée, Paris (17<sup>e</sup>). Tous les parents et amis qui les ont connus et aimés y sont cordialement invités.

le 21 mars 1980, un service religieux aura lieu, le jeudi 8 mai à 18 heures, en l'église de la Grande-Armée, 54, avenue de la Grande-Armée, Paris (17<sup>e</sup>). Tous les parents et amis qui les ont connus et aimés y sont cordialement invités.

le 21 mars 1980, un service religieux aura lieu, le jeudi 8 mai à 18 heures, en l'église de la Grande-Armée, 54, avenue de la Grande-Armée, Paris (17<sup>e</sup>). Tous les parents et amis qui les ont connus et aimés y sont cordialement invités.

le 21 mars 1980, un service religieux aura lieu, le jeudi 8 mai à 18 heures, en l'église de la Grande-Armée, 54, avenue de la Grande-Armée, Paris (17<sup>e</sup>). Tous les parents et amis qui les ont connus et aimés y sont cordialement invités.

le 21 mars 1980, un service religieux aura lieu, le jeudi 8 mai à 18 heures, en l'église de la Grande-Armée, 54, avenue de la Grande-Armée, Paris (17<sup>e</sup>). Tous les parents et amis qui les ont connus et aimés y sont cordialement invités.

le 21 mars 1980, un service religieux aura lieu, le jeudi 8 mai à 18 heures, en l'église de la Grande-Armée, 54, avenue de la Grande-Armée, Paris (17<sup>e</sup>). Tous les parents et amis qui les ont connus et aimés y sont cordialement invités.

le 21 mars 1980, un service religieux aura lieu, le jeudi 8 mai à 18 heures, en l'église de la Grande-Armée, 54, avenue de la Grande-Armée, Paris (17<sup>e</sup>). Tous les parents et amis qui les ont connus et aimés y sont cordialement invités.

le 21 mars 1980, un service religieux aura lieu, le jeudi 8 mai à 18 heures, en l'église de la Grande-Armée, 54, avenue de la Grande-Armée, Paris (17<sup>e</sup>). Tous les parents et amis qui les ont connus et aimés y sont cordialement invités.

le 21 mars 1980, un service religieux aura lieu, le jeudi 8 mai à 18 heures, en l'église de la Grande-Armée, 54, avenue de la Grande-Armée, Paris (17<sup>e</sup>). Tous les parents et amis qui les ont connus et aimés y sont cordialement invités.

le 21 mars 1980, un service religieux aura lieu, le jeudi 8 mai à 18 heures, en l'église de la Grande-Armée, 54, avenue de la Grande-Armée, Paris (17<sup>e</sup>). Tous les parents et amis qui les ont connus et aimés y sont cordialement invités.

le 21 mars 1980, un service religieux aura lieu, le jeudi 8 mai à 18 heures, en l'église de la Grande-Armée, 54, avenue de la Grande-Armée, Paris (17<sup>e</sup>). Tous les parents et amis qui les ont connus et aimés y sont cordialement invités.

le 21 mars 1980, un service religieux aura lieu, le jeudi 8 mai à 18 heures, en l'église de la Grande-Armée, 54, avenue de la Grande-Armée, Paris (17<sup>e</sup>). Tous les parents et amis qui les ont connus et aimés y sont cordialement invités.

le 21 mars 1980, un service religieux aura lieu, le jeudi 8 mai à 18 heures, en l'église de la Grande-Armée, 54, avenue de la Grande-Armée, Paris (17<sup>e</sup>). Tous les parents et amis qui les ont connus et aimés y sont cordialement invités.

le 21 mars 1980, un service religieux aura lieu, le jeudi 8 mai à 18 heures, en l'église de la Grande-Armée, 54, avenue de la Grande-Armée, Paris (17<sup>e</sup>). Tous les parents et amis qui les ont connus et aimés y sont cordialement invités.

le 21 mars 1980, un service religieux aura lieu, le jeudi 8 mai à 18 heures, en l'église de la Grande-Armée, 54, avenue de la Grande-Armée, Paris (17<sup>e</sup>). Tous les parents et amis qui les ont connus et aimés y sont cordialement invités.

le 21 mars 1980, un service religieux aura lieu, le jeudi 8 mai à 18 heures, en l'église de la Grande-Armée, 54, avenue de la Grande-Armée, Paris (17<sup>e</sup>). Tous les parents et amis qui les ont connus et aimés y sont cordialement invités.

le 21 mars 1980, un service religieux aura lieu, le jeudi 8 mai à 18 heures, en l'église de la Grande-Armée, 54, avenue de la Grande-Armée, Paris (17<sup>e</sup>). Tous les parents et amis qui les ont connus et aimés y sont cordialement invités.

le 21 mars 1980, un service religieux aura lieu, le jeudi 8 mai à 18 heures, en l'église de la Grande-Armée, 54, avenue de la Grande-Armée, Paris (17<sup>e</sup>). Tous les parents et amis qui les ont connus et aimés y sont cordialement invités.

le 21 mars 1980, un service religieux aura lieu, le jeudi 8 mai à 18 heures, en l'église de la Grande-Armée, 54, avenue de la Grande-Armée, Paris (17<sup>e</sup>). Tous les parents et amis qui les ont connus et aimés y sont cordialement invités.

## Réceptions

— Le docteur et Mme Pierre DELPEY et leur famille ont la douleur de faire part du décès de leur fils, Jean-Pierre, 8, rue Prosper-Ochevay, Lucan.

— Mme Christine Yande Diop, ses enfants, et les familles Diop Kola-Lobe, Gaye, Wary, Vertu, Pali, Madoussou, Touré, Senghor, Meihurin, Poye, Diabie, le maître Sarr, Parent, et leurs très nombreux amis, ont la douleur de faire part du décès de leur fils, M. Alioune DIOP.

— Les obsèques auront lieu dans la plus stricte intimité. Une messe sera célébrée en sa mémoire, dont l'avis sera donné ultérieurement dans la presse. (Le décès date 4-5 mai.)

— M. Raymond FICHOT-LA FOUX, son épouse, Mme Madeleine FICHOT-LA FOUX, ont la douleur de faire part du décès de leur fils, M. Raymond FICHOT-LA FOUX.

— M. Raymond FICHOT-LA FOUX, officier de la Légion d'honneur, croix de guerre avec palmes, médaille militaire avec palmes, médaille de la Résistance, survenu le 5 mai 1980, à Paris, à l'âge de soixante-quatre ans.

— L'inhumation aura lieu, au cimetière de la famille, le mercredi 7 mai, à 11 heures, à l'entrée principale du cimetière (boulevard de Montmarnet).

— Le conseil d'administration et le personnel d'A.G.P. Service ont la douleur de faire part du décès de leur fils, M. Raymond FICHOT-LA FOUX.

— M. Raymond FICHOT-LA FOUX, président d'honneur d'A.G.P. Service, officier de la Légion d'honneur, croix de guerre avec palmes, médaille de la Résistance, survenu le 5 mai 1980, à Paris, à l'âge de soixante-quatre ans.

— L'inhumation aura lieu, au cimetière de la famille, le mercredi 7 mai, à 11 heures, à l'entrée principale du cimetière (boulevard de Montmarnet).

— M. Raymond FICHOT-LA FOUX, président d'honneur d'A.G.P. Service, officier de la Légion d'honneur, croix de guerre avec palmes, médaille de la Résistance, survenu le 5 mai 1980, à Paris, à l'âge de soixante-quatre ans.

— L'inhumation aura lieu, au cimetière de la famille, le mercredi 7 mai, à 11 heures, à l'entrée principale du cimetière (boulevard de Montmarnet).

— M. Raymond FICHOT-LA FOUX, président d'honneur d'A.G.P. Service, officier de la Légion d'honneur, croix de guerre avec palmes, médaille de la Résistance, survenu le 5 mai 1980, à Paris, à l'âge de soixante-quatre ans.

— L'inhumation aura lieu, au cimetière de la famille, le mercredi 7 mai, à 11 heures, à l'entrée principale du cimetière (boulevard de Montmarnet).

— M. Raymond FICHOT-LA FOUX, président d'honneur d'A.G.P. Service, officier de la Légion d'honneur, croix de guerre avec palmes, médaille de la Résistance, survenu le 5 mai 1980, à Paris, à l'âge de soixante-quatre ans.

— L'inhumation aura lieu, au cimetière de la famille, le mercredi 7 mai, à 11 heures, à l'entrée principale du cimetière (boulevard de Montmarnet).

— M. Raymond FICHOT-LA FOUX, président d'honneur d'A.G.P. Service, officier de la Légion d'honneur, croix de guerre avec palmes, médaille de la Résistance, survenu le 5 mai 1980, à Paris, à l'âge de soixante-quatre ans.

— L'inhumation aura lieu, au cimetière de la famille, le mercredi 7 mai, à 11 heures, à l'entrée principale du cimetière (boulevard de Montmarnet).

— M. Raymond FICHOT-LA FOUX, président d'honneur d'A.G.P. Service, officier de la Légion d'honneur, croix de guerre avec palmes, médaille de la Résistance, survenu le 5 mai 1980, à Paris, à l'âge de soixante-quatre ans.

— L'inhumation aura lieu, au cimetière de la famille, le mercredi 7 mai, à 11 heures, à l'entrée principale du cimetière (boulevard de Montmarnet).

— M. Raymond FICHOT-LA FOUX, président d'honneur d'A.G.P. Service, officier de la Légion d'honneur, croix de guerre avec palmes, médaille de la Résistance, survenu le 5 mai 1980, à Paris, à l'âge de soixante-quatre ans.

— L'inhumation aura lieu, au cimetière de la famille, le mercredi 7 mai, à 11 heures, à l'entrée principale du cimetière (boulevard de Montmarnet).

— M. Raymond FICHOT-LA FOUX, président d'honneur d'A.G.P. Service, officier de la Légion d'honneur, croix de guerre avec palmes, médaille de la Résistance, survenu le 5 mai 1980, à Paris, à l'âge de soixante-quatre ans.

— L'inhumation aura lieu, au cimetière de la famille, le mercredi 7 mai, à 11 heures, à l'entrée principale du cimetière (boulevard de Montmarnet).

— M. Raymond FICHOT-LA FOUX, président d'honneur d'A.G.P. Service, officier de la Légion d'honneur, croix de guerre avec palmes, médaille de la Résistance, survenu le 5 mai 1980, à Paris, à l'âge de soixante-quatre ans.

— L'inhumation aura lieu, au cimetière de la famille, le mercredi 7 mai, à 11 heures, à l'entrée principale du cimetière (boulevard de Montmarnet).

— M. Raymond FICHOT-LA FOUX, président d'honneur d'A.G.P. Service, officier de la Légion d'honneur, croix de guerre avec palmes, médaille de la Résistance, survenu le 5 mai 1980, à Paris, à l'âge de soixante-quatre ans.

— L'inhumation aura lieu, au cimetière de la famille, le mercredi 7 mai, à 11 heures, à l'entrée principale du cimetière (boulevard de Montmarnet).

— M. Raymond FICHOT-LA FOUX, président d'honneur d'A.G.P. Service, officier de la Légion d'honneur, croix de guerre avec palmes, médaille de la Résistance, survenu le 5 mai 1980, à Paris, à l'âge de soixante-quatre ans.

— L'inhumation aura lieu, au cimetière de la famille, le mercredi 7 mai, à 11 heures, à l'entrée principale du cimetière (boulevard de Montmarnet).

— M. Raymond FICHOT-LA FOUX, président d'honneur d'A.G.P. Service, officier de la Légion d'honneur, croix de guerre avec palmes, médaille de la Résistance, survenu le 5 mai 1980, à Paris, à l'âge de soixante-quatre ans.

— L'inhumation aura lieu, au cimetière de la famille, le mercredi 7 mai, à 11 heures, à l'entrée principale du cimetière (boulevard de Montmarnet).

— M. Raymond FICHOT-LA FOUX, président d'honneur d'A.G.P. Service, officier de la Légion d'honneur, croix de guerre avec palmes, médaille de la Résistance, survenu le 5 mai 1980, à Paris, à l'âge de soixante-quatre ans.

— L'inhumation aura lieu, au cimetière de la famille, le mercredi 7 mai, à 11 heures, à l'entrée principale du cimetière (boulevard de Montmarnet).

## Naissances

— Laurence et Jean-Michel BÉLOREY ont la joie d'annoncer la naissance de leur fille, Marie, le 20 avril 1980.

— Gérard-Louis BOURLON et Ange, Euphrasie, ont la joie d'annoncer la venue au monde de leur fils, M. Joakim, Louis, Lévi, 32, avenue Jean-Jaures, Bourges.

— Valérie Salot-Pierre, La Reunio, 34, rue Roméo-Rolland, Ponthierry.

— M. Olivier de BOUTIN et Mme, née Viviane Vernet, ont la joie d'annoncer la naissance de leur fils, Laure, le 2 mai 1980, 13, boulevard Raspail, 75007 Paris.

— M. Jean CANAVAGGIO et Mme, née Yvonne Ramon, ont la joie d'annoncer la naissance de leur fils, François, le 28 avril 1980.

— Julie, Catherine et Didier ROUGEMONT ont la joie d'annoncer la naissance de leur fille, Caroline, le 28 avril 1980.

— M. Jean ROUGEMONT est très heureux d'annoncer la naissance de son fils, Philippe, le 15 avril, de son père.

— Christian et Simone ZIMMERMAN ont la joie d'annoncer la naissance de leur fille, Christine DOUHA, au foyer de leurs enfants Mohamed et Parida, 21, rue de la République, Marrakech (Maroc).

— Philippe RUON, France MACARY et Sylvie sont heureux de faire part de l'arrivée d'un fils, Olivier, né le 29 octobre 1979, 20, rue Molière, 75015 Paris.

— M. et Mme Maurice Passemont et leurs enfants, M. et Mme Gustave Corbière et leurs enfants, M. et Mme Passemont, M. et Mme Corbière, ont la douleur de faire part du décès de leur fils, M. René PASSEMONT.

— M. et Mme Maurice Passemont et leurs enfants, M. et Mme Gustave Corbière et leurs enfants, M. et Mme Passemont, M. et Mme Corbière, ont la douleur de faire part du décès de leur fils, M. René PASSEMONT.

— M. et Mme Maurice Passemont et leurs enfants, M. et Mme Gustave Corbière et leurs enfants, M. et Mme Passemont, M. et Mme Corbière, ont la douleur de faire part du décès de leur fils, M. René PASSEMONT.

— M. et Mme Maurice Passemont et leurs enfants, M. et Mme Gustave Corbière et leurs enfants, M. et Mme Passemont, M. et Mme Corbière, ont la douleur de faire part du décès de leur fils, M. René PASSEMONT.

— M. et Mme Maurice Passemont et leurs enfants, M. et Mme Gustave Corbière et leurs enfants, M. et Mme Passemont, M. et Mme Corbière, ont la douleur de faire part du décès de leur fils, M. René PASSEMONT.

— M. et Mme Maurice Passemont et leurs enfants, M. et Mme Gustave Corbière et leurs enfants, M. et Mme Passemont, M. et Mme Corbière, ont la douleur de faire part du décès de leur fils, M. René PASSEMONT.

— M. et Mme Maurice Passemont et leurs enfants, M. et Mme Gustave Corbière et leurs enfants, M. et Mme Passemont, M. et Mme Corbière, ont la douleur de faire part du décès de leur fils, M. René PASSEMONT.

— M. et Mme Maurice Passemont et leurs enfants, M. et Mme Gustave Corbière et leurs enfants, M. et Mme Passemont, M. et Mme Corbière, ont la douleur de faire part du décès de leur fils, M. René PASSEMONT.

— M. et Mme Maurice Passemont et leurs enfants, M. et Mme Gustave Corbière et leurs enfants, M. et Mme Passemont, M. et Mme Corbière, ont la douleur de faire part du décès de leur fils, M. René PASSEMONT.

— M. et Mme Maurice Passemont et leurs enfants, M. et Mme Gustave Corbière et leurs enfants, M. et Mme Passemont, M. et Mme Corbière, ont la douleur de faire part du décès de leur fils, M. René PASSEMONT.

— M. et Mme Maurice Passemont et leurs enfants, M. et Mme Gustave Corbière et leurs enfants, M. et Mme Passemont, M. et Mme Corbière, ont la douleur de faire part du décès de leur fils, M. René PASSEMONT.

— M. et Mme Maurice Passemont et leurs enfants, M. et Mme Gustave Corbière et leurs enfants, M. et Mme Passemont, M. et Mme Corbière, ont la douleur de faire part du décès de leur fils, M. René PASSEMONT.

— M. et Mme Maurice Passemont et leurs enfants, M. et Mme Gustave Corbière et leurs enfants, M. et Mme Passemont, M. et Mme Corbière, ont la douleur de faire part du décès de leur fils, M. René PASSEMONT.

— M. et Mme Maurice Passemont et leurs enfants, M. et Mme Gustave Corbière et leurs enfants, M. et Mme Passemont, M. et Mme Corbière, ont la douleur de faire part du décès de leur fils, M. René PASSEMONT.

— M. et Mme Maurice Passemont et leurs enfants, M. et Mme Gustave Corbière et leurs enfants, M. et Mme Passemont, M. et Mme Corbière, ont la douleur de faire part du décès de leur fils, M. René PASSEMONT.

— M. et Mme Maurice Passemont et leurs enfants, M. et Mme Gustave Corbière et leurs enfants, M. et Mme Passemont, M. et Mme Corbière, ont la douleur de faire part du décès de leur fils, M. René PASSEMONT.

— M. et Mme Maurice Passemont et leurs enfants, M. et Mme Gustave Corbière et leurs enfants, M. et Mme Passemont, M. et Mme Corbière, ont la douleur de faire part du décès de leur fils, M. René PASSEMONT.

— M. et Mme Maurice Passemont et leurs enfants, M. et Mme Gustave Corbière et leurs enfants, M. et Mme Passemont, M. et Mme Corbière, ont la douleur de faire part du décès de leur fils, M. René PASSEMONT.

— M. et Mme Maurice Passemont et leurs enfants, M. et Mme Gustave Corbière et leurs enfants, M. et Mme Passemont, M. et Mme Corbière, ont la douleur de faire part du décès de leur fils, M. René PASSEMONT.

— M. et Mme Maurice Passemont et leurs enfants, M. et Mme Gustave Corbière et leurs enfants, M. et Mme Passemont, M. et Mme Corbière, ont la douleur de faire part du décès de leur fils, M. René PASSEMONT.

— M. et Mme Maurice Passemont et leurs enfants, M. et Mme Gustave Corbière et leurs enfants, M. et Mme Passemont, M. et Mme Corbière, ont la douleur de faire part du décès de leur fils, M. René PASSEMONT.

— M. et Mme Maurice Passemont et leurs enfants, M. et Mme Gustave Corbière et leurs enfants, M. et Mme Passemont, M. et Mme Corbière, ont la douleur de faire part du décès de leur fils, M. René PASSEMONT.

— M. et Mme Maurice Passemont et leurs enfants, M. et Mme Gustave Corbière et leurs enfants, M. et Mme Passemont, M. et Mme Corbière, ont la douleur de faire part du décès de leur fils, M. René PASSEMONT.

— M. et Mme Maurice Passemont et leurs enfants, M. et Mme Gustave Corbière et leurs enfants, M. et Mme Passemont, M. et Mme Corbière, ont la douleur de faire part du décès de leur fils, M. René PASSEMONT.

## MI DE PROCÉDURE

### Paris examine le cas de Mohamed Diab

Dans la législature, transmis le 8 janvier dernier l'ensemble d'accusation, le ministère public demande les poursuites cessant contre le sous-brigadier Diab, accusé de coups et blessures ayant entraîné mort sans intention de la donner, attendu que l'auteur de l'acte est en état de légitime défense. Mme Zohra Diab, épouse de la victime, soutenue par la Ligue des droits de l'homme, ne veut pas que cette affaire soit jugée dans la chambre d'accusation, les juges, s'ils ont participé, ce mardi matin 8 mai, une conférence de presse, en présence de ses avocats, M. Ghaleb Nafid et Abdessamad Benabdallah, à l'ambassade de Paris, de personnalités parmi lesquelles M. Claude Mauriac et Michel Foucault, le représentant de la magistrature et de la Fédération nationale des syndicats de police (F.N.S.P.).

Le sous-brigadier Diab (deux femmes ont été gardées à vue en tant que témoins). Les policiers ont déclaré avoir été témoins de la tentative de tuer le sous-brigadier Diab, une cellule de garde à vue. Dans la soirée, après les avoir interrogés, les policiers ont saisi une arme. Le sous-brigadier Diab a été placé en état de légitime défense. Les policiers ont déclaré avoir été témoins de la tentative de tuer le sous-brigadier Diab, une cellule de garde à vue. Dans la soirée, après les avoir interrogés, les policiers ont saisi une arme. Le sous-brigadier Diab a été placé en état de légitime défense.

## Faire pencher la balance

Dès le 2 septembre 1979, l'ancien sous-brigadier Diab a été placé en état de légitime défense. Les policiers ont déclaré avoir été témoins de la tentative de tuer le sous-brigadier Diab, une cellule de garde à vue. Dans la soirée, après les avoir interrogés, les policiers ont saisi une arme. Le sous-brigadier Diab a été placé en état de légitime défense.

## Les listes

Après avoir été placé en état de légitime défense, le sous-brigadier Diab a été placé en état de légitime défense. Les policiers ont déclaré avoir été témoins de la tentative de tuer le sous-brigadier Diab, une cellule de garde à vue. Dans la soirée, après les avoir interrogés, les policiers ont saisi une arme. Le sous-brigadier Diab a été placé en état de légitime défense.











# CALENDRIER DES ADMINISTRATEURS DE CONCERTS

<p><b>ST-SEVERIN</b> TOUS LES MARDIS à 21 heures (Werner.)</p> <p><b>THEATRE DE LA VILLE</b> Jeudi 8 mai à 20 h 30 (P.A. Kiege.)</p> <p><b>SALLE GAVEAU</b> Lundi 10 mai à 21 heures Location ouverte à la Salle le 5 mai</p> <p><b>LE BARCELON</b> 5, rue des Vignes (19<sup>e</sup>) Mardi 12 mai à 20 h 30 (Werner.)</p> <p><b>INSTITUT NEOLANDAIS</b> 121, rue de Lille Mardi 12 mai à 20 h 30 (P.A. Kiege.)</p> <p><b>SALLE PLEYEL</b> Jeudi 8 mai à 20 h 30 (Dandelo.)</p> <p><b>SALLE GAVEAU</b> Jeudi 8 mai à 20 h 30 (P.A. Kiege.)</p> <p><b>SALLE COVET</b> Vendredi 9 mai à 21 heures Location ouverte à la Salle le 5 mai (P.A. Kiege.)</p>	<p>Saison Parisienne 1980 <b>KUENTZ</b> 12 mai : MAELAND, opéra IV 20 mai : HAYDN</p> <p><b>Danielle LAVAL</b> <b>Philip BRIDE</b> MONTROUVILLE à 3 Soirées Préface, Kiege, et mlt.</p> <p>Concert donné en l'honneur des J.E.C. <b>ENGLISH CHAMBER ORCHESTRA</b> Salle : MONTROUVILLE Direction : HASSON <b>KRIVINE</b> ELIAS, MONTROUVILLE, SCHUMANN</p> <p><b>FISCHER</b> Intégralité concert piano <b>BEETHOVEN</b></p> <p><b>ANJA WIJK</b> 10022-4478789 Hein Meens Tenor M. SPANJAARD THY KESSEN SCHUBERT, FAURE, DEBUSSY, SCHUMANN, POULENC</p> <p>« Grande Médaille » <b>YEN HUI</b> <b>MENHIN</b> Saxophone pour Violoncelle de J.-C. Bach et G. Bartok</p> <p>Récital de clavier Orchestre du Conservatoire de Paris Direction : SYLAIN <b>GAMBRELING</b> avec Michel OUDAR piano Bach, Weber, Schumann, Chopin, Debussy</p> <p>Licencié de l'École Normale de Musique <b>Tonié WABA</b> musicien-organiste aux piano : CARL DEBOS Mozart, Brahms, Strauss, Wolf, Duparc, Ravel...</p>	<p><b>Week-end de JAZZ</b> <b>LEO CUYPERS</b> piano Ensemble Percussion <b>DUYNHOVEN</b> batterie <b>REGTEREN ALTEA</b> contrebasse <b>SURINAM MUSIC</b> Ensemble</p> <p>Amis Musiciens de Chambre Radio France <b>TRIO D'ARCHI DI ROMA</b> Haydn, Schubert, Mozart</p> <p><b>William CHRISTIE</b> Récital de clavier Bach - Reger Schubert - Fricke</p> <p>Centre Culturel Belge Jeunes Musiciens Grands <b>S. GADELI</b> P. KALATZPOPOLOS guitare BURKHARD, BRITTON, RAYEL</p> <p><b>BACH</b> MESSE EN LA MAJ. CANTATE BWV 150 JOSSELYN, LASSUS, SCHUTZ mélodie à Capella P. PIETRI - EL GUY - KONNER E. DUROT - E. KUMMER Orch. Bernard Thomas « AUDITE NOVA » de Paris dir. Jean SOURISSE</p> <p><b>VICHNEVSKAIA</b> <b>ROSTROPVICH</b> Intégralité avec leurs enfants Olga et Alexander <b>PEKANOVA</b> violoncelle et piano Eliza et Peter <b>DANIEL</b> piano et violon BAENDEL, SCHUBERT, CHOSTAKOVICH</p> <p><b>KEMPF</b> Beethoven - Schubert Chopin (Les billets de 12 euros restent valables.)</p>
---	--	--

**odif** **ORCHESTRE DE L'ILE-DE-FRANCE**  
DIRECTEUR JEAN FOURNET

Messe du Couronnement..... **MOZART**  
Gloria..... **POULENC**

Direction : Jean FOURNET

Solistes : Jocelyne CHAMONIN, soprano - Lyes OOURIAN, alto - Gérard FRIEDMANN ou Francis RABDOT, ténor - Jacques VILLIECH, basse - CHEURS DE L'ILE-DE-FRANCE  
(70) ROZEN - Théâtre des Arts : mardi 13 mai 1980, à 21 heures  
(78) LE VESINET - Centre des Arts et Loisirs : mercredi 14 mai 1980, à 21 heures  
(75) PARIS - Église de la Madeleine : jeudi 15 mai 1980, à 21 heures  
(77) MEAUX - Cathédrale : vendredi 16 mai 1980, à 21 heures.

**2** **SALLE GAVEAU**  
MARDI 13 MAI - 21H

**jean-pierre wallez**  
**Katia et marielle labèque**  
**paul boufil**  
**JOLIVET - IBERT**  
**SCHUMANN - DUSSEK**

**ENSEMBLE ORCHESTRAL DE PARIS**  
Location Salle Gaveau

**AU BAIN de MUSIQUE de FLAINE**  
(1600 m)

Vous trouverez, du 4 au 23 août 1980, et pour la 3<sup>e</sup> année consécutive :

- des cours d'interprétation donnés par Pierre BARBIZET, Raymond GALLOIS-MABRUIN et Jean HUBEAU (piano et musique de chambre).
- Des cours d'instruments et de solfège donnés par des professeurs de l'ÉCOLE NORMALE DE MUSIQUE DE PARIS et des professeurs invités.
- Des cours pour adultes débutants.
- Des cours pour parents.
- et 65 pianos dans le plus beau des cadres alpestres.

Renseignements : par lettre par téléphone  
M. et Mme FETTERER 035-25-24  
de 18 h. à 22 h. ÉCOLE NORMALE DE MUSIQUE DE PARIS  
Bain de Musique 114 bis, boulevard Malesherbes, 75017 PARIS.

## CONCERTS

Radio France

### CYCLE ACOUSMATIQUE

Radio France  
Mardi 12 mai à 20 h 30 (Carrie libre)

### MUSIQUES TRADITIONNELLES

Radio France  
Mardi 12 mai à 20 h 30

### JAPON

de XVII<sup>e</sup> siècle à nos jours

### SAISON LYRIQUE

Radio France  
Mardi 12 mai à 20 h 30

### RÉCITAL D'ORGUE

Radio France  
Mardi 12 mai à 20 h 30

### CYCLE ISAAC STERN

Radio France  
Mardi 12 mai à 20 h 30

### MUSIQUES SACRÉES

Radio France  
Mardi 12 mai à 20 h 30

### CYCLE ISAAC STERN

Radio France  
Mardi 12 mai à 20 h 30

### Orchestre National de France

SAINT-SAËNS - BARTOK  
MEHRELSSEN - H. STRAUSS  
Dir. : Neville Marriner

### LOS ANGELES PHILHARMONIC ORCHESTRA

Dir. : Carlo Maria GIULINI  
Mardi 12 mai à 20 h 30  
RAYON - RAYEL - BRANIS  
Location : Radio France, Salles et Agences

### EIC

lundi 12 mai 20 h 30

### atelier Lutoslawski

Witold Lutoslawski  
dirige et présente ses œuvres  
Jeux Vénitiens  
Préludes et Fugue pour treize cordes  
THEATRE DE LA VILLE  
loc. 274.11.24

### 8-9-10-11 MAI - OERNIERES

(Relâche exceptionnelle le 8 mai.)

### THEATRE GERARD PHILIPPE DE SAINT-DENIS

**REGARDEZ LES HOMMES TOMBER**  
par  
**HAUSER ORKATER**  
Théâtre Musical Rock  
loc. 245.00.99 (n° agenc. copar)

### SALLE GAVEAU

mercredi 7 mai - 21 heures

**Bella Davidovich (piano)**  
Premier récital à Paris  
Chopin : Préludes  
Schumann : Carnaval  
Location : Gaveau, FNAC

## SPECTACLES

Pour tous renseignements concernant l'ensemble des programmes ou des salles

LE MONDE INFORMATIONS SPECTACLES - 704.70.20 (lignes groupées) et 727.42.34 (de 11 heures à 21 heures, sauf les dimanches et jours fériés)

### Mardi 6 mai

### théâtres

#### NOUVEAUX SPECTACLES

Espresso Mairie (271-10-19), 22 h. 30 : May Bertram.

Le Fanal (223-01-17), 19 h. 45 : L'Ymaginaire et l'autre boie.

Maison de la culture, Nanterre (223-18-51), 20 h. 30 : Bérénice.

Carte blanche de la Tréport (223-36-30), 20 h. 30 : Les Dérivés.

Carte blanche de la Tréport (223-36-30), 20 h. 30 : Les Dérivés.

Carte blanche de la Tréport (223-36-30), 20 h. 30 : Les Dérivés.

Carte blanche de la Tréport (223-36-30), 20 h. 30 : Les Dérivés.

Carte blanche de la Tréport (223-36-30), 20 h. 30 : Les Dérivés.

Carte blanche de la Tréport (223-36-30), 20 h. 30 : Les Dérivés.

Carte blanche de la Tréport (223-36-30), 20 h. 30 : Les Dérivés.

Carte blanche de la Tréport (223-36-30), 20 h. 30 : Les Dérivés.

Carte blanche de la Tréport (223-36-30), 20 h. 30 : Les Dérivés.

Carte blanche de la Tréport (223-36-30), 20 h. 30 : Les Dérivés.

Carte blanche de la Tréport (223-36-30), 20 h. 30 : Les Dérivés.

Carte blanche de la Tréport (223-36-30), 20 h. 30 : Les Dérivés.

Carte blanche de la Tréport (223-36-30), 20 h. 30 : Les Dérivés.

Carte blanche de la Tréport (223-36-30), 20 h. 30 : Les Dérivés.

Carte blanche de la Tréport (223-36-30), 20 h. 30 : Les Dérivés.

Carte blanche de la Tréport (223-36-30), 20 h. 30 : Les Dérivés.

Carte blanche de la Tréport (223-36-30), 20 h. 30 : Les Dérivés.

Carte blanche de la Tréport (223-36-30), 20 h. 30 : Les Dérivés.

Carte blanche de la Tréport (223-36-30), 20 h. 30 : Les Dérivés.

Carte blanche de la Tréport (223-36-30), 20 h. 30 : Les Dérivés.

Carte blanche de la Tréport (223-36-30), 20 h. 30 : Les Dérivés.

Carte blanche de la Tréport (223-36-30), 20 h. 30 : Les Dérivés.

Carte blanche de la Tréport (223-36-30), 20 h. 30 : Les Dérivés.

Carte blanche de la Tréport (223-36-30), 20 h. 30 : Les Dérivés.

Carte blanche de la Tréport (223-36-30), 20 h. 30 : Les Dérivés.

Carte blanche de la Tréport (223-36-30), 20 h. 30 : Les Dérivés.

Carte blanche de la Tréport (223-36-30), 20 h. 30 : Les Dérivés.

Carte blanche de la Tréport (223-36-30), 20 h. 30 : Les Dérivés.

Carte blanche de la Tréport (223-36-30), 20 h. 30 : Les Dérivés.

Carte blanche de la Tréport (223-36-30), 20 h. 30 : Les Dérivés.

Carte blanche de la Tréport (223-36-30), 20 h. 30 : Les Dérivés.

Carte blanche de la Tréport (223-36-30), 20 h. 30 : Les Dérivés.

Carte blanche de la Tréport (223-36-30), 20 h. 30 : Les Dérivés.

Carte blanche de la Tréport (223-36-30), 20 h. 30 : Les Dérivés.

Carte blanche de la Tréport (223-36-30), 20 h. 30 : Les Dérivés.

Carte blanche de la Tréport (223-36-30), 20 h. 30 : Les Dérivés.

Carte blanche de la Tréport (223-36-30), 20 h. 30 : Les Dérivés.

Carte blanche de la Tréport (223-36-30), 20 h. 30 : Les Dérivés.

Carte blanche de la Tréport (223-36-30), 20 h. 30 : Les Dérivés.

Carte blanche de la Tréport (223-36-30), 20 h. 30 : Les Dérivés.

Carte blanche de la Tréport (223-36-30), 20 h. 30 : Les Dérivés.

Carte blanche de la Tréport (223-36-30), 20 h. 30 : Les Dérivés.

Carte blanche de la Tréport (223-36-30), 20 h. 30 : Les Dérivés.

Carte blanche de la Tréport (223-36-30), 20 h. 30 : Les Dérivés.

Carte blanche de la Tréport (223-36-30), 20 h. 30 : Les Dérivés.

Carte blanche de la Tréport (223-36-30), 20 h. 30 : Les Dérivés.

Carte blanche de la Tréport (223-36-30), 20 h. 30 : Les Dérivés.

Carte blanche de la Tréport (223-36-30), 20 h. 30 : Les Dérivés.

Carte blanche de la Tréport (223-36-30), 20 h. 30 : Les Dérivés.

Carte blanche de la Tréport (223-36-30), 20 h. 30 : Les Dérivés.

Carte blanche de la Tréport (223-36-30), 20 h. 30 : Les Dérivés.

Carte blanche de la Tréport (223-36-30), 20 h. 30 : Les Dérivés.

Carte blanche de la Tréport (223-36-30), 20 h. 30 : Les Dérivés.

Carte blanche de la Tréport (223-36-30), 20 h. 30 : Les Dérivés.

Carte blanche de la Tréport (223-36-30), 20 h. 30 : Les Dérivés.

Carte blanche de la Tréport (223-36-30), 20 h. 30 : Les Dérivés.

### Les autres salles

Adyar (243-04-04), 20 h. 30 : Le Jour et la Nuit.

Antoine (208-77-71), 21 h. : Une case de vide.

Artiste - Athlètes (272-28-77), 20 h. 30 : Un silence à soi.

Carte blanche, Théâtre du Soleil (274-04-05), 20 h. 30 : le Général.

Carte blanche, Théâtre du Soleil (274-04-05), 20 h. 30 : le Général.

Carte blanche, Théâtre du Soleil (274-04-05), 20 h. 30 : le Général.

Carte blanche, Théâtre du Soleil (274-04-05), 20 h. 30 : le Général.

Carte blanche, Théâtre du Soleil (274-04-05), 20 h. 30 : le Général.

Carte blanche, Théâtre du Soleil (274-04-05), 20 h. 30 : le Général.

Carte blanche, Théâtre du Soleil (274-04-05), 20 h. 30 : le Général.

Carte blanche, Théâtre du Soleil (274-04-05), 20 h. 30 : le Général.

Carte blanche, Théâtre du Soleil (274-04-05), 20 h. 30 : le Général.

Carte blanche, Théâtre du Soleil (274-04-05), 20 h. 30 : le Général.

Carte blanche, Théâtre du Soleil (274-04-05), 20 h. 30 : le Général.

Carte blanche, Théâtre du Soleil (274-04-05), 20 h. 30 : le Général.

Carte blanche, Théâtre du Soleil (274-04-05), 20 h. 30 : le Général.

Carte blanche, Théâtre du Soleil (274-04-05), 20 h. 30 : le Général.

Carte blanche, Théâtre du Soleil (274-04-05), 20 h. 30 : le Général.

Carte blanche, Théâtre du Soleil (274-04-05), 20 h. 30 : le Général.

Carte blanche, Théâtre du Soleil (274-04-05), 20 h. 30 : le Général.

Carte blanche, Théâtre du Soleil (274-04-05), 20 h. 30 : le Général.

Carte blanche, Théâtre du Soleil (274-04-05), 20 h. 30 : le Général.

Carte blanche, Théâtre du Soleil (274-04-05), 20 h. 30 : le Général.

Carte blanche, Théâtre du Soleil (274-04-05), 20 h. 30 : le Général.

Carte blanche, Théâtre du Soleil (274-04-05), 20 h. 30 : le Général.

Carte blanche, Théâtre du Soleil (274-04-05), 20 h. 30 : le Général.

Carte blanche, Théâtre du Soleil (274-04-05), 20 h. 30 : le Général.

Carte blanche, Théâtre du Soleil (274-04-05), 20 h. 30 : le Général.

Carte blanche, Théâtre du Soleil (274-04-05), 20 h. 30 : le Général.

Carte blanche, Théâtre du Soleil (274-04-05), 20 h. 30 : le Général.

Carte blanche, Théâtre du Soleil (274-04-05), 20 h. 30 : le Général.

Carte blanche, Théâtre du Soleil (274-04-05), 20 h. 30 : le Général.

Carte blanche, Théâtre du Soleil (274-04-05), 20 h. 30 : le Général.

Carte blanche, Théâtre du Soleil (274-04-05), 20 h. 30 : le Général.

Carte blanche, Théâtre du Soleil (274-04-05), 20 h. 30 : le Général.

Carte blanche, Théâtre du Soleil (274-04-05), 20 h. 30 : le Général.

Carte blanche, Théâtre du Soleil (274-04-05), 20 h. 30 : le Général.

Carte blanche, Théâtre du Soleil (274-04-05), 20 h. 30 : le Général.

Carte blanche, Théâtre du Soleil (274-04-05), 20 h. 30 : le Général.

Carte blanche, Théâtre du Soleil (274-04-05), 20 h. 30 : le Général.

Carte blanche, Théâtre du Soleil (274-04-05), 20 h. 30 : le Général.

Carte blanche, Théâtre du Soleil (274-04-05), 20 h. 30 : le Général.

Carte blanche, Théâtre du Soleil (274-04-05), 20 h. 30 : le Général.

Carte blanche, Théâtre du Soleil (274-04-05), 20 h. 30 : le Général.

Carte blanche, Théâtre du Soleil (274-04-05), 20 h. 30 : le Général.

Carte blanche, Théâtre du Soleil (274-04-05), 20 h. 30 : le Général.

Carte blanche, Théâtre du Soleil (274-04-05), 20 h. 30 : le Général.

Carte blanche, Théâtre du Soleil (274-04-05), 20 h. 30 : le Général.

Carte blanche, Théâtre du Soleil (274-04-05), 20 h. 30 : le Général.

Carte blanche, Théâtre du Soleil (274-04-05), 20 h. 30 : le Général.

Carte blanche, Théâtre du Soleil (274-04-05), 20 h. 30 : le Général.

Carte blanche, Théâtre du Soleil (274-04-05), 20 h. 30 : le Général.

Carte blanche, Théâtre du Soleil (274-04-05), 20 h. 30 : le Général.

Carte blanche, Théâtre du Soleil (274-04-05), 20 h. 30 : le Général.

Carte blanche, Théâtre du Soleil (274-04-05), 20 h. 30 : le Général.

Carte blanche, Théâtre du Soleil (274-04-05), 20 h. 30 : le Général.

Carte blanche, Théâtre du Soleil (274-04-05), 20 h. 30 : le Général.

Carte blanche, Théâtre du Soleil (274-04-05), 20 h. 30 : le Général.

Carte blanche, Théâtre du







# RADIO-TÉLÉVISION

VU

## Le feu à Londres

Il n'y a pas plus lourd, plus rigé, plus crispé que notre information télévisée. La réforme n'a strictement rien changé, contrairement à ce qu'on espérait, aux pesanteurs de ce gros tas de pellicule en boîte, d'images en conserve et de films d'archives vieux de dix mois qui servent habituellement à illustrer les nouvelles du jour. Tenez : lundi soir, encore, on en a eu la preuve à contrario.

M. Giscard d'Estaing était en train de passer sur FR3, devant ses répétiteurs du studio-télé, le bac blanc mensuel destiné à lui permettre de triompher à la fin de sa terminale. C'était très moyen. On change de chaîne sur le coup de 20 h. 40 et dans quel état se trouve-t-on tombé sur

Antenne 2 ? Dans le journal, prolongé de dix minutes et même davantage, pour pouvoir nous présenter en direct, à midi, la libération des otages de l'ambassade d'Iran, à Londres, transmises au même moment sur tous les écrans britanniques. Les heures de l'incendie, les bobbies courant dans tous les sens avec leurs chiens, les d'« tireurs d'élite placés près du balcon enflammé, l'événement en train de se faire, là, sous notre nez. C'était fatidique. Et pour nous abasourdir inespérément.

On s'appelle, on se ramène et quand tout le monde est enfin réuni devant le poste, quel, qu'est-ce que c'est ? Quel est le quel se passe ? Voilà que Patrick Polvre d'Arvor vient d'excuser,

un peu gêné de cette antenne à l'heure habituelle. On a été laissé les otages à leur sort, on les retrouvera plus tard. L'heure était largement repassée de nous parler de Singapour, de Hongkong et de Taiwan dans le cadre de Question de temps. A vous Louis Bériot.

C'était bien le moment de courir à Taiwan. Ce n'est pas là qu'il y avait la foule, c'était à Londres. De colère, on aurait cassé nos carreaux. Et si on est resté planté devant un téléviseur — ce qui est inique, le saie bien, les reportages étaient bons — c'est dans l'espoir d'un retour précipité à Hyde Park devant l'ambassade.

Soyons justes, on y a eu droit. Trop tard cependant. On est

arrivé après le bataillon. Pante-lants, déboussolés, la tête toute brisée de questions concernant l'Asie du Sud-Est et les huit cent millions de Chinois, on ne saisisait pas bien combien les assaillants avaient fait de prisonniers, combien il y avait de survivants. Curieusement on avait même du mal à s'accommoder et à distinguer comme ça, de but en blanc, les otages qu'on venait de libérer. Pour une fois que nos lucarnes s'ouvraient directement à l'actualité la plus brûlante, c'est le cas de le dire, pourquoi diable les avoir aussitôt refermées ? Et pour nous après ça de voir l'écoute de la radio remonter au-dessus du défilé de la télé.

CLAUDE SARRAUTE.

## Mardi 6 mai

### PREMIÈRE CHAÎNE : TF 1

19 h 30 L'été aux enfants.  
19 h 55 C'est arrivé un jour.  
20 h 10 Une minute pour les femmes.  
20 h 15 Émission régionale.  
20 h 45 Les inconnus de 19 h 45.  
20 h Journal.

**Henri Spade**  
Mathieu, Gaston, Peluche.  
Editions France-Empire

20 h 35 Dramatique : Mathieu, Gaston, Peluche. Réalisation de R. Bernard, avec J.-M. Thiébaud, J. Martineau, M. Lejeune, L. Onda, R. Boudier.  
21 h 10 Une minute pour les femmes.  
21 h 15 Émission régionale.  
21 h 45 Les inconnus de 19 h 45.  
21 h Journal.

### DEUXIÈME CHAÎNE : A2

19 h 30 C'est la vie.  
Les enfants naturalisés.

19 h 50 Jeu : Des chiffres et des lettres.  
19 h 55 Émission régionale.  
20 h 10 Top club.  
20 h Journal.

**LES ABC du BAC NATHAN**  
français, philosophie, histoire, géographie, biologie, chimie, mathématiques, économie, comptabilité, économie d'entreprise

20 h 40 Les dossiers de l'écran : « Le France » de 1956 à 1979.  
21 h 10 Une minute pour les femmes.  
21 h 15 Émission régionale.  
21 h 45 Les inconnus de 19 h 45.  
21 h Journal.

### TROISIÈME CHAÎNE : FR3

19 h 30 Pour les jeunes.  
19 h 55 Tribune libre.  
20 h 10 Une minute pour les femmes.  
20 h 15 Émission régionale.  
20 h 45 Les inconnus de 19 h 45.  
20 h Journal.

## Mercredi 7 mai

### PREMIÈRE CHAÎNE : TF 1

12 h 15 Réponse à tout.  
12 h 30 Midi première.  
13 h Journal.  
13 h 35 Les valeurs du mercredi.  
14 h 10 Auto-mot.  
14 h 15 C'est arrivé un jour.  
14 h 20 Une minute pour les femmes.  
14 h 25 Émission régionale.  
14 h 55 Les inconnus de 19 h 45.  
15 h 10 Auto-mot.  
15 h 15 C'est arrivé un jour.  
15 h 20 Une minute pour les femmes.  
15 h 25 Émission régionale.  
15 h 55 Les inconnus de 19 h 45.  
16 h 10 Auto-mot.  
16 h 15 C'est arrivé un jour.  
16 h 20 Une minute pour les femmes.  
16 h 25 Émission régionale.  
16 h 55 Les inconnus de 19 h 45.  
17 h 10 Auto-mot.  
17 h 15 C'est arrivé un jour.  
17 h 20 Une minute pour les femmes.  
17 h 25 Émission régionale.  
17 h 55 Les inconnus de 19 h 45.  
18 h 10 Auto-mot.  
18 h 15 C'est arrivé un jour.  
18 h 20 Une minute pour les femmes.  
18 h 25 Émission régionale.  
18 h 55 Les inconnus de 19 h 45.  
19 h 10 Auto-mot.  
19 h 15 C'est arrivé un jour.  
19 h 20 Une minute pour les femmes.  
19 h 25 Émission régionale.  
19 h 55 Les inconnus de 19 h 45.  
20 h 10 Auto-mot.  
20 h 15 C'est arrivé un jour.  
20 h 20 Une minute pour les femmes.  
20 h 25 Émission régionale.  
20 h 55 Les inconnus de 19 h 45.  
21 h 10 Auto-mot.  
21 h 15 C'est arrivé un jour.  
21 h 20 Une minute pour les femmes.  
21 h 25 Émission régionale.  
21 h 55 Les inconnus de 19 h 45.  
22 h 10 Auto-mot.  
22 h 15 C'est arrivé un jour.  
22 h 20 Une minute pour les femmes.  
22 h 25 Émission régionale.  
22 h 55 Les inconnus de 19 h 45.  
23 h 10 Auto-mot.  
23 h 15 C'est arrivé un jour.  
23 h 20 Une minute pour les femmes.  
23 h 25 Émission régionale.  
23 h 55 Les inconnus de 19 h 45.  
24 h 10 Auto-mot.  
24 h 15 C'est arrivé un jour.  
24 h 20 Une minute pour les femmes.  
24 h 25 Émission régionale.  
24 h 55 Les inconnus de 19 h 45.  
25 h 10 Auto-mot.  
25 h 15 C'est arrivé un jour.  
25 h 20 Une minute pour les femmes.  
25 h 25 Émission régionale.  
25 h 55 Les inconnus de 19 h 45.  
26 h 10 Auto-mot.  
26 h 15 C'est arrivé un jour.  
26 h 20 Une minute pour les femmes.  
26 h 25 Émission régionale.  
26 h 55 Les inconnus de 19 h 45.  
27 h 10 Auto-mot.  
27 h 15 C'est arrivé un jour.  
27 h 20 Une minute pour les femmes.  
27 h 25 Émission régionale.  
27 h 55 Les inconnus de 19 h 45.  
28 h 10 Auto-mot.  
28 h 15 C'est arrivé un jour.  
28 h 20 Une minute pour les femmes.  
28 h 25 Émission régionale.  
28 h 55 Les inconnus de 19 h 45.  
29 h 10 Auto-mot.  
29 h 15 C'est arrivé un jour.  
29 h 20 Une minute pour les femmes.  
29 h 25 Émission régionale.  
29 h 55 Les inconnus de 19 h 45.  
30 h 10 Auto-mot.  
30 h 15 C'est arrivé un jour.  
30 h 20 Une minute pour les femmes.  
30 h 25 Émission régionale.  
30 h 55 Les inconnus de 19 h 45.  
31 h 10 Auto-mot.  
31 h 15 C'est arrivé un jour.  
31 h 20 Une minute pour les femmes.  
31 h 25 Émission régionale.  
31 h 55 Les inconnus de 19 h 45.  
32 h 10 Auto-mot.  
32 h 15 C'est arrivé un jour.  
32 h 20 Une minute pour les femmes.  
32 h 25 Émission régionale.  
32 h 55 Les inconnus de 19 h 45.  
33 h 10 Auto-mot.  
33 h 15 C'est arrivé un jour.  
33 h 20 Une minute pour les femmes.  
33 h 25 Émission régionale.  
33 h 55 Les inconnus de 19 h 45.  
34 h 10 Auto-mot.  
34 h 15 C'est arrivé un jour.  
34 h 20 Une minute pour les femmes.  
34 h 25 Émission régionale.  
34 h 55 Les inconnus de 19 h 45.  
35 h 10 Auto-mot.  
35 h 15 C'est arrivé un jour.  
35 h 20 Une minute pour les femmes.  
35 h 25 Émission régionale.  
35 h 55 Les inconnus de 19 h 45.  
36 h 10 Auto-mot.  
36 h 15 C'est arrivé un jour.  
36 h 20 Une minute pour les femmes.  
36 h 25 Émission régionale.  
36 h 55 Les inconnus de 19 h 45.  
37 h 10 Auto-mot.  
37 h 15 C'est arrivé un jour.  
37 h 20 Une minute pour les femmes.  
37 h 25 Émission régionale.  
37 h 55 Les inconnus de 19 h 45.  
38 h 10 Auto-mot.  
38 h 15 C'est arrivé un jour.  
38 h 20 Une minute pour les femmes.  
38 h 25 Émission régionale.  
38 h 55 Les inconnus de 19 h 45.  
39 h 10 Auto-mot.  
39 h 15 C'est arrivé un jour.  
39 h 20 Une minute pour les femmes.  
39 h 25 Émission régionale.  
39 h 55 Les inconnus de 19 h 45.  
40 h 10 Auto-mot.  
40 h 15 C'est arrivé un jour.  
40 h 20 Une minute pour les femmes.  
40 h 25 Émission régionale.  
40 h 55 Les inconnus de 19 h 45.  
41 h 10 Auto-mot.  
41 h 15 C'est arrivé un jour.  
41 h 20 Une minute pour les femmes.  
41 h 25 Émission régionale.  
41 h 55 Les inconnus de 19 h 45.  
42 h 10 Auto-mot.  
42 h 15 C'est arrivé un jour.  
42 h 20 Une minute pour les femmes.  
42 h 25 Émission régionale.  
42 h 55 Les inconnus de 19 h 45.  
43 h 10 Auto-mot.  
43 h 15 C'est arrivé un jour.  
43 h 20 Une minute pour les femmes.  
43 h 25 Émission régionale.  
43 h 55 Les inconnus de 19 h 45.  
44 h 10 Auto-mot.  
44 h 15 C'est arrivé un jour.  
44 h 20 Une minute pour les femmes.  
44 h 25 Émission régionale.  
44 h 55 Les inconnus de 19 h 45.  
45 h 10 Auto-mot.  
45 h 15 C'est arrivé un jour.  
45 h 20 Une minute pour les femmes.  
45 h 25 Émission régionale.  
45 h 55 Les inconnus de 19 h 45.  
46 h 10 Auto-mot.  
46 h 15 C'est arrivé un jour.  
46 h 20 Une minute pour les femmes.  
46 h 25 Émission régionale.  
46 h 55 Les inconnus de 19 h 45.  
47 h 10 Auto-mot.  
47 h 15 C'est arrivé un jour.  
47 h 20 Une minute pour les femmes.  
47 h 25 Émission régionale.  
47 h 55 Les inconnus de 19 h 45.  
48 h 10 Auto-mot.  
48 h 15 C'est arrivé un jour.  
48 h 20 Une minute pour les femmes.  
48 h 25 Émission régionale.  
48 h 55 Les inconnus de 19 h 45.  
49 h 10 Auto-mot.  
49 h 15 C'est arrivé un jour.  
49 h 20 Une minute pour les femmes.  
49 h 25 Émission régionale.  
49 h 55 Les inconnus de 19 h 45.  
50 h 10 Auto-mot.  
50 h 15 C'est arrivé un jour.  
50 h 20 Une minute pour les femmes.  
50 h 25 Émission régionale.  
50 h 55 Les inconnus de 19 h 45.  
51 h 10 Auto-mot.  
51 h 15 C'est arrivé un jour.  
51 h 20 Une minute pour les femmes.  
51 h 25 Émission régionale.  
51 h 55 Les inconnus de 19 h 45.  
52 h 10 Auto-mot.  
52 h 15 C'est arrivé un jour.  
52 h 20 Une minute pour les femmes.  
52 h 25 Émission régionale.  
52 h 55 Les inconnus de 19 h 45.  
53 h 10 Auto-mot.  
53 h 15 C'est arrivé un jour.  
53 h 20 Une minute pour les femmes.  
53 h 25 Émission régionale.  
53 h 55 Les inconnus de 19 h 45.  
54 h 10 Auto-mot.  
54 h 15 C'est arrivé un jour.  
54 h 20 Une minute pour les femmes.  
54 h 25 Émission régionale.  
54 h 55 Les inconnus de 19 h 45.  
55 h 10 Auto-mot.  
55 h 15 C'est arrivé un jour.  
55 h 20 Une minute pour les femmes.  
55 h 25 Émission régionale.  
55 h 55 Les inconnus de 19 h 45.  
56 h 10 Auto-mot.  
56 h 15 C'est arrivé un jour.  
56 h 20 Une minute pour les femmes.  
56 h 25 Émission régionale.  
56 h 55 Les inconnus de 19 h 45.  
57 h 10 Auto-mot.  
57 h 15 C'est arrivé un jour.  
57 h 20 Une minute pour les femmes.  
57 h 25 Émission régionale.  
57 h 55 Les inconnus de 19 h 45.  
58 h 10 Auto-mot.  
58 h 15 C'est arrivé un jour.  
58 h 20 Une minute pour les femmes.  
58 h 25 Émission régionale.  
58 h 55 Les inconnus de 19 h 45.  
59 h 10 Auto-mot.  
59 h 15 C'est arrivé un jour.  
59 h 20 Une minute pour les femmes.  
59 h 25 Émission régionale.  
59 h 55 Les inconnus de 19 h 45.  
60 h 10 Auto-mot.  
60 h 15 C'est arrivé un jour.  
60 h 20 Une minute pour les femmes.  
60 h 25 Émission régionale.  
60 h 55 Les inconnus de 19 h 45.  
61 h 10 Auto-mot.  
61 h 15 C'est arrivé un jour.  
61 h 20 Une minute pour les femmes.  
61 h 25 Émission régionale.  
61 h 55 Les inconnus de 19 h 45.  
62 h 10 Auto-mot.  
62 h 15 C'est arrivé un jour.  
62 h 20 Une minute pour les femmes.  
62 h 25 Émission régionale.  
62 h 55 Les inconnus de 19 h 45.  
63 h 10 Auto-mot.  
63 h 15 C'est arrivé un jour.  
63 h 20 Une minute pour les femmes.  
63 h 25 Émission régionale.  
63 h 55 Les inconnus de 19 h 45.  
64 h 10 Auto-mot.  
64 h 15 C'est arrivé un jour.  
64 h 20 Une minute pour les femmes.  
64 h 25 Émission régionale.  
64 h 55 Les inconnus de 19 h 45.  
65 h 10 Auto-mot.  
65 h 15 C'est arrivé un jour.  
65 h 20 Une minute pour les femmes.  
65 h 25 Émission régionale.  
65 h 55 Les inconnus de 19 h 45.  
66 h 10 Auto-mot.  
66 h 15 C'est arrivé un jour.  
66 h 20 Une minute pour les femmes.  
66 h 25 Émission régionale.  
66 h 55 Les inconnus de 19 h 45.  
67 h 10 Auto-mot.  
67 h 15 C'est arrivé un jour.  
67 h 20 Une minute pour les femmes.  
67 h 25 Émission régionale.  
67 h 55 Les inconnus de 19 h 45.  
68 h 10 Auto-mot.  
68 h 15 C'est arrivé un jour.  
68 h 20 Une minute pour les femmes.  
68 h 25 Émission régionale.  
68 h 55 Les inconnus de 19 h 45.  
69 h 10 Auto-mot.  
69 h 15 C'est arrivé un jour.  
69 h 20 Une minute pour les femmes.  
69 h 25 Émission régionale.  
69 h 55 Les inconnus de 19 h 45.  
70 h 10 Auto-mot.  
70 h 15 C'est arrivé un jour.  
70 h 20 Une minute pour les femmes.  
70 h 25 Émission régionale.  
70 h 55 Les inconnus de 19 h 45.  
71 h 10 Auto-mot.  
71 h 15 C'est arrivé un jour.  
71 h 20 Une minute pour les femmes.  
71 h 25 Émission régionale.  
71 h 55 Les inconnus de 19 h 45.  
72 h 10 Auto-mot.  
72 h 15 C'est arrivé un jour.  
72 h 20 Une minute pour les femmes.  
72 h 25 Émission régionale.  
72 h 55 Les inconnus de 19 h 45.  
73 h 10 Auto-mot.  
73 h 15 C'est arrivé un jour.  
73 h 20 Une minute pour les femmes.  
73 h 25 Émission régionale.  
73 h 55 Les inconnus de 19 h 45.  
74 h 10 Auto-mot.  
74 h 15 C'est arrivé un jour.  
74 h 20 Une minute pour les femmes.  
74 h 25 Émission régionale.  
74 h 55 Les inconnus de 19 h 45.  
75 h 10 Auto-mot.  
75 h 15 C'est arrivé un jour.  
75 h 20 Une minute pour les femmes.  
75 h 25 Émission régionale.  
75 h 55 Les inconnus de 19 h 45.  
76 h 10 Auto-mot.  
76 h 15 C'est arrivé un jour.  
76 h 20 Une minute pour les femmes.  
76 h 25 Émission régionale.  
76 h 55 Les inconnus de 19 h 45.  
77 h 10 Auto-mot.  
77 h 15 C'est arrivé un jour.  
77 h 20 Une minute pour les femmes.  
77 h 25 Émission régionale.  
77 h 55 Les inconnus de 19 h 45.  
78 h 10 Auto-mot.  
78 h 15 C'est arrivé un jour.  
78 h 20 Une minute pour les femmes.  
78 h 25 Émission régionale.  
78 h 55 Les inconnus de 19 h 45.  
79 h 10 Auto-mot.  
79 h 15 C'est arrivé un jour.  
79 h 20 Une minute pour les femmes.  
79 h 25 Émission régionale.  
79 h 55 Les inconnus de 19 h 45.  
80 h 10 Auto-mot.  
80 h 15 C'est arrivé un jour.  
80 h 20 Une minute pour les femmes.  
80 h 25 Émission régionale.  
80 h 55 Les inconnus de 19 h 45.  
81 h 10 Auto-mot.  
81 h 15 C'est arrivé un jour.  
81 h 20 Une minute pour les femmes.  
81 h 25 Émission régionale.  
81 h 55 Les inconnus de 19 h 45.  
82 h 10 Auto-mot.  
82 h 15 C'est arrivé un jour.  
82 h 20 Une minute pour les femmes.  
82 h 25 Émission régionale.  
82 h 55 Les inconnus de 19 h 45.  
83 h 10 Auto-mot.  
83 h 15 C'est arrivé un jour.  
83 h 20 Une minute pour les femmes.  
83 h 25 Émission régionale.  
83 h 55 Les inconnus de 19 h 45.  
84 h 10 Auto-mot.  
84 h 15 C'est arrivé un jour.  
84 h 20 Une minute pour les femmes.  
84 h 25 Émission régionale.  
84 h 55 Les inconnus de 19 h 45.  
85 h 10 Auto-mot.  
85 h 15 C'est arrivé un jour.  
85 h 20 Une minute pour les femmes.  
85 h 25 Émission régionale.  
85 h 55 Les inconnus de 19 h 45.  
86 h 10 Auto-mot.  
86 h 15 C'est arrivé un jour.  
86 h 20 Une minute pour les femmes.  
86 h 25 Émission régionale.  
86 h 55 Les inconnus de 19 h 45.  
87 h 10 Auto-mot.  
87 h 15 C'est arrivé un jour.  
87 h 20 Une minute pour les femmes.  
87 h 25 Émission régionale.  
87 h 55 Les inconnus de 19 h 45.  
88 h 10 Auto-mot.  
88 h 15 C'est arrivé un jour.  
88 h 20 Une minute pour les femmes.  
88 h 25 Émission régionale.  
88 h 55 Les inconnus de 19 h 45.  
89 h 10 Auto-mot.  
89 h 15 C'est arrivé un jour.  
89 h 20 Une minute pour les femmes.  
89 h 25 Émission régionale.  
89 h 55 Les inconnus de 19 h 45.  
90 h 10 Auto-mot.  
90 h 15 C'est arrivé un jour.  
90 h 20 Une minute pour les femmes.  
90 h 25 Émission régionale.  
90 h 55 Les inconnus de 19 h 45.  
91 h 10 Auto-mot.  
91 h 15 C'est arrivé un jour.  
91 h 20 Une minute pour les femmes.  
91 h 25 Émission régionale.  
91 h 55 Les inconnus de 19 h 45.  
92 h 10 Auto-mot.  
92 h 15 C'est arrivé un jour.  
92 h 20 Une minute pour les femmes.  
92 h 25 Émission régionale.  
92 h 55 Les inconnus de 19 h 45.  
93 h 10 Auto-mot.  
93 h 15 C'est arrivé un jour.  
93 h 20 Une minute pour les femmes.  
93 h 25 Émission régionale.  
93 h 55 Les inconnus de 19 h 45.  
94 h 10 Auto-mot.  
94 h 15 C'est arrivé un jour.  
94 h 20 Une minute pour les femmes.  
94 h 25 Émission régionale.  
94 h 55 Les inconnus de 19 h 45.  
95 h 10 Auto-mot.  
95 h 15 C'est arrivé un jour.  
95 h 20 Une minute pour les femmes.  
95 h 25 Émission régionale.  
95 h 55 Les inconnus de 19 h 45.  
96 h 10 Auto-mot.  
96 h 15 C'est arrivé un jour.  
96 h 20 Une minute pour les femmes.  
96 h 25 Émission régionale.  
96 h 55 Les inconnus de 19 h 45.  
97 h 10 Auto-mot.  
97 h 15 C'est arrivé un jour.  
97 h 20 Une minute pour les femmes.  
97 h 25 Émission régionale.  
97 h 55 Les inconnus de 19 h 45.  
98 h 10 Auto-mot.  
98 h 15 C'est arrivé un jour.  
98 h 20 Une minute pour les femmes.  
98 h 25 Émission régionale.  
98 h 55 Les inconnus de 19 h 45.  
99 h 10 Auto-mot.  
99 h 15 C'est arrivé un jour.  
99 h 20 Une minute pour les femmes.  
99 h 25 Émission régionale.  
99 h 55 Les inconnus de 19 h 45.  
100 h 10 Auto-mot.  
100 h 15 C'est arrivé un jour.  
100 h 20 Une minute pour les femmes.  
100 h 25 Émission régionale.  
100 h 55 Les inconnus de 19 h 45.  
101 h 10 Auto-mot.  
101 h 15 C'est arrivé un jour.  
101 h 20 Une minute pour les femmes.  
101 h 25 Émission régionale.  
101 h 55 Les inconnus de 19 h 45.  
102 h 10 Auto-mot.  
102 h 15 C'est arrivé un jour.  
102 h 20 Une minute pour les femmes.  
102 h 25 Émission régionale.  
102 h 55 Les inconnus de 19 h 45.  
103 h 10 Auto-mot.  
103 h 15 C'est arrivé un jour.  
103 h 20 Une minute pour les femmes.  
103 h 25 Émission régionale.  
103 h 55 Les inconnus de 19 h 45.  
104 h 10 Auto-mot.  
104 h 15 C'est arrivé un jour.  
104 h 20 Une minute pour les femmes.  
104 h 25 Émission régionale.  
104 h 55 Les inconnus de 19 h 45.  
105 h 10 Auto-mot.  
105 h 15 C'est arrivé un jour.  
105 h 20 Une minute pour les femmes.  
105 h 25 Émission régionale.  
105 h 55 Les inconnus de 19 h 45.  
106 h 10 Auto-mot.  
106 h 15 C'est arrivé un jour.  
106 h 20 Une minute pour les femmes.  
106 h 25 Émission régionale.  
106 h 55 Les inconnus de 19 h 45.  
107 h 10 Auto-mot.  
107 h 15 C'est arrivé un jour.  
107 h 20 Une minute pour les femmes.  
107 h 25 Émission régionale.  
107 h 55 Les inconnus de 19 h 45.  
108 h 10 Auto-mot.  
108 h 15 C'est arrivé un jour.  
108 h 20 Une minute pour les femmes.  
108 h 25 Émission régionale.  
108 h 55 Les inconnus de 19 h 45.  
109 h 10 Auto-mot.  
109 h 15 C'est arrivé un jour.  
109 h 20 Une minute pour les femmes.  
109 h 25 Émission régionale.  
109 h 55 Les inconnus de 19 h 45.  
110 h 10 Auto-mot.  
110 h 15 C'est arrivé un jour.  
110 h 20 Une minute pour les femmes.  
110 h 25 Émission régionale.  
110 h 55 Les inconnus de 19 h 45.  
111 h 10 Auto-mot.  
111 h 15 C'est arrivé un jour.  
111 h 20 Une minute pour les femmes.  
111 h 25 Émission régionale.  
111 h 55 Les inconnus de 19 h 45.  
112 h 10 Auto-mot.  
112 h 15 C'est arrivé un jour.  
112 h 20 Une minute pour les femmes.  
112 h 25 Émission régionale.  
112 h 55 Les inconnus de 19 h 45.  
113 h 10 Auto-mot.  
113 h 15 C'est arrivé un jour.  
113 h 20 Une minute pour les femmes.  
113 h 25 Émission régionale.  
113 h 55 Les inconnus de 19 h 45.  
114 h 10 Auto-mot.  
114 h 15 C'est arrivé un jour.  
114 h 20 Une minute pour les femmes.  
114 h 25 Émission régionale.  
114 h 55 Les inconnus de 19 h 45.  
115 h 10 Auto-mot.  
115 h 15 C'est arrivé un jour.  
115 h 20 Une minute pour les femmes.  
115 h 25 Émission régionale.  
115 h 55 Les inconnus de 19 h 45.  
116 h 10 Auto-mot.  
116 h 15 C'est arrivé un jour.  
116 h 20 Une minute pour les femmes.  
116 h 25 Émission régionale.  
116 h 55 Les inconnus de 19 h 45.  
117 h 10 Auto-mot.  
117 h 15 C'est arrivé un jour.  
117 h 20 Une minute pour les femmes.  
117 h 25 Émission régionale.  
117 h 55 Les inconnus de 19 h 45.  
118 h 10 Auto-mot.  
118 h 15 C'est arrivé un jour.  
118 h 20 Une minute pour les femmes.  
118 h 25 Émission régionale.  
118 h 55 Les inconnus de 19 h 45.  
119 h 10 Auto-mot.  
119 h 15 C'est arrivé un jour.  
119 h 20 Une minute pour les femmes.  
119 h 25 Émission régionale.  
119 h 55 Les inconnus de 19 h 45.  
120 h 10 Auto-mot.  
120 h 15 C'est arrivé un jour.  
120 h 20 Une minute pour les femmes.  
120 h 25 Émission régionale.  
120 h 55 Les inconnus de 19 h 45.  
121 h 10 Auto-mot.  
121 h 15 C'est arrivé un jour.  
121 h 20 Une minute pour les femmes.  
121 h 25 Émission régionale.  
121 h 55 Les inconnus de 19 h 45.  
122 h 10 Auto-mot.  
122 h 15 C'est arrivé un jour.  
122 h 20 Une minute pour les femmes.  
122 h 25 Émission régionale.  
122 h 55 Les inconnus de 19 h 45.  
123 h 10 Auto-mot.  
123 h 15 C'est arrivé un jour.  
123 h 20 Une minute pour les femmes.  
123 h 25 Émission régionale.  
123 h 55 Les inconnus de 19 h 45.  
124 h 10 Auto-mot.  
124 h 15 C'est arrivé un jour.  
124 h 20 Une minute pour les femmes.  
124 h 25 Émission régionale.  
124 h 55 Les inconnus de 19 h 45.  
125 h 10 Auto-mot.  
125 h 15 C'est arrivé un jour.  
125 h 20 Une minute pour les femmes.  
125 h 25 Émission régionale.  
125 h 55 Les inconnus de 19 h 45.  
126 h 10 Auto-mot.  
126 h 15 C'est arrivé un jour.  
126 h 20 Une minute pour les femmes.  
126 h 25 Émission régionale.  
126 h 55 Les inconnus de 19 h 45.  
127 h 10 Auto-mot.  
127 h 15 C'est arrivé un jour.  
127 h 20 Une minute pour les femmes.  
127 h 25 Émission régionale.  
127 h 55 Les inconnus de 19 h 45.  
128 h 10 Auto-mot.  
128 h 15 C'est arrivé un jour.  
128 h 20 Une minute pour les femmes.  
128 h 25 Émission régionale.  
128 h 55 Les inconnus de 19 h 45.  
129 h 10 Auto-mot.  
129 h 15 C'est arrivé un jour.  
129 h 20 Une minute pour les femmes.  
129 h 25 Émission régionale.  
129 h 55 Les inconnus de 19 h 45.  
130 h 10 Auto-mot.  
130 h 15 C'est arrivé un jour.  
130 h 20 Une minute pour les femmes.  
130 h 25 Émission régionale.  
130 h 55 Les inconnus de 19 h 45.  
131 h 10 Auto-mot.  
131 h 15 C'est arrivé un jour.  
131 h 20 Une minute pour les femmes.  
131 h 25 Émission régionale.  
131 h 55 Les inconnus de 19 h 45.  
132 h 10 Auto-mot.  
132 h 15 C'est arrivé un jour.  
132 h 20 Une minute pour les femmes.  
132 h 25 Émission régionale.  
132 h 55 Les inconnus de 19 h 45.  
133 h 10 Auto-mot.  
133 h 15 C'est arrivé un jour.  
133 h 20 Une minute pour les femmes.  
133 h 25 Émission régionale.  
133 h 55 Les inconnus de 19 h 45.  
134 h 10 Auto-mot.  
134 h 15 C'est arrivé un jour.  
134 h 20 Une minute pour les femmes.  
134 h 25 Émission régionale.  
134 h 55 Les inconnus de 19 h 45.  
135 h 10 Auto-mot.  
135 h 15 C'est arrivé un jour.  
135 h 20 Une minute pour les femmes.  
135 h 25 Émission régionale.  
135 h 55 Les inconnus de 19 h 45.  
136 h 10 Auto-mot.  
136 h 15 C'est arrivé un jour.  
136 h 20 Une minute pour les femmes.  
136 h 25 Émission régionale.  
136 h 55 Les inconnus de 19 h 45.  
137 h 10 Auto-mot.  
137 h 15 C'est arrivé un jour.  
137 h 20 Une minute pour les femmes.  
137 h 25 Émission régionale.  
137 h 55 Les inconnus de 19 h 45.  
138 h 10 Auto-mot.  
138 h 15 C'est arrivé un jour.  
138 h 20 Une minute pour les femmes.  
138 h 25 Émission régionale.  
138 h 55 Les inconnus de 19 h 45.  
139 h 10 Auto-mot.  
139 h 15 C'est arrivé un jour.  
139 h 20 Une minute pour les femmes.  
139 h 25 Émission régionale.  
139 h 55 Les inconnus de 19 h 45.  
140 h 10 Auto-mot.  
140 h 15 C'est arrivé un jour.  
140 h 20 Une minute pour les femmes.  
140 h 25 Émission régionale.  
140 h 55 Les inconnus de 19 h 45.  
141 h 10 Auto-mot.  
141 h 15 C'est arrivé un jour.  
141 h 20 Une minute pour les femmes.  
141 h 25 Émission régionale.  
141 h 55 Les inconnus de 19 h 45.  
142 h 10 Auto-mot.  
142 h 15 C'est arrivé un jour.  
142 h 20 Une minute pour les femmes.  
142 h 25 Émission régionale.  
142 h 55 Les inconnus de 19 h 45.  
143 h 10 Auto-mot.  
143 h 15 C'est arrivé un jour.  
143 h 20 Une minute pour les femmes.  
143 h 25 Émission régionale.  
143 h 55 Les inconnus de 19 h 45.  
144 h 10 Auto-mot.  
144 h 15 C'est arrivé un jour.  
144 h 20 Une minute pour les femmes.  
144 h 25 Émission régionale.  
144 h 55 Les inconnus de 19 h 45.  
145 h 10 Auto-mot.  
145 h 15 C'est arrivé un jour.  
145 h 20 Une minute pour les femmes.  
145 h 25 Émission régionale.  
145 h 55 Les inconnus de 19 h 45.  
146 h 10 Auto-mot.  
146 h 15 C'est arrivé un jour.  
146 h 20 Une minute pour les femmes.  
146 h 25 Émission régionale.  
146 h 55 Les inconnus de 19 h 45.  
147 h 10 Auto-mot.  
147 h 15 C'est arrivé un jour.  
147 h 20 Une minute pour les femmes.  
147 h 25 É







## Les clés de la conjoncture

# Une « pause durable » ?

**L**e panorama des gestions à court terme comparées de l'Allemagne de l'Ouest, de la France, de la Grande-Bretagne et de l'Italie est réalisé par une équipe de conjoncturistes européens avec la participation de Cégus-Economie.

Ont été sélectionnés six indicateurs (taux de croissance de la production industrielle, prix à la consommation, taux de chômage, équilibre des échanges commerciaux, gonflement de production et investissement, degré de sensibilité au marché international). Les quatre premiers font l'objet de graphiques, de manière à montrer aussi nettement que possible la position relative de chaque pays. Ce qui permet ensuite de les noter (pour les deux derniers indicateurs, on se limite à ces notes).

Ces appréciations seront obtenues par le regroupement des résultats autour des trois objectifs majeurs d'une bonne gestion à court terme : a) Croissance la plus forte possible ; b) Croissance de bonne qualité (inflation et taux de chômage limités) ; c) Croissance pouvant être maintenue (rythme d'investissement suffisant, échanges équilibrés, degré de sensibilité au marché international limité).

### NOTATION DES GESTIONS À COURT TERME COMPARÉES

	TAUX DE CROISSANCE	QUALITÉ DE LA CROISSANCE		MAINTIEN DE LA CROISSANCE		
		Prix	Emploi	Capacité de production	Echanges	Sensibilité (1) internationale
ALLEMAGNE	++	---	---	++	+	+
FRANCE	+	---	---	+	---	+
ITALIE	++	---	---	+	---	+
GRANDE-BRETAGNE	---	---	---	---	---	+

(1) La sensibilité internationale, appréciée par rapport à la structure des échanges, n'est pas comparable d'un pays à l'autre. Plus elle est élevée, plus elle constitue un handicap pour la gestion à court terme.

**A**pres la folle escalade des prix et des taux d'intérêt des premiers mois de 1980, voici venir peut-être une certaine détente. Ainsi la courbe de l'inflation moyenne de nos quatre grands pays européens semble maintenant proche de son sommet, certes très élevé, de près de 10 %. De même, les taux d'intérêt se stabilisent, et même baissent légèrement comme en France, le recul de 20 % à 18,50 % du prime rate de plusieurs grandes banques américaines entraînant un sensible recul du dollar et le relâchement des pressions qui s'exercent sur les monnaies.

Tournons-nous d'abord vers les Etats-Unis avant de passer à nos quatre grands pays européens. Le fait saillant récent est la multiplication des signes d'essoufflement de la croissance. Les ventes au détail et la production industrielle ont reculé toutes les deux en mars, respectivement de 1,3 % et de 0,6 %. Pour la première fois, le taux d'utilisation des capacités productives a baissé de 83,9 % à 83 %, alors que simultanément le taux de chômage est remonté de 6 % à 6,2 %. L'économie américaine a-t-elle

renforcé. Déjà, contrairement aux espoirs de M. Kahn, conseiller de la Maison Blanche, les prix pétroliers se tendent à nouveau. Par ailleurs, les salariés américains cherchent à rattraper leur retard sur l'inflation, et les accords se traitent de plus en plus fréquemment au-dessus des 10 %, et souvent avec indexation, en dépit des normes recommandées par le président Carter. Un autre danger, c'est que dans l'ambiance électorale le gouvernement ne soit tenté, contrairement à son programme, par des hautes actions de relance dans les deux secteurs les plus menacés : l'automobile, où le printemps n'a pas fait redémarrer les ventes, au contraire (chute de 33 % dans la première décennie d'avril) et le bâtiment (où les mises en chantier de

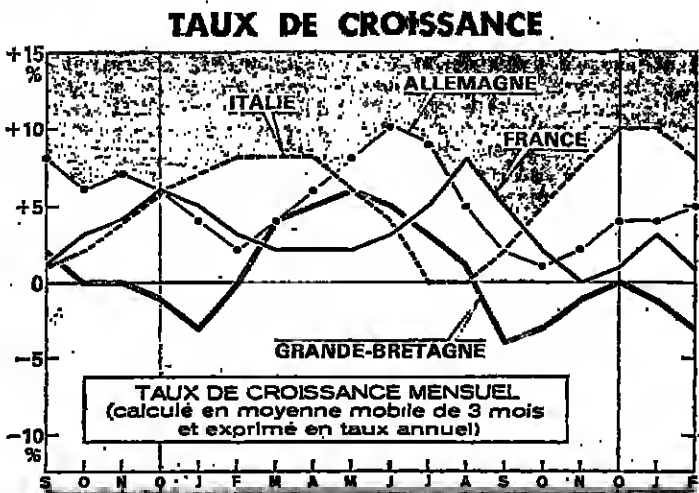
logements se sont effondrées de 22 %). Quoi qu'il en soit, constatant pour le moment un certain reflux des taux d'intérêt américains liés au ralentissement d'activité, les gouvernements des pays européens sont soulagés. En particulier les autorités allemandes qui se trouvaient en première ligne voient maintenant se dessiner l'horizon. La Bundesbank était, en effet, dans une situation particulièrement délicate, le DM étant handicapé par ses faibles taux dont l'effet s'ajoutait à celui des prévisions de 20 milliards de déficit de la balance des paiements courants. Plotôt que de remonter fortement (1) son taux d'escompte — ce qui aurait hypothéqué la croissance sans pour autant renverser le mouvement — elle a

renforcé. Déjà, contrairement aux espoirs de M. Kahn, conseiller de la Maison Blanche, les prix pétroliers se tendent à nouveau. Par ailleurs, les salariés américains cherchent à rattraper leur retard sur l'inflation, et les accords se traitent de plus en plus fréquemment au-dessus des 10 %, et souvent avec indexation, en dépit des normes recommandées par le président Carter. Un autre danger, c'est que dans l'ambiance électorale le gouvernement ne soit tenté, contrairement à son programme, par des hautes actions de relance dans les deux secteurs les plus menacés : l'automobile, où le printemps n'a pas fait redémarrer les ventes, au contraire (chute de 33 % dans la première décennie d'avril) et le bâtiment (où les mises en chantier de

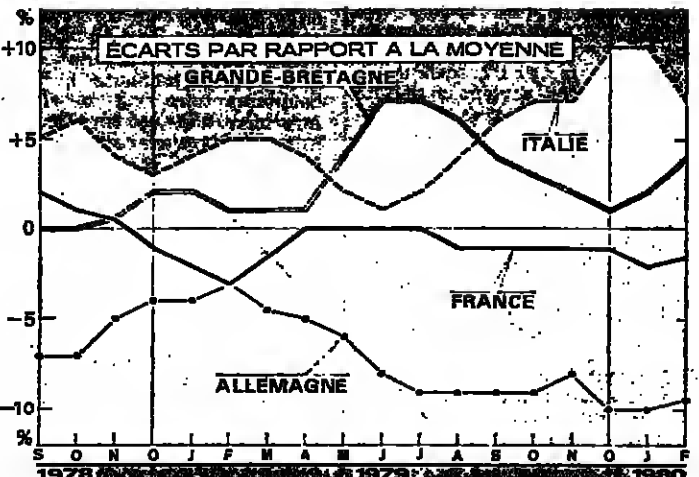
logements se sont effondrées de 22 %). Quoi qu'il en soit, constatant pour le moment un certain reflux des taux d'intérêt américains liés au ralentissement d'activité, les gouvernements des pays européens sont soulagés. En particulier les autorités allemandes qui se trouvaient en première ligne voient maintenant se dessiner l'horizon. La Bundesbank était, en effet, dans une situation particulièrement délicate, le DM étant handicapé par ses faibles taux dont l'effet s'ajoutait à celui des prévisions de 20 milliards de déficit de la balance des paiements courants. Plotôt que de remonter fortement (1) son taux d'escompte — ce qui aurait hypothéqué la croissance sans pour autant renverser le mouvement — elle a

### ÉTATS-UNIS : SITUATIONS ET INCIDENCES

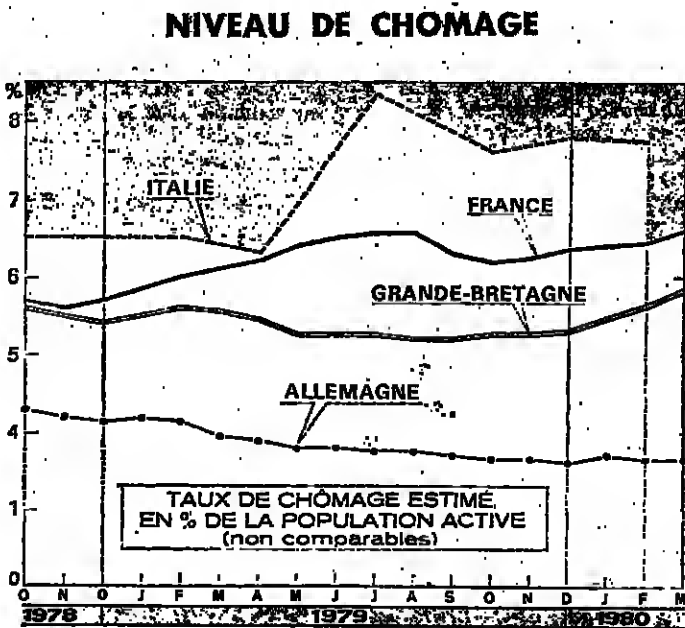
CROISSANCE	(+)	Les signes d'essoufflement de la croissance se multiplient : recul en mars des ventes au détail de 1,3 % et de la production industrielle de 0,6 %. Points les plus préoccupants : la baisse de 33 % des ventes automobiles d'automobiles début avril et de 22 % des mises en chantier de logements en mars.
PRIX	(—)	La baisse des prix de gros reste toujours forte en mars (1,4 %), ce qui amène le rythme des trois derniers mois à -1,9 %. Les prix de détail augmentent à un rythme de plus de 17 %, poussés surtout par la considérable hausse des taux hypothécaires et de l'essence, et à nouveau par les prix alimentaires.
CHOMAGE	(—)	Le taux de chômage, par rapport à la population active, qui était descendu de 6,2 % en janvier à 6 % en février, est remonté à 6,2 % en mars. Au cours de ce dernier mois, l'effectif des chômeurs a augmenté de 5,3 à 6,4 millions, alors que celui de la population active a diminué de 9,9 à 9,7 millions.
CAPACITÉ	(—)	Le taux d'utilisation des capacités de production a nettement reculé, de 83,9 % en février à 83 % en mars. D'après une enquête du Conference Board, les investissements des entreprises progresseraient sensiblement moins en 1980 (13 à 14 %) qu'en 1979 (23 %).
ECHANGES	(—)	Le déficit de la balance commerciale, calculé Fob-Caf, continue de se creuser : de 4,66 milliards de dollars, en décembre, il est passé à 4,76 milliards en janvier et à 5,57 milliards en février. Au cours de ce dernier mois, les importations pétrolières ont représenté 7,66 milliards.
MONÉTAIRE ET FINANCIER		De nombreuses banques américaines ont à nouveau abaissé leur prime rate à 18,5 %. Conséquences : une diminution de la pression sur les taux européens (cas de l'Allemagne) et parfois même un léger recul (cas de la France).
ECONOMIQUE		Les signes de récession et de dépeçage vont, pour commencer, avoir des effets favorables sur la croissance des grands pays européens en arrêtant l'escalade des taux d'intérêt.



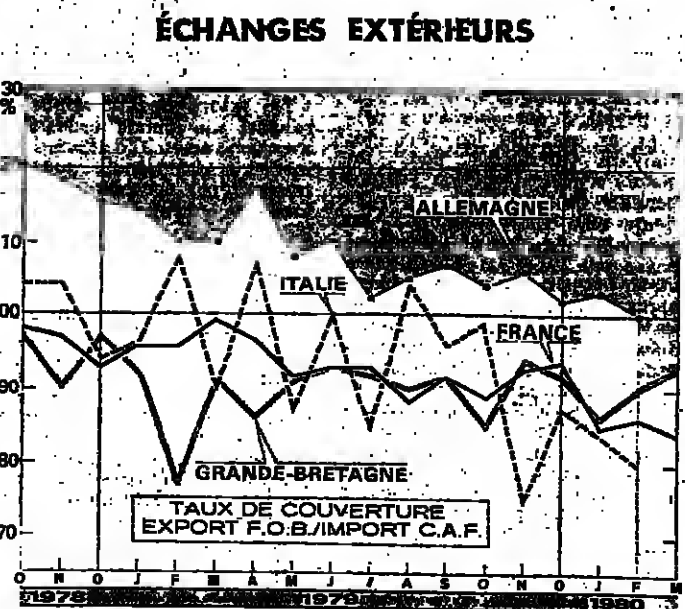
Entre janvier et février la croissance industrielle est restée soutenue en Allemagne (+5 %) et surtout en Italie (+8 %). Elle s'est affaiblie en France (+1 %). En Grande-Bretagne il y a recul (-3 %).



L'inflation moyenne des quatre grands pays européens s'est pratiquement stabilisée entre février et mars à un niveau très élevé de 18,75 %. Elle est restée à 9 % en Allemagne et à 17 % en France. Elle s'est encore accrue de 20 à 23 % en Grande-Bretagne, mais a reculé de 23 à 26 % en Italie. Rappelons que ces taux sont calculés sur les trois derniers mois et ramennés en rythme annuel. Évalués sur douze mois ils sont de 3,6 % en Allemagne, 13,7 % en France, 19,8 % en Grande-Bretagne et 21,3 % en Italie.



Entre février et mars le taux de chômage par rapport à la population active, corrigé des variations saisonnières, a continué à augmenter en Grande-Bretagne de 5,63 à 5,68 % et en France de 5,43 à 5,60 %. Il est resté stable en Allemagne à 3,60 % ainsi qu'en Italie à 7,75 %.



Le taux de couverture des importations par les exportations (calculé Fob-Caf et corrigé des variations saisonnières) a baissé encore entre février et mars de 95 à 84 % en France, alors qu'il a continué à augmenter de 96 à 93 % en Grande-Bretagne. Entre janvier et février le taux s'est tassé de 102 à 100 % en Allemagne et de 94 à 80 % en Italie.

préférentiellement de ce décalage artificiel par des emprunts étrangers. L'évolution récente américaine a justifié ce choix. Ainsi, avec la remontée du DM, l'Allemagne pourra mieux lutter contre l'inflation importée et maintenir un peu plus longtemps sa croissance, qui, comme le montre notre courbe, est encore assez forte.

La France, qui n'a pas été en première ligne comme l'Allemagne, ressent elle aussi avec soulagement la détente américaine. En effet, si le franc s'est bien maintenu, il n'en était pas moins menacé à terme par la relative faiblesse des taux d'intérêt et le déficit commercial aggravé par les importations pétrolières et la montée du dollar, comme le montre le « trou » de près de 15 milliards de francs du premier trimestre 1980. Voici le danger atténué, ce qui permet à l'économie française d'encaisser dans des conditions moins mauvaises le nouveau choc pétrolier. Celui-ci, contrairement à plusieurs prévisions pessimistes, dont celle de l'INSEE (l'Institut national de la statistique), ne s'est pas traduit par une récession. Au contraire l'activité française, même si elle est condamnée à terme, comme le fait pressentir le recul de 2,4 % en volume de la consommation des ménages en mars, reste encore en léger progrès. Et la Banque de France, à la suite de sa dernière enquête, la voit même progresser jusqu'en automne. Le problème est de ne pas casser la reprise des investissements, amorcée à la fin 1979, tout en maintenant le franc, en dépit d'une inflation qui restera élevée, au besoin en s'endettant à l'étranger, comme le suggère un récent rapport du Conseil économique et social.

Si la détente américaine allège quelque peu les difficultés de l'Al-

lemagne et celles de la France, elle n'adoucit guère celles de la Grande-Bretagne, qui sont en tout liées à la rigueur de la politique interne. La livre est de toute manière trop forte. L'inflation est plus entraînée par les salaires, qui se sont fortement accrus, et les hausses de prix publics, que par les prix des produits importés. Comme le montre notre courbe elle s'est accrue et les autorités s'efforcent à ce qu'elle dépasse nettement les 30 %. Finalement, tous les indicateurs passent au rouge : l'activité recule et le chômage augmente encore une fois. En mars, son taux passait à 6,20 % en mars et même à 6 % en avril. Seule la balance commerciale marque une légère amélioration. La récente présentation du budget de l'exercice 1980-1981 n'a

fait apparaître aucun changement dans la politique d'austérité rigoureuse du gouvernement, qui annonce une année difficile avec recul de la production de 2,5 %. Ce n'est qu'à moyen terme qu'il envisage la baisse de l'inflation, entraînant celle des taux d'intérêt, et la reprise des investissements et de l'activité. Les économistes du groupe de Cambridge doutent que les autorités puissent mener jusqu'au bout cette politique, qu'ils qualifient de néfaste et d'impraticable.

L'économie de l'Italie, tout comme celle de la Grande-Bretagne, est moins dépendante de la détente américaine que des décisions internes. Dans son cas il s'agit d'arrêter son dérapage en route libre qui se traduit certes par une croissance forte (+8 %), mais aussi par un déficit extérieur de plus en plus considérable et une inflation importante, bien qu'en légère décélération en mars. Autant la Grande-Bretagne sous la main de fer de Mme Thatcher est rigoureuse, autant l'Italie, en l'absence de gouvernement stable et de politique économique, est laxiste. Ces deux pays devront retrouver une voie moyenne pour passer au mieux à travers des embûches internationales. La détente qui s'esquisse pourra alors favoriser leur adaptation. A condition qu'elle se renforce, ce qui est loin d'être sûr, compte tenu des pressions inflationnistes persistantes et notamment de la nouvelle vague d'augmentations pétrolières qui menace paradoxalement, malgré le ralentissement de l'activité et la baisse de la consommation.

MAURICE BOMMENSATH.

(1) La Bundesbank a fait passer son taux d'escompte de 7 % à 7,5 %.

**EUROPE**  
 Rédaction : Pierre Druon, Jacques Guipin (« Le Monde »), Jean de Garzaroff, Mario Fazzolari (« Le Monde »), John Greig, David Spon (« The Times »), Ingeborg Schwan (« Die Welt »), Walter Spiegel (« Die Welt »).

Rédaction en chef : Jacques Guipin.

Publicité : Yves Morvan (« Le Monde »), Dante Secchia (« Le Monde »), Bryan Todd (« The Times »), Dietrich Winkler (« Die Welt »).

Coordonnateur : Eric Wolfenbuttel.

Copyright « Le Monde ».



# L'Europe vue des États-Unis

par WILLIAM REES-MOGG (\*)

UN changement important se survenait dans la manière dont les Etats-Unis regardent les pays européens. Il y a un an, l'Amérique plaçait au premier rang de ses alliés l'Allemagne, suivie en deuxième de la France, de la Grande-Bretagne et d'Italie *ex aequo*. L'Allemagne semblait efficace, couronnée de succès, inébranlable et rationnelle. La France donnait l'impression de réussir et de progresser, bien, mais se présentait en passe de perdre son sens et son efficacité. La Grande-Bretagne était très proche, mais parfaitement inefficace. Quant à l'Italie, elle paraissait loin d'être prospère et posait bien des problèmes, mais elle restait très chère à l'Amé-

et partout, en fait, aux Etats-Unis. De toute évidence, les républicains s'enthousiasment pour Mme Thatcher. Le gouverneur Reagan et ses conseillers ont pris bonne note des thèmes qui lui ont réussi au cours de sa campagne électorale. Et les républicains ne sont cependant pas les seuls à lui manifester leur sympathie.

quant à eux, aux conservateurs britanniques. Parce qu'ils ne constituent pas un parti religieux, leur assimilation aux démocrates-chrétiens est moins totale, mais ils n'en éprouvent pas moins une certaine sympathie à l'égard des dirigeants de cette formation. Bien que les prochaines élections en Allemagne fédérale et aux Etats-Unis soient

près égales, mais une puissance militaire inégale — sont essentielles au bien-être des deux partenaires et par là même peut-être également à la survie de la liberté dans le monde.

Les événements de ces derniers mois ont cependant conduit les Américains à juger la Grande Bretagne comme la seule nation européenne qui voie le monde comme eux-mêmes. Ils lisent les déclarations de M. Churchill et ne sent pas loin de croire que ce dernier pourrait menacer les Britanniques de les expulser de l'Europe en raison des sympathies qu'ils témoignent pour les positions américaines concernant l'Iran et l'Afghanistan. Les rumeurs qui se manifestent entre le Royaume-Uni et la France liées à la question de l'adhésion des

A long terme, les politiciens américains considèrent l'appartenance britannique à la Communauté européenne comme bénéfique pour les Etats-Unis, pour l'Europe et certainement aussi pour la Grande-Bretagne.

Pour eux, des relations étroites et permanentes entre leur pays et l'Europe — avec des capacités économiques à peu

## Soyons sérieux

## La crise polyvalente

L'ASPECT le plus frappant de la crise européenne n'est point l'importance des intérêts en cause, mais le clovisage psychologique qu'ils révèlent. A Paris et à Londres, notamment, on a eu l'impression, récemment, d'habiter deux mondes différents.

Pour les Français, tout est clair et indivisible. Qu'il s'agisse du mouton, de la pêche, de l'agriculture ou des ressources propres, les procédés antiques ne risquent de démanteler le Marché commun. Afin d'échapper du mouton néo-zélandais, la Grande-Bretagne essaie de vendre le sien en France, mais sans une organisation du marché pour assurer les transitions et les sauvegardes nécessaires. Elle relâche en même temps une politique commune en matière de pêche. Elle cherche à défaire la politique agricole. Elle met en cause les principes budgétaires, auxquels elle a déjà obtenu une dérogation partielle.

Aux yeux des Anglais, au contraire, c'est la France qui est déraisonnable. Elle n'applique pas la décision de la Cour en ce qui concerne le mouton. Ses pêcheurs vont à la conquête des eaux et des poissons britanniques. Paris obtient un système agricole dont les exportations de beurre subventionnent l'économie des envahisseurs de l'Arménien, ainsi qu'un mécanisme financier qui a pour effet de prendre aux pauvres ce qu'il donne aux riches.

Il ne suffit pas de négocier, même au sommet ; il faut lire plus attentivement les journaux des autres.

**PANGLOSS**

## L'adaptation des institutions

(Suite de la page 23.)

Le choix préalable d'un président sera à cet égard révélateur. Tout d'abord, selon qu'il s'agira d'une forte personnalité politique ou d'un haut fonctionnaire, on en déduira sa vocation plus politique ou simplement plus technique. Pour l'instant, un technicien, officiellement tenu par son gouvernement, est connu en la personne de M. Gundlach; le nom de M. Joseph Thorn est souvent cité par les observateurs, notamment parce qu'il est Luxembourgeois, donc favorable au Communisme. Mais, ce qui n'est pas sans importance à l'heure où la C.E.R. va passer à dix. Son pays n'a jamais exercé la présidence de la Commission, et lui-même a perdu l'année dernière, celle de son parti. On ne peut donc se contenter d'espérer à M. Valéry Giscard d'Estaing à la

sulte de leur divergence de vues concernant Radio-Luxembourg). On cite aussi M. Bisheuvel, ancien premier ministre et ministre de l'agriculture néerlandais, et l'un des «trois sages» appelés l'année dernière à faire des suggestions sur le nouvel équilibre des institutions européennes.

La Commission sortante, actuellement en exercice, est composée de représentants plus ou moins politiques auxquels il est souvent reproché de n'être, aux deux exceptions près de MM. Claude Cheysson et Etienne Davignon, ni de grands politiques ni de forts techniciens. Encore constate-t-on que, si M. Davignon a bien réussi dans sa fonction de commissaire chargé des questions industrielles, c'est moins parce qu'il y était prédisposé et adapté à l'avance que parce qu'il est révélé capable d'y faire face de manière inattendue.

## Entre le Parlement et le Conseil

Pour l'heure, on ne sait même pas si la traditionnelle répartition géographique sera respectée : la suggestion faite aux

« gros pays » de réduire de deux à un le nombre de leurs représentants à l'occasion de l'élargissement de nouveaux membres. Les membres qui n'ont pas encore appris officiellement à Paris, de son côté, le Parlement de Strasbourg voté, au début avril, un texte de résolution sur un rapport de M. Jean Rey, qui réclame notamment d'être consulté sur le renouvellement du président, et appelé à émettre un vote d'investiture et de confiance envers la prochaine commission, a demandé également aux autres d'agir à cet égard, prononcer sur tous les projets de décision de la Commission avant que celle-ci les présente au Conseil, rappelant son droit de censure sur les travaux de cette institution. Mais, comme nous l'a dit Mme Simone Veil : « Il ne faudrait pas que l'Assemblée européenne aboutisse à bloquer les travaux de la C.E.E. parce qu'elle serait animée d'un esprit tellement communautaire qu'elle émettrait trop d'exigences de principe. »

Il reste que le rôle du Conseil dépasse actuellement largement

ses attributions, ce qui a notamment pour conséquence qu'une partie de la matière qui devrait être présentée au Parlement échappe à celui-ci. La multiplication des « comités consultatifs » érigés auprès de lui en groupes de pression, voire de décision, est déplorée tant du côté de la Commission que du Parlement.

Verra-t-on ce Conseil pourvu, comme certains l'assent ? Font-ils assez d'adjoints, le président chargé d'assister le président de la République, le président de la République chargé de rapporter devant le Parlement (qui le souhaiterait mais n'est guère suivi) ? Verra-t-on aussi chacun des gouvernements nationaux doté d'un « ministre de l'Europe » ? Quel que soit le résultat, plus ou moins évident, il est évident que les gouvernements nationaux dont la proposition ou l'adoption sont actuellement dans l'air, toujours est-il que c'est à un moment où la vie communautaire paraît le plus tendue que pointe la perspective de son aménagement, dans un sens qui n'est pas le simple dessein d'élites nationales que de l'élaborer au traité de Rome. Tout compte fait, n'est-ce pas politiquement plus constructif ?

**JACQUELINE GRAPIN.**

# FOIRE INTERNATIONALE DE BORDEAUX.



# Participez au Monde d'aujourd'hui.

**Du 10 au 19 Mai**  
**FOIRE INTERNATIONALE DE BORDEAUX.**

**Parc des Expositions Bordeaux-Lac**  
Ouvert de 9h 30 à 19h, le Mercredi jusqu'à 22h 30

L'avenir c'est aujourd'hui et le vôtre est à la Foire Internationale de Bordeaux 1980. 112 000 m<sup>2</sup> d'exposition. 32 nations et plus de 28 secteurs d'activité représentés. Ne manquez pas ce rendez-vous. La Foire Internationale de Bordeaux 1980 vous fait participer au monde d'aujourd'hui.

**PUBLICIS ADULTAINE**



## Un entretien avec M. Franz-Josef Strauss

(Suite de la page 25.)

« Si nous manifestions actuellement notre distance à l'égard des Etats-Unis, ce serait là une réponse peu appropriée à la situation et extrêmement dangereuse. Nous la payerions cher un jour ou l'autre : car, sans la force et la portée des Etats-Unis, la sécurité et la liberté de l'Europe ne seraient plus garanties. »

« Nous avons besoin d'une stratégie commune entre les Etats-Unis et l'Europe, tant au plan politique qu'économique ou militaire : celle-ci doit être déterminée entre les deux colonnes qui soutiennent l'alliance atlantique. Nous devons bien faire comprendre à l'U.R.S.S., par une attitude non provocatrice manifestant notre volonté absolue de détente et de paix accompagnée d'une véritable et crédible détermination de nous défendre, moralement et matériellement, qu'elle ne peut mener

simultanément une politique d'agression vis-à-vis de l'Ouest et tirer bénéfice de l'aide technico-économique de cette même partie du monde. »

— D'ailleurs, comme vos prédécesseurs, la priorité aux relations franco-allemandes ?

— Pour nous, en R.F.A., les relations franco-allemandes représentent toujours un point particulièrement important. Car l'Allemagne et la France dépendent beaucoup l'une de l'autre, sur les plans géographique, historique et politique. Konrad Adenauer et le général de Gaulle ont, en 1963, scellé l'amitié franco-allemande par un traité allant non pas dans le sens d'une union à deux contre la grande union européenne mais en créant un noyau de cristallisation d'une attitude européenne commune sous tous les angles : extérieur, économique, politique et de la sécurité.

### L'élargissement est une bonne chose

— Comment voyez-vous les relations interallemandes ?

— Les responsables de Berlin-Est se sont toujours considérés comme les fidèles gardiens de la ligne de Moscou et leur auxiliaire pour réaliser sa politique mondiale : on ne peut donc qu'être préoccupé par l'évolution des relations interallemandes, étant donnée l'aggravation de la situation politique mondiale après l'agression soviétique en Afghanistan. Je veux une amélioration de ces relations, non pas pour me leur moi-même, mais au nom des hommes et de notre patrie commune. A cet égard, il faut tenir compte du point suivant : la R.D.A., avant cet événement, en 1979, a fait exécuter les travaux les plus vastes que l'on ait vus depuis des années pour renforcer encore la sécurité de ses installations le long de la frontière avec la R.F.A., cherchant ainsi à rendre la frontière la plus inébranlable du monde, encore plus infranchissable. Il s'agissait là d'un viol indiscutable du traité fondamental qui engage les deux Etats allemands à développer des relations de bon voisinage.

— Au cas où le chancelier Schmidt ne se rendrait plus en R.D.A. avant les élections au Bundestag et où C.D.U.-C.S.U. remporterait la victoire à ces élections, prendriez-vous l'initiative d'une rencontre avec M. Honecker ?

Il est beaucoup plus important de se demander si un tel entretien apporterait des avantages aux hommes qui vivent dans la partie libre et dans la partie non libre de l'Allemagne et améliorerait leur situation. Un tel entretien suppose comme condition première, la discussion avec Berlin-Est du démantèlement des dispositifs de tir automatique

sur la frontière entre les deux Allemagnes, ces engins criminels, ainsi que de la suppression de l'ordre de tirer systématiquement donné aux troupes chargées de surveiller la frontière.

— Croyez-vous que la R.F.A. joue le rôle qui lui revient dans la politique mondiale ?

— La R.F.A. est un partenaire important au sein de la Communauté européenne ainsi que dans l'alliance atlantique. Mais ce n'est pas une grande puissance pouvant assumer seule une responsabilité politique de niveau mondial. Etant donnée sa situation géographique sur la ligne de démarcation entre l'Ouest et l'Est, et le destin national d'une Allemagne coupée en deux, la R.F.A. est particulièrement désignée pour maintenir la paix et assurer la liberté. Pour ce faire, il est nécessaire qu'il existe une solidarité de fait entre les partenaires de l'alliance atlantique et que, ceux-ci soient prêts à assumer les charges qui leur reviennent au sein de cette alliance, au niveau économique.

— M. Strauss, que pensez-vous de l'élargissement de la Communauté européenne à la Grèce, l'Espagne et le Portugal ? Et seriez-vous partisan de l'adhésion de la Turquie ?

— Dès les origines de l'histoire, le Bassin méditerranéen a été imprégné de façon décisive l'évolution politique, économique et culturelle de l'Europe. Etant donné les aspects extrêmement divers sous lesquels il se présente dans sa partie orientale et jusqu'au Moyen-Orient, il serait dans l'intérêt de la paix et de la liberté de notre continent de renforcer la puissance économique, les structures sociales, ainsi que la capacité de défense du Bassin méditerranéen.

« Je salue ici, comme un pas décisif, la prochaine entrée de la Grèce, de l'Espagne et du Portugal comme membre à part entière de la Communauté européenne. Il faut espérer que les délais pour une entrée progressive permettront d'éviter une surcharge des marchés de l'emploi des pays membres et que les mesures d'aide prévues par la Commission de Bruxelles, rendront possible l'acclimatation du processus de maturation économique nécessaire aux pays postulants, à la fin duquel ils devraient pouvoir participer à la libre concurrence. »

« Avec l'entrée de ces trois nouveaux pays, la Communauté européenne aura atteint une dimension qui, étant donnée l'actuelle géographie politique de l'Europe, ne devrait guère pouvoir prendre encore plus d'ampleur, du moins dans un proche avenir. »

« De plus, il faut noter que la

capacité d'action de la Communauté européenne est d'autant plus faible et sa consolidation interne d'autant plus lente que son extension géographique est plus rapide. Une telle évolution serait inadmissible actuellement : la situation de la politique mondiale, qui a subi des modifications dramatiques, nécessite que la Communauté ait plus de capacité d'action que jamais. Et surtout, en ce qui concerne la Turquie, la Communauté européenne se verrait dans l'obligation de lui fournir le plus vite possible une aide économique. »

— Seriez-vous partisan d'une assistance militaire occidentale en cas d'une invasion soviétique en Yougoslavie ?

— La Yougoslavie est un Etat qui regroupe plusieurs peuples avec des tendances centrifuges, et qui s'est maintenu comme tel grâce à la forte personnalité de Tito. Je suis convaincu que le risque est très grand que ces tendances, sous une autre direction que celle de Tito, débouchent sur la désintégration de l'Etat. Il existe d'ailleurs une déclaration soviétique qui dit à peu près la même chose. Plus grandes seront la solidarité et la capacité de réaction de l'Ouest à propos de l'invasion de l'Afghanistan, plus les dirigeants du Kremlin hésiteront à s'engager dans une nouvelle aventure militaire. J'espère que et le cas se présenterait, l'O.T.A.N. disposant déjà d'un plan (« contingency planning ») ne donnera pas à nouveau à l'Ouest, surpris, désemparé et paralysé, un mauvais exemple.

— Que pensez-vous de la proposition du chancelier Schmidt selon laquelle l'Est et l'Ouest devraient renoncer pendant un certain nombre

d'années à entasser dans leurs silos respectifs de nouvelles armes ou des armes supplémentaires de moyenne portée et utiliser ce temps pour des pourparlers ?

— Ce n'est pas une proposition nouvelle relative à l'armement de la part du chancelier, mais sa capitulation devant le dirigeant du groupe parlementaire social-démocrate, M. Herbert Wehner, et la gauche du S.P.D.

« Herbert Wehner a dépêché, il y a peu de temps, à Moscou, un envoyé chargé d'avoir des entretiens de haut niveau, et ce à la barre du ministre des affaires étrangères, mais en ayant informé le chancelier. Le résultat de ces pourparlers consiste en la proposition, absolument pas nouvelle, et depuis longtemps déjà avancée par l'Union soviétique et tous les canaux diplomatiques et politiques, de laisser tomber la déclaration de Bruxelles sur le renforcement des défenses de l'O.T.A.N. Pendant un certain nombre d'années, ne devraient se dérouler que des pourparlers sur le désarmement avec l'Union soviétique, alors que celle-ci pourrait continuer à accroître son potentiel, déjà menaçant pour l'Europe, de fusées de moyenne portée et en accélérer le programme sans problèmes. Les fusées SS-20 sont lancées à partir de rampes mobiles : il serait possible de les démonter sans délai. C'est là une nouvelle preuve qu'Helmut Schmidt bat en retraite devant la gauche de son parti et s'est converti à la thèse des adversaires du réarmement avec lesquels il ne fait plus qu'un. Je pense que ce changement de Schmidt, souhaité et prévu par Wehner, devrait permettre à ceux qui ont combiné d'obtenir une invitation à Moscou pour Helmut Schmidt.

### Les chances aux élections

— Quelles sont, d'après vous, vos chances pour les élections au Bundestag du mois d'octobre ?

— Un homme politique qui ne croit pas à son propre succès et ne combat pas pour cela ne devrait pas se présenter à des élections démocratiques. Je suis convaincu que nous avons vraiment des chances et un espoir justifié de remporter les élections au Bundestag du 5 octobre prochain, si nous faisons preuve d'esprit de décision et de fermeté, si nous savons être crédibles et convainquants de manière à faire comprendre à nos concitoyens que les dix années où la coalition F.D.P./S.P.D. a été au pouvoir n'ont donné lieu qu'à une politique en zigzag, vacillante, de surcharge financière, d'inflation quant à la détonation de rétrocession de l'héritage idéologique qui doit céder la place à une politique garantissant la paix et la sécurité, réaliste et reposant sur des principes clairs pour le bien des citoyens de la République fédérale d'Allemagne.

— Quel aspect, selon vous, pourrait avoir la scène politique allemande d'ici deux ans ?

— Je ne crois pas à l'astrologie politique, j'espère, en tout cas, que dans deux ans, la R.F.A. sera toujours un pays d'hommes libres, actifs et jouira de la liberté intérieure, de la stabilité, de la paix sociale et de la sécurité extérieure dans une Europe de plus en plus unie. J'espère que l'Europe sera un partenaire des Etats-Unis sur lequel ceux-ci pourront compter, surtout en temps de crise. Mes amis politiques et moi, en tout cas, consacrerons nos forces à cela.

— Qu'est-ce qui vous plaît et qu'est-ce qui vous déplaît chez votre adversaire, M. Schmidt ?

— Le chancelier Schmidt est un homme entre deux mondes, entre le monde de ses rêves, socialiste et le monde de la réalité, pragmatique. Le chancelier Schmidt ne peut pas, en

## Les stratégies économiques des pays de l'Est

(Suite de la page 23.)

Le plus gros échec du Comecon et la cause de tant de ses difficultés est de n'être pas parvenu à instituer le fameux « rouble convertible ».

Au cours du récent conseil du Comecon, il a été constaté que l'absence d'un « rouble convertible », et le fait que la puissance soviétique, tout en achetant beaucoup à ses alliés, ne les rembourse pas convenablement en devises de graves distorsions. Les petits pays, n'ayant pas toujours de quoi acheter en U.R.S.S., sont parfois créanciers du mastodonte soviétique. Par ailleurs, avec ce qu'ils vendent à l'U.R.S.S., ils ne peuvent pas acheter en Occident les installations nécessaires pour suivre la révolution technologique.

Les échanges entre l'U.R.S.S. et ses alliés ont ainsi atteint un état de saturation. Par voie de conséquence, le tournant de la stratégie économique de Moscou a entraîné également un tournant dans les autres pays : il s'agit d'exporter à l'Ouest, avec le but de se procurer les installations et les technologies susceptibles de porter la production nationale à des niveaux concurrentiels, tant sur les marchés d'Orient que d'Occident.

### Raison économique et raison politique

Les économies occidentales ont eu des intérêts évidents à secondariser une telle évolution. Pour deux raisons. Etant donnée l'extrême incertitude des marchés « classiques », elles se sont repliées sur des marchés alternatifs, plus stables et plus prometteurs en raison des garanties d'Etat. En second lieu, elles comptaient stimuler la diversification entre les pays de l'Est et encourager la « multilatéralisation » des rapports intereuropéens, mirage jamais atteint par l'Ostpolitik de M. Brandt. Il y a maintenant d'autres raisons de l'espérer. Même les pays occidentaux ont différencié leurs attitudes par rapport à la politique à adopter à l'égard de Moscou. Et les raisons en ont été essentiellement économiques : l'Europe a besoin des marchés socialistes, et les Etats-Unis en ont moins besoin qu'elle.

On enregistre un phénomène parallèle dans les pays de l'Est, pour lesquels l'expansion des rapports commerciaux avec l'Occident devient vitale. Chacun cherche sa propre route, dans la mesure où les espoirs d'un rapport articulé entre le Comecon et la C.E.E. se sont évanouis. Il s'agit toutefois d'une évolution souterraine. Aucun des responsables de l'Est ne peut admettre qu'il pratique une stratégie nouvelle qui lui est propre. Toutefois, tous font comprendre qu'ils redoutent l'écrasement des économies de l'Occident presque autant que les Occidentaux eux-mêmes. Cela est également vrai chez les Soviétiques.

Voyant l'économie européenne

Pour aborder ce village, il faut des capitaux. Etant donné le faible niveau des exportations vers l'Ouest et le prix très élevé des devises fortes, et compte tenu des coûts importants de la production socialiste, il a fallu faire appel au crédit. Les pays du Comecon se sont donc endettés envers les pays d'Occident pour un montant de 35 milliards de dollars en 1976, pour passer à 62 milliards l'année suivante, avec des prévisions d'environ 80 milliards pour l'année en cours.

L'U.R.S.S. participe à ces dettes pour 20 milliards. La Pologne pour 19 (et prévoit une augmentation à 26 cette année), la Hongrie 8, la R.D.A. 8 (sans les conventions du pays frère), et ainsi de suite. Les importations montent au cours de la même période à des rythmes précipités : la Hongrie de 35 % en un an, la Pologne de 15 % (et elle avait déjà surpassé un taux fort élevé), la Roumanie de 32 %. Même les pays les plus orthodoxes et les plus autarciques, comme la Bulgarie et la Tchécoslovaquie, ont augmenté leurs importations de l'Occident respectivement de 25 et de 20 %. Ainsi, le déficit par rapport à l'Ouest enregistre-t-il une augmentation de 40 à 55 %.

contrainte de contribuer au décollage technologique de l'U.R.S.S., ils espèrent que cela contribuera à la détacher de l'Amérique. « Sans les commandes soviétiques, plus de 2 millions d'ouvriers européens resteraient sans travail », nous disait un académicien de Moscou, en expliquant la forte dépendance des crédits occidentaux. « Paris et Bonn, écrit-il à y a quelque temps la Pravda, n'oublient pas que leur solde créditeur avec l'U.R.S.S. atteint cette année 14 milliards de francs et 7 milliards de marks. »

C'est dans ces raisonnements, qu'il faut chercher les motifs pour lesquels Moscou s'expose aux risques d'une politique autonome du commerce extérieur de ses alliés. C'est une manière d'aligner ses propres engagements et de les transférer en Occident, espérant manipuler les autres plus qu'elle ne risque de l'être elle-même. Toutefois, l'intérêt de l'U.R.S.S. ne coïncide pas toujours avec les intérêts de ses divers alliés, conduits à rechercher chacun pour soi un débouché vers l'Ouest. Il en résulte qu'en échange de la diversité des politiques économiques, Moscou exige un plus strict monolithisme politique de ses alliés. Dans le comportement des Occidentaux envers Moscou, la raison économique l'emporte sur la raison politique. On verra dans l'avenir laquelle des deux se révélera plus forte à l'Est, où la politique et l'idéologie se sont jusqu'ici toujours superposées à l'économie.

FRANÇOIS BARBIERI

**PAROLE PUBLIQUE**  
COURS D'EXPRESSION ORALE  
HUBERT LE FEAL  
documentation sans engagement  
☎ 770 58 03  
20, Cité Trévise 75009 Paris

**vient de paraître**  
Le Centre d'Etude des Revenus et des Coûts a publié  
Incidence d'un second salaire sur les ressources de la famille  
Documents du CERC, n° 47, 24 F  
Le patrimoine des Français - montant et répartition  
Documents du CERC, n° 49, 24 F  
Deuxième rapport sur les revenus des Français  
Documents du CERC, n° 51, 30 F  
Abonnement : 4 cahiers/an .80 F  
**LA DOCUMENTATION FRANÇAISE**  
31, quai Voltaire 75340 Paris Cédex 07  
165, rue Garibaldi 69401 Lyon Cédex 03

actualité nettoyage

**NETTOYAGE**

**Une analyse inédite au service du secteur privé et de l'administration**

Conclusions du déjeuner-débat réunissant un architecte, un médecin, des responsables des services généraux d'entreprises et de centres hospitaliers, de responsables de gestion immobilière, collectif verticale et horizontale.

Ce document vous sera adressé gratuitement contre l'envoi de votre carte de visite d'entreprise à :  
**AGS, 1 rue de la Pépinière 75008 Paris — Tél. 387.51.19**

**LE MONDE diplomatique**  
du mois de mai

**EST PARU**

Au sommaire :  
Les liens économiques entre l'Est et l'Ouest sont-ils irréversibles ?

**GROUPE WAGONS-LITS GROUPE WAGONS-LITS**  
NOS ACTIVITÉS COLLENT A L'ACTUALITÉ NOUVELLE

**Désormais, nous plaisons plutôt aux managers qu'aux romanciers.**

L'Orient Express a bien changé. Aux côtés du département "ferroviaire" qui jouit d'une santé de fer, le groupe Wagons-Lits comprend 3 activités en plein essor : le tourisme, la restauration et l'hôtellerie qui représentent plus de la moitié du chiffre d'affaires du groupe. Un résultat étonnant pour qui attendait à rencontrer les Wagons-Lits dans les romans policiers plutôt que dans les activités de pointe.

**REDACTEUR TECHNIQUE**  
Dr. F.W. Burkhardt  
Managing Director  
IFRA  
Washington D.C.  
D-6100 Darmstadt



## logies économiques pays de l'Est

... Pour aborder ce tirage, il faut d'abord des capitaux. Etant donné le faible niveau des exportations vers l'Ouest et le prix très élevé des devises fortes, et compte tenu des coûts importants de la production socialiste, il a fallu faire appel au crédit. Les pays du Comecon se sont donc endettés envers les pays d'Occident pour un montant de 32 milliards de dollars en 1976, pour passer à 62 milliards l'année suivante, avec des prévisions d'environ 80 milliards pour l'année en cours.

L'U.R.S.S. participe à ces dettes pour 20 milliards, la Pologne pour 19 (et prévoit une augmentation à 28 cette année), la Hongrie à la R.D.A. 9, sans les subventions du pays frère, et ainsi de suite. Les importations montent au cours de la même période à des rythmes élevés : la Hongrie de 35 % en un an, la Pologne de 38 % (et elle avait déjà augmenté de 20 % l'année précédente), la Roumanie de 20 %, même les pays les plus endettés et les plus autarciques comme la Bulgarie et la Tchécoslovaquie, ont augmenté leurs importations de l'Occident respectivement de 23 % et de 29 %. Ainsi, le déficit par rapport à l'Ouest enregistré par une augmentation de 40 à 45 %.

### économique et raison politique

Les raisons économiques ont conduit à cette situation. Pour deux raisons principales : l'économie socialiste est basée sur une planification centralisée et la production est destinée à satisfaire les besoins du consommateur final. En conséquence, la production est souvent en retard par rapport à la demande, ce qui entraîne des pénuries et des stocks énormes. D'autre part, la planification centralisée ne permet pas une adaptation rapide aux changements du marché international.

C'est dans ce contexte que se situe la politique économique de l'U.R.S.S. et des pays du Comecon. Ils cherchent à améliorer leurs relations avec l'Occident, à attirer des capitaux et des technologies, et à augmenter leurs exportations. Cependant, cette ouverture est limitée par des considérations politiques et idéologiques. L'U.R.S.S. veut maintenir son rôle de superpuissance et son influence dans le monde, ce qui implique une certaine fermeture à l'Occident.

FRANÇOIS BARBIER

OFFRES D'EMPLOI	La ligne	La ligne T.E.
DEMANDES D'EMPLOI	57,00	67,03
IMMOBILIER	14,00	16,46
AUTOMOBILES	39,00	45,86
AGENDA	39,00	45,86
PROP. COMM. CAPITAUX	105,00	123,48

## ANNONCES CLASSEES

ANNUAGES ENCADRÉES	Le m/m col.	T.C.
OFFRES D'EMPLOI	33,00	38,80
DEMANDES D'EMPLOI	8,00	9,40
IMMOBILIER	25,00	29,40
AUTOMOBILES	25,00	29,40
AGENDA	25,00	29,40

REPRODUCTION INTERDITE



### emploi international

(et départements d'Outre Mer)

### emploi international

(et départements d'Outre Mer)

### emploi international

(et départements d'Outre Mer)

## Nous proposons à 30 JEUNES INGÉNIEURS

(généralistes, mécaniciens, automaticiens, physiciens, chimistes...)

de débiter ou d'orienter leur carrière dans les domaines suivants :

Recherche - Etudes - Essais  
Production  
Engineering  
Informatique

Notre société est française. Sa dimension est internationale.

Elle occupe le premier rang mondial dans sa spécialité.

Elle conçoit et fabrique des produits diversifiés, mettant en œuvre des techniques d'avant-garde.

Elle offre à des hommes et des femmes de caractère des possibilités d'évolution à leur mesure.

Ecrire en joignant curriculum-vitae et photo à INTERMEDIA n° 405 D 69 rue La Fayette - 75009 PARIS

Discretion assurée

Digital Equipment is a success story! We are the world's leading mini-computer manufacturer. Our European operations are located in 15 European countries with a total European revenue of \$ 486 millions in 1979 and an average yearly growth rate in excess of 30 % during the past 5 years.

We are now ready to undertake a major expansion of our office facilities in continental Europe, and wish to appoint on

### 3 PROJECT MANAGERS BUILDINGS

(SAL. FA 9880)

who will spearhead the entire operations.

- The first one will be responsible for France and Italy, based in Paris;
- The second for Belgium and Holland, based in Utrecht or Brussels;
- The third for Scandinavia, based in Stockholm.

The projects range from fit-out or renovation of existing space to construction of new buildings. You will be heavily involved from inception, working in a team, and taking responsibility for areas such as building or site selection, development of programmes, designs, cost estimating, interviewing architects and engineers, contract negotiation, dealing with contractors and sub-contractors, establishing project schedules, monitoring costs, etc.

You will also need to spend a large amount of time interfacing with external investors on sale and leaseback projects, and also interface a great deal with country management.

A thorough understanding of Personnel related issues is also a key part of these positions.

Reporting lines will be operationally to the Regional Property Manager and functionally to Area Level and Corporate Facilities Planning and Engineering staff.

You must be a graduate, preferably a registered Engineer, Architect, Surveyor or equivalent, with a minimum of 10 years experience, preferably some of the time with a multi-national company or in an international environment.

Good English is essential for all 3 positions, plus French (and ideally Italian) for France and Italy, French and Dutch or Flemish for Belgium and Holland, and Scandinavian languages for Scandinavia.

We offer excellent fringe benefits and relocation assistance, where appropriate, will be provided.

Please write with full details of your background, experience and career history (mentioning the appropriate reference) to: Marc-Antoine Steub.

**DIGITAL EQUIPMENT CORPORATION - EUROPE**  
20, rue des Marguises, C.P. 511, 1211 Post-Lancy 1  
Geneva-Switzerland, Tel. (022) 933 31

GRAND GROUPE INTERNATIONAL  
(C.A. 8 milliards F.F.)  
recherche

### ADJOINT CHEF SERVICE TECHNIQUES INDUSTRIELLES

de son activité projet industriel automobile  
(Usines de montage à l'étranger).

Il assurera la coordination entre les usines et les constructeurs ainsi que le suivi et la réalisation des projets industriels.

- 30 ans minimum.
- Diplôme d'études supérieures techniques.
- Expérience de quelques années en usine (contrôle - travaux de bureau).
- Passage chez un constructeur automobile apprécié.
- Anglais courant.
- Basé à Paris, il se déplacera fréquemment à l'étranger.
- Expatriation à envisager à moyen terme.

Envoyer curriculum vitae avec lettre manuscrite, photo et présentations à : 35, rue de la République, 20, avenue de l'Opéra, Paris (17).

Société d'ingénierie informatique  
recherche pour l'AFRIQUE

### INGÉNIEURS INFORMATIQUES

Haut Niveau

Expérimentés, ils devront assurer des missions de conseil couvrant les domaines de l'informatique de gestion, des systèmes, des méthodes et de la formation.

L'intérêt de ces missions devrait motiver des candidats diplômés ayant une volonté réelle de transmettre leur savoir-faire à des équipes déjà très qualifiées.

Conditions de détachement intéressantes, salaire versé en France, avantages fiscaux, logement et voiture assurés.

Envoyer C.V. et présentations, sous réf. 79078/2, à HAVAS CONTACT - 156, bd Haussmann, 75008 PARIS, qui transmettra.

## emploi régional

BP Chemicals  
Produits Chimiques B.P.  
recherche pour son usine de Wignies, en ré. Nord

### 1 INGÉNIEUR EXPÉRIMENTÉ

diplômé Gdes Écoles ou Génie Chimique  
pour prendre en charge, sous l'autorité du chef des services techniques, une fonction de

### CHEF DE GROUPE

Responsable de la réalisation des projets de travaux de construction, il assurera une petite équipe d'ingénieurs.

Le candidat devra avoir 5 à 6 années d'expérience au sein de SERVICES TECHNIQUES, posséder la MAÎTRISE DE L'ANGLAIS et sera capable de s'adapter rapidement dans une équipe jeune et dynamique (réf. 67).

### 1 INGÉNIEUR

diplômé A. et M. ou Génie Chimique  
fortement attiré par les problèmes humains pour succéder le Directeur du Personnel.

Après une période de formation complète de l'ordre de 6 mois, il sera chargé de la formation professionnelle continue sous trois aspects :

- analyse des besoins ;
- établissement du plan annuel ;
- conception et animation des programmes ;
- gestion administrative.

Pour réussir dans cette fonction, il faut être jeune, motivé par le développement des hommes et parfaitement à l'aise dans les contacts interpersonnels. En outre, une expérience de 2 à 3 ans en milieu industriel et une bonne connaissance de l'anglais sont des atouts sérieux (réf. 67).

Ces deux postes nouvellement créés sont à POURVOIR RAPIDEMENT. Les rémunérations proposées sont motivantes et les possibilités d'évolution au sein du groupe réelles.

Jean FRADIER, Directeur du Personnel et des Relations Humaines vous remercie d'adresser votre candidature (lettre manuscrite, C.V. et photo récente) en précisant la référence, à l'adresse suivante :

Produits Chimiques BP  
5218 Usines de WIGNIES.

STEVENS-GENIN  
(35% à l'export)

un des leaders européens des tissus industriels (verre, carbone, synthétique) se développe sur des marchés porteurs : aérospatial, électronique, loisirs, etc.

En vue d'augmenter ses parts de marché, l'entreprise démarre une nouvelle unité de production et crée le poste suivant :

### ingénieur commercial

D'origine économique (HEC, SUP de CO...), d'origine technique (ingénieur), il sera responsable des ventes de produits techniques aux industries électroniques et électriques, en France et à l'export.

Il aura pour mission :

- de fixer la stratégie commerciale,
- d'en négocier les objectifs avec la Direction,
- d'assurer personnellement les ventes auprès d'une clientèle peu nombreuse et bien identifiée en Europe,
- de suivre l'évolution technique en maintenant la liaison entre les exigences des utilisateurs et les moyens de production.

Il évoluera vers l'autonomie complète de la gestion de son marché.

Cette responsabilité s'adresse à :

- un tempérament commercial,
- posséder de 5 à 10 ans d'expérience industrielle,
- Anglais parfaitement maîtrisé, Allemand souhaité,
- base LYON. Salaire non inférieur à 180 mille francs.

Ecrire au CABINET GATIER (sous référence 260), 32 rue Barrière 69006 Lyon.

Association Internationale de Recherche pour les Techniques de Presse

L'IFRA est une association groupant environ 500 quotidiens. Notre rôle est d'informer nos membres sur les progrès en cours dans la presse et les médias. Entre autres activités nous publions un mensuel en Français, Anglais et Allemand. Pour assurer la responsabilité de l'édition française nous recherchons un :

### RÉDACTEUR TECHNIQUE

Il possèdera une excellente maîtrise de la langue française et une bonne compréhension de l'anglais. Il devra résider à Darmstadt (RFA).

Expérience demandée : rédaction dans un journal technique ou professionnel, dans un service documentaire, ou encore traduction technique.

Si le travail dans un milieu international stimulant vous attire écrivez à :

Dr. F.W. Burkhardt  
Managing Director  
IFRA  
Washingtonplatz 1  
D-6100 Darmstadt

ORGANISME SOCIAL FRANÇAIS  
recherche pour son village de vacances 1200 lits

### MONASTIR - TUNISIE

Ouvret toute l'année et recevant des retraités et des familles d'ouvriers du bâtiment et des travaux publics son

### RESPONSABLE GÉNÉRAL ANIMATION

DEMANDEONS :

- Esprit original, expérience vécue clubs vacances et gestion équipes pluridisciplinaires, connaissances pratiques mise en scène et techniques audiovisuelles.

OFFRONS :

- Salaire élevé, contrat 2 ans renouvelable, des moyens importants et une équipe franco-tunisienne motivée.

Poste à pourvoir en NOVEMBRE 1980.

Envoyer C.V., photo et présentations à 39,78, à CONTESSÉ P. 20, avenue de l'Opéra, PARIS-17.

MAÎTRES-ARTS GROUPE WAGNER  
UNES COLLENT A L'ACTUALITÉ

## ésormais, us plaçons not managers aux nanciers.

Le groupe Wagner fait appel à des managers expérimentés pour représenter plus de 100 entreprises du groupe. Un candidat idéal doit posséder les qualités suivantes :

- une formation supérieure en économie ou en gestion,
- une expérience professionnelle de 10 ans minimum,
- une maîtrise parfaite de la langue française et de l'anglais,
- une capacité d'adaptation à un environnement international.

Envoyer votre candidature (lettre manuscrite, C.V. et photo récente) à :

WAGNER GROUPE  
15, rue de la République  
75001 PARIS





emplois régionaux emplois régionaux emplois régionaux emplois régionaux

## Directeur Industriel Bretagne 300 000 +

Cette société française réputée, leader dans sa branche, bénéficie d'une longue expérience de la conception, de la fabrication et de la vente en France et à l'étranger d'équipements collectifs et individuels.

Pour une grande unité de production employant 1 500 personnes, située en Bretagne à proximité du littoral, elle recherche un directeur.

Ingénieur diplômé de Centrale ou A.M., âgé de plus de 40 ans, vous avez une expérience industrielle approfondie dont les cinq dernières années au moins ont été consacrées à la fabrication et au montage en série de matériels mécaniques ou électriques (automobiles, électro-ménager, etc.).

Voici pour vous l'occasion de couronner votre carrière par une mission de très haut niveau stratégique et opérationnel couvrant l'ensemble des fonctions : fabrication, contrôle, méthodes, ordonnancement, approvisionnements, prix de revient, personnel, services généraux.

Ce poste est rattaché à la Direction générale. Il exige à la fois de la compétence, professionnelle et des qualités humaines prouvées permettant de diriger et d'animer cet ensemble industriel intégré dans un environnement traditionnel.

Cette recherche est conduite de façon totalement confidentielle. Votre candidature ne serait éventuellement transmise à la société qu'avec votre accord préalable.

Adressez votre dossier complet avec lettre manuscrite, CV, photo, rémunération, à S. REYMOND, 24, pl. Charles Fillion 75017 PARIS, sous réf. 107 M.

## MATRA

développe son activité après-vente à son Centre du VAUDREUIL (région de Rouen) et crée un poste de :

### CONTROLEUR DE GESTION

En liaison directe avec le responsable de la gestion après-vente de Véliby, et secondé par une petite équipe, il sera responsable du contrôle de gestion des différentes activités du centre.

Sa mission comprendra l'étude et la mise en place du système de gestion informatisé des recharges.

Ce poste opérationnel et autonome conviendrait à un diplômé grande école de commerce (HEC - ESSEC - Sup de Co, option financier, ayant une première expérience dans un service de gestion informatisée et intéressé par des problèmes de production.

Ecrire avec CV et rémunération actuelle sous référence CR 633

Service du Recrutement des Ingénieurs et Cadres

MATRA B.P. N° 1 - 78140 VELIZY

## BANQUE HERVET

recherche pour TOURS

### UN EXPLOITANT CONFIRME

Responsable de la clientèle privée

Sa mission :

- gérer la clientèle existante
- développer le fonds de commerce actuel par des actions appropriées de prospection.

Ce poste implique une formation supérieure, une expérience professionnelle de 2/3 ans dans la fonction ainsi qu'une connaissance approfondie des marchés boursiers et de la gestion de portefeuilles-titres.

Adressez cv, détaillé, lettre manuscrite, photo et prétentions à BANQUE HERVET, Centre Administratif de Fussy, Monsieur BARDON, B.P. 4043 - 18028 BOURGES.

## Entreprise Générale

### Directeur Région Nord 220/260.000

Une entreprise générale (10.000 personnes en France) ayant des chantiers dans le monde entier recherche le Directeur de la Région Nord. Les activités comprennent l'électricité industrielle, les canalisations, la chaudronnerie, la charpente.

Le Directeur recherché sera responsable du développement commercial et de la rentabilité des affaires dans sa région. Il bénéficiera d'une large autonomie : ses fonctions seront celles d'un directeur général d'une unité décentralisée employant 500 personnes.

Agé d'au moins 40 ans, le candidat, Ingénieur diplômé (IECP, ESE, AM, ECAM, IDN ...) aura déjà acquis des responsabilités de direction dans une société ayant des activités comparables.

Résidence : Ville du Nord.  
Ecrire avec C.V., photo sous référence 2654 M à Ph. VINCHON 65, Av. Kléber 75115 Paris

CORT

MEMBRE DESYNTec

## transports collectifs...

Un groupe de transports de voyageurs d'importance nationale crée dans le cadre de son développement une nouvelle société d'exploitation en NORMANDIE et en recherche le

### DIRECTEUR GENERAL

qui aura la charge d'un réseau urbain et péri-urbain d'environ 200 autobus et cars. Outre une expérience confirmée du transport de voyageurs au plan technique et au plan de la gestion, la fonction exige une habile pratique des contacts et relations avec l'administration et les collectivités publiques contractantes (syndicats de communes et département), ainsi qu'une bonne maîtrise des techniques de marketing adoptées à la promotion de transports collectifs.

La rémunération annuelle est de l'ordre de 150.000 F.

Adressez lettre manuscrite, CV, photo sous référence 357 à A.S. CARME EMPLOIS ET ENTREPRISES 18, rue Volney - 75002 PARIS

## mischler industries

Leader européen du secteur Fermetures, filiale d'un Groupe International de 1<sup>er</sup> plan (C.A. 2 milliards), offre poste de

### INGÉNIEUR D'ÉTUDES

Profil :

- Formation ingénieur ARTS ET MÉTIERS ou ingénieur électromécanique
- Expérience : 2 à 5 ans études dans industries et/ou bureaux d'études spécialisés (secteur matière plastique ou tôle)
- Connaissance anglais souhaitée.

Mission :

Sous l'autorité de la Direction des Usines, entreprendre toutes études pour l'amélioration des produits existants et la création de nouveaux projets.

Ce poste, pouvant évoluer vers des fonctions de Direction, est basé en Haute-Saône.

Adressez C.V., lettre MANUSCRITE, PHOTO ET PRÉTENTIONS

S/ Réf. 136 à Mlle de Clinchamps-EAM RECRUTEMENT 14, rue Gabriel Péri - 92120 MONTRouGE - REPONSE et DISCRETION ASSURÉES

## ÊTES-VOUS SÛR D'ÊTRE BIEN OÙ VOUS ÊTES

Vous attachez de l'importance à la qualité de la vie (Toulouse)

Vous avez un fort potentiel

Vous avez mis en place et géré des stocks de dizaines de millions de francs, constitués de milliers d'articles, vendus à des milliers de clients.

Vous savez utiliser l'informatique et les mathématiques.

Ecrivez-moi vite, nous devons nous rencontrer, discrétion assurée.

Notre entreprise (CA 300 millions de francs) vous permettra d'évoluer dans une organisation moderne et performante.

La rémunération ne sera pas un problème.

P. PALMERIO - BP 3151 - 31027 TOULOUSE CEDEX

## CIT ALCATEL UNITE CENTRALE DE CIRCUITS IMPRIMES

implantée à COUTANCES (Manche)

recherche

### AGENT DE MAITRISE

pour atelier d'impression graphique (photogravure et sérigraphie).

Expérience exigée en encadrement.

Ecrire avec C.V. et prétentions à CIT ALCATEL, Av. de la République 50200 COUTANCES.

## IMPORTANTE SOCIÉTÉ INDUSTRIELLE

Département électronique

située en BOURGOGNE

recherche

### 1 INGENIEUR ELECTRONICIEN

débutant ou ayant déjà travaillé dans le domaine analogique.

Il ou elle devra s'intégrer rapidement à une équipe déjà en place.

Adressez C.V. et prétentions sous N° 55606, CONTEXTE PUBLICITE, 20, avenue de l'Opéra, 75040 PARIS CEDEX 01 qui transmettra.

## MARSEILLE

BUREAU D'ÉTUDES D'AMÉNAGEMENT

cherche

### PAYSAGISTE

DIPLOMÉ

2 ou 3 ans d'expérience pour études et travaux d'espaces de pré-habitation principalement.

Envoyer C.V. + photo et prétentions à

BOBIE PRESSE

N° T 019633 M, 85 bis, rue Réaumur, 75002 Paris.

## Promodès

17000 personnes, le plus important grossiste d'Europe en Produits Alimentaires et l'un des premiers distributeurs de détail en France.

### CADRE SERVICE JURIDIQUE

Résidence : Caen (Siège Social).

Ses fonctions consisteront principalement en :

- Constitution de dossiers CONTENTIEUX en vue de la résolution de litiges (commerciaux-contractuels-produits, etc.).
- Conseils et Assemblées Générales (Rédaction P.V.).

Le candidat retenu aura une Formation juridique (licence en droit).

Son expérience de 2 ans minimum

soit dans un cabinet d'avocat,

soit chez un conseil juridique,

sera un atout de poids car indispensable.

Il dépendra du Chef de Service Juridique et Contentieux et travaillera en collaboration étroite avec les Cadres de ce service.

Si vous êtes intéressé, envoyez CV, photo et prétentions sous réf. 14 732 à

Mademoiselle F. VUILLEMINOT

33 Promodès

Service Recrutement, B.P. 17, 14120 Mondeville.

## IMPORT GROUPE INDUSTRIEL DE TRANSFORM.

recherche POUR SES USINES

DE CHAMPAGNE ET TOURNAI

### INGÉNIEURS ENTRETIEN

possédant formation Arts et Métiers ou équivalent

et plusieurs années d'expérience dans la fonction

entretien d'unités de production.

Adressez lettre de candidature, CV et prétentions

à réf. 6845 à P. LICHOU SA, B.P. 220

75063 PARIS CEDEX 02 qui transmettra

## Groupe industriel et commercial français

recherche pour une de ses usines situées dans l'est de la France (RÉGION NANCY)

### UN CHEF DU PERSONNEL

travaillant en étroite collaboration avec le Directeur de l'usine, il aura une large responsabilité dans les domaines des relations sociales avec les partenaires sociaux, l'administration (comptabilité et paye), la gestion du personnel (recrutement, formation), la sécurité et les conditions de travail.

Pour assurer la bonne réalisation de sa mission il est assisté de 5 personnes. Il sera également le représentant de l'entreprise auprès des instances officielles locales et régionales. Ce poste conviendrait à un homme de terrain et de dialogue, âgé d'au moins 35 ans, connaissant bien la législation sociale, motivé par une approche évolutive de la gestion du personnel et ayant déjà eu une expérience de la fonction.

Envoyer C.V., photo et prétentions sous réf. 1281

à EWERET, B.P. 205, 7024 PARIS CEDEX 09.

## Informatique technico-commercial

UNE SOCIÉTÉ INFORMATIQUE filiale d'un des premiers groupes industriels français, recherche un Responsable Technico-Commercial. Il sera chargé de suivre et de développer une clientèle en liaison étroite avec les équipes d'études et d'exploitation.

Ce poste conviendrait à un candidat de formation supérieure - ayant au minimum deux ans d'expérience commerciale dans l'informatique acquise chez un constructeur ou une société de services.

Poste ouvrant de réelles perspectives d'évolution de carrière, dans une société dotée de puissants moyens, pour un candidat ayant solides qualités de dynamisme et de contact.

Poste à Doute.

Ecrire sous réf. VO 492AM.



Grand Groupe Industriel et Commercial Français

cherche pour l'une de ses usines

situées dans le CENTRE DE LA FRANCE

### un(e) Responsable

### Logistique Commerciale

pour lui confier un service de 30 personnes

compréhensif une cellule DISTRIBUTION France

et Export et une cellule TRAFIC.

Outre l'animation et la gestion de son service, il sera chargé :

- de déterminer les niveaux de stocks produits finis, en liaison avec les Responsables Commerciaux
- de gérer les stocks en tenant compte des prévisions, des programmes et des commandes
- des contacts avec la clientèle
- des liaisons avec les transporteurs et de la gestion des transports inter-usines
- de l'ordonnancement des livraisons.

Pour assurer ce poste, il est nécessaire de posséder un DIPLOME D'ÉCOLE SUPÉRIEURE DE COMMERCE.

La connaissance de l'anglais est requise et celle de l'allemand vivement souhaitée.

Une expérience de quelques années en entreprise constituerait un atout supplémentaire.

De réelles perspectives d'évolution au sein du groupe seront offertes à terme à un candidat de valeur.

Adressez votre CV, photo et prétentions

sous référence 4576 à L.T.P.

À EURECOURT 1<sup>er</sup> 470

31, Bd Bonne Nouvelle 75082 Paris

Cedex 02 - qui transmettra

Nous recherchons pour la zone ouest

des Bouches-du-Rhône

### HOMME ou FEMME

d'au moins 28 ans, capable de créer et de maintenir

des clients en rapport avec les entreprises de la région. Il est nécessaire d'avoir :

- Une formation supérieure ;
- Une expérience de la vente ;
- Le sens du contact et de la méthode, et d'habiter sur la site.

Adressez C.V., photo et lettre manuscrite, sous

réf. 13001 MARSUILLAS

degré Conseil

11, rue La Boétie

75008 PARIS

Handwritten signature and date: 15/05/80







offres d'emploi

offres d'emploi

offres d'emploi

offres d'emploi

**Responsables de clientèle**

**ASSURANCES**

Un des tous premiers bureaux d'assurances français, souhaite renforcer l'équipe de son département international pour répondre au développement important de ses activités.

Ce service, qui travaille en liaison avec les autres départements de la société a pour rôle :

- de suivre, en France, les opérations d'assurances des clients qui lui confient ses correspondants et bureaux à l'étranger.
- d'organiser et de gérer les affaires à l'étranger de ses clients français en animant et en coordonnant l'action de ses bureaux ou correspondants.

Au sein de ce département, nous souhaitons confier à deux nouveaux collaborateurs la responsabilité complète d'une clientèle en France et à l'étranger avec notamment pour mission :

- de la conseiller sur les garanties nécessaires et de lui proposer des modifications de contrat.
- de suivre son dossier auprès des services internes, des bureaux ou des correspondants.

Nous recherchons des candidats connaissant les diverses branches d'assurances et en particulier les risques industriels, littéraires, maritimes, ayant un bon contact, de l'aisance dans les relations commerciales et le sens de la communication.

Merci d'adresser C.V., photo récente et rémunération actuelle sous la référence 1105 M (à mentionner sur l'enveloppe) à notre département "Assurances".

Le secret absolu des candidatures est garanti par :

**BERNARD KRIEF CONSULTANTS**  
1, rue Danton 75263 Paris Cedex 06  
MEMBRE DE SYNTHEC

**emplois régionaux**

**Cadre export**

Impératifs du poste : parfaitement trilingue anglais-allemand - formation technique de base B.T.S., D.U.T. msc. - âge de 35 ans min. - à une expérience de l'industrie d'un réseau commercial vente-export de produits d'équipement-déplacements : de 60 à 70 % du temps - Résidence en province (Sud Bourgogne). Filiale d'un groupe industriel français, solidement implanté en Europe, notre Société, 200 personnes, C.A. 70 millions dont 20 % export, est située en SUD-BOURGOGNE. Leader sur le marché français, nous prétendons "asseoir" et développer notre exportation. Nous sommes constructeurs d'ensembles routiers pour remorques légères, destinées aux marchés du loisir et de l'industrie (caravanes, remorques bateaux, compresseurs).

Notre Directeur Commercial recherche son ASSISTANT EXPORT dont la mission sera de suivre et contrôler l'application de la politique commerciale auprès des filiales et des agents, et de les aider, les soutenir et les assister techniquement. Rémunération : 110.000 F - 1<sup>ère</sup> à l'expérience et aux qualités humaines.

Envoyez CV manuscrit détaillé, photo et salaire actuel sous référence 3465.

17, rue Comteaux - 51100 REIMS  
103, Avenue Philippe Auguste - 75011 PARIS.

**MORENO CONSULTANTS**  
Recrutement Structures et Communication

**THOMSON-CSF**

**DIVISION TÉLÉCOMMUNICATIONS**

implantée en Région Parisienne et en Province

Recherche pour son Service Développement Industriel de Province

**UN INGÉNIEUR**

GRANDES ÉCOLES : A. et M., I.C.A.M. ou ÉQUIVALENT

Pour lui confier, au sein de l'équipe développement, la responsabilité de projets d'études et de développement industriels, de matériels de télécommunications.

Envoyez lettre de candidature, C.V. et photo, ainsi que la rémunération souhaitée, au service du Personnel THOMSON - CSF, 110, avenue Lederr, B.P. 89 - 42003 COLETTES.

**ETABLISSEMENT CONSULAIRE VILLE SUD OUEST**

recherche

**INGÉNIEUR DE FORMATION BATIMENT et T.P.**

Sa mission sera :

- d'assurer la mise au point des programmes de travaux en collaboration avec les hommes de l'Art et l'Administration
- d'assurer le suivi des chantiers
- de contrôler l'état du patrimoine immobilier
- de participer à la préparation et au suivi des opérations d'Aménagement Foncier.

Ce poste pourrait convenir à :

- un ingénieur diplômé ou assimilé ayant environ 10 ans d'expérience du Bâtiment et des Travaux Publics disposant de qualités d'organisation, d'esprit d'initiative et d'un excellent contact humain.

Adresser lettre manuscrite, CV, photo et prétentions sous référence 679 au :

**CEFAI**  
87 89 Avenue Kléber  
75784 Paris Cedex 16

Nous prions instamment nos annonceurs d'avoir l'obligeance de répondre à toutes les lettres qu'ils reçoivent et de restituer aux intéressés les documents qui leur ont été confiés.

**DOCUMENTALISTE TECHNIQUE BILINGUE**

70.000 F +

Normandie - La filiale d'un important groupe industriel français, spécialisée dans la construction et la commercialisation de biens d'équipement lourd (Mécanique et Mécatronique), recherche pour l'une de ses deux usines (700 personnes), située à proximité de Vieux, un(e) Documentaliste Technique Bilingue. Sous la responsabilité du Directeur Technique, il (elle) sera chargé(e) de mettre en place le service Documentation afin de permettre l'analyse, le stockage et la diffusion de l'information nécessaire aux techniciens. Ce poste comprendra un(e) diplôme de l'enseignement supérieur, ayant une formation de documentaliste (INTD ou équivalent). Plusieurs années d'expérience documentaliste dans le domaine industriel et la connaissance parfaite de l'anglais sont impératives. De bonnes notions d'allemand seraient appréciées. La rémunération sera fonction de l'expérience. Ecrire à C. ROUSSEL en précisant impérativement salaire actuel - PS CONSEIL - 8, rue Bellin - PARIS Cedex 18 - Réf. A/271M

**PS Conseil**

**LA BANQUE POPULAIRE DU NORD**

recrute

**SECOND D'AGENCE**

Classe IV, V ou plus selon expérience.

Le candidat retenu devra avoir l'habitude des contacts clientèle, être capable de gérer des engagements.

De réelles possibilités existent pour un élément dynamique qui fera la preuve de son efficacité.

Adresser C.V., manuscrit, photo et rémunération actuelle à la Direction des relations humaines, référence R.D. 63, 847, avenue de la République, 95700 MARCQ-EN-BAROEUL.

**wavin**

Nous sommes leader en Europe pour la transformation des matières plastiques.

Nous recherchons

**le chef du service comptable et administratif**

Directement rattaché au Directeur Administratif et Financier, il est responsable de la comptabilité générale et analytique, de la trésorerie et de l'administration générale.

Le candidat, diplômé de l'enseignement supérieur (école de gestion - D.E.C.S.), doit justifier une expérience réussie d'au moins 5 ans, dans un poste similaire au milieu industriel, au sein d'une Société dont le C.A. est voisin de 240 millions.

Il doit avoir le goût de l'organisation et de l'animation d'une équipe. Anglais apprécié.

Lieu de travail : 15 kms de VICHY (03).

Transmettre C.V., photo et prétentions à WAVIN - 501, rue de la République, 03150 VARENNES-SUR-ALLIER.

**INDUSTRIE ALIMENTAIRE**

RECHERCHONS

**DIRECTEUR DES VENTES ET DU MARKETING**

ESC ou autodidacte de valeur

Dépendant directement du P.D.G., il devra répondre à un niveau élevé avec la "grande distribution" : hypermarchés, centrales d'achat.

Il animera et contrôlera la force de vente 15 représentants, à domicile et en magasin.

Il assurera les études marketing et gèrera le budget de publicité.

Une expérience de 5 à 10 ans des contacts de vente à la grande distribution et une connaissance théorique et pratique du marketing sont indispensables, poste d'avenir stable. Rémunération motivante.

Adresser C.V., dtl, s/réf. 88, à SELETIC  
Conseil en Recrutement  
67009 STRASBOURG CEDEX

Recherchons pour

**SOCIÉTÉ INDUSTRIELLE**

2 GROUPES IMPORTANTS

**CONTROLEUR DE GESTION**

responsable, titulaire des achats. Membre de l'équipe de direction. Région SUD-OUEST. Age min. 30 ans. Rémunération motivante. - Envoyer C.V., photo et prétentions à SELETIC, B.P. 26 - 75241 PARIS Ced. 09

**ASSOCIATION A VOCATION SANITAIRE**

Ville de M&S recherche

**ANALYSTE PROGRAMMEUR**

(OUT - MAGE - S.T.S.)

- Quelques années d'expérience, préférence milieu scolaire ou social ;

- Sera appelé à participer à l'adaptation de notre informatique, aux applications : frais de séjour, construction, personnel, paie, aménagement, laboratoire.

Lettre manuscrite, C.V., photo, à l'adresse ci-dessus.

**pharmacien chef de produits**

Réf. P 10 M

**GALLIA**, 230 M de C.A., société de la Branche Alimentaire du Groupe BSN-Gervais Danone, commercialise des aliments et des produits de soins pour enfants, distribués par le circuit pharmacie. Elle recherche le responsable de la gestion et du développement de sa gamme de laits infantiles (n° 2 en France, avec Nurse, Gallixyme, Gallisec) et de produits diététiques.

Cette société, par sa taille moyenne et sa structure légère, permet au chef de produits d'avoir prise directe sur les événements et d'agir avec un maximum d'autonomie et d'initiative. C'est l'opportunité offerte à un(e) jeune pharmacien(ne) de développer l'expérience marketing ou commerciale acquise pendant 1 à 3 ans au sein d'un laboratoire pharmaceutique ou d'une société de produits de pharmacie.

Lieu du poste : Levallois.

**responsable des relations sociales**

Réf. P 13 M

**BSN-EMBALLAGE**, 10 usines, 7700 personnes, recherche le futur responsable des relations sociales de l'une de ses importantes usines de la région lyonnaise.

Membre de l'équipe de direction de l'usine il participera à l'élaboration de la politique sociale et à son application en liaison avec la hiérarchie. Il assure les relations avec les partenaires sociaux et recommande toutes les dispositions susceptibles de contribuer au développement d'un climat social favorable. Il conseille les responsables opérationnels en matière de concertation, d'information et de gestion du personnel.

Il anime un service d'une vingtaine de personnes qui a en charge la gestion et l'administration du personnel (recrutement, sélection interne, rémunération, paie, sécurité et conditions de travail). Une période d'intégration est prévue qui lui permettra d'acquiescer une connaissance concrète de l'industrie du Verge d'Emballage avant sa prise de fonction.

Cette fonction sera confiée à un candidat de formation supérieure disposant d'une expérience d'environ 4 ans de la gestion du personnel ou des relations syndicales acquise de préférence en unité de production.

**ina-pg, ensiaa débutant**

Réf. JC 16 M

**LE GROUPE BSN-GERVAIS DANONE**, n° 1 de l'industrie alimentaire en France, dispose de plusieurs Centres de Recherche et de Développement. Il souhaite accueillir un jeune chef de projets dans l'un de ces centres, important et moderne, qui exerce ses activités dans divers domaines : alimentation pour bébés, panification, pâtes, plats cuisinés.

Nous avons décidé de préparer un jeune Ingénieur débutant (INA-PG, ENSIAA...) aux responsabilités suivantes d'un chef de projet : conception et mise au point de nouveaux produits et procédés de fabrication ; étude de nouvelles possibilités technologiques ; proposition d'innovations ; animation des différentes étapes de recherche (formulation, essais pilotes et industriels) en liaison étroite avec les services marketing et techniques ; la production et les organismes de recherche extérieurs au Groupe. Lieu du poste : Brive (19).

Un diplôme de spécialisation alimentaire français ou étranger serait apprécié.

Adresser votre candidature avec C.V. détaillé, sous référence correspondante, en précisant rémunérations actuelle et souhaitée, à BSN-Gervais Danone, Service Recrutement Cadres, 7, rue de Tibéau - 75008 Paris.

**bsn.gervais danone** **bsn.gervais danone** • bsn

**SOPAD - NESTLÉ**

recherche pour son siège social à Courbevoie

**UN CHEF DE PRODUIT**

capable d'assumer la responsabilité d'une gamme de produits alimentaires en assurant la coordination entre la fabrication, le développement, les services commerciaux, les agences de publicité, etc.

Ce poste s'adresse à un diplômé de l'enseignement supérieur commercial, possédant au minimum 2 ans d'expérience d'une fonction similaire ou d'animation d'une équipe commerciale.

**UN ASSISTANT CHEF DE PRODUIT**

Au sein d'une petite équipe, il participera au marketing d'une ligne de produits de façon à en assurer progressivement la responsabilité.

Ce poste s'adresse à un jeune diplômé

**H.E.C., ESSEC, E.S.C.P., ...**

Adresser C.V., rémunération actuelle et souhaitée, à SOPAD, Direction du Personnel, 17, quai Paul-Doumer, 92411 Courbevoie.

**études et développement**

Afin de faire face aux besoins croissants du marché informatique, Cii Honeywell Bull accroît son POTENTIEL D'ÉTUDES et propose à des

**ingénieurs**

de les associer aux équipes responsables du développement de ses futures gammes d'ordinateurs (Grands et Moyens Systèmes, Informatique distribuée).

Les postes à pourvoir concernent principalement les métiers du LOGICIEL :

- conception assistée par ordinateur ;
- logiciel de base ;
- micrologiciel - logique programmée ;
- applications spéciales.

Ils s'adressent à des ingénieurs Grandes Écoles (ou Universitaires) possédant des connaissances de base en informatique acquises lors de leurs études ou au cours d'une première expérience professionnelle.

Lieu de travail : (78) LES CLAYES-SOUS-BOIS ou (78) LOUVECIENNES, ou PARIS 20<sup>e</sup> puis LES CLAYES-SOUS-BOIS en 1981.

Envoyer C.V. et prétentions, sous réf. 119 M, à Cii Honeywell Bull - ACLES - PC 1103H 61/63, rue d'Avron - 75980 PARIS Cedex 20.

**Cii Honeywell Bull**

**du Recrutement à la Gestion de Personnel**

Notre entreprise leader dans sa technologie a connu ces dernières années une progression très rapide. Nos perspectives restent très ouvertes et notre secteur industriel est appelé à évoluer encore en France comme à l'étranger. C'est pourquoi nous souhaitons actuellement renforcer notre département gestion des ressources humaines.

Tout en prenant en charge le recrutement d'une division opérationnelle de l'entreprise, le cadre que nous désirons intégrer s'efforcera d'organiser et de développer la mobilité interne.

Il participera à l'élaboration de la politique dans ce domaine et sera responsable de son application. Cela nécessite des contacts étroits à l'intérieur de l'entreprise (responsables hiérarchiques, personnel concerné), un travail concerté avec le département formation, une implication profonde dans le fonctionnement et les objectifs du département, ainsi qu'un bon sens du travail en équipe. Une formation de psychologie industrielle est indispensable, ainsi qu'une expérience minimum de 3 années du recrutement de différentes catégories de personnel : ingénieurs, techniciens, cadres administratifs, ETAM.

Les candidatures et les entretiens éventuels qui y feront suite seront entourés d'une totale discrétion. Les dossiers sont à adresser sous la référence 78815 à HAVAS CONTACT-156, bd Haussmann, 75008 PARIS, qui transmettra.

(indiquer sous double enveloppe les entreprises auxquelles ils ne doivent pas être transmis).

Dep. 101.50







offres d'emploi

offres d'emploi

offres d'emploi

offres d'emploi

**SOPRA** ingénierie des systèmes d'information, 450 personnes, 80 millions de C.A., Paris, Lyon, Grenoble, Annecy, Nantes, Marseille, Abidjan.

- activités :
- bases de données, temps réel, réseaux, télématique, ...
  - audit, conseil, conception et réalisation, recherche :

## INGENIEURS INFORMATIENS

confirmés (réf. 605/C)

pour la conception et la réalisation de systèmes de haut niveau. La connaissance des minis et des systèmes de télétraitement ou de bases de données sera appréciée.

La structure du groupe et son contexte dynamique offrent des possibilités certaines d'évolution pour des candidats de valeur.

## INGENIEURS

option informatique, en recherche de 1<sup>er</sup> emploi (réf. 605/D)

Intégrés dans des équipes de réalisation, ils disposeront rapidement d'une expérience concrète et variée leur permettant une évolution rapide.

Des formations complémentaires leur seront données sur nos méthodes

et sur les techniques de pointe.

De larges possibilités d'évolution sont offertes dans des activités variées :

- systèmes de gestion, logiciel de base et d'application,
- automatismes.

Postes à pourvoir à Paris et en Province.

Ecrivez en joignant CV et photo, sous référence choisie, à Sopra Recrutement 90 rue de Flandre 75019 Paris

**SOPRA**

**RENAULT**  
Véhicules Industriels

**Le défi du Poids Lourd français**

Nécessite pour sa réalisation, des moyens humains en rapport avec ses objectifs. C'est pourquoi, nous offrons aujourd'hui à de

## JEUNES DIPLOMES HEC, ESSEC, SUP. de CO...

de venir nous rejoindre pour occuper des fonctions

## COMMERCIALES OU DE GESTION

Nous nous adressons à des hommes entrepreneurs, déterminés à s'ouvrir une carrière dans l'industrie automobile et dont le potentiel élevé, égal à leur ambition sera le garant de leur réussite professionnelle et de la nôtre sur un marché où rien n'est gagné d'avance.

Après une période de formation à nos produits et à nos méthodes, ils occuperont des fonctions opérationnelles, où ils pourront réellement mettre en valeur leurs compétences, leurs qualités de challengers ambitieux et concrets. Si vous désirez faire vos preuves et relever le défi avec nous, adressez votre candidature à la Direction Gestion des Cadres, 8 Quai Léon Blum - 92156 SURESNES CEDEX.

**ORGANISME INTERPROFESSIONNEL**

recherche

## CHARGÉ(E) D'ÉTUDES

Expérience minimum de deux années en organisation et études sur la BOURSE et les TITRES.

Niveau : études supérieures, soit universitaires, soit professionnelles.

Merci d'envoyer votre dossier avec lettre manuscrite, C.V. et prétentions à GAUCHER, réf. 1052, 98, rue de la Victoire, 75009 PARIS, c. tr.

**Filiale française d'un groupe multinational**  
Produits spécialisés - Chimie fine.

Notre clientèle nous oblige à mériter en permanence notre position de leader sur plusieurs créneaux. Pour cela, des produits de qualité sont nécessaires. Une équipe dynamique et de haut niveau l'est aussi. Nous voulons la renforcer encore en accueillant un

## ingénieur technico-commercial futur responsable de groupe ou de marché.

Votre adaptation se fera sur le terrain, chez nos clients, avec une réelle responsabilité de résultats. Préparée par votre formation supérieure, une expérience de plusieurs années et la pratique de l'anglais. Accompagnée par une solide formation à nos produits et à leurs applications.

Après avoir fait la preuve de qualités d'animateur et de gestionnaire, en plus de votre sens commercial et de votre compétence technique, vous accèderez à la responsabilité d'une équipe d'ingénieurs, d'un groupe de produits, ou d'un marché au niveau européen. Nous vous remercions d'adresser votre offre de collaboration sous référence M 414 à Mme Bernié, 80 rue Talbot 75009 Paris qui vous assure discrétion et réponse.

**afnor**

Association Française de Normalisation

recherche pour sa

DIVISION METALLURGIE

## INGENIEUR MECANICIEN

En contact permanent avec les professionnels, il assurera la responsabilité, au plan technique, administratif et rédactionnel des dossiers d'élaboration des normes françaises et internationales dans les domaines : boulonnerie, filetages des états de surface métallique (craie - zinc - plomb).

Le poste implique une responsabilité équilibrée et dynamique ainsi que l'aisance dans les relations humaines que dans le travail administratif et suppose une connaissance correcte de l'anglais écrit et parlé. Il est à pourvoir rapidement.

Adressez C.V. et photo s/réf. 5034 en précisant la rémunération souhaitée à AFNOR - Direction du Personnel - Tour Europe - Cédex 07 - 92080 Paris La Défense.

Société d'électronique (Hauts-de-Seine)

## INGENIEURS ELECTRONIENS

Connaissances des microprocesseurs (Matériel et logiciel)

Pour études et développement d'équipements industriels. Salaire élevé. Avantages sociaux.

Adressez C.V. détaillé et manuscrit à C.E.P. sous le N° 857, 25, rue Cavendish, 75015 PARIS.



**THOMSON-CSF SIMULATEURS LMT**

Pour faire face à une expansion continue importante, l'un des premiers grands Constructeurs mondiaux de SIMULATEURS, implanté en Région Parisienne et ayant une filiale aux Etats-Unis recherche des

## jeunes ingénieurs ELECTRONIQUE - AERONAUTIQUE ELECTROMECHANIQUE

- Vous avez 3 à 5 ans d'expérience en tant qu'ingénieur d'Etudes, par exemple dans le domaine de l'électronique, de l'informatique temps réel...
- Vous souhaitez élargir votre fonction et accéder à des responsabilités de coordination de projets.

Nous vous proposons de devenir :

## coordinateurs techniques

- Vous participerez directement à la conduite de projets qui selon vos goûts et compétences, seront des simulateurs d'avions militaires, de chars, de navires et de systèmes.

- Vous aurez la responsabilité d'un projet :

- responsabilité technique d'ensemble,
- coordination des groupes d'études et de réalisations,
- préparation de propositions techniques et de devis,
- relations techniques avec le client.

BONNE PRATIQUE DE L'ANGLAIS SOUHAITEE.

Adressez C.V., photo et rémunération souhaitée à A. de BEJARRY THOMSON-CSF SIMULATEURS LMT B.P. 116 - 78192 Trappes Cedex en rappelant la réf. IC.80.19.M.



Société d'études et de réalisation d'installations nucléaires à technologie de pointe recherche pour sa

DIVISION DE CALCUL

## JEUNES INGENIEURS grandes écoles

Débutants ou ayant quelques années d'expérience dans les spécialités suivantes :

### MECANIQUE :

Pour les calculs de structures. Très bonne formation en mécanique et résistance des matériaux, éléments finis. Connaissance en mécanique non linéaire. Expérience de code ASME appréciée. (Réf. 7085 ME)

### HYDRAULIQUE :

Pour études concernant la circulation des fluides dans des composants divers (circuits, échangeurs, mélangeurs, etc.). J. Très bonne formation ou pratique de l'hydraulique (Ex : Option hydraulique de l'ENSEEHT). Bonne connaissance en résistance des matériaux et en informatique. (Réf. 7085 HY)

### THERMIQUE :

Pour études théoriques des évolutions de températures de fluides caloporteurs en circulation, et détermination des échauffements thermiques des structures. Bonne formation ou pratique en thermique, hydraulique, thermohydraulique. Connaissance en résistance des matériaux et en informatique. (Réf. 7085 TH)

### HYDRODYNAMIQUE :

Pour détermination des interactions dynamiques fluide-structure. Bonne connaissance des phénomènes vibratoires, propagation d'ondes. (Réf. 7085 HD)

### MATERIAUX :

1<sup>er</sup> poste : Participation à la mise au point et à la rédaction de spécifications relatives au choix des matériaux et à leur mise en œuvre. Spécialisation en aciers inox. Capacité de négociation et de rédaction. (Réf. 7085 MA1)

2<sup>ème</sup> poste : Participation à la mise en forme des caractéristiques matériaux à partir d'essais. Très bonne connaissance des modèles et lois constitutives et des pratiques expérimentales. (Réf. 7085 MA2)

Pour tous ces postes, l'Anglais est nécessaire.

Ces opportunités sont proposées à de jeunes ingénieurs ayant le sens de la méthode et de la rigueur, et désireux de participer à des travaux utilisant des techniques et connaissances avancées. Ils s'intégreront aux autres Divisions de la Société.

Ces postes peuvent constituer une chance d'évolution réelle pour des éléments de valeur.

Adressez C.V., photo et prétentions en mentionnant la référence du poste et éventuellement les Sociétés avec lesquelles vous ne souhaitez pas être mis en rapport, à :

**Q7 organisation et publicité**  
2 rue du Louvre 75001 PARIS CEDEX 01

**SOCIETE DE SERVICES INTERNATIONALE**  
(chiffre d'affaires 3,5 milliards de FF)  
recherche

## AUDITEUR INTERNE CONFIRME

Le candidat devra avoir impérativement :

- une formation HEC, ESSEC, ESC à formation expertise comptable,
- une expérience d'au moins 5 ans dans la fonction audit ou dans les services financiers d'une grande société,
- une expérience informatique acquise à travers une participation directe à la mise en place de systèmes.

Cette personne, insérée dans l'équipe actuelle, sera appelée à effectuer tous les types d'interventions que recouvre la fonction audit.

Les déplacements sont fréquents mais d'une durée ne dépassant pas deux semaines.

Réelles possibilités d'évolution pour professionnel de haut niveau.

Envoyer C.V., prétentions et photo à no 56595 CONTEXTE Publicité 20, avenue de l'Opéra 75040 PARIS CEDEX 01, qui transmettra.

مكتبة







offres d'emploi

offres d'emploi

offres d'emploi

offres d'emploi

## MATRA

recherche pour la Division Après-Vente de Systèmes Electroniques complexes plusieurs :

### INGENIEURS en ELECTRONIQUE

- **SUPELEC - INPG - ENSEEHT**
- Débutants à 2 ans d'expérience. Après une formation d'un an environ sur le matériel, les ingénieurs sont détachés auprès des clients pour assurer l'assistance technique.
- Déplacements longue durée en France et à l'étranger. Réf. 1
- 3 ans d'expérience de préférence en laboratoire d'électronique pour assurer le suivi technique de systèmes électroniques et la coordination entre l'action du personnel sur clients et les différents services de la Société. Réf. 2

Anglais indispensable pour les 2 postes.

Ecrire avec CV et rémunération actuelle en indiquant la référence CR 632

**MATRA** 8.P. N° 1 - 78140 VELIZY

## MATRA

Pour ses activités télésupervision et communication MATRA recrute des

### ANALYSTES PROGRAMMEURS

Ils participent au développement et à l'intégration de sous-ensembles de logiciel temps réel sur micro-calculateurs. Les candidats retenus justifient d'une formation BTS ou DUT et d'une première expérience en informatique temps réel. L'anglais est souhaitable. Lieu de travail : Région Parisienne Sud-Ouest. Des déplacements à l'étranger de courte et moyenne durée sont à prévoir.

Envoyer C.V., photo récente et rémunération actuelle sous la référence BC 003172 M.

**MATRA** 8.P. N° 1 - 78140 VELIZY.

## MATRA

Pour ses activités télésupervision et communication MATRA recrute

### DES INGENIEURS SYSTEME-MATERIEL

Avant une large expérience dans la conception, l'intégration et la mise en service de systèmes d'automatisation temps réel. Une formation d'ingénieur, une bonne connaissance de la langue anglaise sont indispensables pour occuper des postes impliquant des déplacements de courte et moyenne durée à l'étranger. Réf. BC 003177 M

### DES TECHNICIENS ELECTRONIQUES

de niveau BTS ou DUT électronique, ayant une pratique de l'anglais, ils seront responsables des études, de l'intégration et de la mise au point de systèmes à base de calculateurs et microprocesseurs. Une expérience laboratoire ou maintenance sophistiquée et une bonne connaissance des circuits intégrés TTL constituent les bases pour réussir à des postes qui impliquent quelques courts déplacements à l'étranger. Réf. BC 003172 bis M

Envoyer C.V., photo récente et rémunération actuelle sous la référence choisie

**MATRA** Boite Postale N° 1 - 78140 VELIZY



## COMSIP ENTREPRISE

### INFORMATIQUE ET PROCESS INDUSTRIEL

Présente ou futur chefs de projets, votre développement personnel passe par le développement de nos projets.

Nous sommes un des plus importants groupes français de dimension internationale et nous assurons la totalité des prestations pour la mise en service d'ensembles et de sous-ensembles de systèmes en électronique, automatique et informatique appliqués à l'industrie.

Pour faire face à notre développement et en fonction de l'évolution des technologies, nos équipes systèmes renforcent leurs potentiels de spécialistes.

Ils seront amenés, en fonction de leurs expériences et de leurs aptitudes, à prendre en charge soit des projets logiciels purement informatiques, soit des projets d'ensemble mettant en œuvre des techniques variées (télécommunications, instrumentation, automatisation...).

Nous souhaitons rencontrer des ingénieurs d'environ 30 ans, ayant une expérience industrielle acquise dans des secteurs mettant en œuvre des techniques modernes en automatique ou informatique.

Ce recrutement s'inscrivant dans une perspective globale, d'importantes opportunités de carrière existent pour des professionnels compétents. Pour recevoir informations complémentaires, écrire sous réf. M10211 H à

**egor** 8 rue de Berri, 75008 Paris.

VICHY

### DIRECTEUR INDUSTRIEL

Le groupe leader européen dans le domaine de la transformation des matières plastiques, désire accentuer sa présence sur le marché national. La filiale française (C.A. 180 millions de francs, 220 personnes actuellement) est spécialisée dans la fabrication, par extrusion de caillassements en PVC, pour les marchés du bâtiment, des T.P. et de l'agriculture.

Les investissements en France ont été très importants ces trois dernières années : création d'une deuxième unité de fabrication, doublement des effectifs, études en vue d'extensions futures. Pour accompagner ce développement, la société propose le poste de Directeur Industriel.

Rattaché au Directeur Général et membre du Comité de Direction, le Directeur Industriel est responsable des deux usines et dirige personnellement la nouvelle unité. Ses responsabilités recouvrent les domaines techniques (études, production, gestion), économiques (propositions d'investissement, suivi de leur réalisation, budgets) et humains (animation des hommes, C.E., C.H.S...).

Nous souhaitons rencontrer un ingénieur diplômé de 35 ans minimum. Il justifie d'une expérience industrielle de 10 ans environ. Celle-ci lui permet une excellente pratique de la production, de la gestion et des hommes.

La maîtrise de l'anglais est indispensable.

Pour recevoir informations complémentaires, écrire sous référence M 4371 A, à

**egor industrie** 8 rue de Berri 75008 Paris

T.R.T.

Recherche pour son Département Apr.-vie Téléinformatique Transmission - Communication

### INGENIEUR ELECTRONICIEN

sur des matériels développés autour de micro-ordinateurs ou de microprocesseurs

LE CANDIDAT DEVRA :

- Encadrer les techniciens intervenant sur ces matériels.
- Développer les méthodes de maintenance.
- Assurer le suivi technique des matériels.
- Développer et promouvoir les « Services » au client.

Expérience 2 à 3 ans dans le support technique ou la maintenance de matériels informatiques ou de communication.

Quelques déplacements courts province ou étranger à prévoir.

Adressez C.V. à T.R.T. 5, av. Beaumont, 92330 LE PLESSIS-ROBINSON.

### CHEF DE PRODUIT FORMATION

Ce groupe français de dimension internationale intervient principalement dans trois domaines :

Ingénierie Systèmes, Ingénierie Entreprise, Conseil et Services

Dans ce dernier secteur il détache sur tous les continents plus de 450 ingénieurs et techniciens et propose aux sociétés qu'il conseille des contrats de management en maintenance d'installations et en formation de personnel à tous niveaux.

Le développement de ces contrats et les perspectives du marché international l'amènent à renforcer sa structure par l'embauche d'un chef de produit formation et maintenance.

Le titulaire du poste, responsable du développement commercial de ce produit, entreprend toutes les actions nécessaires à sa promotion. Il analyse la demande des clients, conçoit et formalise les propositions, met en œuvre les moyens de réalisation et en assure effectivement le suivi.

Nous souhaitons rencontrer un Ingénieur d'environ 35 ans, ayant une expérience confirmée et réussie de la vente de services en milieu industriel international acquise soit au sein de sociétés de conseil, soit dans le cadre de responsabilités de maintenance d'installations ou de formation de personnel.

Ce poste basé en proche banlieue parisienne offre des perspectives de carrière réelles pour un professionnel compétent possédant bien l'anglais.

Pour recevoir informations complémentaires, écrire sous référence M 10211 H, à

**egor industrie** 8 rue de Berri 75008 Paris

### INFORMATIQUE ANALYSES ET PROJETS

Cette Société française emploie 10.000 personnes et possède une centaine de filiales. Son Service Informatique, centralisé à Paris, est responsable de l'organisation et de la mise en place des systèmes informatiques, de la conception, de la réalisation de projets pour les sociétés du groupe.

Au sein de ce service, les analystes rattachés au Directeur Informatique sont chargés de suivre, en totalité, leurs projets (conception et réalisation). Cette organisation implique un dialogue permanent avec les services utilisateurs et la coordination des travaux occasionnellement confiés à des prestataires de services, en particulier la programmation qui est sous-traitée à 70 %.

Nous souhaitons rencontrer, pour ce poste évolutif, un professionnel de l'analyse programmation ayant 8 à 10 ans d'expérience. Une bonne maîtrise Cobol, CICS et DLI est indispensable.

Merci d'adresser CV complet, photo et salaire actuel, sous réf. M 7387 A, à

**egor promotion** 8 rue de Berri 75008 Paris

Au sein d'une IMPRIMERIE importante, située en province, notre département fait déjà, à l'exportation, la moitié de son chiffre d'affaires (40 MF).

Notre développement rapide nous amène à créer à PARIS le poste de

### adjoint au directeur commercial

Il aura la responsabilité des ventes à une clientèle d'établissements financiers parisiens et se verra progressivement confier des marchés étrangers.

Ce poste, très évolutif, s'adresse à un candidat de 30 ans environ, formation E.S.C. ou équivalente, parlant anglais couramment et ayant une première expérience de vente export.

Les dossiers de candidatures - sous réf. 1332 M - à préciser sur l'enveloppe - seront traités confidentiellement par

**DEVELOPPEMENT**

10, rue de la Paix - 75002 Paris.

ENERTEC

Schlumberger

Notre Société, spécialisée dans la mesure des grandeurs électriques et électroniques, leur enregistrement et leur traitement recherche pour son établissement de Montrouge :

## RESPONSABLE INFORMATIQUE

Vos études supérieures, votre expérience professionnelle de 5 à 10 ans et votre maîtrise des matériels et logiciels IBM 370 - 4300, DOS/VSE, CICS et DL 1 ainsi que votre connaissance des applications en temps réel en informatique de gestion vous permettront de prendre la direction d'une équipe de 20 informaticiens.

Vous participerez à la politique de développement de l'informatique de l'établissement. Vous superviserez l'exploitation des applications réalisées et le développement d'applications nouvelles. (Réf. : NC 1 M)

## INGENIEUR INFORMATICIEN débutant ou première expérience

Votre niveau de formation - Grandes Ecoles ou Universitaire - doit vous permettre de développer nos applications informatiques sur un ordinateur IBM 4300 utilisant un système de bases de données en temps réel, dans les domaines de la gestion industrielle et commerciale, de la comptabilité, des achats et de la paie. (Réf. NC 2 M)

Vous voudrez bien adresser votre CV avec photo (en indiquant vos prétentions ainsi que la référence du poste retenu) à

Nadine Chevallier SOCIETE ENERTEC - Service du Personnel Boite Postale 620 - 92542 MONTRouGE CEDEX

Société financière en relation d'affaires avec plus de 120 pays, réalisant un chiffre d'affaires de plus 3 milliards de francs, recherche pour son département commercial Allemagne - Autriche - Hollande, un

### Responsable administratif

chargé du suivi technique des contrats. Il devra pouvoir s'exprimer aisément en allemand comme en anglais. Il aura à animer une équipe administrative et pourra trouver dans le groupe une évolution de carrière à la mesure de ses ambitions et de ses performances.

Nicole Marichez vous remercie de lui adresser votre dossier de candidature s.réf. M 4942 B, 1 rue de Berri 75008 Paris.



**Bernard Julhiet Psycor**

Membre de Syntec

Société de la Branche Aluminium du Groupe Pechiney Ugine Kuhlmann recherche pour son Agence de Paris :

### CADRE TECHNICO-COMMERCE

diplômé d'une ESCAE

LA FONCTION : Promotion de la feuille mince d'aluminium.

L'HOMME : Quelques années de pratique commerciale - Angles souhaitables.

L'EVOLUTION : Possibilités dans la Société et le Groupe PUK.

Adressez CV, photo sous référence 7116 à L.T.P. 31, Bd Bonne Nouvelle 75082 Paris Cedex 02 - qui transmettra

Nous sommes une Société industrielle française, leader dans notre domaine :

### LE CONFORT DE L'HABITAT

Nous souhaitons compléter nos équipes de production en Fonderie et recherchons un

### INGENIEUR

E.C.P. - MINES - E.N.S.A.M. ...

à qui nous pourrions donner des responsabilités en fabrication dans un premier temps.

Nous recherchons un ingénieur ayant une expérience diversifiée d'une dizaine d'années (conception, fabrication, méthodes, services techniques...).

Ce poste peut être rapidement évolutif pour un candidat de fort potentiel.

Ecrire avec C.V. et prêt, sous le numéro 56 864, à Contesco Publ., 20, av. de l'Opéra - 75001 PARIS.

## INGENIEURS TECHNICO COMMERCIAUX

### MICRO-INFORMATIQUE - PERIPHERIQUES

Vente de systèmes micro-informatique (cartes microprocesseur, outils de développement) et les périphériques associés.

Pour son siège à ASNIERES :

Un INGENIEUR débutant TECHNICO COMMERCIAL.

Un INGENIEUR de VENTE confirmé

Pour son agence de BRETAGNE (RENNES) :

Un INGENIEUR de VENTE

ayant solide expérience.

Rémunération motivante.

Envoyer C.V. et prétentions à METROLOGIE

Tour d'Asnières 92208 ASNIERES cedex.

**METROLOGIE**







offres d'emploi

offres d'emploi

offres d'emploi

offres d'emploi

# MATRA

DIVISION OPTIQUE recherche pour ses différentes activités :

## INGENIEUR ELECTRONICIEN

(ESE - ISEN - ISEP - Grenoble etc...)

Option instrumentation

Débutant ou quelques années d'expérience, pour étude et réalisation de matériel de traitement et visualisation d'images.

Connaissances en électronique digitale rapide, microprocesseurs et télévision digitale.

## INGENIEUR GRANDE ECOLE

(TELECOM - SUPELEC - Grenoble)

pour études de logiciels sur mini-ordinateurs pour applications industrielles.

Bonnes connaissances du FORTRAN nécessaires, expérience souhaitée sur mini-ordinateur et temps réel.

## INGENIEUR

(Arts et Métiers ou formation physicien)

Débutant ou quelques années d'expérience dans le domaine pour étude et réalisation de systèmes à ultra-sons.

Connaissances en physique générale, mécanique vibratoire, électronique analogique.

## INGENIEURS SYSTEMES CONFIRMES

Ayant de bonnes connaissances dans les domaines suivants :

- électronique,
- informatique,
- optique (souhaitée),
- asservissements,
- expérience 5 à 10 ans de projets.

Ecrire avec CV et rémunération actuelle sous référence CR 635 au Service du Recrutement des Ingénieurs et Cadres

**MATRA** B.P. N° 1 - 78140 VELIZY

# MATRA

recherche pour ses applications de pointe :

## INGENIEURS ELECTRONICIENS

ayant l'expérience du développement de circuits hybrides COUCHES EPAISSES pour assurer les activités de recherche et d'évaluation des technologies nouvelles dans ce domaine ou mettre en place et diriger de nouvelles unités de production du Groupe.

Adresser CV, rémunération souhaitée en indiquant la référence SM 635

Service du Recrutement des Ingénieurs et Cadres

**MATRA** B.P. N° 1 - 78140 VELIZY

## ANALYSTE BUDGETAIRE

Chargé de l'élaboration et du suivi du budget du Centre.

- Etudes supérieures et formation gestion (DECS ou Maîtrise de gestion)
- Connaissance informatique appréciable
- 5 ans d'expérience minimum dont 3 au moins dans contrôle de gestion de PME.

Adresser CV, photo, salaire et prétentions sous référence 638 à L.F.P.

31, Bd Bonne Nouvelle 75002 Paris Cedex 02

# MATRA

recherche pour son service Contrôle au CHESNAY

## INGENIEURS Grandes Ecoles

pour assurer la responsabilité du contrôle mécanique, électrique pour les fabrications prototypes.

Ce poste nécessite une expérience industrielle confirmée dans la fabrication ou le contrôle à un niveau d'encadrement.

Adresser CV, rémunération souhaitée et photo en indiquant la référence SM 634

Service du Recrutement des Ingénieurs et Cadres

**MATRA** B.P. N° 1 - 78140 VELIZY

## Informaticien

Ce poste intéresse un jeune cadre débutant, diplômé de l'enseignement supérieur et désireux de travailler dans une équipe dynamique.

Adresser C.V. et prétentions à :

**GRUPE ZURICH/FRANCE**  
 14, Bd Polignac  
 BP 269.09  
 75428 PARIS cedex 09

## AUBRY et Cie

800 personnes près de BOURGES.

Cherche pour renforcer son équipe de Direction :

## Un Directeur d'Usine

250000F+

Pour assurer à court terme la succession de l'actuel Directeur (cause retraite).

Le candidat recherché est un homme d'expérience, gestionnaire, de formation technique (Ingénieur A.M. - C.N.A.M. - I.C.A.M.) 40 ans minimum.

Grand responsable de l'établissement, il aura en charge l'ensemble des services de l'usine aidé dans son action par un Directeur Administratif et un Directeur Technique.

Connaissance Emboutissage et expérience de responsabilité dans une unité de taille comparable sont souhaitées.

Animateur, il aura pour mission de gérer l'outil de production et d'en améliorer l'organisation.

Il sera l'interlocuteur direct de la Direction Générale à Paris.

## Un Directeur Technique

40 ans minimum.

Pour coordonner, animer et gérer l'ensemble des méthodes, des études, de l'outillage et du contrôle.

Il sera membre du Comité de Direction de l'usine et secondera le Directeur de l'usine dans l'amélioration de la qualité, des méthodes, la réduction des coûts d'exploitation, l'analyse de la valeur.

Le candidat recherché est Ingénieur de formation (A.M. - C.N.A.M. - I.C.A.M. - I.O.N.), ayant une expérience industrielle diversifiée.

Il devra être familier des techniques d'emboutissage et d'assemblage de pièces de moyenne et grande série.

## Un Contrôleur de Gestion

Attaché à la Direction Générale de PARIS pour le secondar dans l'analyse industrielle et l'assistance dans ses plans d'actions prioritaires.

Son activité sera partagée entre l'usine et le siège.

Son rôle sera, en prenant du recul par rapport aux préoccupations quotidiennes, de faciliter la décision et la mise en œuvre des mesures d'orientation les plus pertinentes.

Le candidat recherché doit être avant tout un excellent analyste, un homme de méthode et d'organisation, ayant les facilités de contact nécessaires pour collaborer avec les équipes de l'usine.

Une expérience d'au moins dix ans en milieu industriel et une habitude des méthodes de gestion sont indispensables pour réussir.

A.M. ou I.C.A.M. souhaitable.

Adresser C.V. et photo à la Direction Générale BOYVAL - 5, rue de Téhéran - 75008 PARIS.

## commercial informatique

traitement systèmes graphiques

détection sur dossiers, analyse chez clients, projets, gestion réalisation. EXPERIENCE ARCHITECTURE SYSTEMES



ÉCRIVEZ en mettant l'accent surtout sur vos attentes professionnelles et vos aptitudes caractéristiques que sur votre acquis actuel à la COMPAGNIE DE SIGNALUX ET D'ENTREPRISES ELECTRIQUES, Direction du Personnel 17, Place Edouard Fernet 75015 PARIS.

## AETA

Société d'Electronique Professionnelle

(Systèmes Spéciaux de télématique)

recherche pour faire face à une croissance rapide

AU NIVEAU DIRECTION GENERALE

## ingénieur

## technico-commercial

Grande Ecole (X, Telecom. ou équivalent)

Connaissance des techniques de microinformatique et télécommunication indispensables.

Expérience commerciale très souhaitable.

POUR SA DIRECTION TECHNIQUE

## chef de laboratoire

Une expérience d'environ 10 ans en laboratoire

d'études et la pratique des techniques

- Microprocesseurs - Transmissions numériques sont requises.

## ingénieurs de laboratoire

débutants et confirmés

Avec expérience de 1 à 10 ans dans les techniques ci-dessus.

## agents techniques

AT2 - AT3 - ATP

Perspectives d'avenir exceptionnelles dans une Société particulièrement dynamique.

Adresser CV : AETA 1, rue de Verdun 92140 CLAMART - TEL. 645.06.09

## SOCIETE D'INGENIERIE OFFSHORE

Leader sur le marché international recherche

## ingénieur en génie maritime pétrolier

Le candidat, avec au moins 5 ans

d'expérience, aura de solides connaissances en hydrodynamique et en action

des éléments sur les structures en mer.

Il aura également une bonne expérience en conception générale et calcul de

structures (y compris le calcul sur machine).

Enfin, il sera bilingue Français-Anglais.

Adresser CV, manuscrit, photo et prétentions s/réf 2500M à PROJETS

12 rue des Pyramides 75001 Paris

## JAEGER

BRANCHE AERONAUTIQUE

recherche pour PARIS

## INGENIEURS D'ETUDES

## ELECTRONICIENS

Conception et programmation de systèmes micro-

processeurs. Expérience sur série 6800 souhaitée.

Anglais apprécié.

Envoyer curriculum vitae détaillé, photo et prêt

à : 0° 56917, CONTEXTE Publicité,

20, avenue de l'Opéra, Paris (1<sup>er</sup>), qui transmettra.

## IMPORTANT GROUPE FRANCAIS D'ELECTRICITE ELECTRONIQUE

pour l'extension des domaines Télématique

recherche INGENIEUR GRANDE ECOLE possédant

EXPERIENCE REUSSIE MANAGEMENT GRAND PROJET

recherche

## commercial télématique

direction projet d'ampleur nationale

TECHNIQUES AVANCEES

Fonctions : contact commercial, encadrement d'équipe, coordination

industrielle, gestion financière.

Lettre de candidature à adresser sous no 56967, CONTEXTE Publicité

20, avenue de l'Opéra 75040 PARIS Cedex 07, qui transmettra.

## kléber colombes

recherche

## 1° pour son département Compétition et Nouvelles Structures (Colombes)

- UN INGENIEUR MECANICIEN PHYSICIEN chargé de l'étude et du développement des pneus de compétition. Réf. A
- UN INGENIEUR MECANICIEN chargé des essais et de l'assistance technique dans les épreuves sportives européennes pour les pneus de compétition. Réf. B

## 2° pour son Centre d'Essais sur Route de Miramas

- UN INGENIEUR MECANICIEN PILOTE D'ESSAIS chargé de pratiquer des essais subjectifs et mesurés. Réf. C
- UN INGENIEUR AGRONOME à qui seront confiés des essais de simulation et des essais analytiques relatifs aux pneumatiques agraires. Réf. D

Ces 2 ingénieurs contribueront par ailleurs à perfectionner les méthodes et moyens d'essais actuels.

Adresser C.V. et prétentions en rappelant la référence du poste à :

**kléber**

Service Central des Ingénieurs et Cadres - 6, avenue Kléber 75016 Paris

## DOMAINE

Matériels et logiciels pour réseaux de télétraitement et informatique distribuée, installés chez de gros clients travaillant souvent dans un environnement IBM.

## POSTES

## ingénieurs et chefs de projets

Plusieurs postes à différents niveaux de responsabilité sont offerts dans les fonctions suivantes :

- Assistance clientèle pour la mise en œuvre de nos matériels et logiciels ;
- Suivi et développements de projets ;
- Lancement de nouveaux produits.

## DEVENIR

Bénéficier d'opportunités techniques ou d'encadrement offertes par la rapide croissance d'une société appartenant à un très grand groupe mondial. S'imposer dans un domaine d'avenir.

## PROFIL

Formation supérieure. Expérience acquise de préférence chez un constructeur. Goût des contacts clients, des responsabilités et des initiatives. Anglais souhaité. Connaissance des systèmes IBM appréciée pour certains postes.

Ecrire avec C.V. et photo à :

ITT Data Systems France SA

Département du Personnel

Tour Maine-

Montparnasse

(Boite 148)

33, av. du Maine

75755 Paris

Cedex 15



Je vous envoie



REPRODUCTION INTERDITE  
offres d'emploi

**MATRA**  
recherche pour son service Contrôle au CHESNAY  
**INGENIEURS**  
**Grandes Ecoles**  
pour assurer la responsabilité du contrôle mécanique, mécanique pour les subdivisions prototypes.  
Ce poste nécessite une expérience industrielle confirmée dans la fabrication ou le contrôle à un niveau d'assemblage.  
Adresser C.V., rémunération souhaitée et photo en indiquant la référence SM 634  
Service du Recrutement des Ingénieurs et Cadres  
**MATRA** S.P. N° 1 - 78140 VELIZY

**Informaticien**  
Ce poste concerne un jeune cadre débutant, diplômé de l'enseignement supérieur et désireux de travailler dans une équipe dynamique.  
Adresser C.V. et prétentions à  
Mme De Becker  
14, Bd Poissonnière  
BP 259.05  
75426 PARIS Cedex 05

**RECRUTEZ en mettant l'accent sur vos attentes professionnelles et vos acquis académiques que sur votre diplôme**  
à la **COMPAGNIE DE SIGNAUX ET D'ENTREPRISES ELECTRIQUES**  
Département du Personnel 17, Place Étienne Marcel 75015 PARIS.

**LE FRANÇAIS D'ELECTRICITE ELECTRONIQUE**  
recherche pour son service Télématique  
**INGENIEUR GRANDE ECOLE** possédant  
**ELABORATION MANAGEMENT GRAND PROJET**  
recherche

**ercial télématique**  
en projet d'ampleur nationale  
**TECHNIQUES AVANCEES**  
connaissance, encadrement d'équipe, coordination, gestion financière.  
à adresser sous no. 54987, CONTESSÉ Publicité  
Ouvre 75001 PARIS Cedex 01, qui transmettra.

**ber colombes**  
recherche  
**1 département Compétition des Structures (Colombes)**  
**MECANICIEN PHYSICIEN** chargé de l'étude et de la mise au point de compétition.  
**MECANICIEN** chargé des essais et de l'entretien des moteurs sportifs européens pour les équipes.  
Ref. B

**Centre d'Essais sur Route**  
**MECANICIEN PILOTE D'ESSAIS** chargé de la conduite et des essais.  
**l'AGRONOME** à qui seront confiées les études et les essais analytiques réalisés aux essais sur route.  
Ref. D  
et intéressés par ailleurs à perfectionner leurs connaissances.  
et intéressés en rapportant la référence de route à  
**kléber**  
No. 75001 PARIS Cedex 01, qui transmettra.

**act**  
recherche pour son service Télématique  
**INGENIEURS ELECTRONICIENS**  
pour assurer la responsabilité du contrôle mécanique, mécanique pour les subdivisions prototypes.  
Ce poste nécessite une expérience industrielle confirmée dans la fabrication ou le contrôle à un niveau d'assemblage.  
Adresser C.V., rémunération souhaitée et photo en indiquant la référence SM 634  
Service du Recrutement des Ingénieurs et Cadres  
**MATRA** S.P. N° 1 - 78140 VELIZY

REPRODUCTION INTERDITE  
offres d'emploi

**BMW FRANCE**  
cherche  
**assistante de direction**  
**TRILINGUE**  
**FRANÇAIS, ALLEMAND, ANGLAIS**  
pour collaborer avec le Président du Directeur.  
La candidate retenue devra :  
- posséder une expérience de plusieurs années dans un poste similaire.  
- maîtriser parfaitement les trois langues demandées et pratiquer la sténodactylo dans au moins deux d'entre elles.  
- une excellente présentation ainsi que le sens des contacts à tous niveaux sont indispensables pour tous les postes qui requièrent également une certaine disponibilité.  
Rémunération ouverte.  
Poste à pourvoir début Juillet 80.  
Lieu de travail : 3 avenue Ampère 78390 BOIS D'ARCY (Gare de St Quentin en Yvelines 20 minutes de Paris Moutparnasse).  
Une courte période d'essai est à prévoir au Siège social de la Société 116 av. A. Briand 92220 BAGNEUX.  
Adresser lettre manuscrite, C.V. photo et prêt à Mlle LAPUELLE, 116 avenue A. Briand 92220 BAGNEUX

**IMPTE SOCIÉTÉ DE CONSTRUCTIONS ELECTRO-MECANIKES**  
recherche pour PARIS  
**UN (E) ASSISTANT (E) DE GESTION**  
destiné (e) à prendre en charge les problèmes de gestion générale et de gestion d'affaires dans le cadre de grands ensembles industriels à l'exportation.  
Formation Maîtrise de Gestion ou Grandes Ecoles de Commerce.  
Plusieurs années d'expérience.  
Env. C.V. détaillé, photo et prétentions à No. 56.590, CONTESSÉ Publ. 20, av. de l'Opéra, PARIS 11<sup>ème</sup>.

**transports collectifs...**  
Un groupe de transports de voyageurs d'importance nationale recherche dans le cadre du développement de ses services d'ingénierie  
**2 INGENIEURS D'ETUDE**  
qui devront participer à l'élaboration des plans et programmes de transport collectif urbain et interurbain. L'intérêt et la diversité de ce type d'étude (conception des besoins de transport, organisation de l'offre à la demande, optimisation des circuits et mouvements, négociation avec les responsables des collectivités locales), conviennent à des jeunes diplômés d'une école supérieure, spécialisés dans ou attirés par les questions d'urbanisme, d'aménagement du territoire, de logistique.  
Déplacements réguliers ou installation en province, promotion valorisante, soit à l'échelle du groupe, soit dans les postes opérationnels de direction de réseau.  
Salaire annuel de l'ordre de 100.000 F.  
Adresser lettre manuscrite, C.V. photo sous référence 355 à A.S. CARME EMPLOIS ET ENTREPRISES 18, rue Volney - 75002 PARIS

**IMPORTANTE SOCIÉTÉ ACCESSOIRES AUTO**  
accrue au Nord-Est de Paris  
recherche  
**RESPONSABLES UNITÉ PRODUCTION DE MACHINES SPÉCIALES**  
Ce poste coordonnerait à DES INGENIEURS MECANICIENS CONFIRMES  
Serait avec C.V., prétentions et photo à : CHIRÉ PROJECTEURS (Service du Personnel), 17, rue Henri-Gautier, 93012 BOBIGNY CEDEX

**analystes analystes programmeurs expérimentés**  
**FILIALE** chargée de la mise en œuvre des SYSTÈMES INFORMATIQUES d'un très important GROUPE D'ASSURANCES recherche des analystes (réf. 8363 AP), ayant 2 à 3 ans d'expérience dans l'informatique, pour travailler sur d'importants systèmes utilisant IMS et DL1 pour gérer en temps réel des bases de données et un réseau de télétransmission.  
Le matériel actuellement installé se compose de :  
DEUX 3033 - 12.000 K chacun,  
UN 3033 - 8.000 K,  
UN 370/168 AP - 8.000 K,  
1000 terminaux de télétransmission.  
Envoyer C.V., en précisant la référence du poste choisi, au Service du Personnel, Tour Franklin, Cédex 11, 92081 PARIS La Défense.

**EUSELEC**  
Société Porte Recrutement son  
**CHEF COMPTABLE (Femme)**  
et **ASSISTANTES COMPTABLES II**  
So. présentier 18, av. Victor Hugo, 92, 93<sup>ème</sup> CHARENTON LEZ MAISON ALFORT, La préfecture du Val-de-Marne recrute  
**3 ATTACHÉS CONTRACTUELS**  
pour exercer les fonctions de :  
- Ingénieur Informatique ;  
- Documentaliste ;  
- Chargé d'études économiques et statistiques.  
Niveau d'étude : Licence.  
Recrutement : Sur contrat.  
Ecrire avec C.V. et photo à : Préfecture du Val-de-Marne, Direction de l'Administration Générale et des Personnels, 18, av. Victor Hugo, 92, 93<sup>ème</sup> CHARENTON LEZ MAISON ALFORT.  
**SERVICE SOCIAL INTER-ENTREPRISES**  
banlieue Ouest de Paris rech.  
**ASSISTANTE SOCIALE D.E.**  
volontaire indispensable.  
Env. C.V., photo et prêt, à Mlle LAPUELLE, 116 avenue A. Briand 92220 BAGNEUX CEDEX.

**UN INGENIEUR, RESPONSABLE DE PROJET**  
Filiale française d'une très importante société internationale d'engineering, nous sommes appelés à réaliser des projets à caractère technique. Spécialisés dans l'industrie pétrolière et pétrochimique nous souhaitons recruter **UN INGENIEUR GRANDE ECOLE**, d'au moins 27 ans, ayant une expérience pratique de 3 ans minimum en milieu industriel. Cette expérience doit lui permettre d'appréhender les aspects technique et financier des projets qui lui sont confiés depuis la commande (spécifications, budget, délai...) jusqu'à la livraison au client. La mission implique un dialogue permanent avec nos services techniques, la coordination de leurs travaux ainsi que le suivi des contrats clients et sous-traitants.  
L'ALLEMAND COURANT est nécessaire pour ce poste basé à Paris.  
Adresser C.V., lettre manuscrite, photo et rémunération souhaitée sous référence 222  
**EKA**  
158, av. de Suffren 75015 PARIS.

**STE INDUSTRIELLE**  
occupant l'un des tout premiers plans de son secteur d'activité (para-médical) recherche pour banlieue SUD-EST deservie par métro  
**ANALYSTES PROGRAMMEURS**  
Possédant une expérience de 2 à 3 ans dans la fonction, il aura nécessairement une connaissance du robot. Des notions en C.I. et bases de données seraient appréciées.  
Horaires souples. Avantages divers.  
Env. C.V., manusc., photo, prêt, n° 57258, CONTESSÉ Publ., av. de l'Opéra, Paris 11<sup>ème</sup>.  
**ENTREPRISE PRESSE**  
PROFIL :  
Escale des de commerce, gestion, finance de préférence.  
Expérience souhaitable, mais non indispensable.  
**LIBRE RAPIDEMENT**  
Ecr. n° 749.384 M. Révis-Presses 83 bis, r. Réaumur, 75002 Paris.  
Maison toutes professions de Paris recherche :  
**JOURNALISTES**  
Ecrire en joignant C.V. au n° 8140, Le Monde à Publicité, 1, rue de la Harpe, 75001 Paris C. 97.

**IMPORTANTE SOCIÉTÉ DE MANUTENTION AERIEENNE**  
cherche  
**CHEF DE BUREAU D'ETUDES**  
- Plusieurs années d'expérience dans la fonction.  
- Ingénieur diplômé ou équivalent.  
Faire offre avec curriculum vitae et prétentions, à REGIE - PRESSE sous le numéro T 018.682 M. 85 bis, rue Réaumur - 75002 PARIS.

**Ordis**  
Une Importante Société secteur grande distribution recherche  
**RESPONSABLE D'EXPLOITATION**  
IBM 370 - DOS-VS-TP  
Sous la responsabilité du Chef de Service, il aura pour mission :  
- de prendre en charge l'existant pour acquiescer rapidement une bonne vue d'ensemble des points forts et des points faibles de l'organisation actuelle  
- d'étudier et de proposer les améliorations indispensables à la mise à niveau de la production  
- d'organiser les relations du centre avec les utilisateurs et le service études.  
PROFIL : homme de bonne expérience, possédant de réelles qualités d'organisation, d'encadrement et d'animation.  
Connaissance V.SAM souhaitée.  
Poste à pourvoir à PARIS.  
Adresser pour examen confidentiel votre C.V. avec photo et prétentions sous réf. CR2 à Anne MILCENT  
**Ordis Conseil en Recrutement**  
10, rue Aubert PARIS 9<sup>ème</sup>

**COMPAGNIE D'ASSURANCES GROUPE EUROPEEN de premier plan**  
recherche pour PARIS  
**SON FUTUR**  
**• chef du service contentieux-sinistres**  
Il devra avoir :  
- 32 ans et une LICENCE EN DROIT PRIVE au minimum ;  
- nos expériences confirmées et des compétences polyvalentes dans le domaine des Assurances.  
Seront étudiées également des candidatures exceptionnelles d'Inspecteurs-Régisseurs ayant en délégation de pouvoir.  
L'envergure du candidat devra justifier l'évolution de carrière envisagée pour un avenir immédiat.  
**• le chef de son service comptabilité**  
Il devra avoir :  
- un DIPLOME D'ECOLE SUPERIEURE DE COMMERCE, 32 ans et un DECS au minimum ;  
- une grande compétence dans les domaines COMPTABILITE-BILAN-FISCALITE.  
Il sera destiné à remplacer ultérieurement le CHEF DU DEPARTEMENT.  
Adresser lettre manuscrite, C.V. et photo en mentionnant niveau de salaire recherché à Madame DENQUIN, 1, avenue de la Bastille - 92380 GARCHES, qui ne transmettra qu'avec votre accord.

**CENTRE DE LUTTE CONTRE LE CANCER**  
rech. pour contrat deux ans  
**ANALYSTE PROGRAMMEUR**  
- Formation supérieure.  
- Expérience 2 ans souhaitée.  
- Salaire brut 6.727 X 12  
- 1<sup>er</sup> si expérience.  
- Application de gestion hospitalière s. matériel OEC.  
Ad. C.V. à M. DA SILVA Institut Gustave Roussy, rue Camille-Desmoulins, 95000 VILLEJUIF.  
**A.I.D.**  
IMPORTANTE STE IMMOBIL. recherche  
**NEGOCIATEURS (TRICES)**  
pr secteur Nord de Paris.  
Tél. JI DURAND 032-13-00  
**PUBLIAS RECRUTE**  
avec CONTRAT pour Service « Polices » :  
- DACTYLO, 45 ans, si privée d'emploi un an et bénéficie allocation chômage, portable orthographe, contacts clients par tél. Possibilité logement.  
Env. C.V. et prétentions : 212, rue Réaumur, Paris 7<sup>ème</sup>.

**UFB LOCABAIL** La Banque de l'équipement  
**comptables**  
DECS ou équivalent  
Dans le cadre de notre Direction financière et comptable, nous vous proposons de prendre la responsabilité de la comptabilité de Sociétés filiales de notre Groupe, jusqu'à l'établissement des bilans et des déclarations fiscales. Ces postes peuvent représenter une évolution pour des personnes ayant 2 à 3 ans d'expérience et désireuses d'assumer la responsabilité d'une petite équipe.  
Envoyer C.V. + photo sous référence 440 à **COMPAGNIE BANCAIRE - Service Orientation Recrutement - 5, avenue Kléber - 75116 PARIS.**

**Important Cabinet BREVETS D'INVENTION**  
recherche  
**INGENIEUR ELECTROMECANICIEN**  
trilingue, exp. 5 à 10 ans en brevets d'invention et de brev. dipl. C.E.I.P.I. Ecr. avec C.V. et prétentions.  
Cabinet Casanova-Akerman-Lepoutre, 24, Bd Strasbourg, Paris-10<sup>ème</sup>.  
S.P. 2 M. recrute pour un de ses clients  
**1<sup>er</sup> ANALYSTE PROGRAMMEUR**  
Cobol CICS DL1 confirmé  
**2<sup>er</sup> ANALYSTE ORGANIQUE**  
C.I.E.S. D.L.1 confirmé  
Tél. : 222-06-77, poste 10.  
Centre recherche musicale Paris rech. informaticien-analyste, un partiel pour développ. logiciels de traitement numérique du son accord. POP 1160 et partiel exploitation système. C.V. à REGIE PRESSE Na 8000 N, 85 bis, rue Réaumur, 75002 Paris.

Importante Imprimerie Benelux (7 rotos) recherche  
**TECHNICO-COMMERCIAL**  
chargé de prospecter le marché parisien (dépliants et catalogues gros tirage) pour négocier et suivre les commandes en rapport avec les capacités techniques de l'usine.  
Le candidat devra avoir une bonne compétence dans l'impression rotative offset qui sera complétée par une période de formation de 2 à 3 mois à l'usine.  
Le poste est à créer à Paris ou région Parisienne.  
Ecrire avec C.V. et rémunération actuelle à la direction de  
Imprimerie BOURG-BOURGER  
B. P. 2002  
LUXEMBOURG  
Gr.-D. de Luxembourg  
Les candidatures seront traitées avec la plus grande discrétion.

**FILIALE GROUPE INTERNATIONAL 80 M. F.**  
Installations d'équipements industriels  
(Le Groupe suédois : + de 3 Milliards de F. au total dont 240 Millions de F. en France)  
rech. pour Siège BANLIEUE OUEST  
**CHEF DEPARTEMENT COMPTABILITE-GESTION**  
Rapportant au D.G. : COMPTABILITE GENERALE et ANALYTIQUE, TRESORERIE, REPORTING, GESTION et problèmes administratifs (500 de 8 personnes).  
**INDISPENSABLE**  
- Formation COMPTABLE solide : B.P. - DECS...  
- ANGLAIS parlé • EXPERIENCE (5-10 ans) dans Multinationale avec REPORTING comme Chef Comptable, Contrôleur ou Contrôleur de Gestion.  
**DISCRETION ABSOLUE.** Lettre manuscrite, C.V. détaillé, rémunération, photo et réf. 4393 à  
**sélection conseil**  
98, AV. DE VILLIERS, 75017 PARIS

**Important établissement financier**  
recherche  
**CHEF DE GROUPE (ÉDITIONS, MANIFESTATIONS COMMERCIALES)**  
pour proposer au sein d'une équipe les stratégies de développement et préconiser le choix d'actions particulières dans les domaines de l'ÉDITION PUBLICAIRE DES POIRES ET SALONS. Soit les opérations à réaliser, ainsi que la coordination des sous-traitants choisis. Assurer le conseil technique auprès du réseau national.  
Déplacements de courte durée  
- 5 ans minimum dans même activité, en agence ou chez l'annonceur ;  
- solides connaissances de l'édition ;  
- anglais lu, écrit, parlé.  
Envoyer C.V., photo et prétentions de salaire à n° 56.594 CONTESSÉ Publicité 20, avenue de l'Opéra, 75001 Paris Cedex 01, qui tr.

**SOCIÉTÉ D'INGÉNIEURIE MINIERE**  
recherche  
**Ingénieur d'affaires**  
**FORMATION GRANDE ÉCOLE (X, MINES, E.C.P.)**  
35 ans environ.  
Le candidat retenu sera appelé à assumer les tâches de Direction et de Gestion des Projets confiées à la Société.  
Il devra avoir une expérience de l'industrie Minière ainsi qu'une bonne connaissance de l'Anglais.  
Poste à pourvoir à PARIS comportant de fréquents déplacements à l'étranger.  
Merci d'adresser C.V., photo et prétentions scél. 4100 à  
**SCS JONCTION 9, rue des Halles 75001 PARIS** qui transmettra.  
Il sera répondu à toutes les candidatures qui seront traitées confidentiellement.

**MAISON INTERNATIONALE D'ÉDITION**  
en plein développement  
cherche pour étoffer son équipe  
**JURISTE PRATICIEN**  
S'intéressant aux problèmes de l'édition.  
Susceptible d'animer, après formation, l'élaboration d'une collection juridique pratique.  
Excellentes possibilités de carrière pour personnalité dynamique et capable.  
Faire offre avec C.V., références et prétentions à : REGIE-PRESSE, n° 84.594 M. 85 bis, rue Réaumur, 75002 Paris.

**la vente vous attire... DÉBUTANTS DIPLOMÉS IUT, BTS**  
(gestion commerciale, industrie alimentaire)  
...soyez nos cadres de demain  
Nous sommes :  
- Une entreprise de distribution de produits alimentaires.  
- Leader sur son marché.  
- En forte expansion + 25% l'an.  
Vous êtes :  
- Disposés à faire vos preuves sur le terrain.  
- Disponibles pour missions et opportunités de carrières toutes régions.  
- Libérés des obligations militaires.  
Nous vous offrons :  
- Une formation complète de 3 à 6 mois en région Parisienne, au sein d'une équipe de vente dynamique.  
- Une évolution de carrière vers des postes à responsabilité.  
- Un salaire motivant (fixe + primes).  
Merci d'envoyer votre C.V. et photo sous référence 91889 M à BLEU Publicité 17, rue Lebel - 94300 VINCENNES



offres d'emploi

Première société française de  
REVÊTEMENTS et SANITAIRES en  
CERAMIQUE,  
siège social à Paris — plusieurs usines en  
Europe,  
recherche pour sa Direction Exportation

## 2 cadres export

UN pour l'EUROPE OCCIDENTALE  
(référence 8439 A)  
UN pour le MOYEN ORIENT et l'EXTREME  
ORIENT (référence 8439 B)

Pour ces postes, il est nécessaire d'avoir une  
formation ESC, 23 ans minimum, une bonne  
première expérience, l'habitude des négocia-  
tions à l'étranger, un anglais parfait indispen-  
sable (+ si possible 2ème langue).  
Déplacements à prévoir 1/3 du temps.  
Connaissance des produits du bâtiment appré-  
ciée.

Envoyer dossier de candidature, en précisant  
la référence AMÉLIA SYSTEM, 104 rue Réaumur  
75002 Paris, qui transmettra.

## ACCOUNTING MANAGER

160.000 F + PARIS

Notre laboratoire pharmaceutique européen, de  
taille importante en France, recherche un  
véritable patron pour son service comptable.

C'est d'ailleurs beaucoup plus qu'un poste  
comptable : il s'agit en fait d'animer un service  
d'une douzaine de personnes (comptabilité  
générale, clients, fournisseurs, trésorerie), mais  
aussi d'apporter les informations nécessaires au  
reporting suivant des méthodes anglo-saxonnes.  
De plus, il faut une capacité certaine d'innovation  
pour faire évoluer les structures comptables et  
financières de la société.

Ce poste devrait convenir à un diplômé d'une  
grande école de Commerce ayant un niveau  
expertise comptable.

Par ailleurs, une expérience semblable dans des  
sociétés multinationales anglo-saxonnes est bien  
sur indispensable, de même qu'une pratique  
courante de l'outil informatique.

Enfin, nous souhaitons trouver une personnalité  
capable de s'insérer à différents niveaux de la  
hiérarchie du groupe.

Si vous pensez pouvoir prendre en mains ce  
poste, nous serons heureux de vous rencontrer  
très prochainement.

Merci d'envoyer votre C.V. nous référence 4.537  
à Michel GARNIER :

INTERNATIONAL BUSINESS DRIVE  
28, av. de Messine  
75008 PARIS  
à qui nous avons confié cette recherche.

## Important groupe électronique

recherche

## INGÉNIEURS I/II

Diplômés Grande Ecole électronique

motivés par action technico-commerciale  
et contacts à niveau élevé  
pour négociations et gestion de contrats d'études  
Anglais indispensable

Adr. C.V. manusc., photo (retourn.) et prêt. n° 57.157  
Contesse Publicité, 20, av. de l'Opéra, Paris (1<sup>er</sup>).

## EUROSOFT

SOCIÉTÉ DE SERVICES  
recherche

## INGÉNIEURS INFORMATIQUES

débuts et expérimentés dans les domaines :

- Systèmes temps réel (process...)
- Applications de gestion
- Bases de données et logiciels de base
- Transmission de données et télématique
- Systèmes dans le domaine des microprocesseurs.

pour réaliser des systèmes informatiques de  
haut niveau.

Envoyer C.V. à EUROSOFT SYSTEMES  
48, rue de la Tour 75016 PARIS.

## IMPORTANT GROUPE ÉLECTRONIQUE PROFESSIONNELLE

recherche

## JEUNES INGÉNIEURS

DÉBUTANTS — Libérés du Service national.  
Régulièrement ENST - ESE - ECP pour études  
et développement physique électronique hyper-  
fréquence.

## JEUNES INGÉNIEURS

DÉBUTANTS — Libérés du Service national  
ENST - AM, etc. pour production.

Adresser cur. vitae photo (retournée) n° 57.146,  
CONTESSE Pub., 20, av. Opéra, Paris (1<sup>er</sup>), qui tr.

offres d'emploi

**transpac**

## INGÉNIEURS COMMERCIAUX

Vous connaissez le monde de l'informatique pour  
avoir travaillé, pendant un an au moins, comme  
Ingénieur Commercial, chez un constructeur ou  
dans une société de services et de conseils.  
Ce monde est en mouvement. Nous entrons main-  
tenant dans l'ère des "réseaux" TRANSPAC, réseau  
national de transmission de données, met desor-  
mais la téléinformatique à la portée de toutes les  
entreprises.

Pour commercialiser ce nouveau service, nous  
avons besoin de cadres actifs, de ceux qui veulent  
vivre l'informatique d'aujourd'hui et de demain.  
Ecrivez à la Direction Commerciale ou tél. (poste 315).

**transpac** Réseau national de transmission  
de données par paquets.

TOUR MAIRIE NORTH-RENNES - TEL. 150 50 11 - R.P. 146 - 75002 PARIS CEDEX 15

## IMPT GROUPE ÉLECTRONIQUE

recherche

## INGÉNIEUR 2/3 A

Pour prendre la responsabilité d'un Groupe d'étude  
et développement de prototypes électroniques  
aérospatiaux.

## INGÉNIEURS 1

Libérés service national.  
Diplômés Grande école pour ce même groupe  
d'études.

Adresser C.V., photo (retournée) n° 57.145  
Contesse Publicité, 20, av. Opéra, Paris-1<sup>er</sup> q. tr.

## Importante Société Internationale

spécialisée dans le domaine des Etudes de Marché

recherche

pour son Département Statistiques et Etudes

## UN INGÉNIEUR

débute ou 1 an d'expérience niveau GRANDES

ÉCOLES SCIENTIFIQUES ou COMMERCIALES

Cette personne abordera les domaines :

- de la statistique;
- de l'informatique;

et devra avoir le goût des contacts humains.

Lieu de travail : Région Parisienne

Ecrire : ARSAT

20 bis, rue Gabriel,

78170 LA CELLE-SAINT-CLOUD, qui tr.

**SGN** SOCIÉTÉ GÉNÉRALE  
POUR LES  
TECHNIQUES NOUVELLES

Spécialisée dans

l'ingénierie de la chimie nucléaire

recherche pour son service

INFORMATIQUE DE GESTION

## INGÉNIEUR SYSTEME

responsable de la mise en œuvre des outils de

base sur différents systèmes interconnectés dont

MATRA-ARC et INTER-DATA.

## RESPONSABLE

D'EXPLOITATION

Une expérience de deux ans comprenant l'utili-

sation d'un langage de procédure est indispen-

sable.

Il devra prendre en charge une exploitation

traditionnelle par lots (planning, salle ordi-

neur, bibliothèques, préparation, contrôle)

ainsi que la mise en place de l'exploitation d'un

système transactionnel MATRA-ARC.

Envoyer C.V., photo et prétentions à SGN

Direction du Personnel (Réf. Co.1) - B.P. 30

78184 SAINT-QUENTIN-YVELINES CEDEX

## Sté ALSTHOM ATLANTIQUE

recherche pour sa Division FERROVIAIRE

Lieu de travail :

Laboratoire Electronique de MASSY-PALASEAU

## des AGENTS TECHNIQUES

ÉLECTRONIQUES

départs C.M.

Formation B.T. ou B.T.S.

1) pour des postes sédentaires avec quelques

déplacements :

- pour études et réalisation dispositifs élec-
- troniques de puissance (régulateurs et trans-
- sistors) commandés par régulations à base
- niveau, destinés à transmissions électriques
- contrôlant des moteurs à courant continu
- et alternatif.

2) pour des affectations successives de plusieurs

mois en différentes villes de province ou Paris

avec indemnités de déplacement

— pour mise au point dépannage de matériels

électroniques de puissance et automatisme

de contrôle.

Envoyer curriculum vitae et prétentions, au

Service du Personnel et des Relations Sociales,

36, avenue Kléber - 75016 PARIS.

offres d'emploi

**SGN** SOCIÉTÉ GÉNÉRALE  
POUR LES  
TECHNIQUES NOUVELLES

Spécialisée dans

l'ingénierie de la chimie nucléaire

recherche

pour son département Approvisionnements :

Services ACHATS et RELANCE

## INGÉNIEURS

ayant acquis une expérience (5 - 10 ans)

D'ACHETEUR

dans une Société d'ingénierie ou dans les domai-

nes suivants :

- machines spéciales en moyenne mécanique,
- chaudronnerie inox,
- installations générales ventilation utilité.

Ce service souhaite également intégrer des

INGÉNIEURS EXPERIMENTES

cherchant à s'orienter vers la fonction appro-

visionnement.

Anglais et/ou Allemand appréciés.

Envoyer C.V., photo et prétentions à SGN

Direction du Personnel (Réf. : 8/A) - B.P. 30

78184 SAINT-QUENTIN-YVELINES CEDEX

## Groupe LUCHAIRE

Mécanique - Electronique - Aéronautique

Armement - Caoutchouc - Plastique

1.700.000.000 de CA - 8.000 personnes

recherche

## ANALYSTES

hommes ou femmes

pour le développement de son service

études informatiques, équipé d'une IBM

370-145 et d'un 4341 - 3 réseaux de

traitement multipoints.

Les candidats devront être titulaires d'un

diplôme d'étude supérieure (MAGE ou

équivalent) et justifier d'une expérience

de 4 ans minimum.

Envoyer lettre manuscrite, curriculum vitae,

photo et prétentions à :

F. LEMARIE - Directeur de l'informatique

180, Bd Hausmann

75382 PARIS CEDEX 08

Il sera répondu sous quinze jours à toute

candidature.

## WILLIAM SAURIN

recrute pour étoffer son département

technique et ingénierie un

## DESSINATEUR-PROJETEUR

Expérimenté en installations d'usines,

notamment :

- études, gestion et mise en route de projets
- et réalisations,
- suivi des chantiers et relations avec four-
- nisseurs.

Pour ce poste un sens du travail en équipe et

des déplacements de courte durée sont

indispensables.

Envoyer C.V., détail, photo et prétentions

à W. SAURIN

SAINT-THIBAUT - 77400 LAGNY

(11/2H. du Centre de Paris autoroute A4)

Entreprise Electronique

C.A. 30 M. F. à Montreuil-la-Ville

recherche son

RESPONSABLE

DES ACHATS

Bonne connaissance techniques.

Env. C.V. et prétentions à :

M. LEMAL, AVIAC,

15, rue Louis-Michel,

77020 Montreuil-la-Ville.

ORGANISME DE TOURISME

recrute et forme

## QUINZE

CONSEILLERS (ÈRES)

DE SÉJOUR

Profil : 25 ans min. Niveau de

fin d'études secondaires.

Bonnes connaissances anglaises

et si possible espagnole.

Nécessaire bonne culture gé-  
nérale, dynamique, qualité

d'initiative

et communication.

Expérience appréciée

dans entreprises, vacances

et voyages.

Postes France et étranger.

Rens. : INFAC Tourisme -

Développement, 51, r. Jacques

Kabré, 94130 Nogent-sur-Marne.

575-7254.

## GROUPE

AGRO-ALIMENTAIRES

14 Sites valeur ajoutée totale :

25 millions de francs

recherche

## COMPTAB. PRINCIP.

Pr son service compt. commun

IL EST DEMANDÉ :

- Cart. comptable ou DECS ou
- STS ou brevet prof. anc.
- 5 ans exp. prof. en compt.
- générale, analytique
- POSITION CADRE.

Lieu travail : le Défense

Restaurant d'entreprise

Adresser C.V. av. lettre man.

n° 7 1906 M. REGIE-PRESSE,

85 bis, r. Réaumur, 75002 Paris

LA FONDATION NATIONALE

POUR L'ENSEIGNEMENT DE

LA GEST. DES ENTREPRISES

1. SECRÉTAIRE DE DIRECT.

FRANÇAIS - ANGL.

aptitudes en docum. souhaitées.

Adresser C.V. photo et prêt.

à F. HENRI M. REGIE-PRESSE

85 bis, r. Réaumur, 75002 Paris.

2. SECRÉTAIRE ASSISTANTE

(SERVICE DE PRESSE

COUTURE, PARFUMS)

Bonne présentation.

Libre résident.

Adr. C.V. à MIRA RICCI,

Service du Personnel,

17, rue Faidherbe,

PARIS-8.

Recherches

SECRÉTAIRES BILINGUES

franç.-angl., sténodactylo, télex

pour président de sociétés plan

développement, spécialisés dans

l'ingénierie et le service pétro.

Bureaux situés aux Versailles.

B.T.S. et Cl. de Comm. expés.

Position cadre. Tél. 555-4734.

offres d'emploi

Un important groupe industriel améri-  
cain recherche pour son Etat Major  
Européen basé à PARIS-La Défense, une

## Assistante Financière

Agé d'au moins 28 ans, de formation  
comptable supérieure, type sciences Eco,  
HEC-JF et possédant l'expérience de la  
comptabilité anglo-saxonne.

Le poste, rattaché au Contrôleur euro-  
péen, comprend essentiellement des  
tâches liées au reporting.

Il suppose une pratique des terminaux  
ordinateurs et compte, pour une  
faible part, quelques travaux de secré-  
tariat classique.

La fonction, évolutive à terme pour une  
candidature de valeur, nécessite d'être  
parfaitement bilingue anglais-français.











UN MILLION DE TRAVAILLEURS LOCKOUTÉS OU EN GRÈVE

Le modèle suédois de négociation sociale est mort  
soulignent le patronat et les syndicats

Stockholm. — La confédération du patronat suédois a décidé, le 5 mai, de prolonger d'une semaine les mesures de lock-out concernant plus de sept cent cinquante mille travailleurs du secteur privé. Ces mesures devaient prendre fin en principe le 3 mai. De leur côté, les syndicats ont annoncé qu'à cette date les transporteurs d'essence et de fuel domestique

se mettraient en grève pour une durée illimitée, ce qui entraînerait en quelques jours une grave pénurie de carburant. Enfin, la commission de médiation a repris ses travaux au début de la semaine, alors que le gouvernement a de nouveau fait savoir qu'il n'envisageait pas, pour le moment, d'intervenir dans ce conflit.

« Ce qui paraissait inimaginable est arrivé. Au pays de la paix sociale, voilà près d'un million de travailleurs lockoutés ou en grève dans les secteurs public et privé », écrit-il ces jours-ci un quotidien régional. Depuis les accords de Saltsjöbaden, signés en 1939, les syndicats et les employeurs négocient en effet les salaires au niveau central, et il a été rarement difficile de trouver des compromis. Certes, les partenaires sociaux déposaient de temps à autre des préavis de grève et ça lock-out qui étaient surtout des moyens d'intimidation ; mais les médiateurs parvenaient, dans la plupart des cas, à trouver un terrain d'entente.

Assurément, les années grandes grèves de l'après-guerre ont été la fait de mouvements sauvages reprochés par les syndicats. En hiver 1969, quatre mille huit cents mineurs de la compagnie nationalisée L.K.A.B. cassaient le travail pendant cinquante-sept jours et obtenaient finalement la mensualisation de leurs salaires. Six ans plus tard, environ dix mille travailleurs forestiers se mettaient en grève pour des raisons similaires. Dans les deux cas, le mécontentement était dirigé contre la centralisation des négociations paritaires et des décisions des organisations syndicales. Il s'agit de remonter à la « grande grève » de 1909 pour trouver un conflit d'une ampleur comparable à celui qui s'est déclenché le 2 mai, et il faut constater, comme les dirigeants de la confédération générale du travail (L.O.) et ceux du patronat (S.A.F.), que « l'esprit de Saltsjöbaden et le modèle suédois de la négociation sont bel et bien morts ».

Le consensus social et le compromis entre le capital et le travail ont bien fonctionné dans les années 50 et 60, lorsque le Suède connaissait une croissance économique forte et régulière, ainsi qu'une stabilité politique. La collaboration intime entre le syndicat et le parti social-démocrate au pouvoir a également permis d'éviter des conflits sociaux d'envergure. L'un des grands magnats de l'industrie suédoise, M. Marcus Wallenberg, déclarait même récemment à la télévision que les grèves et les lock-out étaient des mesures appartenant au passé. Les relations entre les partenaires sociaux se sont détériorées au fur et à mesure de l'aggravation de la crise économique ; mais le Suédois moyen ne pensait pas qu'on en arriverait à de telles extrémités.

Plus de pain

Depuis le 25 avril, les Scandinaves vivent pratiquement sans télévision : les écopistes sont terminés, ainsi que plusieurs grands magasins de la capitale ; le métro de Stockholm est

De notre correspondant

à l'arrêt ; mais, jusqu'à présent, tout cela n'a pas suscité de mouvements de colère. Au contraire, pourrait-on presque dire, puisque les habitants de Stockholm se mettent à converser à haute voix dans les autobus où règne d'habitude un silence impressionnant : ils se rendent à leur travail à vélo (les stocks sont d'ailleurs épuisés) ; les journaux donnent à leurs lecteurs des recettes de « pain de crise ». En effet, on ne trouve plus de pain depuis quelques jours, un grand nombre de boulangeries industrielles étant en grève, et à la fin de la semaine, il sera difficile de trouver du lait, la boisson nationale.

Dans les milieux conservateurs, on insiste sur le caractère politique des grèves, et on n'hésite pas à évoquer que la gauche veut renverser le gouvernement. La participation aux manifestations du 1<sup>er</sup> mai a été nettement plus importante que de coutume (60 000 personnes au total), et la plupart des orateurs socialistes ou démocrates ont réclamé la démission du premier ministre, M. Fälldin, « qui mène une politique éconocentrique des intérêts sociaux et qui soutient le patronat ». Déjà d'avoir perdu de peu les législatives de 1979, les socialistes saisissent cette occasion pour mettre le conflit en difficulté.

Pour sa part, le dirigeant de L.O., M. Gunnar Nilsson, plus modéré dans ses propos, a indiqué que le syndicat demandait seulement la maintien du pouvoir d'achat des travailleurs et le droit de négocier. Sur un point, les experts de S.A.F. et de L.O. paraissent d'accord. Une trop forte augmentation des salaires bruts aurait des conséquences négatives sur l'économie et les coûts de revient des entreprises. Depuis une dizaine d'années, les pouvoirs publics interviennent dans les discussions paritaires, proposant avant que celles-ci ne s'engagent, une baisse de l'impôt sur le revenu pour limiter les revendications. Fin mars, après quatre mois de négociations infructueuses, le gouvernement promettait un allègement fiscal, un gel des prix et des loyers jusqu'à la fin de l'année, « si le niveau des salaires restait au gros inchangé », autrement dit, si les augmentations n'excédaient pas environ 2,5 %. Selon des syndicats, ces mesures ont été présentées trop tard, car la hausse des prix entre novembre et mars avait déjà été supérieure à 8 %. Selon d'autres, le gouvernement aurait dû présenter ces mesures juste avant le déclenchement du conflit pour débloquer la situation et éventuellement relancer les discussions. Le moment était, en tout cas, mal choisi.

Où ça part, le patronat a montré cette année une attitude particulièrement intransigeante, en préconisant d'emblée un blocage des salaires et en refusant la négociation. Celle-ci s'est finalement ouverte après le référendum socialiste du 23 mars ; mais les propositions de la commission de conciliation ont été catégoriquement rejetées par les syndicats, qui jugent un relèvement de l'ordre de 3,5 % tout à fait insuffisant. Un règlement du conflit ne paraît pas proche. A moins que les employeurs ne fassent de nouvelles concessions en acceptant un relèvement des augmentations individuelles des salaires, avec effet rétroactif à partir du 1<sup>er</sup> novembre 1979 (date à laquelle les dernières conventions collectives sont

Aux Etats-Unis

NOUVEL ABAISSSEMENT DU TAUX DE BASE DES BANQUES QUI S'ÉCHELONNE ENTRE 18,50 % ET 17,50 %

La Chase Manhattan Bank, suivie par la First National Bank of Chicago et quelques autres à l'exception de la base de 18,50 % à 18 %, et la Morgan Guaranty Trust de 18,50 % à 17,50 %.

Le mouvement de baisse est lié à la politique menée par le Système fédéral sous l'influence de l'affaiblissement, semble-t-il rapide, de l'activité économique. Vendredi 2 mai, l'attitude plus conciliante des autorités monétaires s'était traduite notamment par une chute du taux d'intérêt sur les bons du Trésor tombé au-dessous de 10 %.

LE GATT ENTEND POURSUIVRE LES NÉGOCIATIONS SUR LES CLAUSES DE SAUVEGARDE

Le rapport que publie le GATT sur ses activités en 1979 est essentiellement consacré à la conclusion du « Tokyo round » (1973-1979). Il expose également le programme du travail futur du GATT, qui comportera notamment la poursuite des négociations sur les sauvegardes (à mettre en œuvre par les pays importateurs).

Le groupe consultatif des dix-huit « parties contractantes » — pays signataires — au GATT sont actuellement en nombre de quatre-vingt-cinq (est établi à titre permanent).

Le nouveau directeur général, M. Arthur Dunkel (le Monde du 4 avril), actuellement ambassadeur de Suisse auprès des plusieurs organisations interna-

tionales, dont le GATT, ne prendra ses fonctions que le 1<sup>er</sup> octobre, au lieu du 5 mai. En attendant, M. Olivier Long restera en fonctions.

● Une convention franco-hongroise contre les doubles impositions vient d'être signée à Paris entre le ministre hongrois des finances, M. Faluvegy, et le ministre français du budget, M. Fignon. Elle détermine de manière précise les cas dans lesquels les entreprises françaises exerçant une activité en Hongrie pourront être imposées dans ce pays et échapper corrélativement à l'impôt français sur les bénéfices. En outre, la convention allège sensiblement le coût des crédits ou des prêts liés à des opérations d'exportations. Ainsi les intérêts versés par un organisme hongrois à une banque ou à une entreprise française seront exonérés de toute retenue à la source en Hongrie, ce qui devrait favoriser les ventes de biens d'équipement.

# Ne vous serrez pas la ceinture.



## Tarifs 50\*

Paris-Strasbourg: 67<sup>F</sup>  
Paris-Lyon: 68<sup>F</sup>  
Paris-Marseille: 113<sup>F</sup>  
Paris-Bordeaux: 77<sup>F</sup>  
Paris-Deauville: 31<sup>F</sup>  
Lyon-Nantes: 86<sup>F</sup>

Profitez des tarifs 50.

Le train c'est moins cher, jugez-vous-même.

\* Ces prix sont des allers simples en 2<sup>e</sup> classe avec 50 % de réduction. Ils sont valables dans les conditions suivantes :

• vous voyagez en famille, trois personnes au moins, et vous avez une carte "Famille" (gratuite et valable 5 ans). Dès la deuxième personne, vous bénéficiez de ces prix en périodes bleue et blanche, 346 jours par an ;

• vous voyagez tous les deux ensemble et vous avez une carte "Couple" (gratuite et valable 5 ans). L'un d'entre vous bénéficie de ces prix en période bleue, 250 jours par an ;

• vous êtes titulaire d'une carte "Vermil 50". Vous bénéficiez de ces prix en période bleue.

Il suffit de bien choisir ses dates. Demandez le calendrier 50 dans les gares et agences de voyages.

## Voyagez mieux en période bleue.

# SNCF

LE MARCHÉ INTERBANCAIRE DES DEVISES

	COURS DU JOUR	UN MOIS	DEUX MOIS	SIX MOIS
	+ bas + haut	Rec. + ou Dép.	Rep. + ou Dép.	Rep. + ou Dép.
\$ E.-U. ...	4,1820 4,1835	- 15 + 10	- 15 + 20	+ 120 + 215
\$ Can. ...	2,5170 2,5235	- 85 + 40	- 135 + 105	- 65 + 35
Yen (100) ...	1,7850 1,7880	+ 15 + 45	+ 40 + 70	+ 215 + 225
DM ...	2,3365 2,3395	+ 45 + 75	+ 100 + 135	+ 370 + 455
Florin ...	2,1080 2,1185	+ 40 + 60	+ 90 + 115	+ 325 + 420
F.B. (100) ...	14,5325 14,5530	+ 135 + 165	+ 115 + 135	+ 1330 + 1705
F.S. ...	2,5355 2,5395	+ 130 + 165	+ 200 + 240	+ 810 + 945
L. (100) ...	4,9535 4,9515	- 295 + 115	- 365 + 235	- 360 + 615
£ ...	9,5685 9,5825	- 490 + 395	- 645 + 625	- 1215 + 960

TAUX DES EURO-MONNAIES

DM ...	9 7/8	10 3/8	9 3/4	10 1/4	6 11/16	10 1/16	9 11/16	10 1/16
\$ E.-U. ...	11 5/8	12 1/8	12 3/8	12 3/4	12 7/16	12 13/16	12 1/8	12 1/2
Florin ...	28 1/2	31 1/2	30 3/4	31 1/2	30 3/4	31 1/2	30 3/4	31 1/2
F.B. (100) ...	17 3/4	20 1/4	19 3/8	17 7/8	16 1/2	17 1/2	16 1/2	17 1/2
F.S. ...	4 3/4	5 1/8	5	6 1/2	6	6 1/2	6	6 1/2
L. (100) ...	12	13 1/2	13 3/4	16 1/4	15 1/4	16 1/4	15 1/4	16 1/2
£ ...	17	17 7/8	17 1/4	17 7/8	16 1/2	17 1/4	16 1/2	17 1/4
Fr. franc. ...	12 3/4	13	13 1/16	13 5/16	13 1/16	13 5/16	13 1/16	13 5/16

Nous donnons ci-dessous les cours pratiqués sur le marché interbancaire des devises tels qu'ils étaient indiqués en fin de matinée par une grande banque de la place.



Table with flight schedules and prices for various destinations.

Le Monde  
Service des abonnements  
11, rue de la Harpe, 75005 Paris  
Tél. 01 46 33 11 11



## ÉTRANGER

### LE MAROC PRÉPARE SON INDÉPENDANCE ÉNERGÉTIQUE

#### Rabat et Paris vont renforcer leur coopération

Rabat. — « Pour 82 % de ses besoins actuels en énergie, le Maroc dépend de l'étranger. Pour la France, la proportion est de 75 %. Ainsi nos deux pays sont dans des situations comparables, ce qui nous amène à une coopération franco-marocaine. » C'est en ces termes que le ministre marocain de l'énergie, M. Moussa Saadi, a présenté, le 26 avril, la tâche des spécialistes marocains et français, à l'occasion de la visite d'une délégation française présidée par M. François de Wissocq, directeur général de l'énergie et des mines au ministère de l'Industrie.

Pour conquérir peu à peu son indépendance énergétique, le Maroc compte sur l'aide de la France. Il entend faire porter son effort dans trois directions principales : les recherches pétrolières, l'exploitation des schistes bitumineux, le développement de la production d'électricité d'origine soit charbonnière soit hydraulique, soit encore nucléaire.

Un accord a déjà été conclu en août 1979 avec la société Elf-Aquitaine. M. Saadi a rappelé que cette coopération pétrolière pous-

De notre correspondant

sest ses racines dans un passé déjà lointain, puisqu'elle avait débuté en 1924. Le permis de recherche accordé à Elf-Aquitaine, qui s'étend sur 22 000 kilomètres carrés, concerne les régions du Gharb et les contreforts du Rif, dans le Nord, et leur extension off shore au large des côtes marocaines.

Cependant, le Maroc possède d'importantes réserves de schistes bitumineux dans sa partie centrale, au sud-est de Fès et, dans le Sud, dans la province de Tarfaya, qui se trouve à la limite des nouvelles provinces sahariennes.

Enfin, le royaume possède à Jenada, près d'Oujda, la plus grande mine de charbon de l'Afrique du Nord, qui fournit déjà un tiers de son électricité. En ce qui concerne les ressources hydrauliques, un quart du potentiel de l'énergie disponible est déjà utilisé.

Pour l'énergie d'origine nucléaire, le roi, au cours de l'entretien accordé le 8 avril à Antenne 2, alors qu'il se trouvait

en France, avait insisté sur les perspectives d'exploitation de l'uranium à partir des phosphates dont le Maroc possède, on le sait, de gigantesques réserves. Cet uranium peut être produit à partir de l'acide phosphorique, et la construction d'une unité à cette fin peut se réaliser en trois ans, alors que l'exploitation d'une mine d'uranium en demande dix. Il ne s'agit toutefois que de projets à moyen terme. Plus lointaines encore sont les perspectives constituées par les énergies nouvelles, solaire, éolienne ou par biomasse (production de gaz à partir de la combustion des végétaux comme autrefois dans les tourbières).

Le Maroc est soucieux également de lancer, en coopération avec la France, une campagne en faveur des économies d'énergie. Dans tous ces domaines, les deux pays sont donc appelés à collaborer de plus en plus étroitement, alors que la visite de la délégation française précède celle du ministre français de l'Industrie, M. Girard, qui est attendu au Maroc dans le courant de cette année.

ROLAND DELCOUR.

#### Le barrage d'H M'Jara fournira le quart de l'électricité

De notre correspondant

Rabat. — M. Mohamed Douiri, ministre marocain de l'équipement, vient d'inaugurer, dans la province de Taounate, un village-pilote bâti pour loger les ouvriers et les ingénieurs qui construiront le barrage d'H M'Jara, sur l'oued Ouargha. La province de Taounate, récemment détachée de celle de Fès (la ville de Taounate est située au nord-est de la capitale spirituelle du Maroc), est ainsi appelée à devenir l'une des principales sources d'eau et d'énergie hydro-électrique du Maroc.

Le barrage d'H M'Jara fournira, en effet, le quart de toute l'énergie électrique dont dispose actuellement le Maroc. Le lac de retenue, long de 35 kilomètres, s'étendra sur 1 300 hectares et aura une capacité de 4 milliards de mètres cubes d'eau. Le barrage permettra d'irriguer 100 000 hectares supplémentaires et protégera les populations des provinces de Taounate et de Kénitra (ex-Port-Lyautey) contre les crues de la rivière.

Ce barrage en terre, qui coûtera quelque 600 millions de dollars, sera le plus grand du Maroc et, ajoute-t-on ici, de toute l'Afrique du Nord. Il s'inscrit dans le pro-

chain plan quinquennal marocain 1980-1985, dont les grandes lignes ont été revêtées par le ministre, M. Douiri, le 7 avril à Rabat. Dans le domaine de l'énergie, le Maroc se fixe pour objectif d'augmenter la proportion d'énergie hydro-électrique, qui atteignait 86,2 % en 1955 mais est retombée à 36 % en 1979. Or le Maroc ne produit pour ainsi dire pas de pétrole, et il en consomme quelque 3 millions de tonnes.

En attendant d'extraire l'uranium contenu, espère-t-il, dans ses phosphates, le Maroc entend développer toute l'énergie hydro-électrique potentielle dont il dispose encore. Quatre grands barrages sont prévus à M'Jara, M'Des (province de Kénitra, dans le Moyen-Atlas), Dedra-el-Oned (province de Kasba-Tadla, au sud-est de Casablanca) et M'Rija (province de Settat, au sud de Casablanca). Le barrage de M'Jara servira en outre à aménager toute une « base hydraulique », de même que les barrages de Ab-Chouarh (province de Beni-Mellal), dans le Moyen-Atlas, et de La Garde du Séhou (province de Kénitra). 6 milliards et demi de mètres cubes d'eau seront ainsi mobilisés sur un potentiel évalué par les experts marocains à 18 milliards. Ce programme permettra de produire 1 500 millions de kilowatts-heures, soit l'équivalent de 350 000 tonnes de pétrole.

Au total, le Maroc aura entrepris, depuis 1967 la construction de quelque quinze barrages, dont onze sont déjà terminés. Leur capacité totale de retenue sera de 10 milliards de mètres cubes d'eau, soit cinq fois plus qu'en 1955, et les terres irriguées grâce à cette eau seront passées de 65 000 à 350 000 hectares.

Le nouveau plan quinquennal complète cet équipement de grands barrages par la construction de petites retenues. Elles permettront d'alimenter en eau potable les petites et moyennes agglomérations campagnardes qui ne bénéficient pas de la proximité d'un grand barrage et d'irriguer des surfaces allant de 100 à 5 000 hectares. Des progrès de ce genre sont à l'étude pour les provinces d'Agadir, de Tass et de Boudia. — R. D.

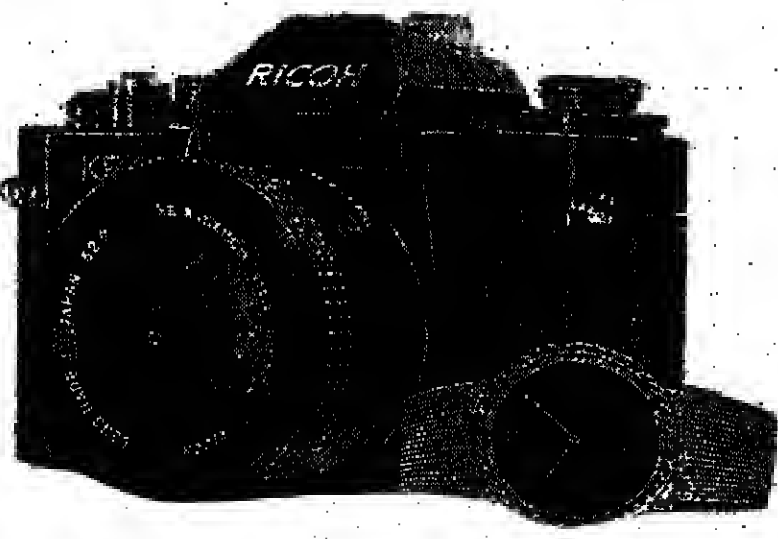
# SIGNALEMENT D'UNE MARQUE INTERNATIONALE:

Ricoh, le bon géant du Japon. Connu (et aimé) par des centaines de millions de personnes à travers le monde. Elles prennent des photos et des films avec nos excellents appareils, portent nos montres toujours exactes, et utilisent notre matériel de bureau à la pointe du progrès. Au Moyen-Orient, dans les pays d'Afrique et dans les deux continents d'Amérique. Tous choisissent Ricoh pour sa qualité. Ce qui se fait de mieux pour le prix le plus raisonnable. Voilà notre philosophie. Maintenant nous voulons nous faire des amis en Europe.

Car nous pensons que ce que nous offrons vous plaira aussi.

Essayez nos produits et n'ayez pas peur. C'est seulement chez vous que nous sommes petits.

**RICOH**  
LE BON GÉANT DU JAPON



Ricoh Nederland B.V., Alpen Rondweg 102, P.O. Box 114, 1180 AC Amstelveen, Holland.  
Ricoh Company Ltd., 15-5, 1-Chome, Minami-Aoyama, Minato-ku, Tokyo 107, Japan.

مكتبة من الحبر

#### Faits et

**Immigration**

« Une commission d'enquête a été mise en place pour étudier les causes de l'immigration massive de réfugiés algériens en France. La commission sera présidée par le ministre de l'Intérieur, M. Gaston Defferre. Elle devra rendre son rapport dans un délai de trois mois. »

**Loisirs**

« Le festival de la chanson française de Nîmes, qui se déroule du 10 au 15 mai, a attiré plus de 100 000 spectateurs. Parmi les artistes qui ont participé, on compte M. Jean Ferrat, M. Renaud, M. Michel Fauriol, M. Jean-Louis Houfflin, M. Jean-Claude Vannier, M. Jean-Pierre Lutz, M. Jean-Pierre Lutz, M. Jean-Pierre Lutz. »



ÉNERGIE

Le quart de l'électricité

Atlas, et de La Gharde du Sud (province de Kairouan), à l'est d'Alger, seront ainsi alimentés par un potentiel évalué par le programme à 16 milliards de watts. Les travaux de construction de ces barrages, qui coûteront 150 millions de dollars, sont l'équivalent de 300 000 tonnes de pétrole.

Au total, le Maroc aura en 1980, de quelque quinze barrages, dont cinq déjà terminés, et une capacité totale de retenue de 10 milliards de mètres cubes d'eau, soit cinq fois plus qu'en 1955, et les terres irriguées passeront de 350 000 hectares à 1 350 000 hectares.

Le nouveau plan quinquennal, complété par ces barrages, permettra d'augmenter la production d'électricité de 100 à 150 %, et de produire 100 à 150 millions de kilowatts-heures de plus, soit l'équivalent de 300 000 tonnes de pétrole.

Le Maroc entend le réajuster le plan quinquennal, dans le cadre de la coopération technique et financière de l'Organisation pour la Méditerranée (O.M.E.), au sud de la Méditerranée, et de la coopération technique et financière de l'Organisation pour la Méditerranée (O.M.E.), au sud de la Méditerranée.

LE MONDE

LE MONDE

LE MONDE

LE MONDE

ÉNERGIE

L'OPEP SE RÉUNIT EN ARABIE SAOUDITE

Un premier pas vers l'indexation des prix du pétrole

Les treize pays membres de l'OPEP se réunissent en session extraordinaire le 7 mai, à Taïf, la résidence d'été des souverains saoudiens. Les ministres discuteront, certes, dans les coulisses, des prix du pétrole et du gaz, mais cette préoccupation est laissée à la conférence ordinaire qui se tiendra à Alger, le 9 juin. Cette réunion de Taïf est, en effet, consacrée au rapport du comité de stratégie à long terme de l'Organisation.

A force de paraître soucieuse des seuls prix du pétrole, l'OPEP a vu se dégrader au fil des ans son image de meilleur instrument du tiers-monde dans la lutte pour un ordre économique plus juste. Les trop brusques renchérissements du pétrole en 1973, puis en 1979, ont été perçus comme des exactions, et non comme des réactions à la dégradation du pouvoir d'achat des recettes pétrolières, ont permis aux pays industrialisés de payer les pays pétroliers comme les faiseurs d'une crise mondiale qu'ils n'ont pourtant fait qu'amplifier.

L'attitude de l'OPEP a justifié par une réduction relative de l'aide au tiers-monde. Quant à ce dernier, il a manifesté, pour la première fois en 1979, des velléités de se désolidariser d'un groupe de pays qui, pour constituer son fond de lance dans un éventuel dialogue Nord-Sud, n'en est pas moins en train de s'enrichir aussi sur le dos des plus pauvres.

Créé il y a deux ans à Taïf, le comité de stratégie à long terme de l'OPEP, qui a réuni autour de Cheikh Yamani des experts d'Algérie, d'Irak, d'Iran, du Koweït et du Venezuela, devait réfléchir aux possibilités d'améliorer les relations de l'Organisation avec les riches comme avec les pauvres. Mais, né à une époque où l'OPEP, faute d'accord, était obligée de « geler » les prix du pétrole, ce comité avait aussi pour tâche de garantir à moyen et long terme le pouvoir d'achat des membres de l'Organisation. Or, il rend son rapport alors que la conjoncture pétrolière a été bouleversée par la révolution iranienne et qu'aujourd'hui ce sont les consommateurs qui sont menacés d'une plus grande instabilité dans leurs rapports avec les producteurs de pétrole. Ce paradoxe ne sera pas le moindre de ceux qui pèseront sur les travaux de Taïf.

Le rapport d'étude sur les relations de l'Organisation avec les pays du monde en voie de développement, les moyens de garantir les approvisionnements pétroliers de ceux-ci et de les aider à résoudre les difficultés de balance des paiements que peut leur poser la hausse brutale en 1979 et 1980 des prix du « brut », le comité proposerait l'octroi de dons aux plus pauvres et de prêts à très faible taux d'intérêt aux autres. Dans ces conditions, la proposition de l'Algérie et du Venezuela de transformer le Fonds spécial de l'OPEP en une véritable banque du tiers-monde prend tout son sens.

Le comité de stratégie à long terme en finit enfin les relations de l'Organisation avec les pays industrialisés. Il estime notamment qu'en échange d'une garantie de leurs approvisionnements en pétrole, les pays riches devront réaliser de véritables transferts de technologie (pas seulement en faveur des membres de l'OPEP) et accepter certaines réformes (notamment celle du système monétaire international). Une telle politique exigera un nouveau dialogue Nord-Sud, précédé, dit-il, par le dialogue Sud-Sud chargé d'établir — sur des bases concrètes — les cahiers de doléances des plus pauvres.

Le propos est ambitieux ; mais ce rapport est présenté aux treize ministres du pétrole alors que l'OPEP est incapable de rétablir une certaine cohérence sur le marché du « brut » et que de multiples incidents de frottement existent entre deux de ses principaux membres (l'Irak et l'Iran). M. Nabl, le ministre algérien, a beau dire que « l'unité des prix est un faux problème », que « c'est un slogan pour attirer l'attention », un complexe nouveau que l'on tente d'inculquer à l'OPEP, il n'en reste pas moins que toute formule d'indexation passera par une réunification des prix.

La position iranienne

L'évolution de ces prix dépendra d'ailleurs largement du prix du baril, qui servira de base de départ (28 dollars, le cours saoudien actuel : 35 dollars, le prix iranien : 40 dollars). L'Irak se sait bien que le prix du pétrole est encore beaucoup trop faible. A cela s'ajoutent des désaccords techniques entre les différents pays. « Nous aimons tout ce qui est planification, prévision, organisation de l'avenir, nous disons récemment à Alger M. Nabl. Ceci n'est pas un problème, mais c'est un slogan pour attirer l'attention. Mais pas dans n'importe quelle condition. Il faut notamment se méfier des indices publics par les pays industrialisés et prendre des

Dons et prêts avantageux au tiers-monde

Le rapport d'étude sur les relations de l'Organisation avec les pays du monde en voie de développement, les moyens de garantir les approvisionnements pétroliers de ceux-ci et de les aider à résoudre les difficultés de balance des paiements que peut leur poser la hausse brutale en 1979 et 1980 des prix du « brut », le comité proposerait l'octroi de dons aux plus pauvres et de prêts à très faible taux d'intérêt aux autres. Dans ces conditions, la proposition de l'Algérie et du Venezuela de transformer le Fonds spécial de l'OPEP en une véritable banque du tiers-monde prend tout son sens.

Ajustement trimestriel

Tel qu'il a été adopté à Londres, le 21 février, son sans quelconque référence de l'Algérie et de l'Irak, le rapport comporte quatre parties. La première concerne l'évolution future des prix du pétrole et préconise l'adoption d'un mécanisme d'indexation. L'OPEP prendrait en compte l'évolution du coût de la vie dans les pays de l'O.C.D.E. pour se préserver de l'inflation ; elle se fonderait sur un « panier » de douze devises pour éviter les manipulations monétaires ; enfin, elle s'attacherait à l'évolution de la PNB dans les pays industrialisés, afin de garantir la progression du pouvoir d'achat de ses membres.

Le ministre saoudien a précisé le 4 mai qu'il proposerait la création d'un organisme permanent de contrôle et d'unification des prix, composé de représentants des treize membres, pour fixer les prix pétroliers tous les trois mois, en tenant compte de ces différents éléments de la conjoncture internationale.

La seconde partie du rapport analyse l'évolution de l'offre et de la demande — en fonction d'une vingtaine d'études réalisées ces dernières années — dans la

chiffres sur lesquels chacun a son mot à dire.

De même, M. Nabl est-il prêt à négocier, à dialoguer, « il y va, dit-il, de l'intérêt de la communauté internationale ». Mais, déchaîné par l'échec du premier dialogue Nord-Sud, le ministre algérien rappelle que « les pays de l'OPEP sont et demeurent des pays en développement », et il réclame « une négociation globale au sein de l'ONU ».

Même si les pays exportateurs de pétrole arrivaient à prendre des décisions concertées à Taïf — ce qui est peu probable — ils se heurteraient sans doute ensuite à l'effet de technologie vers le tiers-monde et hostiles à tout système d'indexation qui accroîtrait la rigidité de l'économie mondiale (sans parler de la crainte de voir les autres matières premières suivre). Mais l'incapacité des pays consommateurs à éviter la crise de 1979 — malgré l'expérience de 1973 — a montré les limites de leur force.

L'OPEP s'attaque, en fait, à un problème de longue haleine. Des idées sont lancées — sous l'égide de l'Arabie Saoudite, le premier exportateur mondial — et elles feront leur chemin, quel que soit le résultat de la conférence de Taïf. Lorsque, au début des années 70, quelques rares pays parvenaient à prendre la pleine maîtrise de leurs richesses pétrolières et de relever leur prix qui pouvait imaginer l'incroyable succès de ces thèses en moins d'une décennie ?

BRUNO DETHOMAS.

SOCIAL

La journée du 13 mai pour la défense de la Sécurité sociale pourrait entraîner des coupures de courant

La C.G.T., la C.F.D.T. et la F.E.N. réunies lundi 13 mai, ont lancé un appel commun à une « grande journée nationale d'action, le 13 mai, pour la défense de la Sécurité sociale, sans parvenir à se mettre d'accord sur les modalités de cette action.

Toutefois, des ordres de grève de vingt-quatre heures vont être donnés par la C.G.T. et la C.F.D.T. dans divers secteurs et notamment à l'E.C.F. dans les P.T.T. à la Sécurité sociale. Des répercussions sont donc à prévoir pour les usagers.

La brève de la rencontre des dirigeants des centrales montre bien que ceux-ci n'ont pu conclure de ne pouvoir surmonter leurs divergences sur les modalités de l'action, donc sur leurs appréciations concernant les capacités de mobilisation des travailleurs.

Cela, en dépit de l'enjeu : la défense de la Sécurité sociale, dont chacun s'accorde à proclamer l'importance, puisque la journée du 13 mai doit faire obstacle au ticket modérateur d'ordre public visant les mutuelles, à la proposition de loi Berger qui « démantèle » le système de protection sociale, et la mise en place d'un double secteur d'honoraires médicaux. Les syndicalistes se sont limités à confirmer le principe d'une manifestation commune, principe énoncé le 15 avril et réaffirmé le 20 avril, lors de la tentative infructueuse pour organiser un 1<sup>er</sup> mai unitaire.

Chacun reste sur ses positions premières : la C.G.T. préconise une grève de vingt-quatre heures et une vingtaine de ses fédérations des secteurs public et privé se sont déjà prononcées dans ce sens. La C.F.D.T. laisse ses militants décider des arrêtés de travail selon les cas. La F.E.N. n'appelle qu'à des manifestations, compte tenu des deux journées de grève qu'elle a déjà soutenues, les 21 et 23 avril, pour la défense de l'école.

Force ouvrière demande à ses militants de « ne participer en aucun cas » aux manifestations

organisées par la C.G.T., la C.F.D.T. et la F.E.N. mais elle propose des réunions en fin de journée, avec envoi de délégations au préfets. Les désaccords persistent entre la C.G.T. et la C.F.D.T. incitant la C.F.T.C. et la C.G.C. à la réserve.

Quant à la Fédération nationale de la mutualité française (vingt-trois millions d'adhérents), bien qu'intéressée au premier chef, elle ne veut pas mêler son action à celle des confédérations ouvrières. Seule, la Fédération nationale des mutuelles de travailleurs (deux millions cinq cent mille adhérents) participera à la journée d'action du 13 mai, qui recevra également le soutien de diverses organisations de retraités, de médecins et d'organisations politiques.

Le parti socialiste se félicite de « cette journée unitaire » et invite ses militants à en assurer le succès. Le parti communiste marxiste-léniniste appelle à la grève.

La direction de Citroën a annoncé que la production serait arrêtée cinq jours en mai (les 10, 21, 22, 23 et 30) par suite du réajustement des commandes sur les marchés français et européens en avril. Les dispositions prises, a précisé Citroën dans un communiqué, permettront d'assurer les réajustements du mois de mai à 65 % environ. Citroën avait déjà fermé ses usines pendant 2 jours en février afin d'éviter un gonflement des stocks.

Cette décision a provoqué de vives réactions syndicales. La C.G.T. proteste contre l'orientation patronale et gouvernementale qui prépare une politique de sous-emploi pour favoriser la reconstruction de l'automobile : la confédération des syndicats libres (C.S.L.) regrette ces mesures « autoritaires », estimant que d'autres solutions existaient, notamment l'aménagement du temps de travail annuel sur la base du rapport Giroudet. La Fédération Force ouvrière de la métallurgie, enfin, réclame une « compensation salariale plus importante ».

CITROËN FERMERA SES USINES CINQ JOURS EN MAI

QUI VOUS AIDE A ECONOMISER L'ENERGIE ?

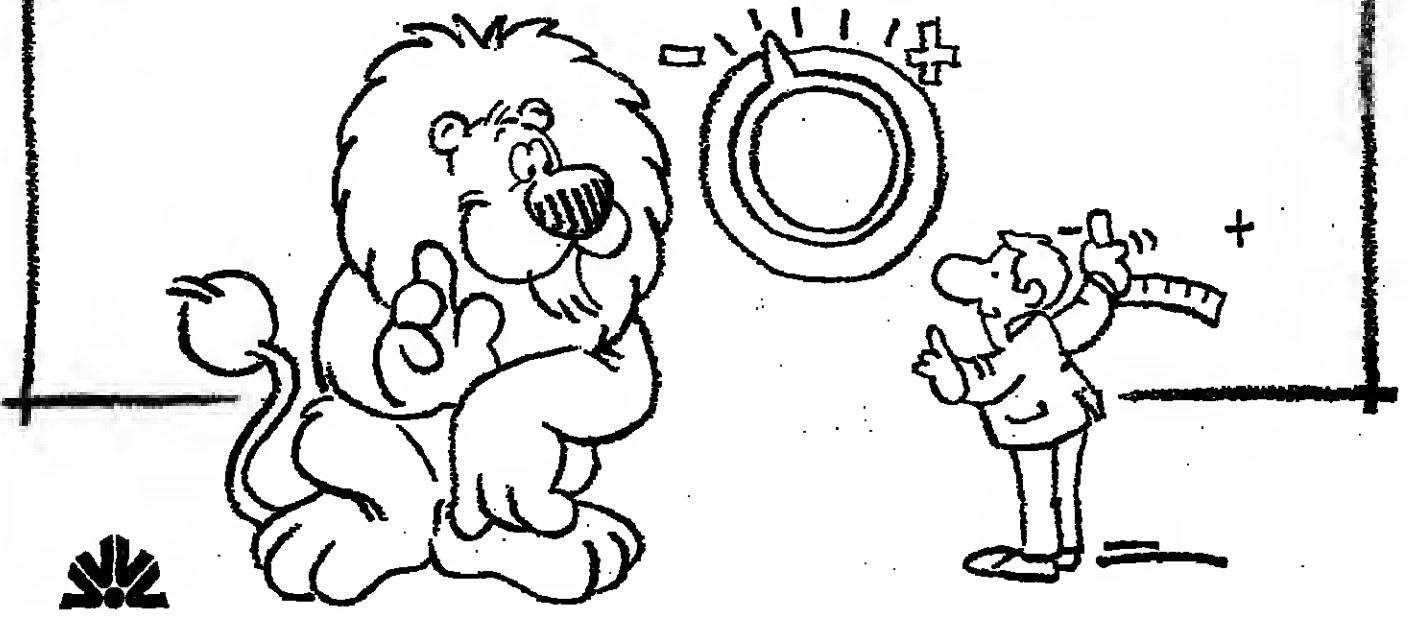
L'énergie coûte cher. Pour maintenir et améliorer la compétitivité de votre entreprise, vous devez trouver des solutions économisant l'énergie. Mais ces solutions passent par de nouvelles machines, de nouvelles installations, une isolation renforcée.

Le Crédit Lyonnais vous fournira tous renseignements sur les diverses aides et primes que vous pouvez obtenir.

Alors, si vous êtes décidés à économiser l'énergie, faites le point de vos besoins d'équipement et venez nous voir.

CREDIT LYONNAIS

Voire partenaire.



Faits et chiffres

Immigration

Une « marche nationale de l'immigration », organisée notamment par le collectif de la Maison des travailleurs immigrés (M.T.I.), doit avoir lieu la samedi 10 mai à Paris. Le rassemblement est prévu à 14 heures place de la République. La C.F.D.T. a appelé ses adhérents à participer à cette manifestation et contre la politique gouvernementale de l'immigration qui devient de plus en plus une police des immigrés (loi Bonnet, projet Lasserre, d'Ornano, décret Imbert).

Licenciements

Fermeture des Nouvelles Galeries à Lille. — La direction parisienne du groupe a annoncé, mardi 5 mai, la fermeture des Nouvelles Galeries à Lille, dont le chiffre d'affaires a été de 180 millions de francs en 1979. Cela entraînera d'importants licenciements, dont le nombre n'est pas encore précisé. Outre les Nouvelles Galeries, la société exploite un

autre « magasin-dépôt » à Villeneuve-d'Ascq, dans la banlieue lilloise, qui passera sous le contrôle d'une autre chaîne de distribution. Au total, l'effectif est de quelque six cents personnes. On parle de deux cents licenciements possibles. — (Corresp.)

Patronat

Le Centre chrétien des patrons et dirigeants d'entreprise (C.C.P.E.) tient ses assises nationales du 9 au 11 mai à Avignon, sur le thème : « Pour une dynamique chrétienne du travail et de l'emploi ». Huit « cartrefours » sont organisés, allant de « la signification du travail aujourd'hui » à « la gestion et l'aménagement du travail et du temps », en passant par « la nécessaire souplesse de l'emploi ». M. François Ceyrac, président du C.N.P.F., s'exprimera, à titre personnel, dans une « tribune libre ». Samedi après-midi 10 mai, le premier ministre prononcera un discours sur la politique économique et sociale du gouvernement.



# Islande



Terre de contrastes,  
Terre de feu et de glace,  
Pays des amoureux de la nature.

La brochure "Saga Tours 80" vous propose:

- **Tours classiques**
- **Expéditions camping** (pour ceux qui désirent vivre une aventure)
- **Islande en toute liberté** (louez une voiture et découvrez l'Islande)
- **Randonnées** (voyage de 3 semaines dont 6 jours à pied, sac au dos)
- **Tours spéciaux** (ornithologie, géologie, minéralogie, pêche au saumon, rassemblement des moutons...)

Consultez votre agent de voyages ou retournez cette annonce avec votre nom et adresse à ICELANDAIR, 32, rue du 4 Septembre, 75002 Paris — Tél. 742.52.26, et vous recevrez renseignements et documentation.

**ICELANDAIR**

Vacances sans Français  
en Collèges anglais

DE VRAIES ECOLES DE LANGUES, 36 Rue de Chezy 92200 Neuilly Tél. 637-35-81

**CPA**

Centre de Perfectionnement aux Affaires

**CYCLES ANNUELS**

40 week-ends. Vendredi : 13 h 30 - 22 h 30.  
Samedi : 9 h 00 - 13 h 00 ou 9 h 00 - 17 h 00.

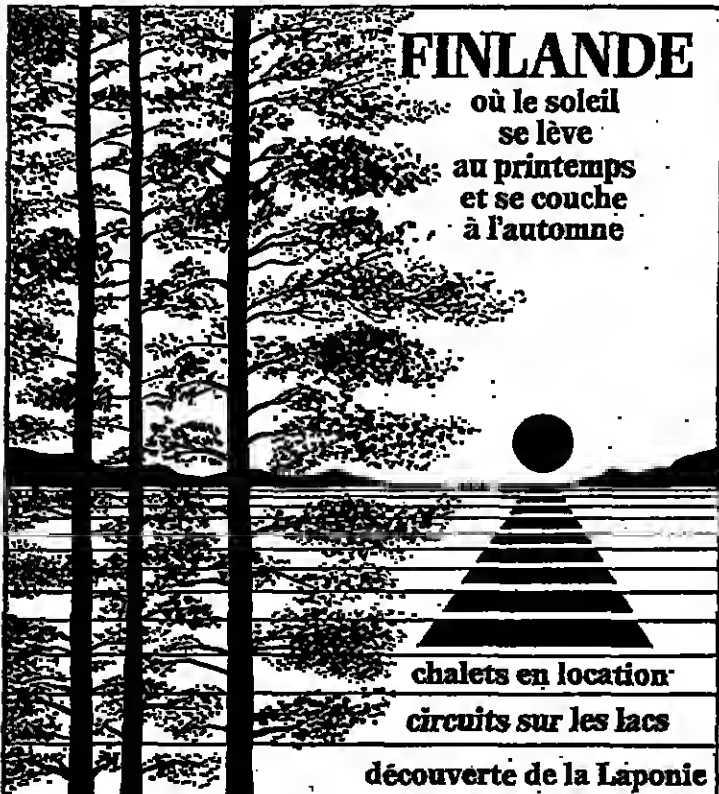
Promotions 1981

CPA Paris : Clôture des inscriptions : 15 juin 1980  
108, bd Malesherbes - 75017 Paris - Tél. : 766.51.34.  
CPA Lyon : Clôture des inscriptions : 30 novembre 1980  
23, rue de Dardilly - 69130 Ecully - Tél. : (78) 33.52.12.  
CPA Nord : Clôture des inscriptions : 30 juin 1980  
551, rue Albert-Bailly -  
59700 Marcq-en-Barœul - Tél. : (20) 70.32.03.

**CYCLE PLEIN TEMPS**

13 semaines en résidence à 20 km de Paris (2 sessions/an).  
Promotion 1980/2 : 22 septembre 1980 - 20 décembre 1980.  
Inscriptions en permanence.  
1, rue de la Libération - 78350 Jouy-en-Josas  
Tél. : 941.80.90 ou 019.25.19.

Chambres de Commerce et d'Industrie  
de Paris, Lyon, Lille-Roubaix-Tourcoing.



**FINLANDE**

où le soleil  
se lève  
au printemps  
et se couche  
à l'automne

chalets en location  
circuits sur les lacs

découverte de la Laponie

OFFICE NATIONAL DU TOURISME DE FINLANDE  
13, rue Auber 75009 Paris tél. 742.65.52

Nom \_\_\_\_\_ Adresse \_\_\_\_\_  
desire une documentation gratuite.

## EMPLOI

### L'horloge sociale

(Suite de la première page.)

Des touches d'amélioration comme celles qui pourraient sortir de la longue négociation au sommet qui va se tenir ne sont certes pas négligeables, mais dans la curieuse mesure où nous en avons, très différents de celui que nous laissons derrière nous avec ses échelles d'expansion bien graduées, sa bouillie, son effervescence parfois maladroite, ne faut-il pas regarder d'un peu plus près les rapports profonds de l'homme avec cette valeur de plus en plus rare du temps ?

C'est ce qu'a bien senti l'équipe d'Echange et Projets, animée par M. Jacques Delors, qui sort un ouvrage collectif (1) où le « travail à temps choisi » devient un véritable

projet de société. De quel s'agit-il ? De dépasser les repassements imposés par les circonstances ou la pression des syndicats pour faire un saut de grande ampleur vers une autre conception de l'« horloge sociale », qui aurait le double avantage de donner plus de temps à l'épanouissement des individus et de répondre en partie au développement du chômage. On tourne depuis des années, dans des cercles variés, autour de schémas analogues, mais sans avoir approfondi le modèle proposé, si bien que les ballons d'essai paraissent s'envoler vers les régions d'Utopie. Cette fois, les experts ne se sont pas seulement laissés emporter par leurs rêves.

« Le travail à temps choisi »

Pourquoi, et surtout si on limite volontairement les productions non indispensables, la quantité de travail offerte par une société ne s'ajoute-t-elle pas de l'« addition des travaux à temps variable effectués par chacun de ses membres » ? Dans la mesure où l'organisation industrielle, administrative ou commerciale ne rend possible le travail à temps choisi qu'en déplaçant du système d'horaires préfabriqués et de poser « la principe du droit au travail à temps choisi ».

Les arguments ne manquent pas. Des libertés nouvelles doivent être sans cesse encouragées. Celle qui permettrait aux travailleurs d'arbitrer entre le temps et le revenu, selon ses préférences individuelles est considérable. L'homme qui n'indique que les plus favorables ? Voir. Il n'est pas vrai pour tout le monde que « sans argent le temps ne vaut rien ». C'est aux intéressés à répondre et non au gouvernement ou au patronat à décider ce qui est bien ou non pour leur vie. Au reste, des sondages ne démontrent-ils pas déjà que la préférence pour le temps au détriment du revenu est un fait social acquis ? Des salariés de la région parisienne interrogés en juillet 1978 par la Sofres pour le compte du Figaro ont 47 % à préférer une cinquième semaine de congé à une augmentation de salaire (34 %). Quand la même question est posée en fonction du revenu mensuel du foyer, on constate que seuls ceux qui gagnent alors moins de 3 000 F par mois se prononcent en faveur d'une augmentation de salaire. Afin de remédier à cette inégalité devant le temps, on pourrait, en outre, proposer, dans le cadre classique de la réduction de la durée du travail, de maintenir la rémunération au profit des catégories défavorisées, les autres « échelant leur supplément de temps libre au prix d'un abandon d'une partie de leur rémunération ».

Les auteurs du rapport d'Echange et Projets soulignent trois conséquences favorables au développement du travail à temps choisi. 1) Il peut contribuer de façon importante à la réduction du chômage sans nuire à la compétitivité puisqu'on éviterait la problématique cruciale de la compensation salariale. Dans le rapport *Vie sur l'aménagement du temps*, un scénario envisagé pour 1990 étendait une variante dans laquelle le temps partiel au lieu de représenter 9 % de la population active (il est de 8 % environ aujourd'hui) atteindrait 12 %. Le gain correspondant serait de trois cent mille emplois. Mais si l'on atteignait des objectifs plus ambitieux, comme en Suède ou au Danemark (20 % environ), la réduction du chômage serait évidemment bien plus importante.

2) Un nouveau modèle de croissance « plus responsable » plus « solidaire » peut naître de l'extension de cette formule. Un choix est posé à l'individu et en même temps à toute la société : « Vivre un peu plus frugalement sur le plan matériel, mais être plus libre, plus autonome, plus respectueux sur le plan social. » Il devrait favoriser le développement d'un secteur « convivial » caractérisé notamment par une production domestique ou artisanale.

(1) *La Révolution du temps choisi*. Editions Albin Michel, 206 pages. Prix : 20 F. Les auteurs : Laurence Cosé et J. B. de Foucauld avec la collaboration de membres de l'Association Echange et Projets.

accorde ainsi que par l'établissement de prestations réciproques de voisinage.

3) La segmentation de la société peut être évitée. La formule à temps partiel, telle qu'on la comprend jusqu'ici, s'adressait surtout aux femmes qui entendaient travailler à temps partiel mais aussi à leur enfants, aux jeunes à la recherche d'un emploi définitif, aux personnes proches de la retraite voulant atteindre cet âge « en douceur ». Cette fragmentation n'est pas saine : elle risque de faire naître dans l'entreprise des groupes de « minorités » peu soutenus par les syndicats, et plus facilement « exploités » par la direction. « Loin de contenir le temps choisi dans les recins de la société, il faut le généraliser pour ceux qui le souhaitent », pense l'équipe d'Echange et Projets. « Le jour où des dirigeants d'entreprises, des cadres supérieurs, se mettront, pendant des périodes déterminées, à pratiquer le temps choisi, il y aura vraiment quelque chose de changé. » Une certaine rotation des postes de responsabilité pourrait ainsi s'instaurer, et donc le début d'un partage du pouvoir.

Dans certains pays (Etats-Unis, Canada, Suède, Grande-Bretagne), des firmes acceptent déjà de pratiquer le temps de travail choisi à l'initiative des salariés. Des emplois divers font ainsi l'objet d'un partage volontaire : deux personnes occupent le même poste et se répartissent le travail à leur guise. C'est le « *winning* », ou jumelage. A l'expérience, cette pratique récente paraît continuer.

Cela dit, ne nous bouchons pas les yeux sur certains risques de l'extension du système : il pourrait notamment désorganiser la production s'il y avait afflux de demandes — ce qui semble, malgré tout, assez peu vraisemblable —, provoquer un développement du travail noir hors des charges sociales et fiscales, et compromettre la situation juridique des salariés.

Aussi, convient-il d'assurer une parfaite fluidité entre les régimes de travail à temps plein et à temps partiel, concrétisée par un « droit au retour » dans les deux sens, ce qui conduirait tout naturellement à l'idée que les travailleurs à temps réduit doivent disposer des mêmes droits sociaux que les autres (représentation au comité d'entreprise ou parmi les délégués du personnel, formation professionnelle, etc.).

Il est essentiel, au reste, d'associer les syndicats à la mise en œuvre du temps choisi. Sans doute n'ont-ils pas été jusqu'ici très favorables au travail à temps partiel, mais, sous le pousse des besoins nouveaux, une évolution se dessine. Les syndicats C.G.T., C.F.D.T. et autonome des Impôts n'ont-ils pas déposé, à la fin de 1978, des préavis de grève pour plusieurs semaines consécutives afin de permettre aux fonctionnaires de la direction ayant des enfants à charge de ne pas travailler de jour (avec retenue d'un traitement sur les salaires) ? Pas plus que les salariés, les employeurs ne devraient souffrir de cet aménagement du temps. Il n'est pas besoin d'une révolution juridique pour les rassurer : il suffirait d'as-

souplir les conditions d'application de la loi de 1973, permettant d'éviter toute surcharge au titre des cotisations sociales.

De même, dans l'accord d'entreprise avec la section syndicale sur le sujet, on pourrait prévoir des freins ou des incitations. Si les demandes de travail à temps réduit étaient trop importantes dans certains secteurs, des « *seuils maximaux* » pourraient être prévus. Inversement, si — pour des raisons de revenu — la demande de « travail choisi » est très faible, pourquoi les ASSEDIC ne pourraient-elles pas, afin de réduire le chômage, ne pourraient-elles accorder des primes aux salariés réduisant volontairement leurs horaires, afin de compenser partiellement leur perte de rémunération ?

Avec raison, les auteurs de ce texte estiment que « dans le période de crise que nous connaissons, il importe avant tout de transformer en temps réduit des emplois à temps plein en vue de créer de nouveaux emplois (eux-mêmes à temps plein de préférence) qui pourront être offerts aux chômeurs. Avant de vouloir élargir l'actuel marché du travail déjà difficile à équilibrer, mieux vaut d'abord le mieux répartir... ».

Détruire le monstrueux « horloge sociale » qui régit la vie productive va beaucoup plus loin on le voit que le gain — non négligeable certes — de quelques quarante heures de liberté de plus par an. C'est toute une société, nos spécialistes ont raison, qui peut évoluer grâce à une nouvelle façon de vivre. Le temps « gagné » peut certes être dépensé à des occupations futiles ou à regarder un peu plus la télévision, mais il peut aussi — surtout si l'on aménage l'enseignement — enrichir la cellule familiale, ainsi que la vie culturelle ou civique.

Le temps, c'est beaucoup mieux que de l'argent : une chance de retrouver une identité donnée à des millions d'êtres qui l'ont perdue.

PIERRE DROUIN.

### Offrez à vos enfants des séjours linguistiques plus efficaces.

EN ANGLETERRE,  
ENVOYEZ-LES AUSSI CHEZ BERLITZ

Une série de cours, et ils feront vraiment des progrès. Une méthode : le dialogue intensif avec des professeurs qui ne parlent que l'Anglais et un encadrement permanent. Berlitz vous aide également pour l'hébergement (Londres, Manchester, Birmingham, Leeds, Edimbourg). 210 centres Berlitz dans 23 pays. Partout la méthode demeure, les résultats aussi. Avec Berlitz, les séjours linguistiques de vos enfants deviennent plus efficaces. Appelez dès aujourd'hui.

**BERLITZ**

Depuis 1878 Organisation privée

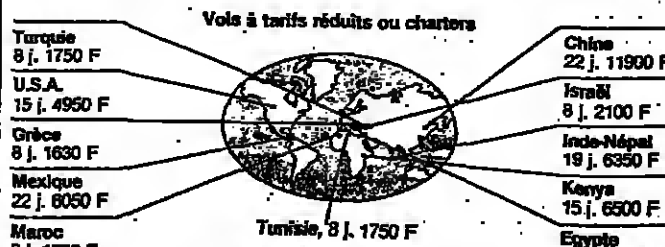
Paris : Boulogne : 609.15.10 - Champs-Élysées : 720.41.60 - La Défense : 773.68.16 - Nation : 371.11.34 - Opéra : 742.33.39  
Rouen : 633.98.77 - Rue de la Paix : 261.64.34 - Saint-Augustin : 522.22.23 - Victor-Hugo : 500.34.38  
Région Parisienne : Saint-Germain-en-Laye : 973.75.00 - Versailles : 950.08.70 - Fontainebleau : 44.26.44  
Cannes : 39.26.84 - Lille : 06.42.41 - Lyon : 28.60.24 - Marseille : 33.00.72 - Nice : 85.59.35 - Strasbourg : 32.73.30  
Toulouse : 62.32.97 - Belgique : Bruxelles : 219.02.74 - Liège : 23.66.24 - Suisse : Genève : 21.52.83 - Lausanne : 22.53.04.

TOUT CE QUI SE  
TRANSFORME EN LIT  
S'ACHÈTE CHEZ  
**CAPELOU**



GRAND CHOIX DE MEUBLES-LITS  
1 ou 2 places • Toutes essences de bois  
**CAPELOU**  
37, Av. de la République  
PARIS XI<sup>e</sup> - Métro PARENTIER  
Tél. 357.48.35

N'en rêvez plus... Partez !



payescope international  
6 rue de la Paix  
Paris 75002  
Tél. 261.50.02

شارع فندق السالم  
"Avenue Hotel Salim"

L'art de vivre français a une nouvelle adresse à Koweït. A quinze minutes de l'aéroport international, le Meridien Koweït, un hôtel 5 étoiles, offre 336 chambres et 36 appartements au plein cœur de la ville, avec piscine, sauna, restaurants français, night-club et une galerie de boutiques. Réservations et informations : votre agence de voyages, votre agence Air France, à Paris : 757.15.70, à Koweït : 421.427, télex 2789 KT.

**HÔTEL MERIDIEN KOWEIT**



**iciale**

**POUR ABOUTIR A PLUS DE JUSTICE ET DE SOUPLESSE**

**Le rapport « Vieillir demain » propose une profonde révision des systèmes de retraite**

- A la question des personnes âgées, il faut par priorité chercher des réponses dans la vie avant la retraite. - Rejetant les carcans, les réglementations, comme la retraite coupe-ret, le rapport « Vieillir demain », présenté par M. Robert Lion (1) pour le Groupe prospective, sur les personnes âgées du Commissariat

général du Plan, propose une série de mesures à moyen et à long terme, qui vise à combler « le fossé des générations », à récuser les termes de « vieillesse », qui condamne à la « mort sociale » les plus de soixante ans et à introduire plus de justice et de souplesse dans les systèmes de retraite.

Les « anciens » autant que les jeunes veulent et peuvent bénéficier de la société moderne.

Quant à l'avenir, les rapporteurs ont analysé les difficultés financières des régimes de retraites, qui, pour des raisons moins démographiques qu'économiques, réclameront des secours importants. Ils ont estimé que, sans surcroît à un horizon très lointain, vers les années 2020-2030. Selon les taux d'activité et de chômage, les dépenses de retraite, certaines par rapport au PIB, qui sont consacrées aux retraites, passera de 9,85 % en 1979 à 12 %, 13 %, 14 %, 15 %, 16 %, 17 %, 18 %, 19 %, 20 %, 21 %, 22 %, 23 %, 24 %, 25 %, 26 %, 27 %, 28 %, 29 %, 30 %, 31 %, 32 %, 33 %, 34 %, 35 %, 36 %, 37 %, 38 %, 39 %, 40 %, 41 %, 42 %, 43 %, 44 %, 45 %, 46 %, 47 %, 48 %, 49 %, 50 %, 51 %, 52 %, 53 %, 54 %, 55 %, 56 %, 57 %, 58 %, 59 %, 60 %, 61 %, 62 %, 63 %, 64 %, 65 %, 66 %, 67 %, 68 %, 69 %, 70 %, 71 %, 72 %, 73 %, 74 %, 75 %, 76 %, 77 %, 78 %, 79 %, 80 %, 81 %, 82 %, 83 %, 84 %, 85 %, 86 %, 87 %, 88 %, 89 %, 90 %, 91 %, 92 %, 93 %, 94 %, 95 %, 96 %, 97 %, 98 %, 99 %, 100 %, 101 %, 102 %, 103 %, 104 %, 105 %, 106 %, 107 %, 108 %, 109 %, 110 %, 111 %, 112 %, 113 %, 114 %, 115 %, 116 %, 117 %, 118 %, 119 %, 120 %, 121 %, 122 %, 123 %, 124 %, 125 %, 126 %, 127 %, 128 %, 129 %, 130 %, 131 %, 132 %, 133 %, 134 %, 135 %, 136 %, 137 %, 138 %, 139 %, 140 %, 141 %, 142 %, 143 %, 144 %, 145 %, 146 %, 147 %, 148 %, 149 %, 150 %, 151 %, 152 %, 153 %, 154 %, 155 %, 156 %, 157 %, 158 %, 159 %, 160 %, 161 %, 162 %, 163 %, 164 %, 165 %, 166 %, 167 %, 168 %, 169 %, 170 %, 171 %, 172 %, 173 %, 174 %, 175 %, 176 %, 177 %, 178 %, 179 %, 180 %, 181 %, 182 %, 183 %, 184 %, 185 %, 186 %, 187 %, 188 %, 189 %, 190 %, 191 %, 192 %, 193 %, 194 %, 195 %, 196 %, 197 %, 198 %, 199 %, 200 %, 201 %, 202 %, 203 %, 204 %, 205 %, 206 %, 207 %, 208 %, 209 %, 210 %, 211 %, 212 %, 213 %, 214 %, 215 %, 216 %, 217 %, 218 %, 219 %, 220 %, 221 %, 222 %, 223 %, 224 %, 225 %, 226 %, 227 %, 228 %, 229 %, 230 %, 231 %, 232 %, 233 %, 234 %, 235 %, 236 %, 237 %, 238 %, 239 %, 240 %, 241 %, 242 %, 243 %, 244 %, 245 %, 246 %, 247 %, 248 %, 249 %, 250 %, 251 %, 252 %, 253 %, 254 %, 255 %, 256 %, 257 %, 258 %, 259 %, 260 %, 261 %, 262 %, 263 %, 264 %, 265 %, 266 %, 267 %, 268 %, 269 %, 270 %, 271 %, 272 %, 273 %, 274 %, 275 %, 276 %, 277 %, 278 %, 279 %, 280 %, 281 %, 282 %, 283 %, 284 %, 285 %, 286 %, 287 %, 288 %, 289 %, 290 %, 291 %, 292 %, 293 %, 294 %, 295 %, 296 %, 297 %, 298 %, 299 %, 300 %, 301 %, 302 %, 303 %, 304 %, 305 %, 306 %, 307 %, 308 %, 309 %, 310 %, 311 %, 312 %, 313 %, 314 %, 315 %, 316 %, 317 %, 318 %, 319 %, 320 %, 321 %, 322 %, 323 %, 324 %, 325 %, 326 %, 327 %, 328 %, 329 %, 330 %, 331 %, 332 %, 333 %, 334 %, 335 %, 336 %, 337 %, 338 %, 339 %, 340 %, 341 %, 342 %, 343 %, 344 %, 345 %, 346 %, 347 %, 348 %, 349 %, 350 %, 351 %, 352 %, 353 %, 354 %, 355 %, 356 %, 357 %, 358 %, 359 %, 360 %, 361 %, 362 %, 363 %, 364 %, 365 %, 366 %, 367 %, 368 %, 369 %, 370 %, 371 %, 372 %, 373 %, 374 %, 375 %, 376 %, 377 %, 378 %, 379 %, 380 %, 381 %, 382 %, 383 %, 384 %, 385 %, 386 %, 387 %, 388 %, 389 %, 390 %, 391 %, 392 %, 393 %, 394 %, 395 %, 396 %, 397 %, 398 %, 399 %, 400 %, 401 %, 402 %, 403 %, 404 %, 405 %, 406 %, 407 %, 408 %, 409 %, 410 %, 411 %, 412 %, 413 %, 414 %, 415 %, 416 %, 417 %, 418 %, 419 %, 420 %, 421 %, 422 %, 423 %, 424 %, 425 %, 426 %, 427 %, 428 %, 429 %, 430 %, 431 %, 432 %, 433 %, 434 %, 435 %, 436 %, 437 %, 438 %, 439 %, 440 %, 441 %, 442 %, 443 %, 444 %, 445 %, 446 %, 447 %, 448 %, 449 %, 450 %, 451 %, 452 %, 453 %, 454 %, 455 %, 456 %, 457 %, 458 %, 459 %, 460 %, 461 %, 462 %, 463 %, 464 %, 465 %, 466 %, 467 %, 468 %, 469 %, 470 %, 471 %, 472 %, 473 %, 474 %, 475 %, 476 %, 477 %, 478 %, 479 %, 480 %, 481 %, 482 %, 483 %, 484 %, 485 %, 486 %, 487 %, 488 %, 489 %, 490 %, 491 %, 492 %, 493 %, 494 %, 495 %, 496 %, 497 %, 498 %, 499 %, 500 %, 501 %, 502 %, 503 %, 504 %, 505 %, 506 %, 507 %, 508 %, 509 %, 510 %, 511 %, 512 %, 513 %, 514 %, 515 %, 516 %, 517 %, 518 %, 519 %, 520 %, 521 %, 522 %, 523 %, 524 %, 525 %, 526 %, 527 %, 528 %, 529 %, 530 %, 531 %, 532 %, 533 %, 534 %, 535 %, 536 %, 537 %, 538 %, 539 %, 540 %, 541 %, 542 %, 543 %, 544 %, 545 %, 546 %, 547 %, 548 %, 549 %, 550 %, 551 %, 552 %, 553 %, 554 %, 555 %, 556 %, 557 %, 558 %, 559 %, 560 %, 561 %, 562 %, 563 %, 564 %, 565 %, 566 %, 567 %, 568 %, 569 %, 570 %, 571 %, 572 %, 573 %, 574 %, 575 %, 576 %, 577 %, 578 %, 579 %, 580 %, 581 %, 582 %, 583 %, 584 %, 585 %, 586 %, 587 %, 588 %, 589 %, 590 %, 591 %, 592 %, 593 %, 594 %, 595 %, 596 %, 597 %, 598 %, 599 %, 600 %, 601 %, 602 %, 603 %, 604 %, 605 %, 606 %, 607 %, 608 %, 609 %, 610 %, 611 %, 612 %, 613 %, 614 %, 615 %, 616 %, 617 %, 618 %, 619 %, 620 %, 621 %, 622 %, 623 %, 624 %, 625 %, 626 %, 627 %, 628 %, 629 %, 630 %, 631 %, 632 %, 633 %, 634 %, 635 %, 636 %, 637 %, 638 %, 639 %, 640 %, 641 %, 642 %, 643 %, 644 %, 645 %, 646 %, 647 %, 648 %, 649 %, 650 %, 651 %, 652 %, 653 %, 654 %, 655 %, 656 %, 657 %, 658 %, 659 %, 660 %, 661 %, 662 %, 663 %, 664 %, 665 %, 666 %, 667 %, 668 %, 669 %, 670 %, 671 %, 672 %, 673 %, 674 %, 675 %, 676 %, 677 %, 678 %, 679 %, 680 %, 681 %, 682 %, 683 %, 684 %, 685 %, 686 %, 687 %, 688 %, 689 %, 690 %, 691 %, 692 %, 693 %, 694 %, 695 %, 696 %, 697 %, 698 %, 699 %, 700 %, 701 %, 702 %, 703 %, 704 %, 705 %, 706 %, 707 %, 708 %, 709 %, 710 %, 711 %, 712 %, 713 %, 714 %, 715 %, 716 %, 717 %, 718 %, 719 %, 720 %, 721 %, 722 %, 723 %, 724 %, 725 %, 726 %, 727 %, 728 %, 729 %, 730 %, 731 %, 732 %, 733 %, 734 %, 735 %, 736 %, 737 %, 738 %, 739 %, 740 %, 741 %, 742 %, 743 %, 744 %, 745 %, 746 %, 747 %, 748 %, 749 %, 750 %, 751 %, 752 %, 753 %, 754 %, 755 %, 756 %, 757 %, 758 %, 759 %, 760 %, 761 %, 762 %, 763 %, 764 %, 765 %, 766 %, 767 %, 768 %, 769 %, 770 %, 771 %, 772 %, 773 %, 774 %, 775 %, 776 %, 777 %, 778 %, 779 %, 780 %, 781 %, 782 %, 783 %, 784 %, 785 %, 786 %, 787 %, 788 %, 789 %, 790 %, 791 %, 792 %, 793 %, 794 %, 795 %, 796 %, 797 %, 798 %, 799 %, 800 %, 801 %, 802 %, 803 %, 804 %, 805 %, 806 %, 807 %, 808 %, 809 %, 810 %, 811 %, 812 %, 813 %, 814 %, 815 %, 816 %, 817 %, 818 %, 819 %,

sans aide fiscale de l'Etat. La deuxième voie consiste à retrouver les sources qui ont donné naissance à la Sécurité sociale en appliquant un rétro-examen de ces cotisations sur des bases proportionnelles aux revenus, ce qui suppose l'unification des régimes. En tout cas, le rapport émet deux autres propositions, toute fois manipulatoires : celle d'un « colmatage de votes d'écus », qui ne « peuvent plus servir de politique ».

Finalement, ce que proposent les rapporteurs, ce n'est pas de modifier la loi actuelle, mais c'est d'affirmer qu'une proposition sociale globale est urgente, « le problème n'étant pas de traiter celui des seules personnes âgées mais ceux des engagements sociaux imprégnant la vie et la société toute entière ». Ces propositions seraient-elles retenues ? En tout cas, ce rapport nous laisse penser qu'il y aura bien, un an avant l'élection présidentielle et suffisamment à temps avant l'année 1982, année internationale des personnes âgées, un grand programme social, ce qu'on devrait normalement appeler le nouvel âge.

## Supprimer la notion d'âge fixe de départ à la retraite

Renient ce terme même. Ils estiment que, « dans l'immédiat, l'essentiel n'est ni d'abaisser l'âge de la retraite, ni de proposer des distractions aux personnes âgées : il s'agit d'analyser les causes des phénomènes de négation et d'exercer qui touchent aujourd'hui les populations âgées, et de leur porter remède ; il ne faut pas se laisser aller à des réflexions qui s'intéressent au sort des plus de soixante ans. Il faut — et c'est possible sur le long terme — échanger les rythmes et le cours de la vie entre, pratiquement, les générations, le temps, distribué différemment, les rôles entre les générations. »

Face aux inégalités financières et à la retraite, coopérer et solidarité, les rapporteurs proposent une série de mesures, notamment :

- Le partage de la durée du travail durant toute la vie et non pas seulement durant la période que couvre la retraite. « La retraite peut se prendre dès quarante ans. Non pas à titre définitif : des temps antérieurs, rémunérés par des cotisations, sont possibles tout. En retour, on peut demeurer en activité jusqu'à 65 ans, voire 70 ans. Il est possible aussi d'ajuster en douceur de l'activité au repos. » Au lieu de décider de la retraite à un âge fixe, (soixante ou soixante-cinq ans), « on peut décider de la retraite en fonction d'une durée d'activité — quarante ou quarante-deux ans par exemple, — ce qui permettrait aux ouvriers ayant exercé 42 ans tout un métier de partir dès 62 ans, 40 ans (soixante ans + quarante) et à la plupart des autres de partir après soixante-cinq ans.

● La mise en place d'un « pacte pour l'emploi des travailleurs dits âgés » afin de garantir réellement le droit, à tout âge, au travail, partiel ou non, en réglemeant les cumuls.

● Le relèvement des pensions des plus faibles, en particulier pour les femmes. D'autre part, il faudrait porter le minimum vielléss, à la fin des années 80, à 80 % du SMIC ; faire progresser moins vite que les salaires les retraites plus élevées par une « indexation modifiée » ; renouer à tout projet de capitalisation, « une régression sociale fondée sur des illusions économiques » ; supprimer les aides fiscales qui sont accordées à ces formules ; renforcer les principes de solida-

■ **L'intensification des actions** — nous en maintiendrons au plutôt une huitaine à deux semaines, sans trop longtemps qu'il est possible et souhaité des personnes âgées. Il faut en particulier que certaines prestations (aides ménagères) soient régularisées, que les statuts des personnes âgées soient adaptés. Une bonne coordination s'impose. Il faut cesser d'implanter de grandes unités médiocrités, comme on l'a fait depuis cinq ans. Il faut, enfin, introduire — comme cela se fait ici ou là — maison, tendresse et participation dans la culture, dans les loisirs, dans le monde de retraite, bien entendu, les ouvrir sur le vieil.

● La réforme à terme des systèmes de pension. Deux volets sont proposés. La première institue trois étapes : « une pension universelle » égale pour tous, sans conditions de ressources, indexée sur les salaires et en partie financée par l'impôt, ce qui remplacerait les régimes de base, comme cela existe au Canada, au Danemark et en Suède ; un régime contributif, proportionnel et obligatoire de type complémentaire, et, en troisième étape, l'assurance individuelle

**JEAN-PIERRE DUMONT.**  
(1) Délégué général de l'Union nationale des fédérations d'organismes d'H.L.M.

## Qui peut que le Sa

## Qui peut mieux parler hi-fi vidéo que le Salon du Confort Ménager?



## Les nouveaux visiteurs vont au Salon du Confort Ménager de la Foire de Paris. Et vous?

Appareils haute fidélité  
exactement modulés sur votre  
ambiance musicale préférée,  
téléviseurs pour découvrir des  
mondes nouveaux; caméras, vidéo  
magnétoscopes pour fabriquer vos  
propres programmes. Vous pensez  
que les années 80 vont consacrer  
l'art de mieux vivre ses loisirs chez  
soi. Vous êtes un des nouveaux  
visiteurs du Salon du Confort.  
Ménager de la Foire de Paris.

**Vous y découvrirez les  
nouveaux produits 80 et toutes les  
productions des plus grandes  
marques françaises et étrangères:  
A.E.G. - Telefunken - Akai - Bang et  
Olufsen - B.A.S.F. - Brandt - Braun -**

Continental Edison - Cybernet -  
Dansk - Dual - Getou - Gospeak -  
Grundig - Hitachi - ITT Océanic -  
Jensen - J.V.C. - Keff - Kenji -  
Kenwood - Koss - Marantz - Martin  
Micron - National - Nikko - Pathé.  
Marconi - Philips - Phonia -  
Pickering - Pioneer - Radiola - Saba

Sanyo - Schneider - Scott - Sensui -  
Sony - Technics - Teleton - Tensai -  
Thomson - Toshiba.

Que vous soyez un maniaque de la technique ou un simple amateur cherchant à déterminer ce qui correspond le mieux à ses besoins, le Salon du Confort Ménager est le lieu privilégié de la TV, hi-fi, vidéo d'aujourd'hui et de demain.

Amoureux, passionné,  
curieux, technicien de la hi-fi, TV,  
vidéo, soyez un consommateur  
averti, ne manquez pas ce grand  
rendez-vous de la technique et du  
plaisir: le Salon du Confort  
Ménager. Il est fait pour vous.

**Foire de Paris. 10 salons pour votre maison et vos loisirs.**  
26 avril-11 mai - Porte de Versailles. 10 h-19 h. Nocturnes mardi et vendredi jusqu'à 22 h 30.

# os enfants linguistiques ficaces.

**LA**

**BERLITZ**  
 1000 Broadway, New York, N.Y. 10003  
 Tel. (212) 691-1000  
 Telex 230000  
 Cable BERLITZ  
 BERLITZ, INC.

**révez plus... Partez**



NAME \_\_\_\_\_  
 ADDRESS \_\_\_\_\_  
 CITY \_\_\_\_\_  
 STATE \_\_\_\_\_  
 ZIP \_\_\_\_\_

**HOTEL  
MIDNIGHT**

**MENET  
KOMET**

100



## AFFAIRES

**FRANCE - DUNKERQUE VA CONSTRUIRE DEUX NAVIRES TRANSPORTEURS D'ACIDE PHOSPHORIQUE POUR LE BRÉSIL.**

Un protocole d'accord vient d'être signé entre la compagnie brésilienne C.N.C. (propriétaire d'un chantier naval et d'une filiale d'armement maritime) et les Chantiers navals de France-Dunkerque, aux termes duquel l'entreprise brésilienne devra passer commande aux chantiers de Dunkerque de deux transports d'acide phosphorique. Ces deux navires, de 23 000 tonnes chacun, seront semblables aux deux autres bateaux du même type que le Maroc a commandés aux mêmes chantiers du grand port des Flandres Il y a quelques mois.

La commande de ces deux navires pour le Brésil représente environ 50 millions d'unités de travail pour les chantiers de Dunkerque et un service de 400 millions de francs. Des relations de coopération technique existent depuis très ans entre le chantier de France-Dunkerque et l'entreprise brésilienne C.C.N. Mais la commande des deux bateaux a été rendue possible grâce à la signature du protocole financier signé entre la France et le Brésil qui, qui ouvre à ce pays un crédit de 2,5 milliards de francs (à l'échelle de 2 mai).



## ENVIRONNEMENT

A PROPOS DE...

LA PRÉSENTATION D'UN PROTOTYPE DE MAISON INDUSTRIELLE

### Le solaire en série

La société Maison et chalet idéal (M.C.I.) a présenté à la presse, mardi 29 avril, la première maison solaire « de série », dont le prototype a été construit à Franqueville-Saint-Pierre, dans la banlieue de Rouen.

La firme M.C.I., l'un des plus grands constructeurs de pavillons à la chaîne, se vante d'avoir semé en vingt ans près de quarante mille maisons individuelles à travers l'Hexagone. Jusqu'à une époque récente, les modèles de son catalogue ne bénéficiaient même pas du coup de crayon de quelque architecte. Ils étaient donc, tels que des coquilles techniques et commerciales d'un bureau d'étude qui « faisaient » dans le pratique, l'économique, mais sûrement pas dans l'esthétique. Ainsi le souhaitait la clientèle, affirmait les vendeurs.

Le goût des Français aurait-il changé du tout au tout ? Le même industriel du « chalet sans souci » inscrit, aujourd'hui, à son catalogue une gamme de sept pavillons solaires à la silhouette résolument moderne pour ne pas dire audacieuse. Le prototype qu'il montre dans la banlieue rouennaise n'a aucune peine à triompher des affligeantes bâtisses — anémiques et nouvelles — qui l'entourent. Des toits d'ardoise à pentes inégales, des décrochements dans les façades, la haute paroi inclinée à 60 % des panneaux solaires lui donnent une certaine élégance et correspondent en tout cas au parti pris de l'architecte M. Jacques Mensial.

La partie technique a été traitée par une firme spécialisée depuis un demi-siècle dans le conditionnement de l'air. Les 34 mètres carrés de capteurs alimentent la maison, quatre chambres, living, cuisine, deux salles de bains, sur deux niveaux et 110 mètres carrés en son chaud sanitaire et en

chauffage. Celui-ci est assuré par des serpentins noyés dans le carrelage. En cas de temps couvert, des résistances électriques chauffant l'eau. L'isolation — parie en béton cellulaire, doubles vitrages, huisserie hermétique, laine de verre — a été poussée au maximum. Avec une température extérieure de 7 °C il doit faire 20 °C à l'intérieur.

Les concepteurs du pavillon affirment que leur système — assez sophistiqué — permet d'économiser 2 tonnes et demi de fuel par an. La surcoûte de l'équipement solaire étant de 70 000 F (soit 11 % du prix total de la maison) il faudrait quinze ans pour l'amortir au prix actuel du carburant.

M.C.I. juge sa gamme solaire suffisamment « performante » pour la lancer sur le marché. L'opération constitue aussi une bonne publicité pour la marque qui s'en va vendre à l'étranger. Elle lui donne une confortabilité avancée sur ses concurrents comme les maisons Phenix qui n'en sont encore qu'aux études dans ce domaine. Le directeur de la région de Rouen espère placer dix pavillons solaires avant la fin de l'année, soit 5 % de ses ventes. « Les clients sont passionnés par la technique solaire, dit-il. Ils veulent assurer au moins partiellement leur indépendance énergétique et, en faisant des économies de dépenses, ils se donnent bonne conscience. » Le solaire au secours de la maison industrielle, Phœbus à la rescousse de Mercure, c'est un signe des temps.

Réunis à Paris

### LES REPRÉSENTANTS DES VINGT-QUATRE PAYS MEMBRES DE L'O.C.D.E. ÉTUDIENT LES MOYENS DE LUTTER CONTRE LE BRUIT.

Deux cents délégués des vingt-quatre pays de l'O.C.D.E. (Organisation de coopération et de développement économiques) vont discuter, les 7, 8 et 9 mai à Paris, des moyens de renforcer la lutte contre le bruit. La réglementation est, selon l'O.C.D.E., insuffisante et permet seulement dans la plupart des pays de « stabiliser » la situation.

Près d'une personne sur deux endure dans son logement un niveau sonore extérieur supérieur à la normale et, malgré les réglementations existantes, le bruit va continuer à s'aggraver d'ici à l'an 2000, estiment les experts de l'O.C.D.E.

Sur une population d'environ 730 millions d'habitants pour les vingt-quatre pays de l'O.C.D.E., plus de 100 millions souffrent d'un niveau de bruit « inacceptable » (plus de 55 décibels) et 200 millions d'un niveau « acceptable » (moins de 55 décibels). A Paris, plus de la moitié des quelque 2 millions d'habitants sont exposés à un bruit supérieur à 65 décibels. Il faut savoir que, sur l'échelle du bruit, le désert « produit » 20 décibels, la rue au travers de fenêtres fermées 50 décibels, une moto en pleine accélération 100 décibels, et un groupe de rock ou de pop music 110 décibels.

Toujours selon les experts, l'augmentation du trafic automobile devrait, de ce point de vue, aggraver la situation dans les prochaines années. En Europe, estime M. MacNeill, le niveau sonore du trafic automobile procède de plus d'un tiers d'ici l'an 2000 et les limites applicables aux véhicules motorisés ne sont pas réduites « sérieusement » avant 1990. Aux États-Unis, avec la vogue des moyennes cylindrées moins gourmandes en carburant mais plus bruyantes que les « grosses » américaines, le bruit du trafic sera de 25 % plus élevé à l'an 2000.

Manifestations à Chooz. — Pour manifester leur mécontentement avant l'ouverture le 6 mai d'une enquête d'utilité publique précédant la construction d'une nouvelle centrale nucléaire à Chooz (Ardennes), une vingtaine d'écologistes ont occupé durant quelques heures le 5 mai la mairie-midi la mairie de cette localité.

## AGRICULTURE

Journée « campagne morte »

### NOMBREUSES MANIFESTATIONS DANS TOUTE LA FRANCE

La journée « campagne morte », organisée le mardi 6 mai par les principaux syndicats agricoles pour protester contre l'insuffisance du relèvement des prix agricoles, a été marquée par de nombreuses manifestations dans toute la France.

Un camion espagnol chargé de fruits et légumes qui entrait en France, a été intercepté sur la nationale 9, près de la frontière, et vidé de son contenu, tandis qu'un autre, chargé de vitres, était incendié sur l'autoroute de la Catalogne, qui a été coupée. A Strasbourg, une centaine d'agriculteurs ont brûlé un mannequin trépassé de Mme Thatcher, sur le parvis du palais de l'Europe. Peu après, les portes de verre de l'entrée principale de ce bâtiment ont été brisées.

L'ensemble des agriculteurs français ont été appelés à cesser le travail de 15 heures à 17 heures, ce mardi.

## MONNAIES

VIF RECUIL DU DOLLAR

Le dollar, qui s'était raffermi la semaine dernière, s'est inscrit à nouveau en vif recul mardi matin 6 mai, sur toutes les places mondiales, à la suite de la nouvelle baisse des taux d'intérêt aux États-Unis (voir page 41). A Francfort, le cours de la monnaie américaine est tombé de 1,840 DM à 1,770 DM ; à Paris, il a chuté de 2,240 F à 2,185 F environ ; à Zurich, il a chuté de 1,59 F.S. à 1,55 F.S., tandis que, à Tokyo, il passait d'un coup de 240 yens à moins de 235 yens. Sur le marché de l'or, le cours de l'once s'est élevé à 390 dollars environ contre 312 dollars auparavant.

## URBANISME

Un directeur pour l'Institut d'architecture. — Créé à la demande du président de la République et présidé par M. Jacques Narbonne, conseiller d'État, l'Institut français d'architecture aura pour directeur M. François Dollfus, trente-neuf ans, architecte, actuellement conseiller technique au cabinet du premier ministre, après avoir organisé les mêmes fonctions, depuis 1976, dans les cabinets de Mme Françoise Giroud, secrétaire d'État à la culture et de M. Michel d'Ornano, ministre de la culture et de l'environnement.

## AVIS FINANCIERS DES SOCIÉTÉS

### SOCIÉTÉ NANCÉENNE DE CRÉDIT INDUSTRIEL & VARIN-BERNIER

BANQUE DU GROUPE C.I.C.

AUGMENTATION DE CAPITAL DE 75 541 600 F à 100 722 000 F

PAR ÉMISSION DE 125 902 ACTIONS DE 100 F NOMINAL A SOUSCRIRE EN NUMÉRAIRE

Prix d'émission : 170 F par action.  
Jouissance : 1<sup>er</sup> janvier 1980.  
Droit de souscription : UNE action nouvelle pour SIX anciennes.  
Délai de souscription : du 5 mai au 5 juin 1980 inclus.  
Avantage fiscal : les actions souscrites peuvent bénéficier de l'exonération fiscale dans les conditions et limites prévues par la loi Monory (n° 78-741 du 15 juillet 1978).

PAR ATTRIBUTION GRATUITE DE 125 902 ACTIONS DE 100 F NOMINAL

UNE action nouvelle pour SIX anciennes sous conditions suspensives de la réalisation définitive de l'augmentation de capital en numéraire.  
Jouissance : 1<sup>er</sup> janvier 1980.  
Démultiplication des opérations : aux guichets de la Société et des Banques du Groupe C.I.C.  
Cotation : Bourse de Nancy.  
La note d'information (visa COB n° 80-32 en date du 15 avril 1980) peut être obtenue sans frais auprès de la Société et des Etablissements chargés de recevoir les souscriptions.  
BALO du 28 avril 1980.

### COMPAGNIE INDUSTRIELLE DE L'ABELLE

L'assemblée générale ordinaire réunie le 28 avril 1980 a approuvé les comptes de l'exercice 1979 et le projet de distribution proposé par le conseil d'administration. Le bénéfice net comptable de l'exercice 1979 s'élève à 37 028 F contre 23 millions 467 011 F en 1978.  
L'assemblée a arrêté le montant du dividende unitaire à la somme de 16,50 F qui, augmentée de 8,25 F d'impôt déjà versé au Trésor (avoir fiscal), représente un revenu global de 24,75 F par action. Au titre de l'exercice précédent, il avait été distribué un dividende unitaire de 15 F plus un avoir fiscal de 7,50 F, soit un total de 22,50 F.  
Ce dividende sera mis en paiement le 12 mai 1980.  
A l'issue de l'assemblée générale ordinaire s'est tenue une assemblée générale extraordinaire qui a décidé de remplacer la dénomination sociale « Compagnie Industrielle de l'Abelle » par celle de « Compagnie Industrielle ».

### CARREFOUR

L'assemblée générale ordinaire réunie le 25 avril 1980 sous la présidence de M. Marcel Fourrier, président du conseil de surveillance, a approuvé les comptes de l'exercice 1979.  
Le bénéfice net avant déduction de la participation des salariés est de 27 millions de F contre 22 millions en 1978 soit 152,41 F par action contre 121,47 F.  
Le dividende net distribué au titre de l'exercice 1979 est fixé à 65 F auquel s'ajoute un avoir fiscal de 25,50 F soit un revenu global de 90,50 F.  
Pour l'exercice précédent les dividendes ont été payés en 1978 et 1979 respectivement 53 F, 58 F et 73 F.  
Le dividende, en progression de 25 %, sera mis en paiement à compter du lundi 12 mai 1980.  
L'assemblée générale extraordinaire du conseil de surveillance a décidé la distribution d'une action gratuite pour cinq actions qui seront octroyées avec jouissance au 1<sup>er</sup> janvier 1980.

### ÉPARGNE INDUSTRIELLE SICAV DU CRÉDIT MUTUEL

L'assemblée générale ordinaire, réunie le 28 avril 1980 sous la présidence de M. Gérard Gallien, président du conseil d'administration, a approuvé les comptes de l'exercice 1979 et le projet de distribution.  
Les sommes distribuables au titre de l'exercice 1979 sont de 11 691 464,40 F et se répartissent en deux parts : une part de 11 691 464,40 F et une part de 11 691 464,40 F.  
L'assemblée générale a fixé au 30 avril 1980 la mise en paiement de ce dividende qui est matérialisé par deux coupons :  
— N° 1 soumis au régime fiscal des obligations françaises non indexées de 2,57 F assorti d'un crédit d'impôt de 0,59 F, soit un total de 3,16 F ;  
— N° 2 correspondant aux autres revenus de 7,53 F assorti d'un crédit d'impôt de 2,29 F, soit un total de 9,82 F dont 7,44 F (crédit d'impôt compris) qui seront éventuellement droit à l'abattement fiscal de 3 000 F sur les dividendes d'actions françaises.  
Les actionnaires pourront réinvestir le montant de leurs dividendes en actions de la société, en actionnariat total ou en actionnariat partiel, pendant une période de trois mois à compter de la mise en distribution.  
SITUATION AU 31 MARS 1980  
Nombre d'actions en circulation : 223,71.  
Actif net en millions de francs : 223,71.  
Valeur liquidative de l'action en francs : 220,33.  
Composition de l'actif net :  
— Obligations convertibles françaises : 0,5 %  
— Autres obligations françaises : 27,1 %  
— Actions : 69,3 %  
— Actions étrangères : 4,6 %  
— Disponibilités : 7,5 %

### SOCIÉTÉ ROUTIÈRE COLAS

Le chiffre d'affaires, toutes taxes comprises, du groupe Colas 1979, s'élève à 4,38 milliards de francs, soit 14 % d'augmentation sur celui de 1978. Plus de 40 % ont été réalisés outre-mer et à l'étranger.  
Les bénéfices consolidés, qui n'ont pas encore définitivement arrêté, s'élèvent à 73 millions de francs, contre 67,5 millions en 1978, tandis que le chiffre brut d'investissement nettement massé de 246 millions à environ 285 millions.  
Pour la Société routière Colas, la bénéfice net de l'exercice est de 51 millions, contre 47,7 en 1978, il représente 54,5 francs par action.  
Lors de sa réunion du 24 avril, le conseil d'administration a décidé de proposer à l'assemblée générale ordinaire, convoquée pour le 26 juin, la distribution d'un dividende de 20 F (contre 18 F) qui, compte tenu de l'impôt déjà versé au Trésor, donnera un revenu global de 30 francs.  
S'ajoutant à un nombre d'actions accrues de 20 %, la distribution globale de 20 F par action, soit 18,7 millions, soit une progression d'un tiers.

### bhe BANQUE HYPOTHÉCAIRE EUROPÉENNE

Le conseil d'administration de la Banque hypothécaire européenne (B.H.E.) s'est réuni le 23 avril 1980 sous la présidence de M. Gérard Gallien, président du conseil d'administration, a approuvé les comptes de l'exercice 1979 et le projet de distribution.  
Le chiffre d'affaires de l'exercice 1979, dont le montant s'élève, après amortissement des provisions et impôts, à 19 574 381 F contre 17 173 088 F au terme de l'exercice précédent, a été réparti comme suit :  
— Sur la base de ce résultat, qui a été déterminé après dotation à une provision pour éventualités diverses avant la prise en compte de 7 000 000 F contre 5 500 000 F en 1978, le conseil propose à l'assemblée générale des actionnaires prévue pour le 30 mai 1980, la mise en paiement de dividendes pour un total de 11 397 416 F.  
Cette distribution correspondra à un dividende de 19 F par action auquel s'ajoutera un avoir fiscal de 9,50 F représentant le montant de l'impôt déjà payé au Trésor. Il est rappelé qu'en titre de l'exercice 1978, le dividende unitaire était de 16,50 F par action et qu'il avait été complété d'un avoir fiscal de 8,25 F. Le revenu global par titre qui recevra les dividendes publics permettrait donc d'élever une fois de plus le revenu de l'activité en France des G.T.E.

### GIPACEM

CRÉATION D'UN DÉPARTEMENT DE CAUTION MUTUELLE

Le conseil d'administration du GIPACEM (Groupeement pour le financement des industries du papier, de la cellulose et des emballages dérivés) s'est réuni le 23 avril 1980, sous la présidence de M. Jean Denery, son président. Il a pris acte avec satisfaction de l'ouverture, dans les jours qui viennent, d'un département nouveau de crédits à moyen terme fonctionnant dans le cadre de l'article 8 de la loi de 1936. Le GIPACEM assurera de ce fait, en même temps que sa fonction traditionnelle, celle de garantir, par le biais de la caution mutuelle, les emprunts à long terme, celle d'une société de caution mutuelle. La séparation des fonds de garantie propres à l'une et l'autre activité sera telle qu'aucun risque n'est transféré de l'une à l'autre. Le département nouveau interviendra dans les formes classiques des sociétés de caution mutuelle, à savoir : en cas de défaillance de l'emprunteur, la création d'entreprises ou d'emplois.

### BANQUE OTTOMANE

Après examen des comptes de l'exercice 1979, la commission des comptes, qui a été convoquée pour le 26 avril à Londres, a approuvé les comptes de l'exercice 1979 et le projet de distribution.  
Le chiffre d'affaires de l'exercice 1979, dont le montant s'élève, après amortissement des provisions et impôts, à 19 574 381 F contre 17 173 088 F au terme de l'exercice précédent, a été réparti comme suit :  
— Sur la base de ce résultat, qui a été déterminé après dotation à une provision pour éventualités diverses avant la prise en compte de 7 000 000 F contre 5 500 000 F en 1978, le conseil propose à l'assemblée générale des actionnaires prévue pour le 30 mai 1980, la mise en paiement de dividendes pour un total de 11 397 416 F.  
Cette distribution correspondra à un dividende de 19 F par action auquel s'ajoutera un avoir fiscal de 9,50 F. Le revenu global par titre qui recevra les dividendes publics permettrait donc d'élever une fois de plus le revenu de l'activité en France des G.T.E.

### SIMCO

Le montant des loyers émis par la société, au cours du premier trimestre de l'année 1980, s'élève à 27 152 540 F, contre 24 824 023 pour le premier trimestre 1979.

Ces montants ne tiennent pas compte des indemnités compensatrices dues par l'Etat.

### E.P.E.C. FORMATION

REVISION D.E.C.S. 3 certificats  
Juillet  
(2 jours / semaine / certificat)  
Août  
(3 jours groupés par certificat)  
Renseignements et inscriptions :  
Tél. : 246-39-14 et 246-39-15.

### PLACEMENT DIAMANT OU S'INFORMER ?

Le Centre d'Information Union de Diamantaires, 17 rue St-Florentin, 75008 Paris, Tél. (01) 260 36 32 - (24 lignes groupées), est ouvert au public du lundi au vendredi de 10 h à 19 h et le samedi de 10 h à 17 h.

### Et si on volait votre diamant ?

Qu'avez-vous comme preuve ? Aucune. Seul, le système GEMPRINT, vous donne l'empreinte, la signature de votre diamant, une empreinte obtenue grâce à un rayon laser qui ne ressemble à aucune autre. Si on retrouve votre diamant, vous pourrez ainsi prouver qu'il est bien le vôtre. Alors, allez vite chez votre bijoutier joaillier agréé GEMPRINT, ou pour toutes informations, appelez le 742-42-00.

### pourquoi investir dans le diamant ?

Classé un des meilleurs investissements par les plus grands financiers  
RENTABLE double sa valeur en quelques années  
SICUR courir toujours en hausse  
FISCALITÉ ne rentre pas dans vos revenus annuels  
Autres avantages : anonyme, discret, facile les successions, aucun frais de gestion, liquidité permanente et internationale.

Garanties à exiger : qualité de la pierre, type de taille. Certificats internationaux officiels évolution des cours rentabilité des différentes qualités contrat de vente.

ne laissez pas votre capital se dévaluer, écrivez : **Gemprint®** Les Gemmologues d'Investissement S.A. 75755 Paris cedex 15, tel. 588.88.88

Veuillez m'informer, sans engagement sur : ☐ l'investissement financier ☐ les pierres de couleur.

nom : \_\_\_\_\_ prénom : \_\_\_\_\_  
adresse : \_\_\_\_\_

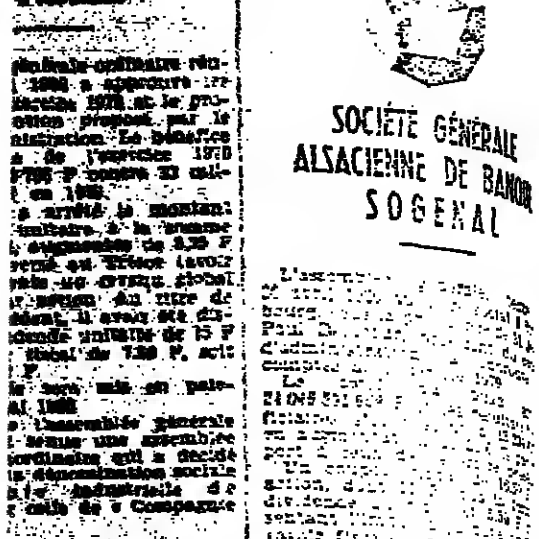
LES M  
PARIS

### BOURSE DE PARIS

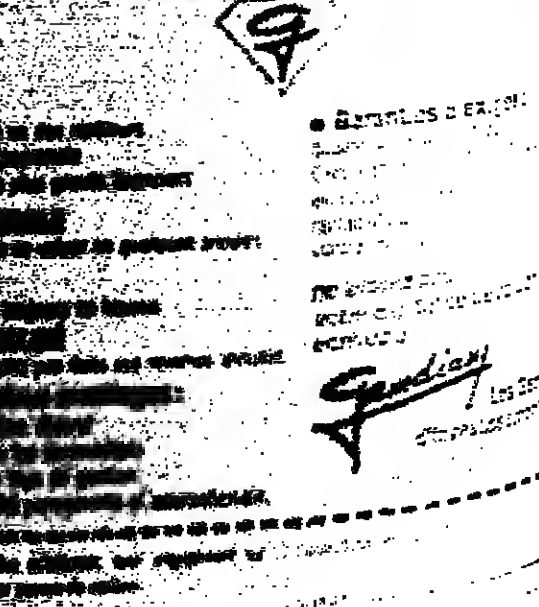
COURSES		VALUES	
1000000000	21 6	1000000000	21 6
1000000000	21 6	1000000000	21 6
1000000000	21 6	1000000000	21 6
1000000000	21 6	1000000000	21 6
1000000000	21 6	1000000000	21 6
1000000000	21 6	1000000000	21 6
1000000000	21 6	1000000000	21 6
1000000000	21 6	1000000000	21 6
1000000000	21 6	1000000000	21 6
1000000000	21 6	1000000000	21 6
1000000000	21 6	1000000000	21 6
1000000000	21 6	1000000000	21 6
1000000000	21 6	1000000000	21 6
1000000000	21 6	1000000000	21 6
1000000000	21 6	1000000000	21 6
1000000000	21 6	1000000000	21 6
1000000000	21 6	1000000000	21 6
1000000000	21 6	1000000000	21 6
1000000000	21 6	1000000000	21 6
1000000000	21 6	1000000000	21 6
1000000000	21 6	1000000000	21 6
1000000000	21 6	1000000000	21 6
1000000000	21 6	1000000000	21 6
1000000000	21 6	1000000000	21 6
1000000000	21 6	1000000000	21 6
1000000000	21 6	1000000000	21 6
1000000000	21 6	1000000000	21 6
1000000000	21 6	1000000000	21 6
1000000000	21 6	1000000000	21 6
1000000000	21 6	1000000000	21 6
1000000000	21 6	1000000000	21 6
1000000000	21 6	1000000000	21 6
1000000000	21 6	1000000000	21 6
1000000000	21 6	1000000000	21 6
1000000000	21 6	1000000000	21 6
1000000000	21 6	1000000000	21 6
1000000000	21 6	1000000000	21 6
1000000000	21 6	1000000000	21 6
1000000000	21 6	1000000000	21 6
1000000000	21 6	1000000000	21 6
1000000000	21 6	1000000000	21 6
1000000000	21 6	1000000000	21 6
1000000000	21 6	1000000000	21 6
1000000000	21 6	1000000000	21 6
1000000000	21 6	1000000000	21 6
1000000000	21 6	1000000000	21 6
1000000000	21 6	1000000000	21 6
1000000000	21 6	1000000000	21 6
1000000000	21 6	1000000000	21 6
1000000000	21 6	1000000000	21 6
1000000000	21 6	1000000000	21 6
1000000000	21 6	1000000000	21 6
1000000000	21 6	1000000000	21 6
1000000000	21 6	1000000000	21 6
1000000000	21 6	1000000000	21 6
1000000000	21 6	1000000000	21 6
1000000000	21 6	1000000000	21 6
1000000000	21 6	1000000000	21 6
1000000000	21 6	1000000000	21 6
1000000000	21 6	1000000000	21 6
1000000000	21 6	1000000000	21 6
1000000000	21 6	1000000000	21 6
1000000000	21 6	1000000000	21 6
1000000000	21 6	1000000000	21 6
1000000000	21 6	1000000000	21 6
1000000000	21 6	1000000000	21 6
1000000000	21 6	1000000000	21 6
1000000000	21 6	1000000000	21 6
1000000000	21 6	1000000000	21 6
1000000000	21 6	1000000000	21 6
1000000000	21 6	1000000000	21 6
1000000000	21 6	1000000000	21 6
1000000000	21 6	1000000000	21 6
1000000000	21 6	1000000000	21 6
1000000000	21 6	1000000000	21 6
1000000000	21 6	1000000000	21 6
1000000000	21 6	1000000000	21 6
1000000000	21 6	1000000000	21 6
1000000000	21 6	1000000000	21 6
1000000000	21 6	1000000000	21 6
1000000000	21 6	1000000000	21 6
1000000000	21 6	1000000000	21 6
1000000000	21 6	1000000000	21 6
1000000000	21 6	1000000000	21 6
1000000000	21 6	1000000000	21 6
1000000000	21 6	1000000000	21 6
1000000000	21 6	1000000000	21 6
1000000000	21 6	1000000000	21 6
1000000000	21 6	1000000000	21 6
1000000000	21 6	1000000000	21 6
1000000000	21 6	1000000000	21 6
1000000000	21 6	1000000000	21 6
1000000000	21 6	1000000000	21 6
1000000000	21 6	1000000000	21 6
1000000000	21 6	1000000000	21 6
1000000000	21 6	1000000000	21 6
1000000000	21 6	1000000000	21 6
1000000000	21 6	1000000000	21 6
1000000000	21 6	1000000000	21 6
1000000000	21 6	1000000000	21 6
1000000000	21 6	1000000000	21 6
1000000000	21 6	1000000000	21 6
1000000000	21 6	1000000000	21 6
1000000000	21 6	1000000000	21 6
1000000000	21 6	1000000000	21 6
1000000000	21 6	1000000000	21 6
1000000000	21 6	1000000000	21 6
1000000000	21 6	1000000000	21 6
1000000000	21 6	1000000000	21 6
1000000000	21 6	1000000000	21 6
1000000000	21 6	1000000000	21 6
1000000000	21 6	1000000000	21 6
1000000000	21 6	1000000000	21 6
1000000000	21 6	1000000000	21 6
1000000000	21 6	1000000000	21 6
1000000000	21 6	1000000000	21 6
1000000000	21 6	1000000000	21 6
1000000000	21 6	1000000000	21 6
1000000000	21 6	1000000000	21 6
1000000000	21 6	1000000000	21 6
1000000000	21 6	1000000000	21 6
1000000000	21 6	1000000000	21 6
1000000000	21 6	1000000000	21 6
1000000000	21 6	1000000000	21 6
1000000000	21 6	1000000000	21 6
1000000000	21 6	1000000000	21 6
1000000000	21 6	1000000000	21 6
1000000000	21 6	1000000000	21 6
1000000000	21 6	1000000000	21 6
1000000000	21 6	1000000000	21 6
1000000000	21 6	1000000000	21 6
1000000000	21 6	1000000000	21 6
1000000000	21 6	1000000000	21 6
1000000000	21 6	1000000000	21 6
1000000000	21 6	1000000000	21 6
1000000000	21 6	1000000000	21 6
1000000000	21 6	1000000000	21 6
1000000000	21 6	1000000000	21 6
1000000000	21 6	1000000000	21 6
1000000000	21 6	1000000000	21 6
1000000000	21 6	1000000000	21 6
1000000000	21 6	1000000000	21 6
1000000000	21 6	1000000000	21 6
1000000000	21 6	1000000000	21 6
1000000000	21 6	1000000000	21 6
1000000000	21 6	1000000000	21 6
1000000000	21 6	1000000000	21 6
1000000000	21 6	1000000000	21 6
1000000000	21 6	1000000000	21 6
1000000000	21 6	1000000000	21 6
1000000000	21 6	1000000000	21 6
1000000000	21 6	1000000000	21 6
1000000000	21 6	1000000000	21 6
1000000000	21 6	1000000000	21 6
1000000000	21 6	1000000000	21 6
1000000000	21 6	1000000000	21 6
1000000000	21 6	1000000000	21 6
1000000000	21 6	1000000000	21 6
1000000000	21 6	1000000000	21 6
1000000000	21 6	1000000000	21 6
1000000000	21 6	1000000000	21 6
1000000000	21 6	1000000000	21 6
1000000000	21 6	1000000000	21 6
1000000000	21 6	1000000000	21 6
1000000000	21 6	1000000000	21 6
1000000000	21 6	1000000000	21 6
1000000000	21 6	1000000000	21 6
1000000000	21 6	1000000000	21 6
1000000000	21 6	1000000000	21 6
1000000000	21 6	1000000000	21 6
1000000000	21 6	1000000000	21 6
1000000000	21 6	1000000000	21 6
1000000000	21 6	1000000000	21 6
1000000000	21 6	1000000000	21 6
1000000000	21 6	1000000000	21 6
1000000000	21 6	1000000000	21 6
1000000000	21 6	1000000000	21 6
1000000000	21 6	1000000000	21 6
1000000000	21		



LE MONSTRUEUX  
L'AMER

[illegible][illegible]

**pourquoi investir dans le  
diamant?**



## LES MARCHÉS FINANCIERS

## PARIS

## Hausse dans un désert

Si comme le président de la République l'a assuré lundi soir à la télévision, « la France a ses chances », les milieux financiers ne voient pas pourquoi la Bourse n'aurait pas les siennes. Pour cela, pour attirer les capitaux, éléments tiédés de la corbeille, les investisseurs institutionnels (Caisses des dépôts en tête) ont procédé, ca marti, à des achats qui n'ont pas eu besoin d'être massifs pour atteindre 350 milliards. Grâce à la faiblesse permanente de l'activité, l'indicateur instantané, en propres de 0,9 % des l'ouverture de la séance, a été très inférieur à celui jusqu'à terminer à + 1,5 % mardi.

Tous les compartiments de la cote ont bénéficié de cette nouvelle manne et, sur le seul marché, pour atteindre 335 milliards ont progressé (contre 330 baisses) dont une quinzaine de + 6 à 6 %. Les meilleures performances ont été réalisées par St-Louis-Bon, + 10 %, G.L.I.1 + 8 %, B.P. Lafayette, + 7 %, C.A. de Paris, CEM (+ 5 %) et Crédit du Nord et Club Méditerranée (+ 4,5 %).

Au chapitre des baisses, la sidérurgie a été la plus touchée avec Sautter et Châtillon - 3,5 %, suivies de Prénatal, au plus bas de l'année après un repli de 3 %.

Sur le marché de l'or, l'activité est restée faible, le lingot restant à 232,50 francs (contre 730,00), soit \$248,25 dollars (contre 740,00), ou de 31,1 grammes (\$517,50 dollars à Londres à midi). Il est vrai que le dollar s'est réajusté nettement, tombant de 4,245 F à 4,192 F.

Le déficit du commerce extérieur de la décaennale des taux d'intérêts américains. (Voir d'autre part).

Le napoleon a cédé \$40 F à \$200.

**DROITS DE SOUSCRIPTION**

VALEURS (Actions et parts)	Modificat.	Services cour.
Louvre, c. 25 .....	15.2	28 50
Nancéienne Cr. ind., c. 23	15.6	14 ..

## LONDRE

VALEURS	CLOTURE 25	CHANGES 26
Chemical Bank	118	120
Exxon Petroleum	332	332
General Electric	50	50
Merck & Co.	7 7/8	7 7/8
Pharmaceuticals	378	380
Union Carbide	125	125
Union Pacific	248	248
Western Union	125	124
Yankee	31 1/4	31 1/4
Yankee 3 1/2 %	74 1/4	74 1/4
Yankee 4 %	61 1/2	61 1/2

(M) Et se clôture U.S.

## NOUVELLES DES SOCIÉTÉS.

**SELF ANTAGAG.** — Bénéfice net pour 1978 : 7,22 millions de francs cfa. Dividende global : 18,18 % du capital cédé 12 % en 1978.

**SAINRAPPT ET BRICE.** — Bénéfice net pour 1978 : 34,04 millions de francs cfa. Dividende global : 18,18 % du capital cédé 20 %, compte tenu de l'attribution gratuite d'une action neuve par action existante.

**FININVEST.** — Bénéfice net pour 1978 : 390 millions de francs cfa. Dividende global : 21,62 millions de francs cfa. Dividende global : 25,59 % du capital cédé 10,75 % pour 1978.

**BORE FERTIL INTERNATIONAL.** — Bénéfice net provisoire au 21 décembre 1978 : 25,22 millions de francs cfa. Dividende global : 25,59 % pour une perte de 99,36 francs cfa au 31 décembre 1978.

## NEW-YORK

### Mauvaise des cours pour balles des taux

La décaissée des taux d'argent qui restait pourvu lundi l'abaissement à 17 1/2 % d'un peu plus de 1/2 % (voir ci-dessus) (voir d'autre part) est directement à l'origine de la hausse observée sur l'argent. Les opérations, qui ont été effectuées, ont été effectuées à des achats sélectifs, et ont été effectuées à 18 1/2 % en progrès de 5,38 points.

Sur 1 878 valeurs cotées au Board, 981 ont monté, 308 baissé et 361 sont restées à peu près stationnaires.

Le volume des transactions cependant assez limité, 34 millions d'actions ayant été échangées contre 23 millions à la veille du week-end.

Le dénouement de l'affaire n'aurait pas été à Londres à court de l'émulation du marché.

	COURS	COU
--	-------	-----

VALUES	25	5
Alpo	54 7/8	54
A.T.T.	53 1/2	53
Bentley	32 7/8	32
Marathon	32 1/2	32
De Pont de Nemours	36 5/8	36
Eastman Kodak	51 1/2	51
General Electric	25 1/2	22
General Foods	46	46
General Motors	48 1/4	48
Goodyear	11 7/8	11
I.B.M.	54	55
Johnson & Johnson	51 1/2	51
Kennecott	27 1/8	27
Mobil Oil	71	78
Pratt & Whitney	71	71
Schlumberger	198 5/8	198
Texaco	34 5/8	34
U.S.I. Inc.	15 1/4	15
Union Carbide	18 1/4	18
W.R. Grace	18 5/8	18
Winghous	22 1/8	22
Zenith	61 7/8	50

### COURS DU DOLLAR A TOKYO

	55	2.5
dollar (en yens) ..	Cla	234 10

---

**Taux du marché monétaire**

INDICES QUOTIDIENS  
(INSEE, base 100 : 29 déc. 1970)

Valours françaises ..	1035	10
Valours étrangères ..	101	10

Cie DES AGENTS DE CHANGE  
(Banc 100; 29 déc. 1961)

new prices, on 88 .....	12 1 2	%	Indice general .....	184,8	18
-------------------------	--------	---	----------------------	-------	----

Cours précéd.	Dernier cours	VALEURS	Cours précéd.	Dernier cours	VALEURS	Cours précéd.	Dernier cours
------------------	------------------	---------	------------------	------------------	---------	------------------	------------------

VALEURS	Cours précéd.	Dernier cours	VALEURS	Cours précéd.	Dernier cours	VALEURS	Cours précéd.	Dernier cours	VALEURS	Cours précéd.	Dernier cours
---------	------------------	------------------	---------	------------------	------------------	---------	------------------	------------------	---------	------------------	------------------

[illegible]

## BOURSE DE PARIS - 6 MAI - COMPTANT

[illegible]

Compte tenu de la brièveté de délai qui nous est imparti pour publier la carte complète dans nos dernières éditions, des erreurs peuvent parfois figurer dans les cotes. Elles sont corrigées dès le lendemain, dans la première édition.

Compensation	VALEURS	Précéd. clôture	Premier cours	Dernier cours	Compl. premier cours	Compensation	VALEURS	Précéd. clôture	Premier cours	Dernier cours	Compl. premier cours	Compensation	VALEURS
1000	4 5 % 1973	7-12	9228	2812	2 88	1250	CFR-Aquitaine	288	1270	1285	17 5	100	Nav. Mixte

## TERME

Prémier cours	Deuxième cours	Comp. premier cours	Prémier cours	Deuxième cours	Comp. premier cours	Prémier cours	Deuxième cours	Comp. premier cours	Prémier cours	Deuxième cours	Comp. premier cours
150	150	187	778	780	822	169	168	182	182	179	179

[illegible][illegible]

24 30	24 38	24 ..
150	150 ..	150 ..
780	780 ..	780 ..
132 133	133 20	132 ..

[illegible]



